Léon Degrelle

HITLER DÉMOCRATE



Tome 1

Léon Degrelle

LE SIÈCLE DE HITLER

****

HITLER DÉMOCRATE

TOME PREMIER

INTRODUCTION

Bien qu'occupant une place centrale dans notre histoire contemporaine l'avènement au pouvoir du N.S.D.A.P. et de son chef Adolf Hitler reste un mystère. Ce livre, qui n'a aucunement pour objet de faire l'apologie d'un régime et d'une époque révolus, a pour seule ambition de permettre la compréhension des événements qui frappèrent les Allemands et les poussèrent dans l'*extrémisme*. Mais laissons maintenant Léon Degrelle lui-même annoncer le présent ouvrage à travers des extraits de son livre *Hitler pour mille ans* paru en 1969 aux Éditions de la Table Ronde :

A un jeune garçon des temps actuels l'Europe dite « fasciste » apparaît comme un monde lointain, déjà confus.

Ce monde s'est effondré.

Donc, il n'a pas pu se défendre.

Ceux qui l'ont jeté au sol restaient seuls sur le terrain, en 1945. Ils ont, depuis lors, interprété les faits et les intentions, comme il leur convenait.

Un quart de siècle après la débâcle de l'Europe « fasciste » en Russie, s'il existe quelques ouvrages à demi corrects sur Mussolini, il n'existe pas encore un seul livre objectif sur Hitler.

Des centaines d'ouvrages lui ont été consacrés, tous bâclés, ou inspirés par une aversion viscérale.

Mais le monde attend toujours l'œuvre équilibrée qui établira le bilan de la vie du principal personnage politique de la première moitié du XXe siècle.

Le cas d'Hitler n'est pas un cas isolé. L'Histoire si l'on peut dire ! s'écrit depuis 1945 à sens unique.

Dans l'Europe occidentale, si le fanatisme est plus nuancé, il n'en est que plus hypocrite. jamais un grand journal français, ou anglais, ou américain ne publierait un travail qui mettrait en relief ce qu'il put y avoir d'intéressant, voire de sainement créateur, dans le Fascisme ou dans le National-Socialisme.

La seule idée d'une telle publication paraîtrait aberrante. On crierait aussitôt au sacrilège.

Un secteur a été tout spécialement l'objet de soins passionnés : on a publié, dans un gigantesque tapage, cent reportages, souvent exagérés, parfois grossièrement mensongers, sur les camps de concentration et sur les fours crématoires, seuls éléments que l'on veuille bien considérer dans l'immense création que fut, pendant dix ans, le régime hitlérien.

Jusqu'à la fin du monde on continuera d'évoquer la mort des Juifs dans les camps d'Hitler sous le nez épouvanté de millions de lecteurs, peu férus d'additions exactes et de rigueur historique.

Là aussi, on attend un ouvrage sérieux sur ce qui s'est réellement passé, avec des chiffres vérifiés méthodiquement et recoupés ; un ouvrage impartial, non un ouvrage de propagande ; non pas des choses soi-disant vues et qui n'ont pas été vues ; non pas surtout des « confessions » criblées d'erreurs et de non-sens, dictées par des tortionnaires officiels – comme une commission du Sénat américain – a dû le reconnaître – à des accusés allemands jouant leur tête, et prêts à signer n'importe quoi pour échapper au gibet.

Ce fatras incohérent, historiquement inadmissible, a fait de l'effet, sans aucun doute, sur le vaste populo sentimental. Mais il

est la caricature d'un problème angoissant, et malheureusement vieux comme le sont les hommes.

L'étude, reste encore à écrire – et d'ailleurs, nul éditeur ne la publierait – qui exposerait les faits exacts selon des méthodes scientifiques, les replacerait dans leur contexte politique...

Cette étude, Léon Degrelle l'a écrite en 1993 et nous vous la présentons avec plaisir.

L'éditeur

Première partie

HITLER CET INCONNU

I

PORTRAIT DE HITLER

Comment était-il ? Hitler psychanalysé par Dali – Sa taille – Ses yeux – Sa parole – Sa nourriture – Sa simplicité – Sa curiosité intellectuelle – Sa passion de connaître – L'étendue de sa culture – Père-Abbé ? Ou fonctionnaire ? Ou mitron ? – Le cénobite – La politique à Vienne – Les débuts d'éloquence de Hitler – Hitler en face du destin.

« Hitler, vous qui l'avez connu, comment était-il ? »

Cette question-là, depuis 1945, on me l'a posée mille fois. Il n'en est pas de plus embarrassante.

Environ deux cent mille volumes ont été, jusqu'à présent, consacrés à la Seconde Guerre mondiale, et, spécialement, on l'imagine, à celui qui en fut la toute grande vedette.

A travers eux, découvre-t-on un Hitler authentique ?

Au moins, l'a-t-on déchiffré ?

« L'énigme de Hitler dépasse toute force humaine », a-t-on pu lire dans *Die Zeit* du 16 juin 1970.

Cette énigme, Dali, le peintre génial entre tous, a essayé de la percer dans un de ses tableaux les plus intensément dramatiques, en septembre 1938. Sur cette toile (un mètre cinquante sur un mètre), de grands paysages de montagnes s'assombrissent presque

totalement. Seuls restent illuminés quelques mètres de plage, criblés de minuscules personnages d'une délicatesse de miniaturiste, derniers témoins, fragiles, presque irréels déjà, dans des bleus laiteux, d'une paix qui meurt. A la branche nue d'un olivier pend un énorme écouteur téléphonique d'où tombent des larmes de sang, pareilles à des perles. De-ci de-là, sont accrochés des parapluies et des chauves-souris, portant visiblement les mêmes présages.

« Le parapluie de Chamberlain, raconte Dali, apparaissait dans cette peinture sous un aspect sinistre, identifié par la chauve-souris, et il m'affectait quand je le peignais, comme quelque chose d'énormément angoissant. »

Il commentait, en confidence : « Cette peinture me paraissait chargée de valeur prophétique ».

Dali, souvent si théâtral, ajoutait, devenu modeste :

« Je confesse n'avoir pas encore déchiffré moi-même cette fameuse énigme. Ce dernier (Hitler) ne m'attirait que comme objet de mon délire et parce qu'il projetait devant mes yeux un personnage d'une valeur de bouleversement incomparable. »

Quelle leçon d'humilité pour tous les censeurs bruyants qui ont improvisé à la va-vite après 1945 des milliers de bouquins audacieusement définitifs, à peu près tous méprisants, sur ce personnage qui troubla à ce point un Dali, l'homme de l'introspection qui restait dubitatif et angoissé, quarante ans plus tard, devant cette œuvre hallucinée, escamotée presque, dans un couloir de sa maison !

A part ce coup de lumière de Dali (1938) sur un destin qui dépassa toutes les normes, qui donc a essayé, objectivement, sans s'abandonner aux ragots – et, ce qui est beaucoup plus grave, aux partis pris et à la haine – de recomposer le contexte d'un des êtres les plus explosifs de l'Histoire des hommes ?

A lire l'immense fatras truqué offert aux foules, je me prends la tête dans les mains. Cet être qui fut probablement l'homme

le plus puissant qu'ait connu le monde, ouragan de conquêtes et de dominations, en quoi ressemble-t-il à l'Hitler que j'ai connu, assis devant moi, se levant, se taisant ?

Expliquer aux gens qu'il était différent des représentations sommaires des narrateurs d'après-coup est devenu presque impossible. Quatre-vingt-quinze pour cent des lecteurs ou des auditeurs ne croiront pas un mot qui ne correspondra pas à la confirmation rigoureuse du portrait qu'on leur a imposé, qu'ils ont accepté, avec satisfaction, car c'est celui-là que, précisément, ils voulaient que l'Histoire présentât. Ils ont été comblés !

Ce spectre grimaçant est-il le vrai ? Est-ce moi l'halluciné ? Et non les autres ? Eux, pourtant, n'ont jamais vu Hitler, ne lui ont jamais dit, ou n'ont jamais entendu de lui, trois mots. Mais ils décrivent chaque poil de sa moustache et chaque lobe de son cerveau avec des précisions de manipulateurs de microscope. Pour eux, c'est entendu : Hitler c'était zéro. Et tout est dit.

L'Histoire, avec le temps, exigera plus que ces liquidations sommaires. Ce Hitler, qui était-il donc ?

Devant mes yeux, il est toujours présent, comme en 1936, homme de paix et, comme en 1944, homme de guerre. On ne peut pas avoir été le témoin personnel de la vie d'un surhomme de ce format sans en être marqué. Il n'est pas de jour où il ne resurgisse dans ma mémoire, non comme une météorite lointaine, mais comme un être réel, qui arpente son bureau, qui s'assied dans son fauteuil, qui attise le feu des bûches de sa cheminée.

Lorsqu'il apparaissait, c'était sa petite moustache, pareille à une brosse à dents, qui se remarquait d'abord, drue, d'un brun foncé. On lui avait conseillé cent fois de la couper. Il s'y refusa toujours. Les foules, une fois habituées à ce genre d'image, n'aiment pas qu'on y apporte des retouches.

Il n'était pas grand. Ce n'est pas indispensable. Alexandre le Grand ne mesurait que 1,67 m. Napoléon était plutôt petit.

Les yeux bleus de Hitler étaient-ils ensorcelants ? Ils étaient beaux, d'un bleu de bleuet. Mais jamais ils ne m'ont mis en transe. Ni ses mains, dont on disait qu'elles émettaient des fluides. Je les ai serrées un certain nombre de fois sans être foudroyé.

Son visage était vibrant, ou bien tout à fait quelconque, selon la passion ou l'apathie du moment. Parfois, Hitler restait comme engourdi, ne lâchant plus un mot, tandis que ses mâchoires s'agitaient comme si elles broyaient dans le vide un obstacle. Puis il se redressait, était comme projeté par une onde explosive, vous lançait, à vous seul, un meeting comme s'il se fût trouvé au champ d'aviation de Tempelhof devant deux millions d'auditeurs. Il était alors transfiguré.

Même sa peau, plutôt terne, était lumineuse. Le verbe jaillissait.

Alors oui ! Hitler était étrangement beau, comme auréolé, comme possédé par un pouvoir magique...

Il tempérait vite, par une pointe d'humour, ce qui eût pu paraître trop solennel dans son propos. Il avait souvent le mot pittoresque, le trait mordant. Il brossait en un tournemain un croquis qui amenait le sourire, ou il lâchait une comparaison imprévue qui désarmait. Il pouvait être dur dans ses jugements, implacable même, mais presque en même temps étrangement conciliant, sensible, affectueux.

Lui, à qui on prête depuis 1945 toutes les cruautés, n'était pas cruel par nature. Il aimait les enfants. Il arrêtait sa voiture, le long de la route, pour partager son casse-croûte avec de jeunes cyclistes. Un jour, il donna sa gabardine à un clochard qui peinait sous la pluie.

A minuit, il interrompait son travail pour préparer lui-même la pâtée de Blondie, sa chienne. S'il détestait les chats,

c'est parce qu'ils mangent les oiseaux. Il n'eût pas posé la dent sur un rognon de veau ou sur un blanc de poulet parce que la mise à mort du veau ou du gallinacé avait dû nécessairement précéder leur apparition sur les assiettes ! Il se refusait à ce que l'on sacrifiât pour l'alimenter un lapin ou tout autre animal. Sur la table, que des œufs, parce que la ponte avait libéré la poule, au lieu de l'importuner.

Le cas de l'alimentation de Hitler resta toujours pour moi un phénomène étonnant : comment un être qui devait fournir un tel effort, qui avait donné des dizaines de milliers de meetings harassants d'où il sortait noyé de sueur, y ayant perdu un ou deux kilos, qui dormait trois ou quatre heures par nuit et qui, de 1940 à 1945, porta le monde entier sur ses épaules, régentant plus de quatre cent millions d'Européens, comment, physiquement, pouvait-il tenir le coup, avec un œuf à la coque, quelques tomates, deux ou trois galettes, une assiette de pâtes ?

Or il avait plutôt grossi !

Il ne buvait que de l'eau. Il ne fumait pas, ne tolérait même pas que les autres fumassent chez lui. A une heure, à deux heures du matin, il discourait encore, paisible, près de sa cheminée, tisonnant les bûches, vif, amusant souvent. Pas une fois, il ne se passait la main sur le front las. Ce sont les autres qui étaient fourbus. Lui, pas.

On l'a dépeint comme un vieillard exténué.

C'est tout à fait inexact. Pendant le mois de septembre 1944 – où on l'a décrit tout à fait déliquescent – j'ai passé une semaine chez lui. Sa vigueur physique et cérébrale était restée exceptionnelle. L'attentat du 20 juillet 1944 lui avait plutôt rechargé les accus. Il prenait le thé dans son baraquement aussi tranquillement que si nous avions été, avant la guerre, dans son appartement privé de la Chancellerie, ou en face des neiges et du ciel d'un bleu cru tapissant sa grande baie vitrée de Berchtesgaden.

Tout à la fin de sa vie, oui, son dos s'était affaissé, mais l'esprit restait net comme un éclair. Le testament qu'il dicta, avec une extraordinaire maîtrise, à trois heures du matin, la dernière nuit de sa vie, le 30 avril 1945, alors qu'il allait mourir peu après, est un extraordinaire témoignage. Napoléon, à Fontainebleau eut des moments d'affolement avant son abdication. César, lorsqu'on l'assassina, montra de la stupeur et se couvrit la tête avec sa toge, à l'instant où il vit le poignard de son fils adoptif s'abattre vers sa poitrine. Hitler, avant de mourir, donna la main, très simplement, en silence, à chacun de ses collaborateurs, il déjeuna, comme n'importe quel autre jour. Puis il entra dans la mort tout comme s'il fût passé à sa terrasse.

Quand l'Histoire connut-elle la fin d'une tragédie si gigantesque, se clôturant dans une si simple détermination ?

Sa caractéristique la plus notoire fut toujours la simplicité. Chez lui, tout était, tout fut toujours très simple. Le problème le plus compliqué se transformait dans son cerveau en quelques données élémentaires. Son action était ramenée à des conceptions et à des décisions compréhensibles pour tous. L'ouvrier le plus primitif d'Essen ou de Duisbourg, le paysan reclus dans son village lointain du Brandebourg ou du Tyrol déchiffraient aussi aisément Hitler que le magnat industriel de la Ruhr ou que le professeur d'université.

Pour chacun, il improvisait une forme directe d'explication, mais la simplicité de son raisonnement convertissait tout en évidence.

Même son comportement personnel était simple, sans calcul d'aucun ordre. Au plus haut temps de sa vie, il restait vêtu comme un garde-champêtre, ne portait aucun signe distinctif de ses fonctions. Il ne dépensait à peu près rien. Il parvenait, à Munich à ses débuts, à se nourrir pour un mark par jour. Au pouvoir, il ignorerait toujours ce qu'était un portefeuille, ou même un porte-monnaie.

Durant ses treize ans de vie de Chancelier, il ne porta jamais dix marks sur lui, pas même le jour où, dans le ciel noir de Berlin, s'émietta sa vie.

Il était un autodidacte. Il ne s'en cachait pas. La suffisance des intellectuels, aux idées policées et empaquetées, l'irritait parfois. Mais, plus souvent, elle le mettait en verve. Il décochait alors des flèches. Son savoir, il l'avait acquis lui-même, en bûchant, et en choisissant. Il en connaissait beaucoup plus que des milliers de spécialistes bardés de diplômes.

Je crois que personne n'a jamais lu autant que lui. Chaque jour, il dévorait au moins un livre, qu'il commençait par la fin, pour voir s'il présentait quelque intérêt. Si oui, il l'emboîtait dans son herbier intellectuel.

Je l'ai entendu parler avec une précision sans faille, en pleine guerre, de données scientifiques ou techniques souvent très compliquées. Sa curiosité intellectuelle était sans limites. Il se nourrissait des auteurs les plus différents, que ce fussent des créateurs ou des mystiques, comme Confucius, comme Bouddha, comme le Christ ; ou des réformateurs, comme Luther, comme Calvin, comme Savonarole, ou des génies des Lettres comme Dante, comme Shakespeare, comme Schiller, comme Goethe ; ou des analystes comme Renan, comme Gobineau, comme Chamberlain ou comme Sorel.

Il s'était formé à la philosophie en étudiant Platon, qui n'était pas dans la ligne de son système mais dont il renouvela l'idéal de beauté. Il citait de mémoire des paragraphes entiers de Schopenhauer. Il porta longtemps sur lui pendant la guerre de 1914-1918 une édition de poche de son œuvre. Nietzsche fut son grand professeur de volonté.

Toutes les œuvres importantes étaient happées par sa passion de connaître.

Celles d'historiens comme Tacite ou Mommsen, ou celles de critiques militaires, comme Clausewitz ou de forgerons d'Empire comme Bismarck dont il conserva le portrait de Lenbach jusqu'au matin de sa mort.

Rien n'échappait à l'appétit de son cerveau, que ce fût l'histoire universelle ou l'histoire des civilisations, l'étude de la Bible, du Talmud, du thomisme ou les chefs-d'œuvre des grands maîtres, Homère et Sophocle, Horace et Ovide, Tite-Live et Cicéron. Il connaissait Julien l'Apostat comme s'il avait vécu près de lui à Éphèse.

Sa curiosité l'avait même conduit – ce qui à première vue paraît impensable – à l'étude de la mécanique. Il savait tout des moteurs, de la puissance des canons de char ou de la forme d'une hélice. En médecine, en biologie, ses conclusions étonnaient les meilleurs spécialistes.

Cela paraît peu crédible. Pourtant, il en fut rigoureusement ainsi. Hitler – même si cette constatation déplaît au plus haut point – fut un des hommes les plus cultivés de son siècle. Mille fois plus qu'un Churchill, piètre intellectuel dès le collège ; qu'un Pierre Laval astucieux mais n'ayant recueilli que des bribes d'histoire ou de philosophie ; qu'un Roosevelt collé à ses timbres-poste ; ou qu'un Eisenhower qui, en littérature, n'alla jamais plus loin que le roman policier.

Hitler, dès ses premières années, se distinguait déjà des autres enfants, rebelle à ce qui n'intéressait pas son esprit, passionné par tout ce que lui dictait son subconscient.

A onze ans il dessinait. Il existe de lui des croquis tracés très minutieusement à cet âge, qui sont d'une vivacité et d'une fermeté qui étonnent. Notamment un portrait de Wallenstein.

Ses premières peintures ou aquarelles, créées à l'âge de quinze ans, sont empreintes de puissance, mais aussi de rêve,

d'au-delà de l'être humain. Un de ses tableaux les plus importants ne s'appelait pas en vain le *Burg des Utopies*...

Son orientation artistique était multiforme. Dès sa jeunesse, il avait écrit des poèmes. Il dicta à sa sœur Paula, épouvantée par son audace, une pièce de théâtre sur les divorcés. A Vienne, à seize ans, il se lança dans la création d'un opéra. Il en dessina même les décors, ainsi que les vêtements des personnages, tous, évidemment, des héros à la Wagner !

On s'égarerait toutefois si l'on s'en tenait, en art, à un Hitler peintre, sans plus. Il fut aussi et surtout un architecte.

De mémoire, Hitler reconstituait, sans perdre un détail, le bulbe d'un clocher, les courbes d'une grille en fer forgé. En fait, le grand rêve de Hitler, et même le but de sa présence à Vienne au début du siècle, fut de devenir architecte.

A voir les dizaines de peintures, de dessins, de croquis qu'il brossa à cette époque et qui révèlent sa maîtrise des volumes, on est stupéfait en pensant que l'élève Hitler fut, lors de deux examens successifs, repoussé par ses examinateurs.

L'historien allemand Werner Maser, peu suspect d'hitlérophilie, n'a pu s'empêcher de fustiger les cancres à diplômes qui le recalèrent : « Tous ses travaux (de Hitler) révèlent des connaissances et des dons architecturaux extraordinaires. L'édificateur du IIIe Reich couvre de honte l'ancienne Académie des Beaux-Arts de Vienne ». D'ailleurs, ni Dali, ni Chagall n'eurent plus de succès que lui, lorsqu'ils demandèrent modestement à Madrid et à Saint-Pétersbourg, des diplômes pompeux dont le génie se moque !

Qu'allait devenir Hitler ?

Impressionné par les fastes de l'église catholique d'un couvent de Bénédictins dont il faisait partie de la chorale et où il servait à l'autel, Hitler rêva pendant quelque temps de devenir Père Abbé !

Pour aller à la messe, il passait chaque matin sous la première croix gammée qu'il vit jamais, taillée dans l'écusson de pierre du portail de cette abbaye.

Plus réaliste, son père, officier des douanes, entendait faire de lui un honorable fonctionnaire à favoris et longue moustache.

Son tuteur, par la suite, imagina de le convertir en mitron...

Il ne partit pas à Vienne, il s'y enfuit !

Brimé dans sa vocation d'artiste, le jeune garçon ne chercha plus dans la capitale de l'Autriche-Hongrie que l'isolement et le recueillement. Il ne savait pas qui il était. Son Destin le hélait dans l'ombre. Il se cherchait.

Bien sûr, il avait un passé. Il avait bien dû, comme tout le monde, avoir un père, une mère, être né quelque part... Braunau était une modeste bourgade de la vallée de l'Inn. Les parents étaient du tout-venant. La date du 20 avril 1889, pendant trente ans, ne dirait absolument rien à personne.

Dans le cœur de Hitler, semi-exilé, survivait seulement le souvenir de sa mère.

Lorsque celle-ci tomba malade, Hitler revint au logis familial. Il y fut le plus tendre des fils, se convertissant, pendant des semaines, tablier aux reins, en infirmier et en femme de chambre, désespéré lorsqu'une veille de Noël il conduisit la morte à un petit cimetière campagnard.

– Je n'ai jamais vu une telle douleur chez un fils, déclara, longtemps après, le médecin de sa mère, un Juif.

Dans la chambre de Hitler, une photo jaunie fut toujours présente : celle de la disparue. Ce fut, sans aucun doute, la femme qu'il aima le plus au monde.

Lorsque vint le moment de se tuer, le 30 avril 1945, il plaça cette photo devant lui.

Elle avait des yeux bleus, comme lui, le même visage presque. Son regard disait qu'elle avait deviné son destin. La prescience des mères ! Elle ne savait pas au juste ce qui se passerait. Mais, en mourant, elle avait l'intuition inquiète, angoissée, qu'un immense mystère rôdait.

En dehors d'elle, la vie d'Adolf Hitler fut, pendant toute sa jeunesse, la vie d'un cénobite.

Ce qu'il voulut surtout c'était s'extraire de la glu de l'univers.

Isolé volontaire, il arpentait les rues, mangeait un maigre brouet, dévorait les livres de trois bibliothèques publiques. Il frayait peu. Il se taisait.

Au moment où allait commencer sa dure ascension, Hitler n'était même pas un point d'interrogation. Il était un mur tout blanc, qui n'intéressait personne.

Il est impossible d'imaginer un destin où un homme soit parti de si peu pour arriver si haut. Alexandre le Grand était fils de Roi. Napoléon était général à vingt-quatre ans. Quinze ans après Vienne, Hitler ne serait encore, durant la Première Guerre mondiale, qu'un petit caporal inconnu.

Mille autres paraissaient avoir mille fois plus de possibilités que lui de marquer le sort de l'univers.

La politique active ne l'habitait pas encore. Mais elle était sa vocation la plus profonde, sans que lui-même s'en rendît compte exactement. Elle s'adapterait un jour, en tout, à sa passion fondamentale de l'art. La foule serait la glaise que pétrirait le sculpteur afin de lui donner une forme immortelle.

Cette glaise humaine deviendrait pour lui création de beauté comme un marbre de Myron d'Eleuthère, ou un tableau de Hans Makart, ou la *Tétralogie* de Wagner, ses trois relais émerveillés.

Sa prédilection pour la musique, la peinture, l'architecture, ne l'avait pas détourné des déroulements politiques et sociaux de la vie de Vienne. En essayant de-ci de-là de gagner sa croûte comme manœuvre, il côtoyait les ouvriers sur les chantiers. Il était un spectateur muet. Mais rien ne lui échappait. Ni la vanité et l'égoïsme du pouvoir bourgeois, ni la misère matérielle et morale du peuple, ni les longs serpents de centaines de milliers

de prolétaires qui déferlaient, aux jours de colère, dans les grandes avenues de Vienne.

Le problème juif, aussi, l'avait surpris.

A Linz, sa ville de jeunesse, il n'avait jamais vu un Israélite. A Vienne, il avait été interloqué en apercevant partout des errants barbus, sous des caftans crasseux.

Ceux-ci aussi sont-ils des Allemands ? se demandait-il.

Il lisait les statistiques : soixante-neuf familles juives à Vienne en 1860, deux cent mille Juifs quarante ans plus tard.

Se poussant les uns les autres, jetant de leur balcon des échelles de corde pour permettre à leurs coreligionnaires de grimper aux étages, ils avaient envahi les universités, le barreau, le corps médical.

Les journaux, eux aussi, très souvent, étaient passés dans leurs mains.

Hitler était, ainsi, devenu sensible aux problèmes de l'antisémitisme, incarné avant tout, dans l'Autriche-Hongrie d'alors, par de très importants dirigeants catholiques, notamment par le maire de Vienne, orateur démocrate-chrétien puissant, que Hitler allait écouter avec un intérêt croissant.

Autre préoccupation, de plus en plus vive, du jeune Hitler de Vienne, le sort des huit millions d'Allemands d'Autriche, dénationalisés, tenus à l'écart de l'Allemagne, leur patrie charnelle.

La double monarchie austro-hongroise, lieu de rencontre de nationalités disparates, lui paraissait un ragoût indigeste. Et son empereur François-Joseph un vieillard amer, rancunier, aux favoris de cocher, incapable de faire face à un avenir qui accourait vers lui à bride abattue.

Hitler se taisait encore. Mais il récapitulait.

Primo : l'Autriche ne valait que si elle parvenait à rejoindre l'Allemagne, la patrie commune.

Secundo : les Juifs étaient, parmi sa communauté nationale, des êtres étranges et étrangers.

Tertio : le patriotisme n'était valable que s'il était partagé par toutes les classes.

Le peuple, dont le jeune Hitler voyait l'humiliation et les peines, était autant la chair de la patrie que les millionnaires dont les calèches arpentaient le Ring.

Si ouvriers et patrons étaient dressés les uns contre les autres, ils étaient condamnés tôt ou tard, dans n'importe quel pays, à faire la culbute. Une nation ne peut pas subsister si une classe prétend dominer et combattre l'autre classe, qu'il s'agisse des travailleurs manuels ou des détenteurs des moyens de production.

Leurs efforts, au lieu d'être opposés, doivent être accouplés, dans la reconnaissance des droits de l'intelligence créatrice et le respect du travail, honneur de l'homme.

Lorsque Hitler dirait par la suite que sa doctrine politique et sociale était née à Vienne et s'était formée à Vienne, il dirait vrai. Ce travail d'analyse n'aurait de répercussion que dix ans plus tard, après que le brasier de la Première Guerre mondiale, de 1914 à 1918, eut transformé en acier luisant le minerai brut recueilli dans les faubourgs prolétariens de Vienne, et sur les boulevards sonnaillants d'une Belle Époque qui n'était belle que pour des privilégiés au regard étroit et au cœur congelé.

Plusieurs années allaient ainsi s'écouler, durant lesquelles ce tout jeune homme vivrait comme un exclu du monde qu'il observait.

Il était entré en solitude comme on entre au couvent.

Mais être solitaire, c'est quoi ?

Vivre en compagnie des plus hautes pensées, est-ce vivre en solitaire ?

Parmi le vaste troupeau humain, l'être exceptionnel se sent éternellement seul.

Le repli est sa plus haute compagnie. Il trouve en sa solitude cent interlocuteurs secrets.

Beata solitudo ! Elle permet, enfin, de ne plus se sentir submergé parmi les morts vivants que sont les millions au front court.

Pour ne pas être égarée dans le tumulte d'un désert stérile, l'âme forte se retranche en elle-même.

Hitler possédait cette âme forte.

L'éclair, dans sa vie, viendrait du Verbe.

Dominant toutes les formes du beau, l'éloquence de Hitler serait un jour, dans une sorte d'illumination, la forme suprême à laquelle aboutirait sa vocation artistique.

Elle serait le grand filet de pêche enchanté qui moissonnerait l'océan des foules.

Hitler ne conçut jamais de conquêtes populaires sans elle. Elle sera aussi son ravissement. Il se réalisera alors totalement, brûlé par les fluides magiques de son inspiration, incendiant au passage les cœurs et les cerveaux, envahis par ce débordement presque indéchiffrable.

Il éprouverait alors la volupté de se créer une deuxième fois, d'accomplir ce que des oracles lui avaient, à mi-voix, fait deviner dès sa jeunesse.

Cette éloquence incantatoire restera longtemps pour les psychanalystes un immense sujet d'étude. Elle est la clef. Sans elle, Hitler maître des peuples n'eût pas existé.

Hitler en face du Divin ?

Hitler croyait profondément en Dieu, le Tout-Puissant comme il disait, le Maître de tout, du compréhensible et de l'incompréhensible.

On a fait passer Hitler, par la suite, pour un mécréant. C'est faux. Il détestait le clergé politique, c'est exact. Et il n'était pas

le seul. Mais il croyait à la nécessité des dogmes. Sans eux, répétait-il, la grande institution de l'Église s'effondrerait.

Ces dogmes heurtaient son intelligence, mais il reconnaissait les maigres possibilités du cerveau humain face aux problèmes de la création, de sa magnificence, du jeu fabuleux du Cosmos et des élans spirituels de chaque être.

Le chant d'un rossignol, le dessin et les couleurs d'une fleur, le ramenaient sans cesse aux grands problèmes éternels. Jamais personne ne m'a aussi bien parlé que lui de l'existence de Dieu. Il en était pétri. Non parce que son enfance avait été spécialement chrétienne. Au contraire, sa première formation religieuse l'avait choqué. C'est l'analyse qui le tenait collé au problème de Dieu.

Son déisme était au-dessus des formules et des contingences. Pour lui, Dieu était le principe de tout, l'ordonnateur de tout, de son destin comme de celui des autres.

Quant à sa vie privée, il ne s'en souciait pas.

Il s'était contenté, à Vienne, de logis presque sordides, dévoré par les poux, tuant à la carabine les rats de l'arrière-cour. Néanmoins, un piano loué à gros prix encombrait la moitié de la chambre maussade où il tapotait son opéra en gestation.

Il vivait de pain, de lait ou de la soupe populaire. Son indigence fut réelle. Il ne possédait même pas de manteau. Il fut balayeur de rues, les jours de neige. Il porta les bagages sur les quais des gares. Il passa de nombreuses semaines dans des asiles de clochards, sans jamais cesser, malgré tout, de peindre des petits tableaux d'églises ou de places de Vienne.

Malgré son dénuement, d'ailleurs délibéré, le Hitler viennois tenait à être vêtu avec correction. Dans son comportement, il était impeccable. Ses logeuses, à Vienne, puis à Munich, ont toutes vanté sa politesse, son amabilité et sa retenue. Son linge était pauvre mais soigneusement lavé. Ses vêtements, il les repassait lui-même. Lorsqu'il partit pour le front en 1914, il les

laissa emballés et étiquetés comme s'il s'était agi des uniformes de gala de Guillaume II.

La vente de quelques tableaux – à huit marks la pièce – lui suffisait.

Il vivait de presque rien. Il était tout à son art, à son introspection et à ses observations.

La Première Guerre mondiale allait être le premier grand déclic de sa vie. Hitler, lorsqu'il en parlait, avait toujours dans le regard des lueurs de certitude. Elle fut le détonateur.

Tout son instinct, depuis la première seconde, lui dicta qu'elle apportait dans sa vie le miracle.

Le cheval ailé du Destin arrivait du haut du ciel.

II

LE SOLDAT INCONNU

Son petit logis chez le tailleur Popp – Un voisin de rue à Munich : Lénine – La guerre de 1914 et l'éclatement d'une conviction – Le collectionneur de batailles – A une heure de Paris – Un soldat valeureux – Le bon camarade – Une protection mystérieuse ? – Une amulette ? – Le poète hyperboréen – Ses plus beaux tableaux – Un point d'interrogation.

L'artiste inconnu allait devenir, le 1er août 1914, un soldat inconnu. On ne savait même pas au juste comment il s'appelait : Hietler, lisait-on dans les rapports administratifs.

Sa vocation de peintre ? Sa passion de la musique ? A peu près personne n'en avait eu connaissance. Quant à son art oratoire, lui-même n'en avait encore qu'une très vague idée : il faudrait qu'il ait atteint l'âge de trente ans pour qu'il en prît brusquement conscience.

Pas un Allemand ne savait alors qu'un Autrichien rêveur appelé Adolf Hitler, venu de Vienne à Munich, était dévoré par la passion d'une grande Allemagne.

Il eût fallut, pour s'en rendre compte, pénétrer dans la très modeste chambre de peintre inconnu et solitaire qu'il louait à

un tailleur nommé Popp. Là, on eût pu lire ces quatre vers inscrits au-dessus de la tête du lit :

Gonflés d'espoir, prêts à l'action,
Le cœur ouvert, nous t'attendons,
Nous t'attendons, brûlants de joie,
Grande Patrie Allemagne, salut à toi !

A Munich, dans la même rue, la Schleissheimerstrasse, au numéro 106, avait vécu, aussi discret que lui, un dévoreur de livres de son genre, qui disait s'appeler Mayer, mais dont le vrai nom était Vladimir Ilitch Oulianov, autrement dit Lénine.

Ils arpentèrent l'un et l'autre la même rue étroite sans penser que leurs doctrines deviendraient un jour, l'une et l'autre, les deux grands pôles d'attraction du siècle.

Une brique d'une cheminée tombant sur eux dans la rue, et l'histoire de l'univers en eût été changée. Mais Lénine et Hitler ne se connurent jamais. Et aucune cheminée ne tomba dans la Schleissheimerstrasse à cette époque !

Au numéro 34 de cette même rue, Hitler avait, avant le 1er août 1914, passé des centaines d'heures à peindre, dans une demi-lumière, dévorant là encore des montagnes de bouquins difficiles.

Il eût pu recevoir des visites féminines, car sa chambre jouissait d'une porte donnant sur l'extérieur. Jamais personne ne la franchit, surtout pas dans un déploiement de jupons. Là, comme à Vienne, la solitude était son unique maîtresse.

Le 1er août 1914, tout un pan de la vie de Hitler s'abattit.

En fait toute sa vie s'abattit puisque, sans hésitation, il rejeta tout, logis, tableaux, livres, vêtements civils, et même sa bicyclette, exactement comme un paralytique miraculé jette ses béquilles.

« Pouvoir enfin prouver devant Dieu la sincérité de mes convictions m'apparaissait comme une véritable grâce », a expliqué Hitler. « Je savais aussi que, le jour venu, une voix intérieure me montrerait la voie à suivre. »

Un prophète eût-il parlé autrement ? Mais si le brave tailleur Popp ou quelque autre voisin avait entendu Hitler prononcer cet oracle, il eût, en souriant devant tant de naïveté, donné une tape amicale sur l'épaule du locataire inspiré.

Aux yeux de Hitler, la guerre remettrait tout en place. Au combat, seuls les caractères compteraient. Ce ne seraient plus la richesse ou le sang, mais la fermeté d'âme qui l'emporterait.

Dans l'armée, un directeur-général ne vaut pas plus qu'un tondeur de chiens, faisait-il remarquer.

Le monde bourgeois et antisocial qu'il détestait serait liquidé : « Pour moi, écrivit-il, ce fut une délivrance. » Il ajouta même : « Je n'ai pas honte de dire aujourd'hui qu'emporté par un enthousiasme tumultueux, je tombai à genoux et remerciai de tout cœur le ciel. »

Des millions d'Européens, Berlinois autant que Marseillais, Viennois autant que Petersbourgeois, se livreraient, ces jours-là, à d'identiques élans de ferveur. A Berlin ! criaient les Français. A Paris ! criaient les Allemands. En ces temps-là, le mythe de la patrie eût fait grimper chaque ouvrier au sommet du paratonnerre de son usine, et chaque paysan à la pointe de son clocher !

Mais, chez Hitler, ce fut beaucoup plus qu'une manifestation passionnée, ce fut l'éclatement d'une conviction. Enfin, grâce à la guerre, la communauté des Germains, divisés en Allemands et en Autrichiens, allait retrouver son unité ! « Il arrivera à l'Autriche ce que j'ai toujours prévu », écrivit-il. Il allait pouvoir se dépouiller, enfin, de sa langue autrichienne !

Normalement, Hitler n'eût même pas dû être soldat.

Il avait été longtemps tuberculeux. Quelques mois avant la guerre, il avait été réformé : inapte au service auxiliaire, trop faible.

Il s'acharna. Le 3 août 1914, il supplia par lettre, non pas l'empereur d'Autriche-Hongrie, mais le roi de Bavière, Louis II, de lui permettre de s'engager comme volontaire. Cette fois-là, il fallait des soldats ! Le lendemain même, son engagement était accepté.

Lorsqu'au 6e Bataillon de dépôt du 21e Régiment d'Infanterie Bavaroise on lui remit un fusil, il le regarda avec le même plaisir qu'une femme contemple des bijoux, nota son camarade Hans Mend.

« Je suis terriblement heureux », s'exclama-t-il quelques heures avant le grand départ.

Le 20 octobre 1914, le train qui l'emmenait au combat longea le Rhin, passa sous l'énorme statue de Germania. Hitler lança vers elle, avec ses camarades, le vieux chant de combat *Wacht am Rhein*.

« Ma poitrine, avoua-t-il, devint trop étroite pour contenir mon enthousiasme. »

« Que de fois dans le passé, nota-t-il encore, n'avais-je pas souhaité faire l'épreuve de mes forces, et prouver ma foi nationale. » Ce vœu allait enfin être exaucé.

Vœu d'un isolé. Parmi le millier de soldats que le train emportait vers les champs de bataille de Flandre, le simple soldat volontaire Adolf Hitler n'était qu'un troufion de plus, étendu comme tous les autres dans la paille crissante. Il n'était même pas allemand, ni bavarois. Il était un numéro de matricule, un casque à pointe, porteur d'un lourd sac à dos, velu et roux. Quoi d'autre ?

Partir de là pour régner un jour de Narvik à Maïkop, qui eût pu concevoir, ces semaines-là, ce rêve fou ? Hitler lui-même ne voyait certainement pas si loin que le pôle Nord et que les

monts du Caucase en cet octobre pluvieux de 1914. Mais il sentait que la grande occasion de l'Histoire était là.

Inaccessible pour les autres, un simple soldat inconnu, aurait dit alors tous ses contemporains. Mais lui, déjà, devait entrevoir, remplissant l'horizon, l'Avenir qui s'avançait à sa rencontre.

Hitler deviendra, en quatre ans, au front de l'Ouest, un véritable collectionneur de champs de bataille. Il combattra avant tout en Flandre, en Flandre flamande, et en Flandre appelée française depuis que s'en empara Louis XIV. Il sera au combat à la Bassée, à Arras, en Picardie. Il luttera entre Soissons et Reims, et même en Haute Alsace.

Au printemps de 1918, la Première Guerre mondiale, visiblement approchait du dénouement. L'Allemagne avait achevé de liquider militairement la Russie. Elle pouvait rabattre une partie de ses troupes de l'Est sur le front de l'Ouest, pour donner, espérait-elle, le coup de boutoir définitif. Le stratège de génie qu'était le général Ludendorff s'élança, il assena des coups terribles aux Anglais et aux Français, en mars, avril, mai et juillet 1918.

L'historien français Raymond Cartier a dressé le constat de ces semaines tragiques :

« Le front russe avait disparu. Toutes les divisions de qualité, toute l'artillerie lourde, tous les hommes de moins de trente-cinq ans refluaient vers l'Ouest. Pour la première fois depuis le début des hostilités, l'Allemagne allait avoir la supériorité numérique : 192 divisions contre 174 sur le front franco-britannique. L'Entente était sur le point de tomber à genoux. »

Le vieux régiment de Hitler, le régiment List, participa de bout en bout à cette dernière offensive.

Hitler et ses camarades franchirent victorieusement l'Ailette à Anizy, l'Aisne à Pont-Fontenoy. Ils atteignirent la Marne. Celle-ci fut aussitôt franchie. La victoire finale de l'Allemagne

n'était plus qu'une question de douze lieues. A Paris, la nuit de la fête nationale du 14 juillet 1918, chacun écoutait, angoissé, le roulement énorme des canons ennemis tout proches.

Parmi les troupes de pointe, Hitler marchait en tête. « Le caporal Hitler, ajoute Raymond Cartier, aura été en 1918 l'un des soldats allemands qui approchèrent Paris du plus près. »

Il faillit même réussir la capture la plus sensationnelle de la Première Guerre mondiale. Clemenceau, le vieux Tigre, était accouru au front en détresse pour soutenir le moral de la troupe. Il s'était engagé en avant trop dangereusement. Il faillit se faire kidnapper par une compagnie allemande d'avant-garde. A quelques minutes près, il était capturé ! Il ne put déguerpir que d'extrême justesse. Or dans la patrouille qui faillit bien le faire prisonnier, se trouvait le caporal Adolf Hitler !

Les cocasseries de l'Histoire ! On se représente le vieux Clemenceau, le calot de travers, furibard, ramené par le caporal Hitler au PC du régiment List ! C'est presque inimaginable. Pourtant, ce fut ainsi. Quelques minutes gagnées par le petit groupe de Hitler, un rien de retard de Clemenceau au moment où il prit la fuite, et la France eût perdu son bouclier ! Un petit décalage de la grosse montre de Clemenceau ; et le Père de la Victoire se fût retrouvé piteux, trottant derrière un casque d'acier ! Le casque de Hitler par-dessus le marché !

Hitler, pendant la Première Guerre mondiale, fut-il un soldat brave ?

Bien sûr, là aussi, entre 1919 et la victoire politique de Hitler en 1933, on a publié mille racontars malveillants.

En 1932, donc sous un régime non hitlérien, un tribunal de Hambourg, par un jugement rendu le 10 mars, avait pulvérisé les calomnies et condamné leurs auteurs juifs : Heinrich Braune et les Établissements Auer et Cie. Les archives fédérales de Coblence (NS. 26/17a) possèdent la dactylographie originale du jugement.

Après la guerre, continuer à déformer les faits était facile. On ne s'est pas gêné !

Le certain, l'indiscutable, c'est que Hitler passa ses quatre ans de guerre en première ligne, participa à plus de quarante combats, fut blessé, fut gazé, gagna très durement la Croix de Fer de Deuxième Classe (dès le 2 décembre 1914), puis la Croix du Mérite Militaire, puis la Décoration des Blessés, puis la Croix de Fer de Première Classe.

« Il a été, écrit un de ses chefs, le Lieutenant-Colonel Godin, rédigeant à l'époque la demande officielle de la Croix de Fer de Première Classe en faveur de Hitler, un modèle de sang-froid et de courage, aussi bien dans la guerre de tranchées que dans la guerre de mouvement. Il était toujours volontaire, pour transmettre les messages dans les situations les plus difficiles et les plus périlleuses. »

Le Colonel Anton von Tubeuf qui remit à Hitler le 4 août 1918 cette décoration, très chichement accordée aux caporaux ou aux soldats, déclarait à son tour :

« Toujours prêt à rendre service et à prêter main forte, il était, dans toutes les situations, volontaire pour les missions les plus difficiles, les plus pénibles, les plus dangereuses, quitte à sacrifier sa vie et sa tranquillité pour la patrie. Sur le plan humain, je me sentais plus proche de lui que de tous les autres hommes. »

Le chef du 16e Régiment, le Colonel Spatny ne serait pas moins affirmatif :

« Hitler donnait l'exemple à tous ses camarades qu'impressionnaient son audace personnelle, son attitude irréprochable dans toutes les situations du combat. Ses qualités et la modestie de ses manières, sa sobriété digne d'admiration lui valaient le plus grand respect de ses chefs et de ses égaux. »

Le général Friedrich Petz, à une époque non suspecte (en 1922) alors que le nom de Hitler était à peine connu, avait

résumé en ces termes l'appréciation du Haut Commandement sur le modeste caporal au combat sous ses ordres : « Hitler avait l'esprit vif, le corps frais, agile, endurant. Le plus remarquable est son courage personnel et son audace qui lui permettaient de faire face à toutes les situations périlleuses et à tous les combats. »

Devant une telle conjonction de témoignages, les historiens les moins favorables à Hitler ne peuvent que tirer leur chapeau : « On peut prouver, a écrit textuellement l'historien allemand Joachim Fest, que Hitler a toujours été un bon camarade, un soldat perspicace et courageux. »

Même l'écrivain juif Sebastian Haffner, anti-hitlérien haineux, n'a pu s'empêcher de lui reconnaître un courage farouche, que personne en dehors de Hitler n'avait à l'époque et que personne n'eut par la suite.

De l'avis de tous – détracteurs compris – Hitler fut toujours un camarade serviable.

Dès avant la guerre, il s'était comporté ainsi.

Un de ses voisins d'abri de nuit, un Juif nommé Karl Hanisch, a dépeint Hitler comme une personne aimable et agréable qui s'intéressait au sort de tous ses compagnons.

« Personne, a-t-il raconté plus tard, ne se serait risqué à prendre des libertés avec Hitler. Mais Hitler n'était ni orgueilleux ni arrogant. Tout au contraire, il était serviable et très disponible. Si quelqu'un avait besoin de cinquante hellers pour pouvoir passer une nuit de plus dans l'auberge, il y contribuait rapidement en donnant sa part. Je l'ai vu personnellement, à diverses reprises, prendre l'initiative de ces collectes, avec un chapeau dans sa main. »

Au front, il n'essaya jamais d'en imposer à personne. Ni de laisser croire qu'il se considérait comme supérieur aux ferronniers ou aux bûcherons de sa compagnie. On a retrouvé diverses photos du front où on voit Hitler le bras passé amica-

lement par dessus l'épaule de son voisin, ou mangeant, sans chichis, le pauvre rata dans sa gamelle cabossée, parmi ses compagnons de combat.

Son langage, parmi les jurons et les mots orduriers de la tranchée, resta toujours policé. C'était sa forme naturelle d'être en contact avec ses semblables. Dans un récit qu'il envoya à un magistrat ami, en février 1915, il terminait son exposé par cette péroraison digne des salons de la Cour de Potsdam : « En vous redisant ma profonde gratitude et en baisant respectueusement les mains de madame votre mère et de votre épouse, je suis votre dévoué et reconnaissant serviteur, Adolf Hitler. »

Il ne reprochait à personne la verdeur ou la grossièreté de ses propos, mais il s'abstenait de sourire, de même qu'il ne participait jamais aux débats salaces dédiés par la troupe à des femmes imaginées. Que les copains courussent les filles à l'arrière aux heures de détente ou se gargarisassent d'évocations érotiques, il n'en marquait pas d'humeur. Mais, personnellement, ces exploits ne l'intéressaient pas. « Il n'est pas impossible que, âgé de vingt ans, il (Hitler) conservât sa virginité », écrit sans détour l'historien français Raymond Cartier.

Comme il l'avait été à Vienne et comme il le restera toujours, il était d'une grande pruderie, presque effarouchée. Alors qu'à l'armée on ne se gêne nullement pour se planter tout nu devant les camarades, ne fût-ce que pour se savonner, Hitler, visiblement, eût préféré se présenter en faux-col sous la douche. Toute familiarité dans ce sens-là le heurtait.

Cela dit, il était, en tout, le compagnon empressé à donner un coup de main. A remplacer, pour une mission trop dure, un camarade pris d'angoisse. A partager avec ses compagnons quelques galettes raflées dans un dépôt.

Pourtant, il était le plus pauvre de la troupe. Jamais il ne recevait de colis.

Jamais non plus il ne demanda une permission. Jamais il ne se plaignit de la faim, ni des poux, ni des rats, ni des blessures.

Lorsqu'il fut atteint par plusieurs éclats d'obus à la cuisse gauche, il supplia son lieutenant de minimiser son cas afin de ne pas être évacué.

Dans les tranchées, sa gentillesse s'étendait même aux animaux égarés dans la tornade de feu. Il avait pu s'emparer d'un terrier ravissant qui, courant après un rat, était passé des tranchées anglaises dans le secteur allemand. Il avait eu pour ce petit prisonnier à quatre pattes des attentions exquises. Pendant des heures, il lui avait appris quelques mots d'allemand, il l'entraînait à grimper et à redescendre les barreaux de l'échelle de l'abri. Il l'avait baptisé *Fuchsl* (petit renard).

Ils ne se quittaient pas. Ils dormaient l'un contre l'autre sur la paille trempée ou le sol boueux.

Un jour, ce fut le drame : on vola Fuchsl à Hitler. Un quart de siècle plus tard, il en parlait encore avec chagrin.

C'est dire que la brute que l'on a dépeinte plus tard aux peuples horrifiés portait en elle une délicatesse-née, qu'il se soit agi d'un petit chien perdu, anglais au surplus, ou des hommes rudes qui risquaient leur vie à chaque instant auprès de lui.

Même si certains appétits des troupiers le heurtaient, il ne protestait jamais.

Ses camarades, simplement, trouvaient parfois qu'il gâchait le métier à trop s'offrir comme volontaire lorsque, dans des situations désespérées, quelqu'un devait risquer plus particulièrement sa peau. « *Wenn der Hitler so dumm ist, wir sind es nicht !* » (Si le gars Hitler est idiot, nous pas), s'écriaient-ils.

Cette passion de servir avait néanmoins planté comme une auréole sur la tête de Hitler. La troupe avait fini par trouver que la chance le suivait singulièrement. Ses camarades, sans bien comprendre – ou sans comprendre du tout – ce qu'il se passait

en lui, avaient tous – phénomène étrange – la conviction qu'une destinée particulière le protégeait.

Aux moments les plus redoutables, quand la mort s'abattait par grands pans, les autres, instinctivement, se collaient à lui.

Dix fois, il avait échappé à l'anéantissement alors qu'il eût dû être broyé.

L'historien Raymond Cartier cite un cas très précis : « Le 17 novembre, devant Wytschaete, un obus anglais pénètre et explose dans la cave servant de PC régimentaire, faisant une horrible bouillie humaine. Tous les occupants sont tués ou blessés et mutilés. Une estafette venait de quitter l'abri quelques instants auparavant : Adolf Hitler. »

En de nombreuses occasions, Hitler eût pu périr ; il échappe, comme s'il avait reniflé la mort qui approchait.

Il faut tenir compte de ce phénomène très spécial lorsqu'on étudie le cas de Hitler. Cette protection mystérieuse l'accompagna, le devança tant de fois, qu'il est difficile de la considérer comme un hasard.

On ne connaît à peu près rien, scientifiquement, de ces forces inconnues qui recouvrent de leur carapace des hommes prédestinés. Elles furent le bouclier de Hitler durant toute sa vie.

En novembre 1939, alors qu'une bombe allait exploser près de sa tribune à Munich, il fut comme happé par un appel, sortit quelques minutes plus tôt que prévu, juste à temps pour ne pas être mis en pièces.

A son Grand-Quartier-Général, le 20 juillet 1944, la bombe du colonel von Stauffenberg avait été placée tout près de ses pieds. Son voisin embarrassé la repoussa un mètre plus loin. Sans ce geste banal, Hitler eût éclaté en mille morceaux. Il s'en tira avec un pantalon taillé en bandelettes. Il n'eut qu'à secouer la poussière et reprendre sa tâche.

Il n'avait pas perdu un instant son sang-froid et son esprit d'observation. « C'est une bombe anglaise, la lueur était jaune »,

fit-il simplement remarquer après l'attentat, comme si son cas personnel ne l'intéressait même pas.

En 1916 s'était livrée l'effroyable bataille de la Somme où près d'un million d'Anglais, de Français et d'Allemands périrent. Le régiment List se cramponna aux ruines d'un village nommé Le Barqué. Sept estafettes sur neuf furent tuées. La situation de la troupe était horrible. Les tranchées avaient été broyées sous les bombardements. Les soldats se tassaient, de-ci de-là, dans les trous d'obus. Le poste de commandement s'était réfugié dans une misérable cave. Les téléphonistes, les dernières estafettes qui avaient survécu n'avaient plus d'autre protection que l'escalier défoncé. Brusquement, un obus anglais s'abattit en plein sur les marches. Il tua ou blessa onze hommes. Un seul s'ébroua sans une égratignure, c'était Hitler.

Lui-même a raconté au grand journaliste anglais Ward Price un incident similaire : « J'étais en train de manger mon rata dans une tranchée avec plusieurs camarades. Soudain, il me parut qu'une voix me disait : Lève-toi et va-t'en d'ici ! C'était un ordre si clair et si insistant que je lui obéis mécaniquement comme si cela avait été un ordre militaire. Je me mis immédiatement sur mes pieds et marchai une vingtaine de mètres dans la tranchée, emportant avec moi ma nourriture dans ma gamelle d'étain. Ensuite, je me sentis dispos pour continuer à manger, avec l'esprit de nouveau en repos. A peine l'eus-je fait qu'arriva un éclair, en même temps qu'une explosion épouvantable, dans la partie même de la tranchée que je venais d'abandonner. Une grenade perdue avait éclaté au-dessus du groupe avec lequel j'avais été assis et tous ceux qui étaient là avaient péri. »

L'historien américain John Toland ne cache pas le caractère insolite de cet acharnement du sort à protéger Hitler : « Au cours des mois précédents, il avait échappé à la mort en des

occasions innombrables. C'était comme s'il avait porté une amulette ou avait été sorcier. »

Même un historien aussi rigoureux que l'Allemand Joachim Fest a été frappé par l'étrangeté de cette immunité : « Son courage et le sang-froid avec lequel il affrontait le feu le plus meurtrier, lui avaient donné aux yeux de ses camarades un nimbe d'invulnérabilité. Si Hitler est là, disaient-ils, il ne nous arrivera rien. Il semble que cette constatation ait fait sur lui une profonde impression, et ait renforcé sa certitude d'être investi d'une mission particulière. »

Les camarades se rendaient compte que le caporal Hitler, toujours complaisant, était tout de même un être assez étrange : un paratonnerre, d'abord, quand la Mort s'abattait comme la foudre, et puis, aussi, parmi leur tumultueuse soldatesque, un rêveur tout à fait inattendu, au regard tourmenté.

Il se tenait souvent dans un coin de la cagna, la tête entre les mains, les yeux dans un autre monde. Parfois on le voyait griffonner quelques lignes, sur n'importe quel bout de papier. C'étaient des poèmes. Presque des poèmes surréalistes.

De l'œuvre poétique de Hitler il reste peu de chose.

On a pu retrouver un nombre assez important de ses peintures ou de ses dessins : environ sept cents sur plus de deux mille. Ses poèmes, eux, n'ont pas eu cette chance. Ils ont presque tous disparu en 1945, emportés parmi des montagnes de documents volés. On n'en connaît plus qu'une trentaine. Certains ont échoué à la Bibliothèque du Congrès américain, à Washington. En voici un, écrit une nuit dans la tranchée, à la fois prophétique et sibyllin :

Souvent, dans les nuits d'amertume
Je vois le chêne de Wotan entouré d'un éclat silencieux
Forgeant une alliance avec les pouvoirs mystérieux
La lune, dans sa sorcellerie magique, trace des runes
Tous ceux qui durant le jour étaient pleins d'impuretés

Deviennent aussi petits devant la formule magique
Ainsi les faux sont séparés des authentiques
Moi j'arrive à un faisceau d'épées.

C'était presque un message hyperboréen.

Évidemment le troupier voisin crasseux, raclant le fond de sa gamelle, n'eût rien compris à ces vers aux ombres striées de lueurs wagnériennes. Hitler, silencieux, gardait ses poèmes dans sa musette.

Parfois il se mettait à parler.

Parmi son public primaire naissait alors de la perplexité et parfois une sourde émotion. Que voulait-il dire au juste?

Tout d'un coup, il s'emballait à propos d'une lettre défaitiste ou d'une grève qui paralysait la production ou de Juifs installés à l'arrière au front dans des bureaux confortables. Il voulait tout liquider, tout faire sauter.

Ce qui étonnait également les copains troupiers était de voir, à tout bout de champ, leur caporal saisir un crayon, non plus pour happer au vol de l'inspiration un poème, mais pour croquer, en quatre traits, la caricature d'un compagnon ou une scène drolatique.

Hitler alla bientôt plus loin que ces coups de crayon amusants. Aux arrêts des combats, aux jours de repos, il reprit ses pinceaux. Il peignit alors certains de ses plus beaux tableaux. Les uns représentaient les paysages habituels du front : arbres calcinés, cadavres béants, tranchées-tombeaux; les autres, tout au contraire, étaient d'une fraîcheur paisible. Le mont Kemmel, un des hauts lieux les plus affreux de la Première Guerre mondiale, étendait son vallonnement léger de prés et de blés. Ou bien, au-dessus d'un maigre cours d'eau, les simples maisons rousses d'une rue de village français s'épaulaient dans une peinture du Poussin.

L'historien anti-nazi Werner Maser a dit sa surprise à découvrir l'exceptionnelle qualité de ces tableaux de paix de Flandre. « Les bâtiments, conçus à l'horizontale, frappent par la finesse lumineuse du dégradé. L'aquarelle intitulée *Haubourdin*, qui date de 1916, est un enchantement : vu dans la perspective d'un paysagiste allemand, le paysage étranger devient ici une expérience intime, familière, vivante, poétique. On se croirait dans les murs de Nuremberg ou de Rothenburg. L'art du peintre se fait léger, animé, mouvant. Le splendide crayon en Flandre, date de l'été 1917. A ce groupe appartiennent deux autres planches non datées, *Abri à Tounes* et *Maison avec clôture blanche*. Tous ces travaux révèlent des connaissances et des dons architecturaux exceptionnels. »

Le célèbre peintre Edward Gordon Graig, de grande renommée en Angleterre, n'est pas moins affirmatif : « Les aquarelles de Hitler de la Première Guerre mondiale sont des œuvres artistiques d'une valeur certaine. »

Valeur si certaine que des experts et des collectionneurs de grande renommée se les disputent à prix d'or. Décrites par tant de crétins comme des barbouillis, elles valent aujourd'hui le prix d'une automobile.

De cela, les soldats du régiment List n'avaient pas grande idée. Ce qui les intéressait, c'était que Hitler croquât leur portrait à eux, sous le casque à pointe, dans la tranchée, pour l'envoyer aussitôt à leur famille.

Pourtant, il y en eut un – un visionnaire sans doute – qui vola à Hitler l'étui de cuir dans lequel celui-ci cachait jalousement ses dessins, ses ébauches, ses aquarelles. Le plus drôle est que, nombre d'années plus tard, le butin réapparut dans un magasin de curiosités, à Munich même. Un admirateur les racheta et les renvoya à Hitler, alors Chancelier.

Ce qui était relativement plus accessible aux camarades de front étaient les brusques explosions d'éloquence d'un Hitler qui ignorait encore lui-même qu'il deviendrait, quelques années plus tard, le plus grand orateur de son siècle.

Sans plus, il avait laissé tomber un jour, en fourbissant son fusil, ces quelques mots mystérieux : « Le destin m'a-t-il choisi pour autre chose ? »

Ce n'était encore qu'un point d'interrogation.

III

LES LEÇONS DU FRONT

La grande fraternité – Les diverses composantes de la communauté – La captation des hommes – Le sens de l'autorité – La démocratie des forts – Les lois de la tactique – La puissance de la propagande – Les bobards de la Première Guerre mondiale – La nouvelle vocation de Hitler : « J'attends qu'arrive mon heure » – L'écœurement de l'arrière et ses trahisons – La victoire du Reich en Russie en mars 1918 – L'Allemagne poignardée dans le dos – La victoire alliée tint à un fil – Hitler gazé le 14 octobre 1918 – Le Hitler politique, né de la défaite.

De 1914 à 1918, le front occidental devint le second champ d'observation de Hitler. Là, il n'était plus comme à Vienne un simple spectateur.

Il était mêlé à une énorme concentration humaine, à des millions d'êtres soumis aux mêmes lois que lui, avec lesquels il devait partager chaque minute, non seulement des combats – ce qui est le plus simple – mais la vie terre à terre ; à dormir ensemble, à avaler ensemble la même soupe maigre, le même pain rassis, à se retrouver, sans tralala, aux mêmes feuillées.

Hitler, le soigneux, aux propos presque trop corrects, prude comme une pensionnaire, se soumit à cette promiscuité. Non

seulement il s'y soumit. Mais il s'en réjouit. Il était uni à ce peuple dont il se sentait une parcelle vivante, auquel il devinait qu'était lié son destin.

Rien de tout cela n'était clair en lui. C'était comme une conviction diffuse. Mais il se sentait au front dans son élément.

Il vivait la grande fraternité des hommes seuls, dépouillés de toute préoccupation économique, unis dans l'angoisse, les souffrances, la peur, le voisinage constant de la mort.

Les femmes se chamaillent souvent entre elles. Les hommes se dépersonnalisent, se confondent, se soudent.

La fraternité du front, sans cesse plus vivante, était renforcée à chaque coup dur. Chacun était dépouillé de son passé, vivait dans une constante communauté. Des camarades étaient tombés, d'autres survivaient. Chacun savait que la Mort était aux aguets dans le ciel sombre. Elle surveillait fixement ses proies prochaines. Entre tous était née une solidarité puissante.

Cette solidarité, c'est précisément celle dont Hitler, dès Vienne, avait deviné la nécessité politique.

Les luttes entre hommes vont contre le fond même de leur nature. Ils sont nés pour faire équipe. Au front, tous faisaient équipe. La lutte des classes, qui sépare hargneusement les êtres humains, était un non-sens dans les tranchées. Ces soldats, tous si totalement unis, qui maintenant fourbissaient ensemble leurs fusils ou ronflaient les uns à côté des autres, étaient pourtant les mêmes qui se lançaient, les uns aux autres, l'année d'avant, des provocations haineuses.

Alors? Si toutes les classes peuvent être si intensément et surtout si naturellement unies face au sacrifice, pourquoi ne le seraient-elles pas dans l'effort, dans le travail?

Le cerveau et les bras sont des forces complémentaires. Et, au surplus, jamais complètement disjointes : le travailleur manuel doit, pour être efficace, être guidé par une pensée; le patron

doit savoir que sans la puissance physique, la puissance de l'esprit créateur est vaine.

L'immense problème social que Hitler n'avait abordé jusque-là que du dehors, en témoin, était devenu pour lui, au front, une réalité quotidienne. Hitler était plongé en lui, comme le négatif du buste dans le bain de bronze brûlant. Pour toujours, il saura ce qu'est le peuple. Au front, il en avait reçu l'empreinte.

Il a pris conscience aussi de la grande disponibilité des masses : les prendrait celui qui les convaincrait.

Dans les tranchées, ils l'étaient. Pourquoi alors seraient-ils désunis dans la vie civile? S'ils le sont, c'est parce que les obstacles dressent entre les catégories sociales des barrières qui ne correspondent ni à leur instinct profond ni à leurs désirs. Celles-ci sont artificielles, il est logique de les éliminer.

Le principal de ces empêchements à faire équipe socialement est la lutte des classes, fomentée, à la fois par l'ambition de meneurs sans vue d'ensemble et, tout autant, par l'égoïsme aveugle de certains responsables de la vie économique.

Ni l'ambition des uns, ni l'égoïsme des autres ne correspondaient à l'élan fondamental de tous les soldats du front, riches ou pauvres, exactement égaux, peinant, luttant, strictement solidaires dans leurs tranchées.

Hitler analysait, concluait : la lutte des classes ne correspond en rien au fond même de la mentalité de tout être humain. Pas de société viable sans la collaboration – comme au front – des diverses composantes de la communauté. Pas de patrie sans cette interpénétration : tous les soldats, quels que soient leur origine, leur degré de pauvreté ou de richesse, sont des camarades; la vie sociale doit être aussi une vie de camarades.

Dans le silence, Hitler démocrate était né, au fond des tranchées, parmi ce peuple réel dont l'instinct se captait à vif.

Il dira lui-même qu'il y avait plus appris qu'en trente ans d'université. Il ne s'agissait pas d'un univers livresque, suspendu dans le vide. L'univers du front était palpable. École psychologique sans égale. Le savoir, c'est avant tout la connaissance des hommes. La connaissance scientifique n'est qu'un complément. Elle est stérile si la connaissance psychologique de l'homme ne l'a pas précédée, si elle n'a pas tracé le sillon profond où le savoir pourra être semé et pourra s'épanouir.

Si Hitler, plus tard, arriva au point le plus exact de captation des foules, c'est parce que celles-ci s'identifièrent à lui au front, parce qu'il palpa chaque fibre de la psychologie humaine. A la tribune, il se retrouva parmi les hommes, comme il l'avait été dans les tranchées fangeuses. Il n'aura par la suite rien à inventer, aucun artifice à utiliser.

Le front lui donnera également ce qui sera sa force suprême, durant la conquête du pouvoir et après qu'il fut installé à la Chancellerie : le sens de l'autorité.

Rien de grand ne se fait sans la force de caractère de celui qui commande, de celui qui est le cerveau, le moteur, le responsable. Sans autorité ferme, pas une tranchée n'eût résisté. Sans un commandement durable, aucun plan d'envergure, offensif ou défensif, n'eût été concevable. Celui qui commande et ceux qui obéissent ne doivent composer, physiquement et moralement, qu'une force unique.

Il faut en toutes circonstances que quelqu'un conçoive et prenne les décisions, qu'il ait le loisir de les mûrir. Qu'il sache que le temps ne lui manquera jamais pour réaliser l'œuvre qu'il a conçue. Autorité. Responsabilité. Durée.

Les bases futures du pouvoir hitlérien sont dès lors établies : la vie civile, l'ordre public, la justice sociale, la conjonction des classes relèvent des mêmes lois. Le meilleur doit planifier, ordonner puis être suivi avec foi par un peuple consentant qui,

lui aussi, librement, comprend que sans ces grands équilibres élémentaires, il n'est pas de société qui puisse subsister.

Celle-ci n'est solide que si les masses ont donné, de leur plein gré, leur cerveau et leur cœur à celui qui les incarne.

C'est la démocratie des forts, celle-là même que, dix ans plus tard, construira Hitler, ce silencieux qui, seul dans son coin d'abri, s'imprégnait des impératifs du pouvoir, sous son haut casque à pointe tapissé de treillis.

« La guerre, écrira très justement l'historien allemand Joachim Fest, fut l'élément majeur de sa formation ; ce fut une expérience totalement acceptée, d'ordre purement métaphysique. »

Il avait vu comment, naturellement, l'homme avait peur, comment seul un énorme effort de la volonté pouvait dominer la crainte, l'appréhension. Le courage, avant d'être physique, est moral. C'est la vigueur du caractère qui impose sa valeur à la bête humaine, craintive comme tout ce qui vit et ne veut pas périr.

Cent fois, il avait constaté la puissance de l'instinct de panique. A peine avait éclaté le vacarme de l'artillerie, à peine avait-on vu se dessiner la masse de quelques chars, ou même n'avait-on perçu que le fracas lointain de leurs palettes, et voilà le soldat pris de peur à jeter fusil, munitions, ceinturon, et à détaler.

Un vrai chef doit tenir rudement en mains ces minutes, la troupe inquiète ou affolée, ne pas tolérer le moindre repli. Pourquoi cinq cents mètres plus en retrait serait-on à l'abri ? Les chars ennemis vous rattraperont en quelques minutes. En face d'eux, le soldat se trouvera encore plus démuni.

Reculer, c'est souvent se suicider.

Pour Hitler, instruit à l'école de la guerre de 1914-1918, celui qui gagne, politiquement aussi bien que celui qui gagne militai-

rement, est celui qui a l'initiative, qui a fixé son choix, établi sa manœuvre et qui s'accroche à son acquis.

Autre découverte capitale que Hitler va faire à l'école du front : la puissance de la propagande.

De 1914 à 1918, la propagande allemande fut désastreusement nulle. En revanche, les Alliés se révélèrent des maîtres dans l'emploi de cette arme nouvelle. Peut-être fit-elle plus pour leur victoire que les nouveaux chars et le million de gars costauds déboulant en 1918 des lointaines Amériques.

Cette propagande anti-allemande, contant mille ragots, allait être acharnée, incessante, d'une mauvaise foi presque apocalyptique.

A peine les premiers Uhlans avaient-ils traversé la Belgique qu'avait été lancée à travers le monde entier la légende des « mains coupées ». Oui ! Ces Allemands sauvages coupaient les mains des enfants ! L'univers fut submergé par cette grande invention de la propagande. Qu'en était-il, s'est-on longtemps demandé ? Rien ! Absolument rien ! Il n'y eut jamais un enfant mutilé par les Allemands, tout au long de ces quatre années de guerre. Il est même inouï qu'un mensonge aussi fabuleux ait pu être répercuté pendant des années jusqu'au bout de la planète, alors que jamais une preuve, si confuse fût-elle, ne fut nulle part apportée.

Après la guerre de 1914-1918, alors que les Allemands étaient écrasés, avec quels cris d'indignation n'eût-on pas présenté ces petites victimes, si jamais elles eussent existé ! Jamais il n'en apparut une, ni en Belgique ni ailleurs. Aujourd'hui, on n'en parle même plus du tout. C'est plus prudent, l'accusation s'étant révélée simplement inexistante.

Il n'est plus, peut-être, une personne sur mille qui ait encore idée de ce déferlement mondial de la propagande des « mains coupées ». Mais elle fit militairement et moralement des ravages énormes.

Elle nourrit, pendant quatre ans, une haine sans cesse accrue envers ces sauvages affreux qui ne laissaient derrière eux que des gosses aux moignons tranchés ! Elle contribua puissamment à faire basculer, en 1917, les États-Unis dans le conflit.

Cette campagne des mains coupées fut un chef-d'œuvre de la propagande des Alliés. Cyniquement calomniatrice, inlassablement poursuivie, amplifiée partout, elle se révéla extraordinairement efficace. Elle prouva qu'il n'y a pas de guerre gagnée sans qu'aient été fomentées des haines aveugles, alimentées n'importe comment.

Autre propagande très percutante entre 1914 et 1918 : les déversements sur les tranchées allemandes de feuillets décrivant la misère du Reich, les langes de papier qui emmaillotaient les nouveau-nés, la disparition des cercueils faute de bois, le ravitaillement ramené à douze cents calories !

On jetait même sur les tranchées de fausses lettres de femmes allemandes, affamées. Les faux détails précis, répétés inlassablement, sans cesse les mêmes, avaient fini, à force d'être réédités, par pénétrer dans la mentalité sommaire de nombreux soldats épuisés.

Hitler, consterné, ramassait ces bouts de papier et disait : où est-elle, notre propagande à nous ? Au moins, où est notre contre-propagande ?

Elle fut, pendant toute la guerre de 1914-1918, invariablement nulle, confiée à des prétentieux de l'arrière.

Des feuillets similaires à ceux des Alliés, jetés par l'aviation allemande, eussent pu, avec un manque de scrupules identique, expliquer aux soldats français et anglais comment leurs chefs, se lançant dans des offensives aberrantes pour conquérir et reperdre quelques centaines de mètres, avaient fait périr, dans la Somme, en Artois, au Chemin des Dames, plus d'un million de jeunes garçons et de jeunes pères de famille. Aussi rappeler

sans cesse aux troupes alliées du front leur anéantissement physique, dans la crasse, parmi des milliers de rats obèses qui grouillaient la nuit dans les ventres pourris ou entre les mâchoires béantes des camarades tués entre les lignes de feu ! Comment on envoyait les soldats à la mort après les avoir saoulés ! Comment politiciens et généraux s'entre-déchiraient à l'arrière ! Comment les obus de la grosse Bertha tombaient, au printemps 1918, en plein Paris !

Surtout, quel n'eût pas été l'impact d'une vaste propagande allemande expliquant aux Français que leur principale alliée avait flanché, en 1917, que la capitale de la Russie, Saint-Pétersbourg, était en pleine révolution, qu'elle était passée entre les mains des communistes, que la guerre se terminait en débâcle à l'Est, que toutes les troupes allemandes de Russie allaient pouvoir être ramenées au front occidental, l'emportant alors en nombre sur les divisions franco-britanniques !

Il y avait là matière immense à contre-propagande, matière qui, à part une ou deux broutilles, demeura inutilisée, alors qu'elle eût empoisonné les armées des Alliés.

L'armée de Guillaume II, conformiste, sans imagination, n'utilisa que des mitrailleuses et des canons. La plus puissante des artilleries, celle de la propagande, vraie ou fausse, tendancieuse ou totalement calomniatrice, se déchaîna à sens unique.

Si l'Allemagne perdit la Première Guerre mondiale, ce fut, en grande part, pour n'avoir pas su se servir de cette arme privilégiée.

Cela aussi, Hitler ne l'oublierait jamais. Ce fut un des plus importants cours de son « université de trente ans ». Il ne deviendrait pas pour rien, après 1918, le plus dynamique des propagandistes qu'ait jamais connu l'Europe.

Parfois, dans l'aparté de la cagna, Hitler, évoquant ces évidences, explosait. Les soldats écoutaient, surpris, ses tirades véhémentes.

« Ses simples camarades, écrit l'historien américain John Toland, demeuraient grisés par son éloquence, et ils adoraient l'écouter. »

Ils l'aimaient bien, mais, tout de même, hochaient parfois la tête. « C'est un type un peu bizarre, qui vit dans un monde à part, expliquait un de ses camarades, mais sous tous les rapports, c'est un bon type. »

Hitler s'en tenait encore à un procès politique d'ordre général, fustigeant le régime bourgeois, l'anarchie du pouvoir impérial, le manque total d'imagination de ses dirigeants. Pourtant, un jour, comme s'il se sentait propulsé par un démon intérieur, il prononça, pour la toute première fois, un aveu révélateur :

« Vous entendrez beaucoup parler de moi. J'attends seulement qu'arrive mon heure. »

Certains auditeurs étaient fortement impressionnés. Ce type étrange, oui ! Il pourrait apporter des surprises, qui sait ? Mais les pronostics n'allaient tout de même pas plus loin.

« Nous nous disions, a raconté par la suite le soldat Weiss Jackl, que le gars Adolf deviendrait peut-être député au Landrat de Bavière, mais personne ne pouvait imaginer qu'il serait un jour Chancelier du Reich. »

Comment, dans tout cela, un cerveau à ce point hors du commun et qui, de l'avis de tous les supérieurs qui le connurent, était un si brillant soldat, comment, en quatre ans, ne devint-il même pas officier ?

Il avait été promu caporal dès le mois de décembre 1914. Caporal, il le serait encore lorsque le 11 novembre 1918 sonna le glas de l'empire de Guillaume II.

C'est presque impensable.

Hitler qui deviendrait le plus grand homme de guerre du XXe siècle, qui enverrait, entre 1939 et 1942, ses armées conquérir Varsovie et Oslo, Amsterdam et Paris, Belgrade et Athènes, les

faubourgs de Moscou, les rives de la mer Noire et les pics du Caucase, resta, pendant les quatre longues années de la Première Guerre mondiale, malgré son héroïsme constant, malgré plus de quarante combats, affecté à un poste modeste entre tous, caporal ! Parmi quelque quatre cent mille autres caporaux !

On a peine à le croire.

S'il ne devint pas officier, c'est parce que ses supérieurs – égaux en perspicacité aux professeurs viennois qui l'avaient exclu de l'Académie des Beaux-Arts – estimèrent tout simplement qu'il n'était pas capable de commander.

Comment purent-ils être à ce point aveugles ?

Un graphologue auquel avait été soumise une lettre manuscrite de Hitler de 1915 – sans qu'il eût la moindre idée de l'identité de celui qui l'avait rédigée – avait envoyé le jugement suivant : « L'auteur de cette lettre, doué d'une grande intelligence, d'une faculté remarquable d'assimilation et d'adaptation à une situation donnée, représente une véritable puissance. »

Le commandement allemand émit, en revanche, sous la plume du chef militaire de Hitler, le premier lieutenant Wiedemann, ce verdict olympien : « Manque de capacité de commandement. »

Le caporal Hitler était jugé incapable d'exercer une autorité sur plus de neuf « riz-pain-sel » ?

Or il allait commander un jour à quatre cent cinquante millions d'hommes, d'un bout à l'autre de l'Europe !

Mais pour ses supérieurs militaires, de 1914 à 1918, il n'était pas apte à devenir sergent.

C'est presque risible. Mais l'histoire est ainsi. Le grotesque précède souvent le grandiose.

Hitler s'indigna-t-il ?

Il ne réagit même pas.

Obtenir un grade, de toute façon, ne l'intéressait pas. Il aimait son métier d'estafette, qui ne permettait pas de devenir autre chose que caporal.

Mille fois plus que la vanité de coudre sur sa vareuse des galons ou des épaulettes, c'est le grand brassage du front qui l'intéressait. C'est là qu'il était dans son élément, qu'il découvrait les hommes, mûrissait les grandes bases psychologiques et doctrinales qui lui permettraient de faire un jour de ce conglomérat informe une société.

De ses deux courts passages à l'arrière, il revint écœuré, épouvanté. La vie de l'Allemagne intérieure entre 1916 et 1918 n'était certes point paradisiaque. On mangeait du pain fait avec de la sciure de bois et des épluchures de pommes de terre. Pour obtenir un œuf, il fallait présenter un certificat médical.

Le lait était presque inexistant. Les calories quotidiennes avaient été rabaissées de moitié.

Mais les soldats, au front, étaient-ils mieux lotis ? Eux qui se trouvaient face à la mort vingt-quatre heures – et non huit ou dix – sur vingt-quatre ? Pour se sustenter, ils étaient heureux lorsque, parfois, un chien famélique, un chat affolé ou même un rat pouvaient passer à la casserole.

A l'arrière, on ne se faisait pas tuer. Le soir, on rentrait chez soi. Même si on se serrait la ceinture, on dormait tranquille. On n'était pas projeté en morceaux pantelants dans des barbelés ou dans un entonnoir aux eaux croupissantes...

Pourtant, c'est cet arrière rationné mais privilégié qui allait précipiter la chute de l'Allemagne.

Des meneurs marxistes, enhardis par la misère des autres, avaient grignoté le patriotisme fervent dont le peuple allemand s'était fait le héraut pendant les premières années de privations. Ces agitateurs communistes et socialistes apparaissaient de-ci, de-là, poussaient une tête inquiète, constataient que le régime était mou et apathique, s'enhardissaient.

D'usine en usine, ils firent passer des mots d'ordre de grèves et de rébellions.

Ils essayaient de copier les manœuvres des révolutionnaires bolcheviques de Pétrograd d'octobre 1917, qui venaient tout juste d'anéantir l'effort de guerre de la Russie.

L'ensemble de l'Allemagne, malgré les sabotages, se tenait encore correctement.

C'est Berlin, la capitale à majorité marxiste, qui flancha. Le 28 janvier 1918, quatre cent mille travailleurs cessèrent pendant une semaine la fabrication des munitions.

Dès lors, le soldat, tenace, héroïque, qui s'arc-boutait au front, sut que, dans son dos, certains s'acharnaient à anéantir son sacrifice.

Pourtant, c'était le moment entre tous de ne pas perdre courage.

L'armée allemande venait, en 1917, d'abattre définitivement son ennemi numériquement le plus fort, la Russie. Des millions de soldats russes avaient quitté le front, s'égaillaient, regagnaient leurs isbas lointaines des steppes. Vidés de toute force, les bolcheviques de Lénine, le 3 mars 1918, avaient été acculés à capituler et à signer le traité de Brest-Litovsk. Les armées du Reich avaient ainsi conquis pendant le début de 1918 tout un univers : les trois pays baltes, la Biélorussie, l'Ukraine, la Crimée. Un bataillon allemand avait même occupé Tiflis, balcon sur l'Asie. Partout, les Allemands vainqueurs créaient des gouvernements amis, leurs alliés naturels à partir d'alors contre le bolchevisme léniniste.

L'espace vital, le fameux espace vital dont rêvaient depuis toujours les Allemands, resserrés à soixante millions dans leurs étroits champs de rutabagas et de pommes de terre, voici qu'il leur tombait dans les bras ! Plus vaste que leur pays même, avec des millions de tonnes de blé, des troupeaux sans fin et d'innombrables barils de pétrole. L'avenir était là.

Même s'il fallait un jour négocier une paix blanche à l'Ouest, peu importaient quelques arpents de terrain séculairement disputés, autour de Mulhouse ou de Metz, quand des espaces géants étaient, à l'Est, tombés sous le pouvoir du Reich après un traité de paix bel et bien signé par les bolcheviques vaincus.

Ludendorff avait ainsi ramené en toute hâte vers l'Artois, vers la Flandre et vers la Champagne des centaines de milliers de combattants de l'Est devenus disponibles. La défaite des Alliés occidentaux était imminente.

Jamais le Reich ne fut plus près de la victoire qu'en ce printemps 1918.

C'est alors que précisément, de chantier en chantier, des meneurs marxistes s'employèrent à rompre le courage civique des travailleurs du Reich. Ils excitèrent misérablement les femmes, émues devant les privations dont souffraient leurs enfants. Proies faciles ! Les agitateurs devenaient de plus en plus audacieux, stimulés par les premiers agents communistes arrivés clandestinement de Moscou. Les hommes de main de Lénine en Allemagne, les Liebknecht, et les Rosa Luxemburg à Berlin, les Eisner à Munich, étaient juifs. De même, d'ailleurs, que la presque totalité des conspirateurs de 1918.

Hitler, pendant son congé de blessé, avait assisté alors déjà à ce travail de décomposition. Dans les hôpitaux, on engageait les convalescents à inventer des excuses pour traînasser et s'incruster dans les lazarets. On démoralisait les nouvelles recrues. Parmi les derniers appelés, faisaient défaut particulièrement des milliers de jeunes, parfaitement en âge de combattre au lieu de s'accagnarder dans des services administratifs.

« Il faut réaliser, grognait Ludendorff, un recrutement plus vigoureux des jeunes Juifs, qui, jusqu'à aujourd'hui, ont été laissés trop tranquilles. »

Effectivement, il mourut à la guerre, proportionnellement, presque deux fois plus d'Allemands d'origine que de Juifs d'Allemagne.

Cette formule du coup de poignard dans le dos, Hitler ne sera pas le seul à la formuler. On verra même, après 1918, un ennemi du Reich, le Général anglais Sir Frederick Maurice, la reprendre presque mot pour mot dans un article du *Daily News*.

Les plus hautes autorités du Reich, politiques, et religieuses, ne feraient que confirmer au lendemain de la défaite allemande l'imprécation du caporal Hitler.

« Hindenburg, écrit l'historien français Raymond Cartier, reprit l'expression coup de poignard, *dolchstoss*. Elle faisait puissamment image, elle apportait l'explication que cherchait la douleur patriotique du peuple allemand. Elle fut entérinée par les deux plus hautes autorités religieuses d'Allemagne, le chef de l'Église évangélique Otto Dibelius et l'archevêque catholique de Munich, Michael, cardinal Faulhaber. »

Cette affirmation était sans doute exagérée. L'Allemagne, très certainement, fut affaiblie très gravement en 1918 par les saboteurs de l'intérieur, mais l'arrivée d'un million de soldats américains pesa aussi lourdement sur sa défaite. Il y eut conjonction des deux facteurs.

Malgré tout, au printemps de 1918, Hitler ne désespérait pas.

« Si l'attaque à Reims triomphe, nous aurons perdu la guerre ! » déclara le maréchal Foch lui-même, le commandant en chef des troupes alliées, consterné, le 15 juillet 1918.

C'est dans l'autre sens que la chance bascula.

L'Allemagne, arrivée la mi-juillet de 1918, commença de buter, achoppa, s'accrochant farouchement à chaque colline, à chaque buisson. Au dernier jour, l'Allemagne luttait encore et toujours sur le territoire même de l'ennemi, lequel n'avait, le 11 novembre 1918, pas encore foulé un centimètre de sol allemand.

Ces dernières semaines de la Première Guerre mondiale, Hitler ne les connaîtrait pas. Brusquement, moins d'un mois avant la fin, à Wervick, près d'Ypres sur le front des Flandres, la catastrophe s'abattit, la nuit du 13 au 14 octobre 1918, sur son régiment. L'artillerie anglaise déversa sur celui-ci, en quelques heures, des milliers d'obus à croix jaune, porteurs d'hypérite, le gaz moutarde.

A l'aube, quatre cents aveugles erraient, les mains en avant, les yeux brûlants, comme si on les leur avait crevés avec des charbons ardents. Hitler était l'un d'eux.

Il fut transporté en Poméranie, à l'hôpital de Pasewalk. Sa vocation de peintre était brisée. Il risquait d'être aveugle à jamais.

Cette catastrophe personnelle, on essaierait, elle aussi, de l'utiliser contre lui. On verrait un général anti-hitlérien, dévoré par la haine politique, affirmer que Hitler avait été atteint de cécité de type hystérique.

Un auteur juif, le docteur Binion, dépassant les plus spectaculaires élucubrations du freudisme, alla jusqu'à retrouver les sources de cette cécité au gaz moutarde dans l'odeur d'iode qui flottait, un quart de siècle avant, dans la chambre de mourante de la mère de Hitler.

« Ce gaz moutarde, a écrit Binion, était un liquide pulvérisé qui brûlait à travers la peau, exactement de la même façon que l'iodoforme. Hitler associa ce gaz vénéneux avec l'iodoforme de sa mère, quand celle-ci se sentit mourir. Lorsqu'il fut hospitalisé à Pasewalk, il dut délirer, à la suite de quoi on lui assigna un traitement psychiatrique. »

Il fallut attendre jusqu'en 1973 pour que dans son *Hitlers Briefe und Notizen*, un historien allemand anéantisse ces élucubrations. « Affirmations sans fondement : des documents irréfutables prouvent que la cécité temporaire de Hitler avait bien été la conséquence d'un empoisonnement par les gaz ennemis. »

Le 9 novembre 1918, trois jeunes Juifs, sautant d'un camion, pénétrèrent dans l'hôpital de Pasewalk pour annoncer, triomphants, que l'Allemagne de Guillaume II s'était écroulée.

Hitler retourna en tâtonnant jusqu'à son lit. Décomposé par la douleur, il se jeta sous sa couverture. Pendant des heures, il sanglota, comme le soir de décembre où sa mère était morte.

Cette fois, ce n'était plus son corps qui était atteint, c'était sa Patrie. Elle gisait, elle était anéantie, peut-être à jamais.

Tout ce qui avait rempli l'esprit de Hitler pendant des années et ne s'était limité jusqu'alors qu'à des harangues de tranchées, remontait dans son âme. Il n'était plus possible d'être passif. Le seul combat qui restait concevable passait désormais du front à la rue.

« Tout ou rien, déclara-t-il comme brûlé par un feu irrésistible. Je décidai de devenir un homme politique. »

« Cette nuit-là, a écrit l'historien américain John Toland, dans la salle solitaire de l'hôpital de Pasewalk était née la force la plus prodigieuse du XXe siècle. »

IV

LA DÉBÂCLE

Hitler seul, dans une Allemagne anéantie – Deux républiques de gauche à Berlin – La République des Soviets en Bavière – Source objective de l'antisémitisme allemand – Rapport anti-juif officiel, de la Préfecture socialiste de Berlin – Gâchis moral; parricide; inceste – « Pour l'immortalité de la canaille » – Le Traité de Versailles de 1919 et ses absurdités.

Hitler allait-il être un jour, vraiment, comme l'écrit Toland, « le plus puissant moteur du monde » ?...

« N'ayant pas de nom, dit Hitler lui-même, je ne remplissais pas le moins du monde les conditions pour pouvoir exercer une action utile quelconque. »

« Personne, a écrit l'historien allemand Fest, n'y paraissait aussi peu destiné que lui, personne ne possédait de moyens aussi réduits que les siens, personne n'occupait une position de départ plus anonyme et personne ne semblait aussi perplexe. »

Hitler se sentait plus seul qu'il ne l'avait jamais été.

Plus seul qu'à Vienne, où il n'avait besoin de personne, n'ayant alors en tête aucun plan d'action politique.

Maintenant, tous les vieux compagnons de tranchées s'étaient égaillés. Il n'avait plus, près de lui qu'un vague compagnon appelé Schmidt. Pas un seul ami à qui dire son amertume et ses résolutions.

Le 21 novembre 1918, commençant à recouvrer la vue, il quitta son hôpital. Il rejoignit sa caserne de dépôt à Munich, le Max II. Il y déposa son pauvre barda. Il ne voyait en face de lui que des visages inconnus.

Quelles possibilités pouvait-il bien avoir de redresser l'Allemagne ? Ses chances étaient nulles.

Quel programme politique eût-on même pu présenter aux Allemands prostrés, après tant d'heurs et de malheurs ? Pour eux, il ne s'agissait pas alors de connaître des *desiderata* électoraux, mais de survivre. Tout était par terre. Le peuple mourait de faim. Des millions de démobilisés étaient sans travail.

La disette et le chômage quasi total avaient permis aux démagogues de faire sauter, en une seule journée, la vieille et puissante armature politique du Reich impérial. Presque à la même heure, le 10 novembre 1918, deux républiques différentes avaient été proclamées à Berlin, l'une socialiste et pantouflarde – par Scheidemann, lourd et placide politicien embourgeoisé ; l'autre, pro-communiste, instaurée à 16 heures, au Château Royal même, sur lequel avait été immédiatement hissé le drapeau rouge.

« Vive la République Socialiste libre ! Et vive son Premier Ministre Liebknecht » s'étaient écriés des milliers de manifestants. La rue, ce jour-là, fut la propriété de la canaille révolutionnaire. Les officiers de passage à Berlin – quarante mille étaient tombés au front – se faisaient rosser sauvagement.

« En cette période troublée, le destin de l'Allemagne était sur le fil du rasoir » écrivit Schacht.

A Munich, sous les yeux de Hitler, sortant à peine de sa cécité, la révolution, là aussi, avait triomphé, une révolution encore plus aberrante que partout ailleurs.

Là, c'était un fou qui l'avait emporté, un fou marxiste, malpropre, chevelu, orateur extravagant. Il était sorti huit jours plus tôt de prison. Il s'appelait Eisner. Intellectuel complètement ahuri, il ne possédait que quelques marks dans sa poche. Il n'était même pas bavarois, mais russe de naissance et juif par surcroît.

La chanson du jour était éloquente :

« Révolution par ci, révolution par là,
Tra-la-la !
On retourne tout, on fout tout par terre,
On envoie tout en l'air !
Boum ! Boum !
Et rataboum ! »

Au révolutionnaire Eisner abattu au revolver quelques semaines plus tard, succédèrent d'autres, ultra-communistes ceux-là, car c'était Lénine lui-même qui les avait envoyés, directement. L'un s'appelait Léwien (ou Levien), l'autre Lévine, le troisième Axelrod.

Ils avaient instauré aussitôt la République des Soviets de Bavière, bastion de Moscou au seuil de l'Occident.

Ils se montrèrent immédiatement dignes de leur supérieur. Le 29 avril 1919 de nombreux otages furent massacrés dans une caserne. Parmi eux se trouvait le prince von Thurm und Taxis. Et même une femme, la comtesse Westarp.

Un des chefs de la Tchéka de Lénine, le Letton Martyn Latsis, avait envoyé à Munich des consignes draconiennes : « Nous sommes en train d'éliminer la bourgeoisie en tant que classe. Vous n'avez nul besoin de prouver que celui-ci, ou celui-là, a

agi contre les intérêts de la puissance soviétique. La première question à poser à un homme arrêté est de savoir à quelle classe il appartient, d'où il vient, quelle instruction il a reçue et quelle est sa profession. Les réponses données devraient sceller le destin de l'accusé. »

Même les gosses de bourgeois devaient, selon une note de service, être privés des tickets de lait, la survie de ces enfants de riches était sans intérêt pour la république prolétarienne.

« C'est un fait fâcheux mais indiscutable, reconnaît l'historien français Raymond Cartier, que les individus qui plongeaient le Reich et la Bavière dans le chaos étaient en immense majorité des Juifs. »

Un autre historien français, Benoist-Méchin, en a établi une liste : « Ces agitateurs, qui sont-ils ? A Berlin, Landsberg, Haase, Liebknecht et Rosa Luxemburg ; à Munich, Kurt Eisner, Lipp et Landauer, Toller, Lévine et Lewien ; à Magdebourg, Brandels ; à Dresde, Lipinsky, Geyer et Fleissner ; dans la Ruhr, Markus et Levinsohn ; à Bremerhaven et à Kiel, Grünewald et Kohn. Dans le Palatinat, Lilienthal et Heine. En Lettonie, Ulmanis. Autant de noms, autant de Juifs. »

« On pourrait, ajoute Benoist-Méchin, allonger la liste à l'infini. Comment ne pas y voir une véritable conspiration ? »

Un troisième historien français, Pierre Soisson, ne sera pas moins explicite : « Ce fait parmi d'autres pèsera lourd sur le destin des minorités juives dans l'Allemagne d'entre les deux guerres… L'idée de juif sera, pour bien des Allemands, associée à celle de terreur rouge, de destruction et d'anarchie. »

Ces constatations, certes, déplaisent à certains. Elles embarrassent beaucoup d'Allemands accablés, depuis 1945, sous la réputation de liquidateurs de Juifs. Mais on ne peut pas négliger les évocations des affres de 1918-1919 si l'on veut retrouver objectivement les sources de l'antisémitisme allemand de la première moitié du XXe siècle.

Les Démocrates de l'Allemagne de Weimar ne furent d'ailleurs, à l'époque, pas moins acerbes.

Rien de plus instructif à ce sujet que la lecture d'un rapport que la préfecture de Police de Berlin (socialiste) adressa en 1920 au ministre allemand de l'Intérieur (socialiste lui aussi). Le rapport exposait ce qui se passait dans un des grands faubourgs de la capitale du Reich, le quartier des Granges (Grenadierstrasse, Dragonerstrasse, etc.). Voici, reproduits mot à mot, les principaux passages de ce texte officiel, publié par le docteur Schacht en personne dans ses mémoires :

« Ce quartier, dit l'information de la Préfecture socialiste, grouille d'une foule énorme d'éléments de l'espèce la plus abjecte, qui présentent un extrême danger, non seulement sous le rapport de la criminalité mais aussi du point de vue politique car ils ont ramené de leur patrie polono-russe des idées bolchevistes, qu'ils répandent ici. En outre, ces immigrants menacent gravement la santé publique. La notion de propreté est tout à fait étrangère à ces gens-là. Les maisons où ils vivent, dans un entassement incroyable, sont pleines de crasse et de vermine.

« Notons, enfin, que la crise du logement dont souffre la population du pays, ceux qui payent les impôts, sera aggravée insupportablement par l'accueil que nous accordons à une telle foule d'étrangers. Le moindre égard pour ces êtres-là, dont l'activité n'est aucunement honorable, qui ne payent aucun impôt, qui se soustraient à tout contrôle, mais qui, en revanche, saisissent toutes les occasions de tourner les lois allemandes, de porter atteinte au patrimoine allemand, voire de le détruire, serait tout à fait superflu. »

Schacht lui-même, philosémite historique, ajouta à ce rapport socialiste le commentaire suivant : « Le cas de ces Juifs pose un problème qui devait par la suite occuper d'abord l'Allemagne puis le monde entier : celui des racines de l'antisémitisme allemand. »

Au gâchis politique de l'après-guerre allemand correspondait le gâchis moral.

Les ministères, le Reichstag, la finance, n'étaient pas seuls à être envahis. Le monde du spectacle l'était aussi.

« Les pièces de théâtre des années vingt, écrit l'historien allemand Joachim Fest, traitaient les thèmes du parricide, de l'inceste ou du crime et se livraient à des provocations très applaudies. Dans la scène finale de l'opéra de Brecht et de Weill, *Mahagonny*, les acteurs défilaient sur la scène en portant des panneaux sur lesquels on lisait "pour le chaos dans nos villes !", "pour l'amour en vente libre !", "pour l'honneur des assassins !" ou "pour l'immortalité de la canaillerie !" »

Déjà grandissait la colère annonciatrice de réactions nationales.

« Un ouvrier fort en gueule, écrivit l'auteur dramatique Dietrich Eckart, voilà ce qu'il nous faudrait ! Capable de donner aux Rouges une réplique bien sentie, et qui ne s'enfuit pas devant le premier pied de chaise qu'on brandit. Je le préfère à une douzaine de savants professeurs qui restent assis en tremblant, leur cul collé à leur fond de culotte. »

Que pouvait bien faire, parmi ces débordements publics, un caporal au nom inconnu comme l'était Hitler, perdu dans sa chambrée ?

« Il allait, écrit John Toland, réagir brutalement une première fois, à l'improviste. Des meneurs communistes étaient venus à sa caserne au IIe Régiment d'Infanterie pour sommer les soldats en voie de démobilisation de se joindre à eux, ou au moins, de ne pas réagir. Hitler fut pris de fureur. Sautant sur une chaise, il cria à ses camarades : "Nous ne sommes pas des gardes révolutionnaires chargés de protéger une racaille de Juifs fainéants." »

Mais ces bagarres de préaux n'avaient pas dépassé le seuil d'une caserne.

Un autre événement d'une importance capitale allait décider Hitler à se projeter dans l'action, si minces que fussent alors ses chances.

Cet événement fut la signature du traité de Versailles, « monument d'absurdités » comme allait le définir Pierre Gaxotte, membre éminent de l'Académie Française.

Sur quoi s'appuyait l'historien Gaxotte pour lancer une affirmation si radicale ?...

V

UN TRAITÉ « D'USURIERS »

« Un monument d'incohérences et d'erreurs » – Clemenceau : « Nous sommes sur le Rhin et nous y resterons » – Les millions d'Allemands devenus Polonais ou Tchèques – La farce des plébiscites – L'Autriche castrée – Vanité des satellites français – Le diktat financier – Les 700 « criminels de guerre » – Le Traité inacceptable – Une guerre prochaine certaine – Qui allait braver le malheur ?...

Le 28 juin 1919, en effet, le traité de Versailles s'était abattu comme un Himalaya sur soixante millions d'Allemands.

Il était destiné à les écraser. Qui n'eût pas, à ce moment-là tracé une comparaison avec la façon dont l'Allemagne victorieuse de 1871 avait traité la France vaincue ?

Lorsque le nouvel ambassadeur de France, M. de Gontaut-Brion, avait réapparu à Berlin, c'est le prince héritier en personne qui l'avait reçu avec un chaleureux : « Heureusement que la guerre est terminée, maintenant il s'agit de maintenir la paix. »

Thiers, le président du gouvernement français, avait témoigné par lettre son estime pour Bismarck, et déclaré que le com-

mandement allemand « méritait une page de sincère reconnaissance dans les annales de la France ».

Versailles, à l'inverse, n'apporterait pas un traité de vainqueurs intelligents, mais un « diktat de despotes ».

L'historien français Raymond Cartier a émis sur ce traité imposé en 1919 par son pays et par les Alliés ce jugement décisif : « Il est saisissant dans le recul de l'Histoire de contempler ce monument d'inconscience et d'erreur. »

Comme nous l'avons expliqué dans *Les Tricheurs de Versailles**, le Traité cédait à une Pologne géographiquement incohérente de vastes territoires peuplés par dix millions d'Allemands, d'Ukrainiens, de Juifs, de Lituaniens, de Biélorusses. Il créait le défi géographique et politique du Corridor de Dantzig. Il ordonnait l'établissement dans l'Europe d'une Tchécoslovaquie, d'une Roumanie et d'une Yougoslavie gorgées de minorités rivales, façades d'États bafouant les principes wilsoniens et qui ne trouveraient dans leur enflure insensée autre chose que des motifs de perturbations extrêmes, comme on le verrait en Croatie, en Bosnie, en Slovaquie et ailleurs après 1990 encore.

Il laissait à une commission le soin de fixer le montant de la créance des Alliés, mais il proclamait le principe de la réparation intégrale en le fondant sur l'article 231 qui avait forcé l'Allemagne à se reconnaître coupable d'avoir voulu et déclenché le conflit mondial. Il astreignait l'Allemagne par l'article 228 à livrer les « criminels de guerre » et l'on savait alors déjà ce qu'il fallait entendre par là : non seulement le Kaiser, réfugié en Hollande, mais tous les grands chefs qui avaient conduit les armées allemandes.

Comble d'absurdité, la coalition qui avait imposé à l'Allemagne ce traité, s'était promptement dissociée. L'Amérique,

* Les Tricheurs de Versailles, Art et Histoire d'Europe, 1988.

désavouant Wilson, allait se retirer sous sa tente. L'Angleterre redoutait qu'une hégémonie française succédât en Europe à la prépondérance allemande et ne cachait pas sa hargne. Il ne resterait pour faire appliquer ce traité impitoyable qu'une France intrinsèquement faible.

Raymond Brizat avait émis dès 1919 des réflexions aussi percutantes que le seraient celles de Raymond Cartier :

« Construire le traité de Versailles autour de l'idée matérielle de la responsabilité du gouvernement allemand, c'est sous-entendre implicitement que l'édifice s'écroule et que le traité devienne caduc, s'il est un jour démontré que cette responsabilité n'incombe pas uniquement au dit gouvernement. Et il n'est pas possible, avec le recul de l'Histoire et l'apaisement des passions, qu'il en soit autrement un jour ou l'autre. »

On pourrait citer cent autres condamnations.

« Tous les germes d'une Deuxième Guerre mondiale sont contenus dans le texte de Versailles, a conclu à son tour l'écrivain français Pierre Soisson. L'Allemagne va devenir un véritable "bouillon de culture pour ces germes mortels". »

Ce traité de Versailles ne fut jamais discuté entre vainqueurs et vaincus.

Après la débâcle de la France en 1871, six mois de discussions avaient eu lieu entre le représentant français Jules Favre et l'Allemand Bismarck, avant qu'ils eussent mis au point un texte établi de commun accord.

Au contraire, les Allemands, de janvier à mai 1919, ne furent pas admis une seconde à participer à des négociations. Les politiciens français cherchaient non pas la paix avec les Allemands mais leur anéantissement.

Les clauses qu'ils exigeaient étaient telles que nul pays n'eût pu les honorer, ni même les supporter.

Clemenceau déclarerait textuellement à la Conférence de la Paix : « Dans quinze ans, les Allemands n'auront pas rempli

toutes les clauses du Traité et nous pourrons dire : "Nous sommes sur le Rhin et nous y restons !" »

Poincaré était aussi cynique : « Le seul moyen de sauver le Traité de Versailles est que nos adversaires vaincus ne puissent l'exécuter ! »

Stresemann, prêt à toutes les concessions décentes et qui ne voulait pas verser de l'huile sur le feu, ne put s'empêcher de dire sa stupeur devant tant de fanatisme :

« Cette espèce de conférence internationale où l'on discute le sort de l'Allemagne sans que celle-ci s'y fasse entendre est un outrage à toutes les idées pour lesquelles ces messieurs prétendent avoir combattu lorsqu'ils partirent en guerre contre l'Allemagne. »

L'Allemagne, muette obligatoirement, devait, selon le Traité, accepter de perdre non seulement l'Alsace-Lorraine, mais tous les biens allemands, privés comme publics, qui s'y trouvaient.

La Sarre, séparée du Reich, se voyait soumise au pillage de son charbon pour quinze ans, censément en contrepartie des destructions des mines du nord de la France.

La Rhénanie entière serait occupée. Et même de larges têtes de pont à l'est du Rhin, des têtes de pont à Cologne, à Coblence, à Mayence, dans un rayon de 90 kilomètres; dix kilomètres sur la rive droite du Rhin devraient être vidés des troupes du Reich.

D'autre part, un million et demi d'Allemands et les territoires sur lesquels ils vivaient à l'est du Reich passeraient sous la férule des Polonais.

Pour compléter la fête, trois autres millions d'Allemands, et tout l'espace qu'ils occupaient dans les Sudètes, seraient livrés à l'arbitraire des Tchèques.

Les grands fleuves allemands et le canal de Kiel seraient placés majoritairement sous contrôle allié.

Normalement, des plébiscites eussent dû permettre aux habitants des régions menacées de dénationalisation de faire connaître leur volonté. Le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » était à la base même des conditions imposées à l'Allemagne par le président des États-Unis, Thomas Woodrow Wilson. Elles avaient été approuvées officiellement par les Français et les Anglais avant l'Armistice. Sans cet engagement, les Allemands, même durement éprouvés, n'eussent jamais accepté de déposer les armes.

Le traité de Versailles violait ouvertement cet engagement solennel, condition fondamentale de l'armistice du 11 novembre 1918.

Deux petits plébiscites seulement eurent lieu, dans deux départements de la Prusse orientale, déjà considérés par les Polonais comme deux fiefs acquis. Leur double échec fut complet : vote en faveur du Reich à 90 %.

Ce double camouflet avait suffi : trois millions d'Allemands muselés par les traités alliés passeraient désormais, sans avoir pu dire un mot, sous autorité tchèque.

En Haute-Silésie, on assisterait à un sabotage effronté et acharné. Des centaines de milliers d'Allemands, les régions les plus riches de la Haute-Silésie, seraient, malgré 60 % de votes de fidélité à l'Allemagne, livrés à la Pologne, pourtant battue lors du plébiscite.

De ce Sommet fut décidé le cas des Autrichiens.

Tous, qu'ils fussent socialistes ou chrétiens, voulaient en décembre 1918 se réunir à l'Allemagne, la grande patrie des Germains. Quelques semaines après l'armistice, des élections, taillées sur le strict modèle démocratique l'avaient signifié à la majorité absolue. Le Parlement autrichien l'avait à son tour proclamé solennellement. Cet énorme ralliement populaire allait se voir balayé par le traité de Versailles.

Ici encore, mieux vaut laisser parler un Français :

« Une délégation de la République d'Autriche – réduite aux pays purement allemands de la monarchie défunte – se présenta à Weimar, raconte l'historien Raymond Cartier. Elle apportait l'article premier de la nouvelle constitution.

« La République démocratique d'Autriche est une partie intégrante de la République démocratique allemande.

« L'assemblée (de Weimar) acclama ces six millions de compatriotes rentrant volontairement dans le sein du Reich, vota à l'unanimité d'admettre l'Autriche parmi les États allemands. Une mise en demeure arriva de Paris le soir même : les deux Constituantes, celle de Vienne et celle de Weimar, étaient sommées d'effacer de leurs procès-verbaux l'Anschluss qu'elles avaient décidé conformément aux principes wilsoniens. »

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes était sélectif : impératif lorsqu'il correspondait aux convenances des vainqueurs; subversif, intolérable et provoquant s'il était invoqué par les vaincus.

L'historien Soisson ne fut pas moins net que son collègue Cartier :

« On interdit aux Allemands d'Autriche de s'unir à leurs frères du Reich et on en inclut 3 500 000 dans une Tchécoslovaquie fabriquée de toutes pièces, où les Tchèques sont en minorité.

On retire à l'Allemagne des territoires qui n'ont jamais été conquis par une armée étrangère et on les distribue à des peuples qui ne sont même pas des belligérants, tels que les Polonais, les Danois, les Tchèques, les Slovaques. L'Allemand moyen a vraiment l'impression de voir brader son pays à l'encan. »

Le jugement définitif serait porté par le ministre américain des Affaires étrangères :

« On imaginerait difficilement une négation plus flagrante du prétendu droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. »

Après cette répartition à la criée de plusieurs millions d'Européens de race allemande, des traités complémentaires, Saint-Germain le 10 septembre 1919 et Trianon le 4 juin 1920, complétèrent le dépeçage de Versailles, mutilant la Hongrie, gonflant de plusieurs millions de non-Roumains la Roumanie, adjugeant aux trois millions de Serbes neuf millions de non-Serbes.

Une moitié des habitants de la Tchécoslovaquie n'étaient pas Tchèques. Croates, Albanais, Bulgares, Hongrois passaient par millions sous la domination de nationalités dont souvent ils ignoraient même le langage et que, généralement, ils détestaient.

La France espérait ainsi, grâce à ce réseau de nouveaux satellites, encercler définitivement à l'est et au sud-est l'Allemagne vaincue. Illusion enfantine. Ces pays artificiels ne reposant que sur l'arbitraire, dominant par la force des millions d'étrangers dénationalisés contre leur gré, n'iraient, pendant vingt ans, que d'exactions en exactions.

Les fameux barrages militaires de la Tchécoslovaquie et de la Pologne s'effondreraient au premier choc, en 1939, comme des lignes Maginot de papier journal. Ils empoisonneraient le continent pendant près d'un quart de siècle, avant de conduire l'Europe à la Seconde Guerre mondiale.

Le diktat financier n'avait pas été moins aberrant.

Seuls les Anglais, parce que réalistes en affaires, avaient été plus ou moins modérés. Leur plus éminent spécialiste économique, John Maynard Keynes, avait établi avec une objectivité mathématique ce que les Allemands pouvaient payer, en combien de temps et de quelle manière.

Le total était dix fois moins élevé que ce que les vainqueurs voulaient rafler. Ceux-ci eurent provisoirement raison. Keynes dut repartir, presque chassé, avant que le traité ne fût signé.

Mais les centaines de milliards imposés despotiquement ne furent évidemment jamais payées.

« *Ultra posse nemo obligatur* » disaient déjà les Romains (au-delà de ce qu'il possède, nul n'est obligé).

Le pillage de Versailles s'élevant à des centaines de milliards de marks conduirait l'Allemagne à la ruine et provoquerait, déjà, pour une large part, la crise monétaire mondiale de 1929.

Une dernière clause particulièrement offensante obligeait les Allemands à s'avouer responsables exclusifs de la Première Guerre mondiale.

L'histoire a depuis largement démontré (voir mon ouvrage *Le Traquenard de Sarajevo**) que les principaux responsables de la conflagration avaient été les panslaves de Saint-Petersbourg et le petit tabellion grincheux installé à la Présidence de la République française, M. Raymond Poincaré.

Le comble était l'obligation que le Traité de Versailles imposait aux Allemands de livrer eux-mêmes plus de sept cents de leurs compatriotes. « La liste relevait de l'indécence, dit l'historien Raymond Cartier, il fallait avoir la tête dans le brouillard pour imaginer qu'un pays organiserait une chasse à l'homme gigantesque pour satisfaire la vindicte des vainqueurs. »

Les Allemands allaient-ils signer un tel traité qui les marquait d'infamie devant l'univers et les condamnait à l'esclavage économique pour un demi-siècle ?

Les plus aveugles des Allemands de novembre 1918 avaient eu, en quelques mois, les yeux dessillés. Les Alliés, de toute évidence, les avaient roulés avec leur Armistice d'escrocs.

« Tout ce qu'ils nous ont dit, écrivit, très marri, le ministre Stresemann, n'était que mensonges ; nous avons été fous de ne

* Le Traquenard de Sarajevo, Art et Histoire d'Europe, 1988.

pas nous boucher les oreilles, d'avoir écouté ce chant de sirènes et d'avoir déposé les armes avant la conclusion de la paix. »

A travers tout le Reich, l'annonce des clauses de ce diktat avait soulevé une clameur immense. Au Parlement allemand, le hourvari était fabuleux. Le Premier Ministre, le socialiste Scheidemann, jeta sa démission à la tête de l'Assemblée en s'écriant : « Quelle est la main qui, se plaçant et nous plaçant ces chaînes, ne serait pas forcée de se dessécher ? Le traité est inacceptable ! »

Jusqu'à l'avant-veille de l'échéance, l'Assemblée de Weimar se refusa à signer. Déjà le Maréchal Foch avait mis en état d'alerte ses divisions. Si l'Allemagne ne cédait pas, trois millions de soldats alliés allaient marcher sur Berlin ! Ce serait la guerre une fois de plus !

L'Allemagne n'avait plus d'armée, plus d'artillerie, plus une seule position défensive. La défaite totale était certaine. Non seulement le Reich allait être submergé, mais il serait très certainement morcelé, selon le vieux plan français hérité de Richelieu, réaffirmé par le Maréchal Foch et par le Général Mangin !

Le couteau sur la gorge, le Parlement allemand dut bien céder deux heures à peine avant l'invasion.

Mais que valait une paix acceptée lorsque le poignard vous frôle déjà le gosier ?

« Jamais, s'écria Stresemann, signature extorquée n'a été considérée sur terre comme valable. Ce traité de tyrannie, c'est une prochaine guerre certaine. »

La haine, le mépris, l'esprit de vengeance répondirent à cette protestation de Stresemann.

Des mois après, les personnalités allemandes sommées de se présenter devant les Alliés pour apprendre d'eux comment elles auraient à exécuter le diktat, se feraient malmener comme des galériens. Le docteur Schacht, le grand spécialiste allemand des

finances, convoqué comme un valet, a raconté lui-même avec quel mépris lui et les plénipotentiaires allemands furent traités aussitôt après l'acceptation forcée du traité.

« Dès 1919, j'eus un avant-goût de ce qui allait se passer. Après la formation du gouvernement allemand, j'avais été appelé à des pourparlers au sujet des prestations économiques que les vainqueurs réclamaient à l'Allemagne. Une commission d'industriels et d'experts fut envoyée dans ce dessein à La Haye, où nous attendaient des représentants alliés. Ma mission consistait à négocier la livraison de potasse et d'autres produits chimiques.

« La réception qui nous fut réservée me rappela tout à fait certaines images de mes livres scolaires : des satrapes perses accueillant une délégation d'Athènes vaincue.

« Les membres de la commission alliée manifestèrent une arrogance moyenâgeuse. Les façons chevaleresques n'étaient absolument pas à l'ordre du jour; même la politesse la plus élémentaire faisait défaut. Je me rappelle qu'un jour, dans la salle où les entretiens se déroulaient, on n'avait prévu pour les Allemands que quelques sièges, de telle sorte que nos délégués durent participer debout aux pourparlers.

« Je ne dissimulais nullement le profond mécontentement que me causaient les manières discourtoises des Alliés. Mes collègues montraient des visages anxieux.

"– Au nom du ciel, Herr Doktor, me chuchota l'un d'eux, vous n'allez tout de même pas vous plaindre, vous n'allez pas faire cela !"

On va bien voir, me dis-je, et j'allai trouver le général allié qui présidait la réunion.

"– Nous sommes hébergés dans les plus mauvais hôtels et nourris misérablement; on nous empêche de sortir et nous devons participer debout aux entretiens, dis-je avec colère. Monsieur le général, je vous prie de faire cesser cet état de chose !"

"– Vous paraissez oublier que votre pays a perdu la guerre, me répondit-il froidement."

Je regagnai Berlin enrichi d'une expérience. »

Chaque Allemand suffoquait. Tous dénonçaient le génocide. Les vainqueurs étranglaient le Reich. Des dizaines de milliers de baïonnettes alliées brillaient le long du Rhin.

Qui allait braver le malheur ?

Nul, dans le Reich, n'appelait les Allemands à s'unir, à se redresser. Nul ne bougeait. Ni un civil huppé, ni un militaire chevronné.

Tout à l'autre bout de l'Europe, tapi dans son repaire de Pétrograd, Lénine avait vu avec enchantement Français et Allemands se lancer dans cette bagarre, aussi insensée que fratricide, qui ne pourrait qu'aboutir à un désastre général de l'Occident. Pourquoi se fût-il fait des soucis ? On lui offrait, sur un plat d'or, les restes disloqués d'une Europe qui se suicidait...

VI

LES TROIS CHANCES DE HITLER

Hitler convalescent en 1919 – Programme et principes – Suprématie du Verbe – Le caporal à l'université – Hitler découvert par son professeur – Au camp de Lechfeld, pour contrecarrer le communisme des soldats perdus – « Très vénéré Monsieur Hitler ! » – Judaïsme religieux et judaïsme race – « Je partage entièrement l'avis de Monsieur Hitler » – Introspection militaire des petits partis – Coup d'éclat de Hitler au D.A.P. – Le modeste carnet du serrurier – Réconcilier la nation avec le socialisme – Il fallait franchir le pas.

« Des plans sans nombre se pourchassaient dans ma tête. Des jours entiers je réfléchissais à ce que je pouvais faire, mais toutes ces réflexions aboutissaient à la simple constatation que, n'ayant pas de nom, je ne remplissais pas le moins du monde les conditions pour pouvoir exercer une action utile quelconque. »

Tel avait été jusqu'à la signature du traité de Versailles l'état d'esprit de Hitler.

Conquérir politiquement un pays – le pays le plus peuplé d'Europe occidentale –, le sortir de sa prostration au pire

moment de son histoire, ne pouvait se faire que si celui qui se jetait à cette tâche disposait de moyens exceptionnels.

De quoi disposait Hitler aux premiers mois de 1919 ? Il n'avait pas cent marks en poche. Il ne connaissait pas vingt personnes à Munich. Il ne pouvait compter sur aucun appui. Personne ne savait même exactement comment il s'appelait. Il faudrait deux ans avant qu'il ne soit plus Hittier, ou Hieler.

Hitler, ont demandé cent fois de doctes rédacteurs de programmes, férus d'alinéas et d'accolades, avait-il au moins une doctrine ? Disons plutôt que, davantage qu'un programme, il avait des principes.

C'était d'ailleurs l'essentiel. Les programmes doivent s'adapter ou se plier au réel, aux possibilités d'un temps. Les principes sont, eux, le fil directeur intangible.

Un projet de réformes peut subir des transformations, être éliminé si les nécessités du moment l'imposent. Mais les principes sont la respiration même de l'âme, ils doivent tout marquer de leur feu.

Quelle que soit l'évolution technique d'un plan, l'esprit, lui, doit insuffler toute vie, être l'inspiration qui modèle toute réalisation.

Le programme, c'est de l'argile. Les principes pétrissent la glaise, lui donnent une forme, une destination. Ils sont création et sublimation.

Au long de ses années solitaires de Vienne, puis pendant cinquante et un mois de guerre, Hitler n'avait été qu'une minuscule étoile dans l'immense constellation d'un peuple. Mais, à chaque seconde, il avait participé à son rythme, il avait senti sourdre en lui, puis s'ordonner, ces grandes forces spirituelles qui seules donnent un sens au réel.

En lui seul, le réel n'est rien. Seuls comptent les principes qui le vivifient. Le grand homme est celui qui anoblit la boue

humaine. Ainsi fut Michel-Ange. Ainsi avait été Bonaparte. Ainsi Hitler avait regardé l'immense champ de fange humaine le jour de décembre 1918 où, avec son grand fusil inutile et son sac à dos râpé, il avait retrouvé la caserne Max II à Munich.

En dehors de sa foi et de ses principes – que tous ignoraient –, Hitler ne disposait que d'une chance : la parole.

Celle-ci est un cadeau des dieux. N'est pas orateur qui veut. Les plus hauts esprits bafouillent lorsqu'il leur faut, simplement, lire trois feuillets en public. L'Allemagne tout particulièrement a toujours manqué d'orateurs. Même les députés de Weimar employaient généralement un langage très amidonné. Ils servaient au public de la pâte mal levée. L'Allemagne a beaucoup de dons, mais pas celui du verbe.

Et voilà qu'un caporal moustachu, aux demi-bottes éculées, allait découvrir, par hasard, en mission militaire, qu'il possédait ce don et que de l'essence même de son être jaillissaient des propos qui électrisaient son auditoire.

L'armée allemande, au début de 1919, sentait qu'elle était le dernier rempart du pays. Un rempart prêt lui-même à s'écrouler. Plusieurs millions de soldats démobilisés s'étaient éparpillés. Les cadres n'existaient pour ainsi dire plus.

En décembre 1918, les responsables de l'armée et notamment du corps des officiers avaient essayé de sauver Berlin submergé par le communisme. Ils avaient bien failli être tous anéantis. Il leur avait fallu battre en retraite, précipitamment. Les mois suivants, en 1919, ils étaient parvenus, tant bien que mal, à rétablir la situation dans la capitale, puis dans les provinces. Chaque fois, ils ne l'avaient emporté qu'à grand-peine. Des officiers avaient été assassinés dans des conditions horribles, torturés, jetés à l'eau du haut des ponts. Les potentats communistes les achevaient au revolver s'ils essayaient, malgré

leurs blessures, d'atteindre les rives, comme le colonel von Klüwer, à Halte, jeté dans la Saale et assassiné.

Dans les camps de démobilisation, l'état d'esprit était détestable. Beaucoup d'ex-prisonniers revenus de Russie, le cerveau lavé, étaient contaminés politiquement.

Libérés, ils allaient renforcer les meutes bolcheviques au lieu de les neutraliser. Il fallait absolument les reprendre en mains avant de les renvoyer à travers le pays.

Ce qui restait du commandement décida donc qu'ils seraient, avant leur mise en congé, soumis dans leurs camps à des cours de rééducation.

Encore fallait-il des rééducateurs.

Les têtes chaudes des camps de triage n'eussent pas admis des civils.

Des militaires ? Mais où les trouver ? Comment les former en hâte ?

Pour reprendre la troupe en mains, pour ramener en elle « les principes militaires d'une tournure d'esprit nationale et civique », il était devenu indispensable d'avoir sous la main des hommes de confiance, exactement comme les communistes avaient les leurs.

Il était urgent qu'une formation adéquate leur fût apportée.

Le commandement envoya, à cette fin, quelques cadres inférieurs, triés sur le volet, suivre à l'université de Munich des cours d'information.

Parmi ceux-ci allait se trouver – son ardeur anticommuniste avait été notée – le caporal Adolf Hitler.

Au début, il ne compta pas plus qu'un autre, complètement inconnu à l'université.

« J'étais un être obscur, un simple matricule parmi huit millions d'hommes. »

Pourtant, quelques jours plus tard, le professeur Karl Alexander von Müller, qui donnait un cours d'histoire politique de la guerre, interpella le capitaine, Karl Mayr, qui lui avait envoyé la petite colonne de soldats étudiants.

« – Savez-vous que vous avez un orateur de talent parmi vos instructeurs ?

– Qui est-ce ?

– Un certain Hitler, du régiment List. »

Le professeur avait découvert ce talent tout à fait fortuitement.

« Après ma conférence, expliqua-t-il, et la discussion assez vive à laquelle elle avait donné lieu, je me heurtai, dans la salle qui se vidait, à un petit groupe qui me barrait la sortie. Ce groupe semblait comme fasciné par un homme qui, se tenant au milieu, discourait d'une voix étrangement gutturale avec une ardeur croissante. »

Le professeur, intrigué, s'était approché de l'orateur improvisé.

« Ce qui m'avait frappé, c'était la pâleur de ce visage, barré par une longue mèche noire fort peu militaire, une petite moustache taillée en brosse, et des yeux très larges, bleu clair, brillant d'un fanatisme redoutable. En observant ceux qui écoutaient Hitler, j'ai eu l'impression que leur exaltation qui était son œuvre, revenait comme un boomerang donner une force accrue à la voix passionnée de l'orateur. »

On en est là. Il ne s'agissait encore que d'un orateur débutant, un caporal qu'un professeur occasionnel de militaires signalait à un autre militaire comme un sujet doué.

Le dit capitaine Mayr auquel par hasard il s'était adressé n'était pas un officier quelconque. Il était un des principaux animateurs du Bureau Ib/P, la section de propagande et d'instruction du commandement militaire. L'appréciation du professeur von Müller était donc tombée dans l'oreille d'un spécialiste.

Résultat : Mayr affecta le caporal-orateur à un régiment de Munich en qualité « d'homme de confiance du Commandement Militaire de la Région ».

Ce ne sont pas ses idées qui ont valu à Hitler cette promotion assez imprévue, mais la forme « très belle, claire et incisive » de ses propos. Soldat courageux, patriote, il était susceptible de ramener à l'anticommunisme les soldats perdus.

Rien que pour cela, on l'estima intéressant. Le voilà donc envoyé au camp de Lechfeld.

Il y était arrivé en mission, sans plus, petit gradé presque anonyme, comme il y en a eu des milliers entre 1914 et 1918 dans l'armée allemande. Mais ce caporal-ci ne restera pas inconnu longtemps. Il n'avait pas encore passé un mois au camp que celui-ci se retrouva politiquement retourné. Le chef du caporal Hitler, le lieutenant Bendt, envoya au commandement à Munich une note sur l'action oratoire de son subordonné :

« Il rend ses idées accessibles à tous, grâce à une grande clarté et une extrême simplicité. C'est un orateur populaire né, par son fanatisme et son comportement proche du peuple captive l'attention et oblige à penser comme lui. »

Voilà ainsi révélé Hitler orateur ! Hasard ? Chance ? Cette fameuse chance qui avancera devant Hitler comme une étoile ?

Un professeur binoclard, en sortant de son cours, est tombé sur une petite troupe d'élèves groupés autour d'un commentateur aux yeux nets comme de l'acier. Ensuite, l'agitation d'ex-prisonniers de Russie a fait envoyer au camp de Lechfeld deux douzaines de propagandistes formés à la hâte à Munich. Jamais, avant cet été de 1919, Hitler n'avait parlé, sinon à ses camarades au hasard des veillées du front, et voici qu'en un mois il révolutionnait politiquement un camp entier.

Les plus surpris furent ses chefs. Tout d'un coup, ils se sentaient dépassés. Jusqu'alors le caporal n'avait été que le « fantassin Hitler, Adolf, IIe Régiment d'Infanterie ». Après cet exploit au camp de Lechfeld, on ne traitera plus Hitler comme un inférieur. Karl Mayr, son chef, lui écrivant à son cantonnement, le 10 septembre 1919, va employer l'expression particulièrement cérémonieuse « *sehr verehrter Herr Hitler* » (très vénéré monsieur Hitler) !

Pour qui a connu la rigueur des relations de subordination dans l'armée allemande, une telle métamorphose est à peine croyable.

Un autre aspect des interventions orales de Hitler au camp de Lechfeld a particulièrement retenu l'attention de ses chefs : la corrélation qu'il avait établie entre les pressions de la révolution communiste et la présence constante des Juifs à la tête de la subversion, point de fixation de beaucoup d'indignations allemandes.

Le chef des services de propagande et instruction (Bureau Ib/P) demanda à Hitler d'écrire une étude sur le judaïsme.

Dans cet exposé, le futur Führer s'employa à établir la distinction, capitale à ses yeux, entre le judaïsme communauté religieuse et le judaïsme race.

Cette prise de position allait radicalement à l'encontre des réactions passionnées, en 1919, de nombre de ses compatriotes. Pour ceux-ci, le Juif religieux était une sorte d'épouvantail. L'antisémitisme, pour Hitler, n'avait rien à voir avec une répulsion d'ordre physique. Elle était chez lui d'ordre strictement intellectuel.

Que le Juif soit circoncis ou non, qu'il soit lecteur ou non du Talmud, n'était pas du tout à ses yeux l'essentiel. L'essentiel pour lui, affirma-t-il, était que l'Israélite appartient toujours à une unité qui pendant deux mille ans a maintenu vigoureusement intactes toutes ses caractéristiques raciales. Elles faisaient

que le peuple juif constituait ainsi parmi toutes les communautés nationales un monde à part. L'antisémitisme, aux yeux de Hitler, ne gagnait absolument rien à être instinctif : il égarait, il faisait négliger le fondamental, qui est d'ordre racial et intellectuel.

Cette conception était révolutionnaire. Elle s'opposait aux deux mille ans d'antisémitisme chrétien qui, lui, était avant tout religieux. Elle s'opposait aussi à une très longue tradition populaire qui ne voyait dans le Juif qu'un prédateur, aux aspects physiques peu engageants.

Hitler oppose à cet antisémitisme instinctif à base religieuse, qu'il réprouvait, la théorie nouvelle de l'antisémitisme raisonné.

De ce rapport militaire – le premier document politique écrit de la main de Hitler – voici les principaux passages :

« S'il est vrai que le danger que le judaïsme présente pour le peuple allemand trouve son expression dans la répugnance que les Juifs inspirent à une large fraction de notre peuple, la cause de cette répugnance ne réside pas, en général, dans une connaissance précise de l'influence pernicieuse que le judaïsme, dans sa totalité, exerce d'une manière consciente ou non sur notre nation, mais elle découle souvent de l'impression fâcheuse que le Juif, en tant qu'individu, produit sur quiconque a affaire à lui. »

« Ceci explique le caractère souvent affectif de l'antisémitisme, c'est là une grave erreur. »

« L'antisémitisme en tant que mouvement politique ne doit et ne peut pas se fonder sur des réactions affectives : sa base doit être la connaissance des faits. »

« En premier lieu, le Judaïsme est une race et non une communauté religieuse. »

« Le Juif ne se qualifie jamais d'Allemand, de Polonais, d'Américain de confession juive, mais toujours de Juif allemand, polonais ou américain. Le Juif n'a jamais emprunté autre chose aux nations étrangères que la langue. La confession mosaïque ne détermine pas d'une manière exclusive l'appartenance ou la non-appartenance d'une personne au Judaïsme. »

« Par suite d'unions consanguines millénaires souvent conclues dans un cercle des plus restreints, le Juif a conservé en général sa race et son caractère propres, avec plus de force que de nombreux peuples parmi lesquels il vit. Il en résulte qu'une race non allemande, étrangère, vit parmi nous, qu'elle n'a pas le désir et n'est d'ailleurs pas en mesure de renoncer à ses caractères ethniques, a sa manière propre de sentir, de penser, d'agir, et qu'elle possède maintenant les mêmes droits que nous-mêmes. »

Les conclusions de Hitler étaient les suivantes : l'antisémitisme en tant que réaction affective se manifeste par des pogroms ; l'antisémitisme rationnel, en revanche, doit aboutir à l'abolition systématique et légale de tous les privilèges du Juif, dont il bénéficie à la différence de tous les autres étrangers établis chez nous. L'objectif ultime, concluait-il, doit être l'éloignement définitif des Juifs. Le mot « éloignement » est frappant. Hitler parlera toujours d'éloignement, de mise à l'écart ; jamais, jusqu'à sa mort, le mot extermination, qu'on a tant manipulé après 1945, n'apparaît dans aucun de ses textes.

L'approbation des milieux militaires de Munich à cet écrit du caporal Hitler fut totale.

« Je partage entièrement l'avis de Monsieur Hitler » ajouta l'officier d'état-major en fin de ce rapport qu'il transmit en haut de la hiérarchie.

Néanmoins, le cercle des admirateurs restait encore extrêmement limité : un professeur en faux col, des curieux, quelques officiers d'état-major, une poignée d'hommes de la troupe.

En 1919, cette réaction était néanmoins très significative : le premier point sur lequel ses supérieurs militaires interrogeaient Hitler était le problème juif. A première vue, c'était insolite, mais, en réalité, en ces mois de tragédie nationale, ce problème dominait les événements. Il était la clé de la révolution communiste qui menaçait l'Allemagne de mort. Aussi, intéressait-il spécialement et au plus haut point l'armée.

Si on ignore ces circonstances, on passe à côté des vrais problèmes : en 1919, Berlin, Hambourg, la Ruhr, la Saxe, Munich, la Hongrie même, avaient failli périr. Sans discussion possible, les Juifs avaient été partout les meneurs de ces révolutions rouges. Chaque Allemand avait encore les oreilles assourdies par ces vacarmes, l'esprit obsédé par ces crimes.

Tout comportement humain doit être replacé dans son ambiance. En 1919, l'antisémitisme allemand s'accumulait. Un jour il déborderait. Mais lorsqu'on écarte les excès de 1919, on ne comprend plus rien à ce qui suivit. Hitler ne fit que transposer de l'instinctif à l'intellect ce qui grondait dans la passion d'un peuple meurtri, et qui savait par qui il avait été meurtri...

Il ne faudrait pas imaginer toutefois que le problème juif était le seul qui, en 1919, hantait les Allemands. Les services militaires avaient des préoccupations d'une autre nature ! Une des principales était la prolifération incroyable de partis, à qui la démocratie toute fraîche avait ouvert ses clapiers. Rien que dans Munich, on en comptait une cinquantaine.

Que voulaient-ils ? Étaient-ils du vent ? Du néant ? Présentaient-ils un danger révolutionnaire, ou un espoir quelconque ?

L'armée, ou plus exactement le reste de l'armée, ultime réserve de l'Allemagne vaincue, voulait découvrir ces tendances politiques, soit pour les contrecarrer, soit pour les encourager.

Un des cinquante partis de Munich, le Parti Ouvrier Allemand, le *Deutsch Arbeiter Partei* (D.A.P.) avait retenu spécialement l'attention du Bureau de Renseignements de Munich. Son fondateur était un serrurier des chemins de fer. Son nom : Anton Drexler. Il pensait bien, comme on dit. Ce simple travailleur avait compris que le salut de l'Allemagne ne pouvait surgir que de la réconciliation de la nation avec le socialisme. Il le disait. Il l'écrivait, gauchement, dans des brochures à petit tirage. Mais l'idée était originale.

Jusqu'alors le nationalisme et le socialisme s'étaient comportés en ennemis obligés et irréductibles. Depuis sa prime jeunesse à Vienne, Hitler avait compris que ces soi-disant adversaires étaient, au contraire, des coéquipiers indispensables. Le serrurier Drexler avait eu, le premier, le mérite de l'énoncer publiquement. Indiscutablement, le père du national-socialisme fut ce modeste travailleur des chemins de fer et les quelques camarades de son atelier.

Ensemble, dès le 5 janvier 1919, ils avaient constitué leur petit parti, à Munich.

Les services de renseignements de l'armée savaient qu'il organisait de temps à autre une réunion, toujours confidentielle, dans un local à quatre sous, au premier étage d'une brasserie de petites gens, l'auberge *de l'Altes Rosenbad.* Il invitait parfois les Munichois à un meeting au dehors. Meeting c'était beaucoup dire. Il venait en tout quelques curieux.

Le capitaine Mayr dressait ses fiches. Pour avoir une information exacte sur ce D.A.P., il décida d'envoyer un observateur à une de ces petites réunions.

Ce fut la troisième grande chance de Hitler (après sa découverte par von Müller, puis son envoi au camp de rééducation de Lechfeld) : Mayr l'expédia à une de ces modestes réunions.

Un économiste, M. Gottfried Feder, devait parler dans une arrière-salle de la brasserie Sterneckerbrau.

L'assistance, parmi laquelle se retrouva l'observateur Hitler, comptait quarante-cinq auditeurs en tout, parmi lesquels deux commerçants, seize artisans, un peintre et la fille d'un juge. Au début de la réunion, il ne s'était rien produit du tout. L'orateur avait été plutôt soporifique : esprit ridicule de petite boutique, avait noté Hitler dans son carnet.

Il allait sortir, en ayant vu assez.

Au moment où il ramassait sa gabardine et son chapeau mou, voilà qu'un brave bourgeois, un digne professeur nommé Baumann, demanda la parole. Hitler piqué dans sa curiosité attendit.

Le contradicteur se lança dans une grande tirade régionaliste et dans une apologie du séparatisme bavarois. Hitler, tout d'un coup, alors qu'il était là en service secret, ne put plus se retenir, il sauta à la tribune, se lança dans une réfutation véhémente de la thèse du petit professeur. Il l'écrabouilla. Ce fut une véritable explosion d'éloquence.

« La salle, raconte l'historien Maser, était frappée d'admiration. »

Hitler lui-même fut abasourdi par ce qui venait de lui arriver. Cette fois, ce n'étaient plus des militaires plus ou moins liés par la discipline qu'il avait harangués, c'étaient quarante-cinq civils, qu'il venait de retourner comme des crêpes.

Alors quoi ? Il était capable de conquérir des foules ?

Il sentit, ce soir-là, intensément, que des forces inconnues jaillissaient de lui, s'emparaient des autres, les marquaient, les transformaient.

L'orateur de génie, c'est cela. Celui qui ne dispose pas seulement de mots, mais d'ondes mystérieuses et souveraines, qui traversent un auditoire, agitent en lui des forces jusqu'alors ignorées, qui refluent ensuite vers lui.

Le génie de l'éloquence, c'est la rencontre de ces courants, c'est la conjonction de ces pôles, celui incandescent du dominateur et celui de l'auditeur, qui reçoit la puissance émise, et qui à son tour renvoie la sienne, faible individuellement, mais que multiplie le nombre.

Ce 17 décembre 1919, Hitler était devenu le conquérant par la parole. Il n'a encore rien écrit. Toute sa puissance au départ va reposer sur ce daimôn, ce Verbe qui grondait en lui, et qui, soudain, a explosé.

Le génie de la parole est au-dessus des normes humaines, il emporte tout dans son rapt.

Hitler était sorti presque en titubant, mais triomphant, de cette petite salle de brasserie. Le don de la parole venait de se révéler en lui, en même temps qu'il avait bouleversé la mentalité de ces quarante-cinq auditeurs emmitouflés.

Ceux-ci s'étaient sentis brûlés au fer rouge, comme à la ferrade.

Mais, au fond, ce type étonnant, ils ne l'avaient jamais vu ni entendu nulle part.

Qui était-il ?

Les auditeurs et l'orateur improvisé de la petite réunion du D.A.P. s'étaient dispersés dans la nuit.

Hitler a rejoint son logis dans la caserne. Il dormit mal, troublé par la révélation de son éloquence. En rentrant, il avait sorti de sa poche une petite brochure que lui avait donnée timidement le fondateur du petit parti, le serrurier Anton Drexler. A la fin de la nuit, il en avait terminé la lecture, cependant que ses compagnes de chaque aube, des souris effrontées, grignotaient au pied de son lit de fer les miettes de pain gris qu'il leur distribuait quotidiennement, en vieux camarade.

L'opuscule exposait laborieusement l'idée essentielle qui était au départ de la doctrine : la collaboration des classes. Mais le style était pauvre, maladroit, l'exposé sans impact.

Hitler laissa le livre sur la table en bois blanc, dit au revoir à ses souris, retrouva la cour de la caserne. Il n'avait pas pensé

une seconde que sa harangue de la veille pouvait le conduire plus loin que son propre étonnement.

En revanche, ses auditeurs étaient restés sous le coup du discours inattendu. Ils entendirent s'adjuger le phénomène qui les avait subjugués. C'est ainsi que Hitler reçut une invitation à assister à une séance de leur comité, dans une auberge...

On avait décidé de l'admettre comme membre du parti ! En fait, on lui forçait la main, à lui qui allait forcer tant d'esprits !

Le responsable de la convocation était un mécanicien de locomotive, copain de Drexler, qui avait dit à la sortie de la réunion : « Mon vieux, celui-là sait parler ! Nous pourrions l'utiliser ! »

Pour Hitler, l'affaire n'était pas du tout aussi simple.

D'abord, il n'était pas un homme qu'on « utilise ». Son instinct le plus intensément vital lui disait qu'il était né pour dominer. Et puis, l'importance du parti lui avait paru dérisoire. A part l'idée révolutionnaire de la réconciliation des classes, le programme relevait d'un esprit petit-bourgeois plutôt navrant. « Le bonheur, expliquait gravement un des dirigeants, ne réside pas dans les phrases, mais dans le travail bien fait, le buffet bien garni et les enfants qui vont de l'avant ! »

De telles perspectives, évidemment, n'avaient rien qui pût griser un révolutionnaire-né comme Hitler.

Le « buffet bien garni », pour lui qui vivait de pâtes et « les enfants qui vont de l'avant », pour lui qui n'en aurait jamais, c'était bien peu à côté du grand plan que, depuis sa jeunesse à Vienne, son cerveau avait élaboré.

Néanmoins, la grande idée qu'avait conçue Drexler correspondait avec le principe fondamental de sa conception du monde : réconcilier la nation avec le socialisme.

Pour Hitler, cette réconciliation, cette collaboration, cette compénétration était à la fois capitale et indispensable. Une

moitié d'un pays ne peut pas combattre sans cesse l'autre moitié du pays, quel que soit le clan passagèrement triomphant.

Brasser, dans une même passion, le patriotisme et la justice sociale, serait pour Hitler l'idée propulsive de toute son action politique dans le futur.

Drexler, assez court de moyens intellectuels mais mêlé dans les ateliers de la gare de Munich à de nombreux ouvriers, avait imaginé cette collaboration sociale. C'était une base de départ, une petite base de départ. Pendant deux jours, Hitler hésita devant le choix amer, pénible, difficile. Il ne savait que penser, que décider. Il sentait toutefois que si les autres étaient peu nombreux, lui était un homme absolument seul. Il manquait totalement de matière humaine de départ. Cinquante membres, ce n'était presque rien. Mais, numériquement, cinquante fois plus que lui-même.

Ce parti minuscule avait un nom, une certaine existence, il pouvait devenir dans ses mains un outil, un mince outil, certes, mais sa volonté d'acier pourrait par la suite l'amplifier.

C'était peu, très peu.

Mais sinon, il lui faudrait partir de zéro, et comment partir de zéro ?

« Je finis, dit-il, par arriver à la conviction qu'il fallait franchir le pas. Ce fut la résolution définitive de ma vie. Il ne pouvait et ne devait plus y avoir de pas en arrière. »

Les invitants, toutefois, et invité, calculaient de façon toute différente : les uns n'avaient voulu rien que recruter un membre nouveau parce qu'il avait la langue bien pendue ; l'autre ne voyait dans ce petit parti que le marteau modeste qu'il entendait convertir en massue monumentale, avec laquelle il battrait le fer à grands coups, un jour, sur l'enclume du peuple allemand.

VII

SEPT MARKS CINQUANTE

Quelques personnes en tout – Emprunt de la première machine à écrire – De maison en maison – Définition de la propagande – Faire payer les auditeurs – Enfin, 110 assistants – Le don de la parole – Le D.A.P. s'installe dans ses meubles – Hitler, chef de la propagande – Deux mille personnes à la Hofbraühaus – L'énoncé des Vingt-Cinq Points – Il vient de naître un loup – Vers l'État le plus puissant de l'Europe – « Il serait vain de chercher quelque chose de comparable dans l'Histoire. »

L'intronisation du récipiendaire Hitler fut sans faste.

Le siège du D.A.P., le café *Altes Rosenbad*, où le caporal était convoqué, Hernstrasse, au numéro 45, était assez minable. Il fallait traverser une salle presque obscure noyée dans le silence, pour atteindre une petite chambre annexe qu'éclairait mal un quinquet fumeux.

On était entre Allemands, c'est-à-dire entre gens « posés », et « ordonnés » (six personnes en tout, plus Hitler). Le secrétaire lut gravement le compte rendu de la séance précédente. Il fit part à l'assistance du fait que le bureau avait reçu trois lettres et

qu'on y avait répondu par trois lettres. Ensuite, avec componction, il donna connaissance de l'état de la caisse : sept marks et cinquante pfennigs.

C'était tout. Sept marks et demi, alors qu'il s'agissait de convaincre soixante millions de compatriotes.

Hitler devenait le septième membre du bureau, et le cinq cent cinquante cinquième membre du parti. Exagération pieuse car, pour gonfler un peu le parti, les numéros commençaient à cinq cent un !

Et même le nom de Hitler, une fois de plus, avait été mal orthographié, et restera tel quel dans plusieurs documents du parti : Adolf Hittler !

« Peu de programme précis, note le nouvel adhérent, vraiment pas très emballé. Pas de tracts. Pas même de cartes de membres. La manie de l'association sous sa forme la plus fâcheuse. »

Le Parti ne possédait même pas de papier à lettres.

C'est de là, de cette arrière-salle sentant le gaz, et de ces sept marks cinquante pfennigs, qu'allait jaillir la force à laquelle adhérerait, ou se rallierait, en quelques années, la majorité absolue de la population allemande.

Mais le 16 septembre 1919, on n'en était pas encore là !

Les trois lettres et les trois réponses n'allaient pas loin. Hitler, qui venait de signer son adhésion (il s'était inscrit comme « caporal »), avait vite saisi qu'il pourrait exercer une autorité de fait sur ses quelques coéquipiers sans envergure.

Il s'était vite rendu compte aussi qu'il faudrait, le plus vite possible, faire sortir de son irréalisme ce petit groupe tout juste comparable à une équipe de joueurs d'échecs.

Il emprunta une machine à écrire à sa caserne. Il tapa lui-même des convocations aux prochaines réunions, auxquelles il entendait donner une portée plus vaste.

Il était impossible de payer à la poste des timbres qui affranchiraient les modestes feuilles d'invitation. Il alla de maison en maison déposer les papiers dactylographiés, il en distribua même aux passants au coin des rues.

Tels furent les débuts de Hitler propagandiste, celui qui, à force d'acharnement, finirait au bout de quelques mois par attirer un certain public.

Son nom à lui, Hitler, n'apparaît même pas dans les premiers appels. Il ne voulait pas effaroucher ses co-membres que déjà son zèle inquiétait. Il resta donc à l'arrière-plan.

A la première réunion, il vint onze personnes. Puis treize. Puis dix-sept. Puis vingt-trois. Puis trente-quatre. Ascension pénible, mais en somme assez normale. Au début, les hommes se pêchent un à un. La vraie démocratie est ainsi. De un, on passe à un million, à force de lutter et de convaincre.

Hitler eut une idée formidable : ne plus répartir sa propagande seulement de boîte aux lettres en boîte aux lettres, ou de passant en passant, mais la projeter dans la presse. Il vida la caisse pour payer un emplacement dans le « Münchener Beobachter » : il y placarda un appel à un meeting. Le public était convié, le 16 octobre 1919, à la *Hofbraühaus* de Munich, salle qui pouvait contenir une bonne centaine de personnes.

Hitler le savait depuis le front : seule la propagande peut happer et entraîner les foules. Ce D.A.P. et ses honnêtes membres fondateurs ne savaient même pas en quoi pouvait consister la conquête de l'opinion. Or, sans cette conquête, le D.A.P. ne resterait qu'une « amicale de palabres ». Cette idée faisait horreur à Hitler.

Sur la propagande, il avait des idées bien établies. Elle doit être nette, simple, compréhensible pour le plus demeuré, ramenée à deux ou trois points répétés inlassablement. Elle doit être faite sans scrupule, n'accorder jamais à l'adversaire la moindre

concession. Admettre que l'adversaire puisse avoir raison en quoi que ce soit, c'est admettre que la vérité qu'on proclame peut être discutable. La masse veut des affirmations élémentaires, d'un bloc, sans failles, sans discussion possible et sans ménagements.

La propagande doit, aussi, être bruyante, haute en couleurs, impressionnante par sa puissance, son vacarme et sa rudesse.

Hitler ne tardera pas à confisquer à ses pires ennemis leur couleur, le rouge, symbole de la révolution. Il la fera sienne. Il ira la brandir sous les fenêtres des permanences marxistes. Il installera ses plus durs propagandistes sur des camions, abondamment pavoisés de drapeaux écarlates, et pétaradant au maximum. Il créera des uniformes qui seront, eux aussi, des étendards à des milliers d'exemplaires.

La propagande d'un mouvement est sa musculature. Sans celle-ci, le corps est inerte. On ne fait pas une révolution avec des corps inertes.

Mais la propagande, c'est de l'argent. Ni Hitler ni le Parti n'en possédaient. Il faudrait suppléer à la disette par l'imagination et le travail personnel.

Ce que Hitler a inventé dès ses débuts, c'est de faire payer ses auditeurs. Sans collaboration financière du public, un meeting est une ruine. Il faut payer la salle, le chauffage, l'éclairage, les annonces. On épuise en quelques semaines le maigre avoir ou on passe sous la coupe d'un bailleur de fonds.

Le public paie bien pour voir au cinéma n'importe quel tordu, n'importe quelle vamp insipide, ou pour aller écouter et regarder dans les plus bruyantes contorsions n'importe quel pitre afro-américain à guitare. Un orateur de génie est un spectacle. Si le spectacle est passionnant, le public accourra et il achètera une entrée, comme s'il venait entendre un chanteur à la mode.

Si l'orateur est extraordinaire, la foule marche. Et s'il ne l'est pas, à quoi rime un meeting?

On ne parle pas que pour émettre des sons mais pour convaincre, enthousiasmer, conquérir, posséder. Si c'est ainsi, le public paie et il revient. Sinon, mieux vaut se taire. En politique, seul compte le résultat.

La propagande des meetings payants, celle que Hitler va inaugurer, sera, elle aussi, une révolution.

On va voir, malgré qu'on en soit encore aux débuts, ce que peut une propagande directe. Au meeting du 16 octobre 1919 à la *Hofbraühaus*, il n'y aura pas quarante-cinq assistants, mais cent dix.

L'orateur est un docteur appelé Erich Kühr. La vedette est donc ce personnage complètement oublié à l'heure actuelle. Ce n'est qu'après lui qu'apparut Hitler. Il mit rapidement la foule en transes. Ensuite, il fit lui-même la collecte : trois cents marks!

Personnellement, il n'avait été ce jour-là qu'un orateur discret. Un rapport de la police de Munich, le 7 octobre 1919, le présente comme une sorte de voyageur de commerce.

« Il est, lit-on dans ce compte rendu officiel, un commerçant et il s'apprête à devenir présentateur commercial professionnel. »

Il n'a jamais vendu cent grammes de cacahuètes et n'a jamais exprimé la moindre envie de représenter une marque de savonnettes ou de chocolat. La légende de Hitler s'est forgée en accumulant de telles galéjades.

Peu lui importe! Apparaissant en seconde file, il vient d'enivrer une salle.

« J'ai parlé trente minutes, et ce que j'avais auparavant ressenti comme une possibilité m'apparaissait comme une certitude démontrée par la réalité : j'avais le don de la parole. »

C'était bien plus qu'un don, jamais un homme au monde ne posséda un tel génie des mots, des gestes, des forces. Après plus d'un demi-siècle, on guette encore l'apparition d'un orateur semblable. Hitler fut à la parole ce que Wagner fut à la musique. La chance supérieure de Wagner est que la musique est le premier des arts, indépendant de tout, dépassant toutes les conventions. Il peut atteindre toutes les sensibilités. La parole, elle, a ses limites, elle est liée à des mots compréhensibles pour un seul peuple. Mais elle est aussi art et création. Hitler allait s'en servir avec une inégalable puissance.

Il n'y avait que trois mois qu'il était entré dans le petit comité directeur du D.A.P., mais déjà tout avait changé. La petite salle du parti, au quinquet de gaz, ne suffisait plus. Le D.A.P. s'installa dans ses meubles. Meubles c'est beaucoup dire. Ils consistaient en une vieille machine à écrire, une antique *Adler*, une table, quelques chaises, une armoire pour les premiers dossiers et, signe indélébile de l'accession au confort, un tampon encreur !

La nouvelle permanence, au *Sternekerbraü*, ne coupait encore le souffle de personne. Il s'agissait d'un sous-sol voûté d'une autre brasserie (on n'était pas pour rien à Munich, capitale de la bière !). La salle était éclairée artificiellement. Le loyer était de cinquante marks, ce qui représentait alors à peu près sept fois l'encaisse du mouvement en juin précédent.

Cette encaisse s'était multipliée par cinquante, grâce aux meetings et aux collectes, en quelques mois.

Arrivé en décembre 1920, le trésor obtenu grâce à Hitler atteignait la somme de trois mille six cents marks ! Tous les frais du mouvement payés, il restait sept cents marks de boni.

Vu ce résultat, Hitler avait été nommé chef de la propagande du parti. En fait, la propagande, c'était lui tout seul. Hitler était

un audacieux. Plus : il était joueur. Ces sept cents marks, il décida de les jouer. Il loua une des plus grandes salles de fêtes de Munich, la Festhall de la *Hofbraühaus*, dix fois plus grande que les enceintes précédentes.

Comment la remplir ? Selon la tactique qu'il avait inventée. Mais en l'amplifiant. Il arbora dans tout Munich, au nez de la gauche, le rouge éclatant de ses drapeaux. Il tapissa la ville d'affiches écarlates. Il lança des camions à grand pavois, qui menèrent partout dans Munich un tapage de foire d'automne.

Résultat : le soir du 24 février 1920, deux mille personnes s'entassaient dans la *Hofbraühaus*.

Hitler entendait bien convertir en tigre le chat somnolent du parti.

Il était toujours aussi prudent. Ce soir-là du 24 février 1920, il se tint encore dans les coulisses. L'orateur annoncé avec fracas, comme au meeting précédent, ce n'était pas lui. Les affiches qui avaient attiré les deux mille spectateurs ne portaient même pas son nom.

Ce premier orateur, cette fois, était un nommé Johannes Dingfelder. Pas un Allemand ne pourrait plus dire aujourd'hui qui était ce Dingfelder. Mais, en 1920, son antisémitisme lui avait valu une bruyante renommée.

Le grand homme de l'affiche, c'était donc lui. Il parla. Sans rien casser. Sans exciter personne, pas même les nombreux socialistes et communistes massés dans la salle. C'était si inoffensif qu'ils ne protestèrent à aucun moment.

Dingfelder avait fini. C'est alors que parut sur l'estrade un deuxième orateur, non annoncé, mais que ses dizaines de petits meetings précédents avaient fait connaître à certains. Il portait la maigre moustache qui, depuis lors, a fait si souvent la une de milliers de magazines à gros tirage. Alors, en quelques minutes, l'engourdissement du public prit fin. Interruptions, gros mots,

filèrent à la cadence des pots de bière catapultés vers l'orateur ! Des supporters de Hitler se colletaient dans la salle avec les chahuteurs. Pendant une demi-heure, autant de phrases de Hitler, autant d'empoignades ! Puis l'éloquence amena la foule dans les filets du tribun.

Il avait, les nuits d'avant, rédigé puis corrigé avec son serrurier de président les fameux Vingt-Cinq Points qui allaient constituer la base théorique du national-socialisme.

Ce 24 février 1920, un spectateur froid – mais tous étaient chauffés à blanc – n'eût rien trouvé de très exceptionnel dans cette énumération : promulgation d'un statut des Juifs, la nationalité allemande étant réservée aux citoyens de sang germanique (l'idée était vieille de cinquante ans) ; participation ouvrière aux bénéfices des grandes entreprises ; peine de mort pour les accapareurs et les usuriers (revendication très à la mode en ces mois de demi-famine) ; développement de l'instruction publique ; retraite pour les vieux ; création d'une armée populaire.

Ce qui comptait cette nuit-là était celui qui l'énonçait. Une électricité d'une puissance jusqu'alors inconnue avait jailli de l'orateur. A la fin du commentaire enflammé de chacun des Vingt-Cinq Points, la salle se dressa, trépignante. Après deux heures et demie de harangue, Hitler était trempé comme s'il était tombé dans une piscine. Mais la foule était à lui, comme s'il l'avait soudée à sa propre substance.

« Cet homme un jour libérera l'Allemagne », s'écria un Munichois célèbre, l'écrivain Eckart, tellement enthousiaste qu'il fit cadeau à Hitler de sa gabardine.

« Si quelqu'un peut orienter un jour le destin de l'Allemagne, cet homme est Hitler », répétait, les yeux hagards, un autre spectateur, Julius Streicher, qui finirait pendu à Nuremberg.

Hitler eut ce propos curieux : « Il vient de naître un loup. » A partir de là, ce mot, Hitler le reprendrait partout. Tous ses

quartiers-généraux pendant la Deuxième Guerre mondiale seraient signalés par un repaire ou un attribut du loup.

La presse des partis, le lendemain, se borna, comme on devait s'y attendre, à ne faire mention du meeting qu'en quelques mots.

« Un certain Monsieur Hitler donna ensuite lecture du programme, écrivit le journal socialiste *Münchener Post,* Herr Hitler parla plutôt comme un comique. »

Il faut croire que le « comique » s'en tirait plutôt bien, car, cette année-là, son public se composerait de 30 % d'ouvriers, à peu près tous conquis sur l'électorat socialiste.

Du programme qu'il avait si éloquemment présenté aux deux mille auditeurs de la *Hofbraühaus,* Hitler, en réalité, ne ferait jamais grand cas. Certains des Vingt-Cinq Points ne seraient même plus évoqués au bout de quelques semaines. Par exemple, celui qui réclamait l'expropriation de la terre sans compensation. Ou la socialisation immédiate des grands magasins, bêtes noires des petits commerçants. Eux, tout comme les paysans, seraient soutenus par Hitler au pouvoir au moyen d'innovations beaucoup plus réalistes.

Mais jamais une ligne du programme des Vingt-Cinq Points ne fut non plus l'objet de la plus minime modification. Hitler s'y refusa toujours obstinément. Pour lui, ils devaient être considérés comme des dogmes.

La foule, d'ailleurs, beaucoup plus que les Vingt-Cinq Points, avait approuvé un homme. Celui-ci l'avait, ce soir là, absorbée. Hitler eût pu proposer au public de démanteler la Muraille de Chine, ou de prendre d'assaut Mercure ou Sirius, qu'il eût été suivi. En tout cas, il le serait un jour jusqu'à El Alamein et à la Volga !

A l'encontre de ce que cent ignorants ont prétendu, Hitler était un cerveau froid.

Il avait un plan, parfaitement inscrit dans sa tête. Mais, en 1920, il ne pouvait pas encore l'énoncer brutalement.

D'ailleurs, il avait horreur des promesses grandiloquentes. Il voulait créer. Il créerait l'État le plus puissant de l'Europe, il accouplerait dans un attelage unique les différentes classes, il transformerait totalement la vie de la masse ouvrière, il multiplierait par trois le développement de la vie industrielle. Il referait des campagnards une communauté privilégiée. Il libérerait le territoire du Reich, mettrait en pièces jusqu'au dernier moellon le cachot de Versailles. Il ramènerait à la communauté nationale dix millions d'Allemands exilés. Et il fixerait le statut des Juifs. Il eût été prématuré et irréfléchi de révéler tout d'un coup en 1919 ou en 1920 la totalité de tels projets, avec les risques considérables qu'ils impliquaient.

Il suffisait que quelques dogmes, à jamais inébranlables, fissent office de Tables de la Loi. Moïse s'en était contenté. Hitler aussi s'en contenterait. L'essentiel jaillirait en temps voulu de son cerveau, de sa volonté.

« Il se sentait maintenant capable de quelque chose dont personne d'autre n'était capable, expliqua l'historien Sebastian Haffner. Il savait également, au moins en politique intérieure, exactement ce qu'il voulait. Il ne pouvait manquer de remarquer que, parmi les autres politiciens du côté droit de la scène de laquelle il allait devenir une figure éminente dans les années suivantes, des politiciens étaient provisoirement beaucoup plus célèbres que lui, mais aucun ne savait vraiment ce qu'il voulait. L'un et l'autre de ces facteurs lui donnèrent le sentiment d'être unique.

« La tentation a toujours été forte de sous-estimer Hitler. Il serait vain de chercher quelque chose de comparable dans l'histoire » concluait non sans aigreur l'éditorialiste juif.

Hitler n'était déjà plus « un certain Adolf », il était devenu Hitler, que l'Histoire aurait à supporter, bon gré mal gré, vivant ou mort, jusqu'à la fin des siècles.

VIII

EIN FÜHRER

Hitler se jette en parachute – Son galetas de Munich – Peuples d'Europe, unissez-vous ! – L'éloignement (Entfemung) des Juifs – Hitler était-il juif lui-même ? – La maison de la grand-mère – Comment Hitler préparait ses discours – La démocratie aux cinq cents têtes – Le parlementarisme impuissant – Le sort catastrophique de l'Allemagne – La folie des « indemnités » – Hitler face aux assauts communistes et à l'apathie des bourgeois – Invention de la Croix gammée – La première interdiction – Les grands meetings déferlent – Les jaloux de Hitler – Il démissionne – Les culottes de soie ! – Pas de concessions aux médiocres – Hitler plébiscité par le public.

Le meeting des Vingt-Cinq Points, la certitude que son pouvoir sur les foules serait désormais irrésistible, avaient coupé d'un dernier coup de hache la dernière amarre qui retenait Hitler à sa caserne.

L'armée qui lui donnait le gîte, la gamelle et quelques marks par mois avait été jusqu'alors à Munich sa maison et sa seule famille. Le 1er avril 1920, il abandonnait sa vieille tunique, son casque, son fusil, il se jetait en parachute dans le vide.

Le parachute de Hitler était frêle. L'armée lui avait alloué, en le démobilisant, une paire de chaussettes, un caleçon, une chemise, un veston et une paire de gros godillots à lacets. Il avait reçu en outre une prime de cinquante marks, c'est-à-dire à peu près rien, pas même quinze jours de nourriture.

Où se transporter ? L'homme n'avait pas plus de besoins qu'un moine. Ou même moins. Une petite chambre de quatre mètres sur trois, Thierschstrasse à Munich, lui suffira. C'était en fait un boyau à peine éclairé par une seule fenêtre. Au sol, du linoléum. Le visiteur devait garder son manteau, le matin, faute de chauffage.

Le mobilier : un petit lit de fer, comme pour une bonne, deux chaises, une table, et pour se laver une cuvette.

Dans ce réduit, Hitler allait passer des années. L'attaché militaire américain à Berlin, le capitaine Truman Smith, qui vint y interviewer Hitler pour informer son ambassadeur, décrivit ainsi ce logis : « La chambre était pauvre, déprimante, bien au-delà de tout ce qui est imaginable, elle ressemblait à un refuge d'arrière-cour d'un locataire new-yorkais sans le sou, réduit à la ruine. »

Dans son livre *Souvenir d'une ambassade à Berlin*, l'ambassadeur français André François-Poncet, serait autrement perspicace. Il verrait plus loin que le clochard du diplomate yankee :

« On se tromperait si on pensait que ce visionnaire n'avait pas le sens de la vie réelle. Il était très froidement réaliste et très profondément calculateur. Au service de sa volonté de puissance il mettait des ressources d'esprit redoutables, une obstination extraordinaire, une audace sans fin, un pouvoir de décision subit et implacable, un coup d'œil très pénétrant, une intuition qui l'avertissait des périls.

Il était relié à son peuple comme par des antennes. »

Pour héberger ces dons, ce galetas suffisait à Hitler. Après ses meetings ardents, où la foule l'acclamait, Hitler regagnait seul,

silencieux, sa chambre glacée du 41 de la Thierschstrasse. Toute sa vie était concentrée sur son action.

Durant les quelques mois qui suivirent son exposé des Vingt-Cinq Points, Hitler donnera quarante-six meetings, haranguant plus de 62 000 auditeurs, tous payants. Quelques mois, le « Herr Hitler qui parle plutôt comme un comique » rassemblerait plus de spectateurs que tous les chefs marxistes de Munich.

Un de ces discours comme il fallait s'y attendre dans l'Allemagne d'alors, fut consacré au problème juif.

« Pourquoi sommes-nous contre les Juifs ? », lisait-on sur les affiches.

Hitler ne répondit pas à cette interrogation avec la violence de Luther, qui traitait les Israélites de pestilence et de calamité, d'épidémie, de malheur pour la Chrétienté. Hitler était autrement habile. Son discours, il en avait jeté au vol les données essentielles sur un bout de papier.

« Son discours, raconte l'historien américain John Toland, fut une merveille de propagande. Hitler démontra qu'il était un génie en amalgamant des faits passés et des événements actuels dans une forme calculée pour inspirer la haine et le ressentiment. Il fut interrompu à de nombreuses reprises par des rires et par des cris d'approbation. Dix-huit fois le public éclata en applaudissements, et la réaction fut spécialement bruyante quand il se référa aux Juifs comme à des nomades. »

Le texte intégral de ce discours de 1920 a été conservé.

« Je possède, a écrit l'historien Raymond Cartier, l'une des rares sténographies intégrales du discours de Hitler, le vendredi 13 août 1920, à la *Hofbraühaus*. Son thème était le travail et les Juifs. La thèse est d'une rigueur féroce mais il est vrai que, à la lecture, le texte est d'un conférencier plus que d'un aboyeur. Hitler, de toute évidence, avait minutieusement préparé et pro-

bablement appris par cœur son discours, ce dont sa mémoire hors pair lui faisait un jeu.

« A ce texte un peu empesé, poursuit Cartier, les réactions de la salle montrent que l'orateur ajoutait une flamme et une mimique soutenant l'attention et éveillant la passion. Que le début ait été plutôt lent est attesté par l'absence de manifestations dans les premières vingt minutes. Elles se font ensuite de plus en plus nombreuses et de plus en plus chaleureuses. La mention *heiterkeit* (hilarité), ne revient pas à moins de onze reprises, indiquant que l'orateur maniait en comédien consommé le sarcasme et l'ironie. Les mentions *sehr richtig* (très bien), et *beifall* (approbations), deviennent *sturmisches* (bravo) et *anhaltender und handeklaschen* (tempêtes d'acclamations et applaudissement prolongés). Pour finir, l'auditoire, debout, acclame l'orateur. »

Au-delà même de ces Allemands, Hitler s'était adressé dans sa péroraison à tous les autres peuples :

> « *Antisémites du monde entier, unissez-vous.*
> *Peuples d'Europe, libérez-vous !* »

C'était une convocation à une croisade qui, toutefois, s'en tenait exclusivement à l'*Entfernung* des Juifs, dont Hitler avait déjà fait état dans son rapport de 1919 à la Reichswehr.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, grâce à une série de contorsions linguistiques, passant d'une traduction anglaise à une traduction française, puis à une reconstitution en allemand, on en est arrivé à transformer ce terme en « liquidation ». *Entfernung* ne veut pas dire liquidation, sa traduction exacte est éloignement.

Qui, précédemment, en mille ans d'Europe, n'avait pas « éloigné », mis à l'écart ses Juifs ? Les Espagnols des Rois Catholiques ? Les Français de Saint Louis ? Les Russes des tzars ?

Les Polonais des boyards ? Les Anglais eux-mêmes et durant quatre siècles !

Pour Hitler, le mieux serait que le Reich du XXe siècle remît à jour le vieux statut qui avait réglé leur vie en Allemagne pendant des siècles, sinon qu'ils partent vers des pays plus propices à leurs ambitions. Le discours du 13 août 1920 n'avait pas été plus loin.

L'Allemand moyen de 1920 émettait des vœux autrement plus violents ! Le poète dadaïste Walter Mehring, fameux à Berlin, ne se gênait pas pour lancer son programme antisémite dans ce court poème :

> « *Allons-y tous ! En avant !*
> *Allons tous au pogrom en chantant !*
> *Enfonçons leur panse, expulsons les Juifs !*
> *Faisons d'eux un massacre massif.* »

Ce n'était ni lyrique ni particulièrement malin. Mais si le public berlinois s'esclaffait en lisant ces mauvais vers, c'est qu'ils correspondaient bien à ce qu'il pensait en 1920.

A la vérité, après la cascade de révolutions marxistes à direction juive de Berlin, de la Ruhr et de la Bavière, tous ressentaient une aversion assez semblable aux commotions passionnées du Moyen Âge. Hitler, si drôle que cela pût paraître, ramenant le conflit de l'aveuglement religieux à une analyse méthodique du problème racial, dépassionnait le débat.

Une répercussion assez cocasse de cette affaire est que des écrivains juifs, avec leur manie de tout accaparer, ont prétendu, après la Seconde Guerre mondiale, faire de Hitler lui-même un juif.

Vingt bouquins ont, depuis 1945, répété cette fable.

Il n'y a eu jusqu'à présent qu'un écrivain, l'historien allemand Werner Maser, pour se donner la peine d'éplucher sérieusement cette affirmation.

Dès le 14 octobre, le *Daily Mirror* avait publié la photo d'une pierre tombale juive dont l'inscription en hébreu devait, affirmait-il, se traduire par Hitler.

Des États-Unis à la Pologne, cette révélation fit fureur : « C'était la tombe de l'aïeul du Chancelier antisémite allemand. »

Or il s'agissait d'un juif de Bucarest appelé Ayraham Eyliyohn, ce qui ne ressemblait que d'assez loin au nom patronymique du Führer ! Ce digne Ayraham Eyliyohn pouvait difficilement être le grand-père de Hitler, puisque, selon les dates de l'acte de décès, seulement cinq années les séparaient. Être grand-père, à l'âge de cinq ans, relevait d'un géniteur fameusement précoce !

Faisant suite à cette merveilleuse révélation de paternité, l'aumônier militaire américain, Sixtus O'Connor, arracha d'un futur pendu de Nuremberg, Hans Frank, devenu fou, une révélation mettant en cause la grand-mère de Hitler, cette fois, Maria Anna Schickelgruber, qui aurait été engrossée par un Juif.

Paris-Soir l'avait, paraît-il, déjà affirmé le 5 août 1939 sous la plume d'un faux neveu de Hitler, prénommé Patrick. On ajoutait même, en se prévalant de ce numéro de *Paris-Soir*, que le séducteur était un Juif de Graz, nommé Frankeireither ou Frankenberger, selon les sources. Or, le dit article consulté, il ressort qu'aucun Frankeireither n'est cité, pas davantage que Frankenberger !

Toute cette histoire relevait intégralement du bobard. On eut beau fouiller les archives de Graz, « Les duplicatas des registres de la communauté culturelle israélite de Graz (1864-1938), nous révèle Werner Maser, ne comportent pas de Frankenberger ; les duplicatas des registres de naissance des autres communautés religieuses des années 1838-1900, ignorent également ce nom ; il fait défaut aussi sur les registres

paroissiaux des communes rattachées à la ville de Graz en 1939. Il ne figure pas non plus sur la liste des habitants de l'agglomération urbaine de Graz, ni sur les fichiers du bureau de déclaration domiciliaire de 1936, ni sur les listes des recensements de 1910, 1890 et de 1800. Il n'y eut pas, entre le XVe siècle et la décennie suivant la mort de Maria Anna Schickelgruber, un seul Juif établi à Graz. » (Werner Maser, *Hitler Adolf*)

Seconde paternité ratée !

Un troisième farceur prit la relève. C'était un prêtre défroqué qui s'appelait Jeztinger. Il expliqua que « Hitler avait fait détruire en juin 1937 le village de Döllershein, lieu de baptême de son père, parce qu'on y conservait des documents compromettants sur ses origines ».

« Döllershein, et les communes environnantes n'existent plus, écrivit Jeztinger. Toute la région, jadis contrée florissante et fertile, n'est plus qu'un lieu de désolation. Partout la mort vous guette sous forme d'obus non éclatés. Les anciens habitants sont dispersés à travers le pays. »

« Pendant quelques années, précise l'ex-prêtre, Hitler avait pu savourer son triomphe d'avoir fait sauter et aplatir par des bulldozers la maison de naissance de son père et la tombe de sa grand-mère... Tout semble indiquer que l'arrêt de mort lancé contre Döllershein émanait de Hitler lui-même. »

La vérité est très différente, et seules des années de recherches de l'historien Maser ont pu l'établir.

« L'absurdité des affirmations de Jeztinger, écrit-il, ressort du fait que peu après l'*Anschluss* la tombe de Maria Anna Schickelgruber fut dotée d'une pierre commémorative surmontée d'une croix sur laquelle on pouvait lire : "Ci-gît la grand-mère du Führer, Maria A. Hitler, née Schickelgruber". Les enfants des écoles et les Jeunesses Hitlériennes avaient l'habitude de venir se recueillir devant cette tombe qui était toujours très bien entretenue.

« Ce n'est que très peu avant la Seconde Guerre mondiale qu'un champ de manœuvres fut installé par la Wehrmacht dans cette région. Les dégâts qu'elle y fit furent insignifiants : quelques maisons isolées. Quant aux archives d'église et aux documents d'état civil, ils avaient été préalablement évacués et étaient tous intacts. Ce sont les Soviétiques qui, après 1945, durant dix ans d'occupation et de manœuvres militaires, détruisirent complètement la région. Les quelques vagues parents de Hitler qui y furent retrouvés furent déportés en URSS. »

Rien donc, absolument rien, ne reste soutenable de cette soi-disant origine juive de Hitler. Ce fut – comme dans tant d'autres cas – le mensonge absolu.

Mais le fait que les Juifs aient défendu si longtemps cette légende laisse rêveur.

En tiraient-ils gloire ?

Hitler développait d'ailleurs bien d'autres sujets que le cas des Israélites.

De même que l'affaire juive ne serait plus tard qu'un aspect de la Seconde Guerre mondiale, il ne fut non plus qu'un seul des Vingt-Cinq Points qui marquèrent le début de l'action de Hitler.

Cent autres problèmes le hantaient. Il écrivit même l'ébauche d'une Histoire monumentale de l'Humanité.

D'autre part, il préparait ses meetings avec beaucoup de soin. On a retrouvé deux cent cinquante pages de notes, griffonnées de sa main, où il dressait l'esquisse de chacun de ses grands discours.

Le même historien Maser a étudié ces centaines de feuillets avec un soin de chartiste. Anti-hitlérien convaincu, il a été surpris par la haute qualité de ces annotations qui n'étaient pourtant pour Hitler que des points de repère hâtifs.

« Les 250 pages de notes pour ses discours, que Hitler rédigeait à la main au début de sa carrière, revêtent une importance particulière. Elles révèlent au premier coup d'œil une mémoire prodigieuse, disposant d'une surabondance de matériaux, qui connaît déjà la fin de son exposé quand il en couche la première ligne sur son papier. Hitler n'avait besoin de notes que pour se rappeler l'ordre dans lequel il entendait avancer ses arguments. Quelques noms, parfois quelques phrases très brèves, quelques images lui suffisaient. Lorsque son regard tombait sur un de ces mots, le processus se déclenchait automatique : il parlait sachant toujours sur quels noms, chiffres, faits, détails, images, idées exemplaires, figures de rhétorique s'appuyer. »

Là encore, quelle surprise ! Tous en étaient demeurés à la caricature de Hitler braillard, congestionné, hystérique, crachant de fureur. Ce n'est pas seulement, on le voit, le génie du Verbe qui assura sa victoire, mais sa culture, le travail préparatoire, profond et méticuleux, la netteté de sa vue du monde.

Qui en Allemagne avait une telle ampleur d'esprit et une telle supériorité de moyens pour l'exprimer ?

L'Assemblée de Weimar ne manquait pas de braves gens. Dans tous les parlements du monde, abondent les rhéteurs, les prétentieux, les ambitieux, les cupides, les corrompus, mais aussi d'honnêtes courtiers du peuple, et même, parfois, des intelligences acérées.

Ce ne sont pas eux, faibles ou brillants qui sont nécessairement mauvais. C'est le système qui l'est, la démocratie aux cinq cents têtes, dont aucune ne peut exercer vraiment ses dons ni faire montre d'autorité.

Elle est divisée en partis rivaux qui doivent, s'ils veulent se maintenir en place, envoyer sans cesse du plomb de chasse dans les mollets des rivaux. Leurs gouvernements ne sont que le résultat compliqué de laborieux dosages d'influences contradictoires, que la moindre bourrasque abat.

S'ils ont à leur tête un homme de valeur (ce fut le cas par exemple d'un Stresemann), celui-ci suscite la jalousie. Au cours de la seule année 1923, Stresemann fut renversé cinq fois !

Rien de sérieux ne peut se bâtir de la sorte, surtout quand un pays est en état de déliquescence.

Seul un vrai maître d'œuvre, soutenu constamment par la confiance du peuple (c'est cela la « démocratie du chef ») peut créer du solide, du durable, en ayant pour lui le temps et la possibilité d'appeler dans son équipe des compétences que l'instabilité de la démocratie des moutons – source de crises continuelles – décourage et fait fuir.

L'Allemagne démocratique de Weimar se payait le luxe de deux ou trois gouvernements chaque année. C'était du suicide.

En mars 1920, précisément, le gouvernement allemand de ce mois-là avait dû s'évader de Berlin et se réfugier à Stuttgart parce qu'un coup d'état d'un fonctionnaire d'une caisse agricole, appelé Wolfgang Kapp et d'un militaire, le général baron von Luttwitz – qui s'en tenait aux mœurs autoritaires des casernes – l'avait chassé du pouvoir.

Le général von Seeckt, le chef de la Reichswehr, et son état-major s'étaient refusés à prendre parti contre des « collègues ». Le dialogue entre eux et le ministre Noske, à une heure et demie du matin, le 12 mars 1920, avait été bref :

– Noske : « Que les officiers qui sont prêts à me suivre lèvent la main. »

Tous, sauf deux, étaient restés immobiles.

– Von Seeckt : « La Reichswehr ne tire pas sur la Reichswehr. »

Les ministres, jaquette retroussée, barbiche au vent, n'avaient plus eu qu'à décamper comme des perdreaux.

Histoire de s'informer, Hitler était venu lui-même à Berlin à cette occasion, sans toutefois se compromettre. Il avait vite vu qu'il se trouvait en milieu juif. Le chef du putsch Kapp était un

demi-Juif. Son second, maître réel des opérations était un Juif apatride, Trebitsch Lincoln.

Hitler avait pu constater comment le régime parlementaire, évoluant sur des centaines de mines prêtes à sauter n'importe quand était une machinerie disparate, sans cesse à la merci de pannes, ne pouvant jamais compter sur un rythme efficace pour fonctionner.

Moralement, le parlementarisme allemand était discrédité depuis qu'il avait signé le traité de Versailles. Il avait été souillé par la boue de ce diktat. Désormais, il n'avait plus marché que par à-coups, par soubresauts.

Néanmoins, la démocratie disposait encore de l'immense administration de l'État.

Elle pouvait, à force de mesures arbitraires, annihiler toutes les tentatives d'opposition.

En revanche, elle était fondamentalement incapable de prévoir – ce qui demande du temps – et de construire – ce qui demande de la puissance.

Hitler, qui se dressait en face d'elle, ne disposait encore que d'une force minime.

L'État parlementaire tenait en mains soixante millions de citoyens grâce à ses fonctionnaires, à sa police, à ses arrêtés d'interdiction lancés à tout bout de champ, selon les nécessités ou la peur.

Pour passer de trois mille fidèles à soixante millions d'adeptes, Hitler avait un océan à franchir ! Il lui faudrait douze ans pour le traverser, toujours à contre-courant, menacé d'anéantissement souvent.

Hitler, jamais, ne douta qu'il arriverait sur l'autre rive.

Dans son cerveau, son destin était inscrit en lettres de feu. Il possédait l'assurance du somnambule avançant de gouttière en gouttière, sûr d'atteindre le dernier toit.

Le sort de l'Allemagne devenait de plus en plus catastrophique.

Territorialement, la situation du Reich était désespérée. En violation des plébiscites, la Haute-Silésie venait d'être partiellement arrachée à l'Allemagne et livrée à la Pologne. Celle-ci s'était emparée d'une part considérable de l'acier et du charbon allemands. En Rhénanie, le gouvernement français fomentait presque ouvertement des mouvements indépendantistes artificiels. Ceux-ci ne pouvaient compter que sur une poignée d'agents douteux, mais, grâce à l'appui des fusils et de la propagande payée par Paris, ils mettaient en danger l'unité du Reich. Celui-ci risquait de perdre ses provinces de l'Ouest.

Il était inutile d'essayer de placer un mot raisonnable à l'étranger pour sauver le Reich. Toute tentative allemande d'apaisement près des Alliés était rejetée sans même être examinée.

« L'Allemagne, soupirait Stresemann, envoie vainement ses colombes hors de l'arche. »

Économiquement, c'était pire encore. Le mark chutait à pic. S'écroulant avec fracas, banque par banque, il ne valait déjà plus que la sept-millième partie d'un dollar.

L'âpreté française, et à moindre degré anglaise, s'acharnaient à dessécher les dernières ressources du Reich.

« Le Boche paiera » répétait, cassant, le ministre des finances de France, M. Klotz, israélite lui aussi.

L'Allemagne devait fournir aux Alliés – gratuitement – deux millions de tonnes de charbon par mois ! Si elle n'avait pas livré, dans le délai imposé de trois mois, les millions de tonnes exigées, elle était sûre qu'on l'envahirait.

A la conférence de Spa, en 1919, on avait été jusqu'à exiger le versement de 132 milliards de marks-or, mille milliards, calculait le délégué français Tardieu.

Rançon radicalement impayable, totalement folle.

Les Alliés entendaient encaisser ces fabuleuses « indemnités » au long de quarante-deux années ! Les petits-enfants, les arrière-petits-enfants des soldats allemands vaincus en 1918 devraient payer, un demi-siècle après la guerre, des redevances de plus en plus croissantes au lieu d'être décroissantes.

Les Alliés imposaient en outre à l'Allemagne une taxe de 12 % sur toutes ses exportations. C'était les rendre impraticables. Sans les devises d'exportation, comment l'Allemagne eût-elle pu fournir les centaines de milliards ?

Au moindre retard, la schlague sifflait, inflexible.

A titre d'avertissement, les Français avaient lancé les troupes alliées sur Dusseldorf, en 1921, comme à Francfort et à Darmstadt l'année précédente. Des avions français survolèrent Mannheim, en plein cœur du Reich.

Un an plus tard, en janvier 1923, ce serait l'invasion franco-belge de la Ruhr.

Les communistes se frottaient les mains. Les exactions alliées leur rendaient la manœuvre facile. Grâce à la décomposition du Reich et aux pillages des Alliés, la subversion communiste était redevenue aussi forte qu'en décembre 1918.

Hitler se rendait compte que ses chances de contrer la puissante révolution rouge soutenue par Moscou étaient virtuellement nulles. Le suivre dans ce combat presque impossible, c'était se jeter dans la rue du haut d'un toit.

« Celui qui lutte de notre côté, disait Hitler tout crûment, ne peut pas gagner de lauriers, et encore beaucoup moins de biens matériels. Le plus probable est qu'il termine en prison. »

Beaucoup n'auraient même pas cette chance. Le long combat coûterait à ses fidèles 1 785 morts et 43 000 blessés tombés avant 1933 sous les coups furieux du communisme.

La foule sentait, malgré tout, que seul Hitler se battait vraiment et s'organisait.

« Ces chevaliers, ces comtes, ces généraux, s'écriait Hitler, ne feront rien ! Moi si ! Et moi seul ! »

Lorsque, après deux ans de palabres, le chiffre des alliés de 132 milliards de prélèvements de marks-or eut été lancé, les partis bourgeois annoncèrent un grand rassemblement de protestation. Puis, comme toujours, à la pensée que des contre-manifestations de gauche pourraient leur envoyer sur le chapeau deux ou trois boulons, ils se dégonflèrent. Le bourgeois, c'est du vent. L'enveloppe qui le renferme est fine. Un coup d'épingle et il n'y a même plus de vent.

Outré, Hitler décida de faire face tout seul, en se passant de ces comparses. Munich possédait une salle énorme, que Hitler n'avait jamais affrontée : le cirque Krone. On était le 2 février 1921. Il avait fait imprimer des milliers d'affiches de convocation, plus rouge sang que jamais, histoire de bien faire rager les marxistes.

Il inonda de tracts les quartiers ouvriers. Toujours il hélera le peuple. Qu'il vienne ! Qu'il chahute tant qu'il voudra ! Hitler, lui, sait qu'il gagnera.

Il hisse de nouveau ses fanatiques sur des camions, brandissant d'innombrables drapeaux.

Quels drapeaux ? Pour la première fois, des drapeaux à croix gammée. Il avait lui-même dessiné ce nouvel emblème, repris au plus vieil héritage aryen. Il avait travaillé sur son dessin plusieurs nuits, en établissant au millimètre les dimensions et l'équilibre des formes. Il avait virilisé cette croix en coupant net, à angles droits, les extrémités courbes.

Il continuait de donner à son fond d'étendard le rouge des marxistes, mais grâce à sa croix gammée noire et blanche, il recomposait les trois glorieuses couleurs – noir, blanc, rouge, – des vieux drapeaux du Reich de la Première Guerre mondiale.

Cette croix gammée, inaugurée à cette occasion, flotterait un jour depuis les lacs finlandais jusqu'au sommet du mont Elbrouz.

Le 2 février 1921, elle n'était encore qu'un drapeau presque inconnu. Pourtant dès le début elle inquiéta la police : « A l'avenir, décréta par circulaire le ministre bavarois de l'Intérieur, il y aura lieu de s'opposer par la force au déploiement de cet emblème en public. »

Au nom de quoi ? La démocratie, c'est l'arbitraire ! Le dit ministre, d'ailleurs, douze ans plus tard, s'empresserait de hisser à son propre balcon l'emblème qu'il avait interdit !

Le meeting du cirque Krone fut triomphal : 7 000 auditeurs, vite fanatisés, et des milliers de marks dégringolant dans la caisse du parti !

Hitler lui-même est stupéfait :

« Je parlai deux heures et demie. Dès la première demi-heure, des acclamations commencèrent à m'interrompre. Au bout de deux heures, elles firent place à un silence religieux. Quand j'eus prononcé les dernières paroles, un flot d'enthousiasme déferla, puis la foule entonna avec ferveur le chant rédempteur, *Deutschland über alles*. »

Certains ont voulu ne voir dans ces premiers succès de foule de Hitler que les effets des effluves magiques de l'éloquence de ses discours.

« C'était une faculté hypnotique, a constaté l'écrivain juif Sebastian Haffner, celle qui permet à une force de volonté concentrée de s'emparer à tout moment et en toutes circonstances d'un inconscient collectif. Cet effet hypnotique sur les masses constitua le premier capital politique de Hitler. »

On verra plus tard que ce capital politique était bien plus étendu ! Haffner devrait rectifier lui-même par la suite :

« Une chose pourtant aurait dû frapper les observateurs et les censeurs de Hitler dès avant 1933, en dehors même de sa

puissance oratoire, s'ils y avaient regardé d'un peu plus près : son talent d'organisateur, ou plus exactement sa capacité à se doter d'instruments de pouvoir efficaces et à les maîtriser. »

Lancé à fond, Hitler multipliait maintenant les réunions, à la moyenne de quatre par mois. Les recettes des meetings de cette année 1921, tous frais couverts, dépassèrent les 60 000 marks.

De leur côté, les adhérents payaient une cotisation de cinquante pfennigs par mois, six marks par an, ce qui, multiplié par les milliers de membres, représentait un apport supplémentaire très important pour un jeune mouvement.

Hitler avait acquis au bout d'un an un prestige impressionnant. Mais ce prestige ne pouvait manquer de faire des jaloux.

Les modestes fondateurs du début se sentaient dépassés. Ils en devinrent amers.

Ils se mirent à récriminer, entre eux, contre ce qu'ils appelaient « les folies de Hitler ». La propagande tapageuse dont il recouvrait Munich les scandalisait presque. Que d'argent gâché !

Alors que grâce à Hitler l'argent affluait dans la caisse où il n'y avait que sept marks cinquante le jour de son inscription ! Mais, précisément, ils se sentaient humiliés par ce succès.

Pour diminuer son influence, ils imaginèrent d'intégrer leur parti dans un regroupement de petits mouvements qui végétaient comme le D.A.P. avant que Hitler ne l'entraînât.

Se fédérer à des organisations aux convictions similaires aux siennes peut, parfois, présenter de l'intérêt. Mais, pour Hitler, unir des faiblesses n'était pas rassembler une force. Toujours, il s'opposera à de telles additions. Il connaissait ses dons. Il savait qu'il pouvait mieux que n'importe qui entraîner les masses. Pourquoi irait-il alors traiter d'égal à égal avec d'honnêtes présidents de sociétés sans personnalité et sans avenir ?

Il n'admit jamais les rivaux, que s'ils entraient dans le rang inconditionnellement. L'autorité est l'indispensable soubassement de tout. Un seul doit commander. Durement s'il le faut. Et sans discussion. Le chef doit être choisi par les adhérents. Mais une fois choisi, il est le chef unique, obéi et incontesté.

Telle était la conception de Hitler. Il n'en changerait jamais.

Les petits envieux du D.A.P. eussent voulu réduire ce pouvoir absolu de Hitler. Leur petit plan le limitait à s'accoler à des mouvements semblables au leur, ce qui eût ramené Hitler à tenir un rôle dévalué. Il ne serait plus qu'une parcelle de commandement, un président parmi un concile de présidents !

Ils entamèrent dans son dos des négociations.

Précisément, Hitler était parti pour six semaines à Berlin, où il prendrait la parole pour la première fois au Club National. Il avait noué des relations d'un haut intérêt avec le général Ludendorff, avec le Grand-Amiral Schröder, et aussi avec le célèbre comte Reventlov. La femme de celui-ci était française, née comtesse d'Allemont, ce qui ne l'empêcha pas d'être impressionnée dès le premier abord par Hitler, et de déclarer bientôt à tous les invités de son élégant salon : « Cet homme est le futur Messie de l'Allemagne. »

Hitler en était à ses succès berlinois lorsqu'il apprit que Drexler, son brave serrurier du premier jour, s'était abouché avec diverses petites sociétés au sein desquelles on pensait bien le noyer.

Hitler sauta dans le train de Munich. Il trouva en face de lui la demi-douzaine de vieux comitards du parti, presque hostiles, et qui, au lieu de lui donner des explications, lui en demandèrent.

Ils connaissaient mal leur grand homme. Hitler se leva, leur colla au nez sa démission.

L'attaque contre Hitler avait été portée dans la rue. Une affiche dénonçait son « délire morbide de puissance ». Un tract l'accusait de « trop nombreuses relations avec les femmes ».

On expliquait que ses conquêtes portaient des culottes de soie et fumaient la cigarette !

Pauvre Hitler ! Lui qui n'avait même jamais reçu une grand-mère tremblotante dans son appartement glacé et qui ne supporta jamais que quiconque fumât devant lui !

« Ça coûte fort cher », ajoutait le tract, à propos des culottes de soie sataniques et des cigarettes de perversion !

Hitler se moquait de ces aboiements dérisoires. Il savait que sans lui le D.A.P. était inexistant, que Drexler ramené à ses serrures ne serait rien de plus qu'un serrurier.

Il frappa un grand coup et lança, le 11 juillet 1921, un violent ultimatum : si le Parti voulait qu'il reste, il s'agissait, non plus de le jalouser sournoisement, mais de lui reconnaître sur l'heure « le poste de premier président avec des pouvoirs dictatoriaux ». Tout le comité des râleurs devrait démissionner ! Les obstructeurs seraient vidés ! Pas question d'une concession quelconque !

« Des concessions de notre part sont absolument exclues. »

Hitler était ainsi. Et il serait toujours ainsi : un chef, un seul chef, un vrai chef.

Chaque fois qu'on essaierait de le saboter, ce serait la contre-attaque foudroyante. L'opposant serait broyé.

Les petits collègues n'en revenaient pas de ce qu'ils avaient osé ! Épouvantés par le coup de canon qui leur arrivait à bout portant, ils ne pouvaient plus que se renier. Drexler, qui avait monté le coup, se jeta aux pieds du démissionnaire : « Reconnaissant votre énorme savoir, les services que vous avez rendus avec un rare dévouement à l'intérêt du parti ainsi que votre éloquence exceptionnelle, le comité est prêt à vous octroyer des pouvoirs dictatoriaux. Une fois que vous aurez

réintégré le parti, il sera particulièrement heureux de vous nommer au poste de premier Président. » (Joachim Fest, *Hitler*, I, p. 769.)

Hitler fut impitoyable.

Sans même demander l'accord du comité venu à Canossa, il fit appel, le 29 juillet 1921, non pas à quatre pâles comitards, mais à la masse des adhérents.

Là, les petites manœuvres sournoises ne vaudraient plus. Les vrais, les durs du Parti connaissaient Hitler, avaient en lui, alors déjà, une foi aveugle.

C'est d'eux que Hitler voulait tenir définitivement son pouvoir.

Dès son arrivée devant l'assemblée, il fut reçu par des « acclamations sans fin ». Son discours fut éblouissant. Que pouvaient dire, face à ce triomphe, le serrurier jaloux et les boutiquiers craintifs troublés par l'histoire des culottes de soie ?

On vota. Le résultat fut fabuleux. 553 voix pour Hitler sur 554. Désormais, il était le maître. Le parti devenait son bien.

Le soir même, au cirque Krone, Hitler entendit faire ratifier ses pouvoirs par ses milliers de partisans.

Pour la première fois, il devenait le « *Führer* ».

Le mot magique était lancé.

Ein Volk, ein Reich, ein Führer.

On n'en était encore qu'au *Führer*. Mais le *Führer* était né.

Devant lui se trouvaient le *Volk* et le *Reich*, à conquérir.

Hitler était sûr, maintenant, de son pouvoir absolu. Il tenait l'outil de son parti solidement en mains. Il ne le lâcherait plus, pour rien ni pour personne.

IX

L'AUTORITÉ ET LA FORCE

Être un chef, c'est quoi ? Penser, prendre son temps – Patience, recueillement, solitude – Puis, foncer – L'atmosphère des meetings – Conquérir le peuple, fief jusqu'alors du marxisme – Méthodes identiques aux méthodes rouges – Vaincre le Marxisme par le Marxisme – Une organisation puissante et monolithique – L'autorité ne se partage pas – La première leçon de force, le 5 novembre 1921 – Naissance des Sections d'assauts (S.A.) – Le D.A.P. devient le N.S.D.A.P. – L'exemple de Cobourg – Hitler interdit de parole, sauf en Bavière.

Être le Führer, qu'était-ce ?

Être un chef ne signifie pas être l'homme qui commande à tort et à travers, qui ramène tout à lui, ne laisse d'initiative à personne, devant qui, au contraire, chaque collaborateur tremble, craignant de ne pas être collé rigoureusement aux conceptions qu'a pu cogiter le maître.

Être un chef n'implique surtout pas qu'on va tout faire soi-même, être le bourreau de travail qui prétend tout régler, qui s'exténue seize heures sur vingt-quatre à dépouiller des dossiers et à convoquer des collaborateurs devenus seulement des machines à exécuter.

Le vrai chef, c'est celui qui délègue à ses compagnons immédiats un maximum de responsabilités techniques pour avoir, avant toute autre chose, le temps de penser, de rêver même, de laisser mûrir une idée pour lui donner, le moment venu, son impact maximum.

Hitler, le Führer, va être avant tout cela. Il ne sera jamais tatillon. Il ne s'occupera jamais de détails. Il s'en tiendra à l'épanouissement des vastes conceptions souveraines.

Une fois celles-ci établies, le grand commis aura carte blanche, qu'il soit Goebbels pour monter l'énorme machine de la propagande, qu'il soit Röhm pour mettre sur pied les forces de choc du parti, qu'il soit Schacht, adversaire pourtant, pour relancer en 1933 l'économie du Reich, qu'il soit Göring pour réaliser le « plan de quatre ans ».

C'est le *Führerprinzip.*

Le camarade chargé d'une mission est maître absolu dans son action. Hitler l'oriente, le stimule, mais le responsable reçoit carte blanche.

Un Baldur von Schirach pourra poursuivre son rassemblement de centaines de milliers de jeunes gens, la *Hitlerjugend*, sans voir Hitler autrement qu'une heure ou deux de temps en temps.

Tous travaillaient en jouissant de la même autonomie. Chaque personnalité pouvait développer au maximum ses possibilités.

Hitler étudiait à fond ses grands plans. Il entendait les réaliser sans entrave. Il ne voulait pas qu'on le distraie avec des vétilles. Lui était le penseur et le coordinateur. Aux autres, les travaux et les responsabilités de la réalisation. La seule sanction serait la non-réussite. Alors, oui, on disparaîtrait.

En fait, peu disparaîtraient. Chacun, pendant des années, irait, s'il ne déraillait pas, jusqu'au bout de son action. Il pourrait voir loin. Tant que son travail serait efficace, l'avenir serait à lui.

Toute l'œuvre de Hitler fut cela : une autorité absolue, indiscutée, soutenue par des collaborateurs libres, jouissant des plus complètes possibilités de porter, dans un secteur précis, les idéaux nationaux-socialistes, de les inscrire dans les faits. Leur maintien et leur élévation dépendaient uniquement de la qualité de leur esprit de création.

Chacun se donnait à sa tâche, tout à sa mission, qui n'empiétait pas sur celle des autres, et sur laquelle nul n'empiétait. Pendant cinq ans, pendant dix ans, il pourrait s'épanouir.

Le chef, le Führer domine, lui, de haut, toute l'équipe. Il la propulse, mais chaque responsable est maître dans son secteur, imagine, décide, réalise.

Le chef approuve ou désapprouve, élève ou casse, selon la réussite ou l'insuccès, mais en ayant laissé à chacun les moyens et le temps de créer. On est jugé sur pièces, mais on a pu forger soi-même les pièces, sans contrôle tatillon, sans ordres ou contre-ordres hâtifs.

Être chef, c'est diriger un concert. Le chef d'orchestre n'est pas le tambour ou le flûtiste.

Hitler, ainsi dégagé du devoir de se servir lui-même de chaque instrument, pourra penser, ce qui, en politique comme en tout, est fondamental.

Est perdu le chef qui n'a plus le temps de ramasser ses idées, de les soupeser ou même d'attendre qu'elles apparaissent.

Toujours Hitler fut capable de prendre son temps, de se retirer de tout quand il devait se concentrer ou se détendre, le temps que son verger intérieur ait reçu suffisamment de soleil.

Il pouvait passer huit jours, quinze jours à l'écart du monde dans son refuge tyrolien de Berchtesgaden, simple maisonnette longtemps, où seuls montaient la garde les pics neigeux et cris-

tallins dans le ciel clair. Il avait l'air de ne rien faire, il ne touchait ni un papier, ni un stylo. C'est alors que l'essentiel se créait. Son esprit, dégagé de tout, était ouvert à tout. Toutes les grandes décisions de Hitler sont nées ainsi, patiemment, dans le recueillement et la solitude.

Courbé, harassé de l'aube à la nuit sur des paperasses, il n'eût jamais rien conçu de grand. Libéré de l'accidentel, il fut l'homme de l'essentiel.

Les grandes forces de Hitler se nourrissaient dans cet amateurisme apparent. Grâce à lui, il restera indépendant de toute attache.

Hitler décidait après avoir eu le temps de voir juste. Il fonçait alors comme un taureau que plus rien n'effraie.

Créer un grand mouvement, conquérir grâce à lui un pays, tenir ensuite dans son poing pendant des années le destin du monde, tout cela en partant de si peu : cinquante marks remis à un démobilisé eût dû paraître irréalisable !

Pourtant Hitler l'a réalisé.

Comment ? En premier lieu, il avait pour lui, chacun le sait, une éloquence comme jamais l'Allemagne n'en connut. C'était un atout immense. Il mettait la foule en transes, il en fut l'imparable enchanteur.

Il avait en lui, aussi, le sens inné de l'autorité. Il n'eut pas à se forcer. Sa vocation, il l'avait dans la peau, comme d'autres ont dans la peau leurs pinceaux, leur solfège ou leurs rimes. Le 29 juillet 1921, balayant les envieux, les froussards et les pense-petit, il s'était imposé à son parti. Il en était désormais le chef absolu, le Führer.

Le parti, c'était, en ces jours-là, quelques milliers d'adhérents en tout et pour tout. Il s'agirait de conquérir les autres, dix mille fois plus nombreux.

Devant Hitler, des masses amorphes en proie au désespoir.

Ne disposant que de moyens rudimentaires, il en tirera des effets étourdissants, acculant les gens à lui prêter attention.

A chacun de ses meetings, les vieux camions brinquebalants de ses premiers adeptes sillonnaient les rues dans un énorme tapage. Dans leur déploiement criard, les drapeaux marqués de la croix gammée tournoyaient comme des soleils. Les tracts pleuvaient sur les passants. Au fur et à mesure qu'il le put, Hitler s'employa à agiter davantage encore les foules. Il organisa des fanfares arpentant les rues, tous cuivres rugissants.

« Mais qui est ce Hitler ? » se disaient les passants souvent ahuris par cette propagande harcelante. Ils finissaient par aller voir ce qui se passait dans la réunion hitlérienne, une simple salle de café ou un cirque grandiose.

Au bout d'une demi-heure, ils étaient perchés sur une chaise, ils criaient et acclamaient. Dix-huit millions d'Allemands, avant le 30 janvier 1933, monteraient ainsi sur les chaises.

Un peuple, ce ne sont pas que des petits-bourgeois ou des employés de banque ou des paysans penchés sur leur labour. C'est, pour une grosse moitié, la masse ouvrière. Hitler voulait – base de tout – réconcilier l'idée sociale et l'idée nationale. Il lui fallait donc atteindre cette masse, l'éclairer, la remodeler, lui expliquer que seule sa formule de collaboration des classes pouvait sortir le peuple du bourbier de sa médiocrité.

Le peuple, en 1921, en Allemagne, était le fief du marxisme. Lequel, depuis 1918, avait chuté de révolution en révolution, n'aboutissant qu'à verser du sang et à accroître le désordre. Les partis de gauche n'avaient fait que patauger. Ils s'étaient discrédités en acceptant le diktat de Versailles. Mais ils restaient agressifs. Sentant faiblir la confiance populaire, ils s'acharnaient à la maintenir à force de violences et d'intransigeance.

Ce Hitler qui se dressait en rival, si mince que fût alors son influence, était l'homme qu'il ne fallait à aucun prix laisser s'extérioriser.

Les bourgeois, ça allait, c'était sans danger : à la vue de dix ou douze cogneurs rouges, ils s'éclipsaient. En revanche, Hitler, lui, avait commencé à plaire au peuple. Parmi les quelques premiers milliers d'adhérents, nombreux étaient les ouvriers. Il devenait indispensable de le contrer, par l'insulte, par l'ironie grossière, par la force. Il fallait l'écraser comme un pou tant qu'il n'était encore qu'un pou.

Cette lutte à mort que déclara le marxisme à Hitler, c'est précisément ce que celui-ci cherchait.

Loin de la redouter, il voulait l'empoignade, pour que le peuple fût juge. Si faible qu'il fût, il se sentait le plus fort. Il n'esquiva pas le combat, il le chercha.

Il calqua ses méthodes exactement sur celles de ses ennemis. Ceux-ci, à l'encontre des bourgeois, avaient toujours cherché à impressionner le public et à l'attirer par des démonstrations de puissance. Hitler ne les lâcherait pas d'une semelle. Leur chipant la couleur de leurs drapeaux, copiant exactement les appels brutaux de leurs affiches. Parcourant avec ses partisans tous les quartiers les plus rouges, les bastions intangibles dont le marxisme était si jaloux et si orgueilleux.

Les camions de propagande de Hitler, ses fanfares bruyantes, venaient narguer la dictature rouge là exactement où elle était absolue. C'était de la bravade. Mais enfin, le peuple commençait à savoir que quelque chose d'autre que le marxisme existait.

Hitler lui-même avait ainsi l'occasion d'étudier de près les méthodes de combat des socialistes et des communistes qu'il entendait éliminer exactement selon leurs propres tactiques.

« J'ai beaucoup appris du marxisme, déclarerait-il, je l'avoue sans ambages. Non pas de son ennuyeuse doctrine sociale et du

matérialisme historique, ce tissu d'absurdités. Mais leurs méthodes m'ont instruit. Je me suis appliqué sérieusement à déterminer avec quelles hésitations ces petits esprits, ces boutiquiers et ces bureaucrates ont débuté. Tout le National-Socialisme est là-dedans. Voyez vous-même. Les nouveaux moyens utilisés dans le combat politique ont été inventés pour l'essentiel par les marxistes. Je n'ai eu qu'à les emprunter et à les mettre au point, pour disposer de presque tout ce qui nous faisait défaut. Il me fallait seulement poursuivre avec logique les tentatives dans lesquelles la social-démocratie avait échoué dix fois. Le National-Socialisme est ce que le marxisme aurait pu être s'il avait brisé les liens absurdes et artificiels qui l'attachaient à un ordre démocratique. »

Le marxiste était tenace, s'en tenait à quelques idées force, élémentaires, sans cesse assenées. Il frappait à coups de marteau-pilon. Il était dur, et, en même temps audacieux. Hitler entendit être encore plus dur et plus audacieux. En tout cas, il vaincrait le marxisme par le marxisme.

Il irait même jusqu'à faire inscrire de nombreux jeunes hitlériens dans les écoles des cadres socialistes et communistes, afin de connaître très exactement les arguments et la tactique de l'adversaire. Ses hommes, au lieu de fuir les assemblées marxistes, s'y amenaient sans cravate, vaguement débraillés.

Hitler combattrait le marxisme en ennemi dont il avait appris à saisir de bout en bout chaque pensée et chaque méthode.

Hitler comprit aussi, tout de suite, que ce combat contre le marxisme serait impossible s'il ne disposait pas d'une organisation puissamment structurée.

Les Rouges étaient numériquement très forts, cent fois plus forts que lui, mais leur force était diffuse, peu dirigée, ou mal dirigée par des braillards incompétents.

Pour Hitler, monter une organisation précise fut la première des tâches. Il abandonna la *Sterneckerbrau* et le pauvre local sombre des Drexler et autres fondateurs effrayés par ces « folies ». Ce n'était pas encore la « Maison Brune ». Mais c'était vaste. On pouvait travailler.

Pas un sou pour acheter des meubles? Hitler lança un appel à ses gens : « Amenez, de vos maisons, une chaise, une table, une étagère, un classeur! » Le soir-même, les nouveaux locaux de la Corneliusstrasse, au numéro 12, étaient au point.

Coût pour le mouvement : pas un pfennig.

Dans ces bureaux convenables, le commandement pourrait travailler, organiser et multiplier les centres d'action, créer en grand nombre des cellules.

Là, une règle inflexible dominerait les décisions de Hitler : ne créer des sections que lorsqu'on disposait, à cette fin, d'un vrai chef local. Des braves gens, conduits par un fainéant ou un mou, se découragent et se lassent : la section meurt, ayant fait plus de mal que de bien. En revanche, un jeune meneur à l'âme de lion convertira en lions les moutons. L'organisation du mouvement hitlérien fut réaliste et prudente. On n'élevait la bâtisse que si on était sûr des fondations.

Hitler y mit le temps. Mais, en quelques années, il posséderait le réseau le mieux structuré qu'une organisation politique possédera jamais en Europe. Sa victoire serait due, pour une bonne part, à cette cuirasse sans faille. Avec le temps, le pays serait quadrillé en milliers de cellules, de blocs, de rues, de quartiers, de villes, de régions, de provinces. A la Centrale de Munich, le dernier des membres avait sa fiche, repérable à la seconde. On n'eût pas fait mieux dans l'administration la plus moderne d'Amérique.

« Le talent politique de Hitler, reconnaît l'historien Maser, apparaît dès les premières semaines d'activité de son parti, dont

il fait en très peu de temps une organisation puissante et respectée.

« Une telle entreprise, poursuit-il, ne pouvait être menée à bien que si Hitler s'appuyait sur une équipe parfaitement rodée.

« Il s'est appliqué, ajoute Maser, depuis le début de sa carrière politique à mettre systématiquement sur pied le dispositif dont il avait besoin pour réaliser ses plans. Son parti fut mené à la manière d'une école prussienne, au temps du Roi-Sergent. »

Hitler s'en tiendrait toujours, farouchement, à cette organisation monolithique sans laquelle son combat se fût réduit souvent à un jeu d'escarmouches. Certaines alertes le montrèrent : sans cette structure, aux moments difficiles à franchir, le mouvement eût été à vau-l'eau.

En aucune occasion, Hitler n'admit que quiconque entrât dans le parti sans se soumettre inconditionnellement à cette discipline rigoureuse. Aucune formation à tendance similaire ne pourrait être admise dans son organisation sans se soumettre à l'absorption complète.

Un chef. Sans roitelet à sa gauche, ni à sa droite!

Même un Julius Streicher, qui avait monté en Franconie un mouvement nationaliste d'une ampleur considérable et qui, au début, avait lutté rageusement contre Hitler, se soumit totalement, comme un troupier. Mais un troupier ébloui ! Il entendit un jour – le 22 janvier 1922 – parler Hitler. Il fut transporté :

«Une voix intérieure m'ordonna de me lever, je me rendis sur l'estrade, pour remettre entre ses mains le mouvement que j'avais créé. »

Ainsi seulement « s'alliait » Adolf Hitler.

Chacun était libre de se décider, mais l'autorité ne se partageait pas.

Cette autorité totale serait le Panzer de ses victoires.

Encore fallait-il pouvoir recourir à une protection supplémentaire : celle de la force.

« L'idée du combat est aussi vieille que la vie », répétait souvent Hitler.

Ce combat, il n'aurait pas à le choisir.

Le marxisme allemand avait toujours été très intolérant. Il n'admettait la liberté que pour lui. La *Rote Fahne* du 30 mai 1920 écrivait textuellement : « Le prolétariat réclame pour lui-même la liberté de réunion. Elle doit être déniée à ses ennemis. »

Qui ne pensait pas comme le marxisme était un hérétique !

Le bastion mondial du marxisme, l'URSS l'a prouvé mille fois. Qu'il se soit agi du Lénine sectaire de 1917, du Staline brutal, vainqueur de la Seconde Guerre mondiale, qui n'était pas d'accord avec le communisme, se retrouvait au fond des caves de la Tchéka, ou bien admirait le paysage russe du haut d'un gibet, ou bien mangeait des rats, s'il les happait la nuit dans les latrines, au fond d'un camp glacé du désert sibérien.

C'est dire que Hitler fut fondamentalement anti-marxiste en recourant alors à la tactique même du marxisme, basée avant tout sur la violence. Il voulait administrer la preuve publique que la dictature de la terreur avait pris fin, qu'il était fermement décidé à opposer au terrorisme marxiste un contre-terrorisme implacable, seule formule valable en ces années « rouges » si l'on voulait permettre au citoyen loyal de vivre libre.

Se plier à la loi des hommes de main de Moscou, eût été renoncer à la défense de la liberté.

Hitler n'allait pas attendre longtemps pour avoir l'occasion de montrer à la foule qu'il ne capitulait pas comme les autres devant l'intolérance sauvage, mais qu'il faisait face, qu'il contre-attaquait, et qu'il gagnait.

La première confrontation eut lieu le 4 novembre 1921, quelques jours seulement après qu'il eut été reconnu comme Führer, quatre jours après qu'il eut aménagé à la Corneliusstrasse ses nouveaux locaux.

Jusque-là, les marxistes, connaissant encore très peu les dons exceptionnels de Hitler, n'avaient guère troublé ses meetings. Une fois, un perturbateur avait traité Hitler de singe. Ce n'était pas grave. Mais, le 5 novembre 1921, il allait en être tout autrement. Les extrémistes de gauche avaient estimé qu'il fallait en finir avec ce trublion débutant.

Son service d'ordre était encore faible. Anéantir son nouveau meeting serait plutôt une distraction.

Il faillit bien en être ainsi. A huit heures moins le quart, le soir, Hitler entra dans le vaste hall de la *Hofbraühaus*. L'adversaire avait occupé le terrain avant qu'eût pénétré le gros des auditeurs classiques. Les communistes tenaient tous les points stratégiques. Hitler pouvait compter, en tout et pour tout, pour faire respecter l'ordre dans cette vaste salle des fêtes, sur une cinquantaine de partisans. Il les regroupa en hâte :

« Vous allez, pour la première fois, montrer votre fidélité au mouvement dans une bataille acharnée. Aucun de vous ne devra quitter la salle autrement que mort. J'arracherai moi-même aux lâches leurs insignes. Vous réagirez instantanément contre toute tentative de sabotage. Je resterai moi-même sur l'estrade jusqu'à la fin. Y aura-t-il un seul d'entre vous pour m'abandonner ? »

Ils n'eurent guère à attendre le choc.

Hitler, comme si la menace marxiste ne le concernait pas, avait entrepris sa harangue. C'est alors qu'un meneur sauta sur une chaise, appela à l'assaut.

Ces socialistes et ces communistes avaient accumulé à temps des centaines de pots de grès de la *Hofbraühaus* : ceux-ci filèrent

dans l'air comme des obus. On hurlait, on beuglait, le vacarme était infernal. Mais, à l'instant même, les cinquante gaillards résolus de Hitler s'étaient précipités eux aussi.

Ils n'étaient pas nombreux. Seul leur courage pouvait les sauver. Et leur esprit de corps, car ils agirent par petits groupes de quatre ou cinq assaillants. Ils ne ménagèrent personne. A grands coups de ceinturon, ils mirent en sang les visages des perturbateurs. Ceux-ci reculèrent, effrayés. On les accula sanglants vers la sortie. Une fusillade crépita. Alors ce fut la fuite. Au bout de vingt-cinq minutes, il ne restait plus un seul marxiste dans la salle, jonchée de centaines de chopes cassées.

La foule qui n'avait pas pu entrer s'engouffra, acclama Hitler, cependant qu'on emmenait vers les hôpitaux ses jeunes défenseurs blessés.

La preuve venait d'être bruyamment administrée que les marxistes n'étaient plus les maîtres des salles publiques, que leur terreur était combattue avec une violence égale à la leur, et, enfin, qu'ils avaient trouvé devant eux un adversaire que rien n'arrêterait, dont les partisans étaient tout prêts à se faire tuer pour lui s'il le fallait.

Cette confrontation, Hitler ne l'avait pas cherchée. Les marxistes l'avaient provoquée. Mais la double leçon avait été exemplaire : le marxisme cessait d'être le propriétaire de la rue et des salles politiques.

L'affaire n'allait pas se limiter à ce dur règlement de comptes. Hitler entendit que de pareils assauts rouges trouvassent désormais, pour les accueillir, non plus cinquante volontaires, fonçant au risque de se faire tous exterminer, mais une forte troupe aguerrie, disciplinée, habituée aux combats, prête à la défense et aussi à l'assaut.

C'est de ce jour-là qu'on pourra dater la naissance des fameux SA : les Sections d'Assaut, les *Sturm-Abteilungen*.

Les partis de gauche seraient malvenus de se plaindre. Ce sont eux qui, les premiers, ont été les perturbateurs. Ces SA de plus en plus puissants, ils allaient maintenant les avoir sans répit aux trousses de leurs milices. A chaque coup répondrait un coup. Et, souvent, dix ou vingt coups.

Göring, au début, commanda ces sections de protection, selon le *Führerprinzip* de Hitler qui voulait qu'à tous les postes soit nommé un chef vraiment responsable.

Göring était le plus célèbre aviateur allemand survivant de la Première Guerre mondiale. Son escadrille, celle de l'inoubliable von Richthofen, avait abattu à elle seule quatre cents avions ennemis au combat. Göring portait au cou la plus fameuse décoration du Reich : l'Ordre pour le Mérite.

Il avait entendu un jour Hitler. Il s'était donné à lui. Son cerveau était puissant, son poing était de fer. Ce sera lui le créateur de la SA. Il allait, en peu de mois, en faire le bélier du National-Socialisme.

Par la suite succéderait un dur entre les durs, le capitaine Röhm, héros de la guerre 1914-1918 où il avait eu la figure à demi arrachée. Son nez était un nez artificiel qu'on lui avait recomposé avec des morceaux de chair de ses cuisses. A Munich, il tenait dans l'Armée un rôle assez important, manipulateur des fonds secrets de la Sûreté Militaire, très lié aux autorités, ayant même souvent barre sur elles.

Le jeune chef national-socialiste et lui étaient devenus de vrais camarades. Röhm sera un des très rares hommes qui tutoiera le Führer. Ils se heurteront un jour, car leurs conceptions au sujet de la SA ne concordaient point : Röhm voulait en faire une énorme armée prolétarienne, à la manière de l'Armée Rouge; Hitler, en revanche, ne lui reconnaissait qu'un rôle de service d'ordre.

« La boxe et le jiu-jitsu, disait-il, sont plus utiles à nos SA que l'entraînement au tir. Notre but n'est pas de créer un semblant

d'armée. Notre but est de conquérir l'État. Tout suivra. » La Reichswehr devait rester, pour Hitler, la véritable armée du Reich, supérieurement formée, stratégiquement et tactiquement, possédant une tradition centenaire. Elle serait accrue et transformée, le jour venu, par le recrutement massif d'une jeunesse marquée définitivement par le national-socialisme. Hitler n'était pas pressé, Röhm, lui, l'était !

Le Führer se fiait à la notion de service et d'honneur de la vieille Armée ; Röhm non.

De toute façon, en 1921, le problème n'était pas actuel, le combat se livrait seulement dans les salles, dans les rues, pas aux frontières. Röhm, sous l'impulsion de Hitler, accrut les sections d'assaut, avec vigueur et avec grandeur. Des aigles et des étendards, magnifiquement dessinés par Hitler et dignes de l'Empire romain. Des uniformes que chaque volontaire devait payer lui-même, souvent en se privant ! Un brassard étincelant, qu'on voyait dans la rue à cent mètres :

> « Rouge, blanc et noir notre brassard !
> La croix gammée sur le casque de fer !
> Notre nom : groupe d'assaut d'Adolf Hitler ! »

Le parti avait laissé tomber la dénomination de D.A.P. pour devenir le N.S.D.A.P. (*National Sozialistische Deutsche Arbeiter Partei*).

Alors aussi, fut inauguré le salut : le bras levé des anciens Germains, tendu en signe de fraternité. Le salut, aussi, de Luther à la Diète de Worms.

On y ajouta le « *Heil Hitler* », cri de ralliement.

Les SA seront vite six mille. Ils connaîtraient de fabuleuses empoignades.

La plus remarquable sera celle qui les opposera dans la ville de Cobourg, le 14 octobre 1922, aux marxistes qui s'étaient crus jusqu'alors maîtres des lieux.

Hitler y avait été invité à une « Journée allemande des partis nationalistes ». Ces partis étaient composés majoritairement – à l'inverse du NSDAP – de petits bourgeois plutôt peureux et de commerçants qui tenaient aux vitrines de leurs devantures. Ils avaient peur à l'avance d'incidents de rue, dont les marxistes les avaient haineusement menacés.

Voilà que Hitler arrive à la gare. Aussitôt, les organisateurs lui demandent de ne pas faire défiler sa troupe en colonnes dans la ville, de ne pas brandir de drapeaux et surtout de faire taire la fanfare ! Hitler n'avait pas amené de Munich en train spécial huit cents solides gaillards de la SA pour les faire pénétrer dans Cobourg comme des moutons apeurés. Musique en tête – quarante-deux musiciens soufflant en ouragan – les huit cents costauds, menés par Hitler, traversent de bout en bout la cité.

Les marxistes en ont la respiration coupée. Pas un seul d'entre eux ne s'est risqué à remuer un doigt de la main ou du pied durant le défilé.

Le soir, l'ombre venue, ils voudront prendre leur revanche. Ils entourent le casernement, le bombardent à grand renfort de cailloux. La SA sort, riposte, cogne dur et met la meute en fuite.

Le lendemain sera le grand jour de la confrontation. La ville, à l'aube, se retrouve bariolée d'affiches marxistes convoquant le prolétariat à l'émeute.

Hitler a prévu le coup, il a fait accourir sept cents SA en renfort. Il entend bien tenir, sur la Grand-Place le meeting prévu. Ses quinze cents hommes, tous drapeaux au vent, dans le fracas des trombones, s'engagent à travers les rues. L'appel des Rouges n'a reçu qu'un succès relatif. Les manifestants marxistes ne sont que quelques centaines. Dès leurs premières insultes, les SA leur tombent dessus, les catapultent hors de la Grand-Place. En quelques minutes, tout est balayé. Le public acclame les nettoyeurs !

Le dernier acte de ce corps à corps haut en couleur se passera à la gare même.

Là, des cheminots communistes prétendent s'opposer à ce que le train de retour des SA reparte vers Munich. Aussitôt, Hitler met le grappin sur les meneurs, les fait asseoir, surveiller de près, dans les wagons et perche les principaux sur la locomotive même.

« Voilà, dit-il aux cheminots, vous ne voulez plus conduire le train ? D'accord ! Nous le conduirons nous-mêmes. Mais comme nous ne connaissons pas bien les manettes, nous allons peut-être dérailler. Vous êtes pour l'égalité ? Parfait ! Ainsi, nous nous casserons la figure tous ensemble. »

Manifestement, se casser la figure en compagnie de Hitler n'a pas l'air d'enchanter les meneurs marxistes. Les cheminots remontent sagement à leur perchoir. A la nuit, tout le monde est de retour à Munich, Hitler, les quinze cents SA, et les quarante-deux musiciens. La bataille de Cobourg entra vite dans la légende nationale-socialiste.

Le courage paie. Cobourg sera la première ville du Reich qui accordera à Hitler la majorité électorale absolue.

Parfois, les confrontations tournent mal. Le 14 septembre 1921, un séparatiste munichois, Otto Ballerstedt, s'est imaginé de faire acclamer dans un discours les propositions qu'il a fait connaître auparavant : constitution d'États fédéraux du Sud et répudiation de toute autorité de Berlin.

Pour Hitler, les marxistes ne sont pas les seuls ennemis du Reich, les séparatistes le sont autant qu'eux.

A peine le dit Ballerstedt s'est-il installé à la tribune que Hitler surgit avec deux camarades sur l'estrade. On éjecte avec fracas l'orateur parmi l'assemblée.

« Ça va, ça va, déclare calmement Hitler. Notre but est atteint, Ballerstedt ne parlera pas. »

Il ne parlera plus, mais la police parlera à sa place ! Elle arrête Hitler. Il restera incarcéré pendant trente-trois jours.

L'Allemagne va de violences en violences. Erzberger, qui avait fait signer le traité de Versailles et était un homme peu recommandable, compromis par des spéculations (« Il n'a plus aucun vêtement propre », disait le sous-secrétaire d'État von Rheinhaben) est abattu le 26 août 1921 dans une ville d'eaux du pays de Bade, à Titisee.

Quant à Scheidemann, il a de son côté été presque vitriolé.

Le sort de Rathenau, ministre des Affaires étrangères, est plus tragique encore. Il est juif. Le 24 juin 1922, en plein Berlin, il est littéralement coupé en deux à la mitraillette, dans sa voiture. Pour être sûr que son compte est bon, il est achevé par une grenade lancée à ses pieds.

Hitler n'est pour rien dans ces crimes. Il était précisément emprisonné à Munich au moment où Rathenau était abattu. Il condamnera vigoureusement de tels attentats.

On le saura plus tard, ces raids meurtriers avaient été l'œuvre de l'organisation « Consul », étrangère au national-socialisme.

Mais l'occasion était trop belle pour ne pas sauter sur Hitler et annihiler son mouvement : sur ordre du Reichstag, le NSDAP se voyait soudainement interdit en Prusse, en Saxe, en Thuringe, à Hambourg. Très certainement en vertu du principe sacro-saint de la démocratie, protectrice et garante de la liberté !

Plus un discours public de Hitler ne pourrait être tenu à partir de ce jour-là ! Plus une de ses permanences ne restera ouverte, de la mer du Nord à Koenigsberg !

Toute l'organisation nationale-socialiste allait-elle vraiment s'écrouler ?...

Hitler était l'homme de la chance : la Bavière, frondeuse, toujours frondeuse, se rebiffa, refusa d'appliquer cet interdit.

Une large part de la population de Munich était avec Hitler. Celui-ci allait y concentrer provisoirement toute son action.

La Bavière, toutefois, ce n'était pas le Reich.

D'ailleurs, là aussi, on ferait bientôt tout pour contrer le jeune Führer. Mais, en attendant, cette puissante province lui offrit un large tremplin. Hitler se hissa dessus.

De là, il lui serait encore possible de plonger, à grands coups de brasses, dans les eaux de son destin.

X

CONQUÊTE PAR LA SÉDUCTION

Hitler, coqueluche des salons – L'inégalité par le mérite – Le charme personnel – Hitler et les étrangers – Les femmes allemandes et Hitler – Staline et le testicule du Führer – Les attachements féminins – Les apports financiers – Le musicien et le poète – Sa délicatesse de sentiments – Les élites et Hitler – Le génie et les peaux d'âne – Le numerus clausus des intellectuels – Le rôle essentiel des femmes.

Il ne suffit pas, pour l'emporter en politique, de pouvoir compter sur le dévouement fanatique de quelques milliers de SA bottés, casqués, mettant en capilotade les marxistes lorsqu'ils viennent les provoquer.

La peur en politique ne suffit pas. Ni la force. Ni même la discipline. Un militaire peut ordonner, tempêter, tout le monde se met au garde-à-vous. L'homme politique, lui, doit séduire.

Hitler, qu'avait-il d'un séducteur ?

De prime abord, il n'avait rien pour emballer. Il était pauvrement vêtu, d'un mauvais veston bleu. Il ne possédait qu'une chemise à quatre sous, d'affreuses chaussures jaunes, une gabardine toujours fripée, un vieux chapeau gris passablement défoncé.

Son appartement était un galetas soigneusement astiqué, mais un galetas. Personnellement, Hitler était toujours remarquablement propre. Son pantalon, très usé, était toujours soigneusement repassé. Il plaisait aux petites gens de son quartier. Des marchandes lui apportaient deux œufs ou du lait. D'autres s'attablaient avec lui à un café modeste. Il était simple. Il resterait simple.

Mais les gens riches ? Les intellectuels compliqués ?

C'est là que la surprise serait grande. A peine Hitler eut-il donné quelques meetings qu'il devint à Munich la coqueluche des salons les plus distingués.

Est-ce parce que, humainement parlant, il était un phénomène ? Parce que sa voix tonnait dans les boudoirs comme s'il haranguait sept mille Munichois au cirque Krone ? Ou parce que les femmes à la mode aiment exhiber dans leur salon des personnages originaux ?

Eh bien non ! Il faut se faire à cette idée : Hitler a été reçu dans ce qu'on appelle la haute société non comme une brute mâchant une praline de travers, ou comme un extravagant plutôt comique. Son succès a été celui d'un séducteur. Il séduisait le peuple. Mais il allait séduire aussi, à peine connu, les différentes élites de la société, notamment le monde féminin le plus en vue – et souvent le plus distingué – de son époque.

Côtoyer des aristocrates ne le gênait nullement, s'ils appartenaient à de véritables élites qui s'étaient élevées parce qu'elles possédaient des qualités réelles. De la même façon, il rencontrerait plus tard, avec un grand intérêt, de puissants industriels car il appréciait les hommes qui ont de l'imagination, du caractère, la passion de l'action, qui ont conçu quelque chose de grand et l'ont réalisé.

Ce qu'il détestait, c'était le nivellement par le bas, la fausse égalité dans la médiocrité. L'égalité n'existe pas. Il n'y a pas

deux chevaux identiques. Il n'y a pas deux étoiles identiques, deux chiens identiques ! Tout homme de valeur, quelle que soit son origine, a sa chance. S'il a dépassé le banal, le facile, le vulgaire, il est respectable. Pour Hitler, l'inégalité par le mérite était une loi. Être un grand industriel était à ses yeux aussi digne de respect qu'être un bon mécano. Et inversement.

Hitler n'abordera donc pas la « classe aisée » avec les complexes hargneux de l'insatisfait. Le pire des défauts dans la vie sociale est d'être jaloux de ceux qui se sont élevés, au lieu de les en féliciter. Hitler était conscient du génie qu'il portait en lui. Mais il abordait sans acrimonie, et même avec curiosité, ceux qui, pour l'instant, s'étaient hissés beaucoup plus haut que lui.

Il était séduisant.

Mais s'agissait-il seulement d'un attrait physique, comme peut l'offrir un chanteur de charme ? Pas précisément. Il n'était ni beau ni laid. Seuls ses yeux d'un bleu de rivière jetaient des feux inattendus. Ses mains aussi étaient remarquables, elles volaient presque lorsqu'il parlait. A part cela, rien de spécial. Taille moyenne. Démarche assez lourde. Une moustache quelconque.

Alors, en quoi plaisait-il ?

Il plaisait d'abord par sa gentillesse. Il était très viennois. Sa mère avait été une femme fine. Il avait le mot qui charme, imaginé, délicat. Les femmes adorent cela. Il baisait bien la main. Ce fut toujours une de ses grandes spécialités : baiser la main en s'inclinant profondément, puis, relevant le buste, planter des lueurs inattendues dans les yeux surpris de la femme ainsi honorée. Ce Hitler aux yeux bleu de violette n'était qu'un des nombreux Hitler. Les femmes n'ont jamais connu que le premier, tout en douceur, qui pardonnait tout à un corps harmonieux, à un sourire en fleurs, à des yeux neufs comme des sources.

Seul le charme personnel explique que, tout de suite, dès ses premiers contacts, Hitler a été remarqué, admiré, et souvent – plus ou moins secrètement – aimé, par des femmes de race, supérieurement intelligentes et belles, d'une classe sociale alors cent fois supérieure à la sienne.

Des femmes les plus diverses au surplus.

Cet homme que l'on a représenté comme un nationaliste borné, pour qui, à croire ses contempteurs, tout ce qui n'était pas allemand était de la vermine, ou de la poussière, choisira ses collaborateurs les plus importants avec la même liberté d'esprit parmi des hommes venant de l'étranger ou y ayant de fortes attaches.

Rudolph Hess, son bras droit, provenait d'Égypte, était de formation britannique. Himmler avait un arrière-grand-père français, originaire de la bourgade de la Roche et appelé Passaquay. Baldur von Schirach était un demi-Américain : chez lui on ne parlait que l'anglais. Göring avait épousé une Suédoise. La femme de Goebbels avait vécu quatre ans dans un pensionnat en Belgique. Rosenberg était Balte. Darré, Argentin.

Les étrangères pullulaient près de Hitler. Elsa, la femme de l'éditeur Bruckman était une Hongroise, née princesse Cantacuzène. Hélène Hanfstaengl était une New-Yorkaise sculpturale, à qui Hitler voua une véritable adoration. Gertrud von Seidlitz était une très riche propriétaire finlandaise. La comtesse d'Allemont qui, après avoir connu Hitler à Berlin en 1921, avait pronostiqué qu'il « serait le Messie de l'Allemagne » était française. La fille de l'ambassadeur américain, Dodd Martha, était folle du Führer. Sans aucun succès faut-il ajouter !

La très belle Unity Mitford, sœur de Lord Redesdale, qui, par amour de Hitler et sous son balcon, se tira une balle dans la tête le premier matin de la Seconde Guerre mondiale, était Britannique. Il l'honora comme si elle eût été une Walkyrie.

Hitler, passionné de musique allemande, n'hésita pas à faire démarquer pour ses SA les hymnes universitaires de Harvard. Il fit adapter à la cadence américaine une série de marches allemandes qu'il jugeait trop solennelles. Le « Fonce, fonce » de Harvard devint « *Sieg ! Sieg ! Heil ! Sieg ! Heil !* ». Pendant les essais, Hitler marquait le pas comme un tambour major : « C'est ça, c'est ça, c'est merveilleux. », s'exclamait-il.

Internationalement, on ne pouvait pas être moins fanatique.

Les Allemands, certes, étaient tout aussi sensibles au charme de Hitler, telle la princesse Stéphanie de Hohenlohe, ou Cosima, épouse de Winifried, belle-fille de Wagner, qui lui vouerait plus que de l'admiration, un culte.

Avec toutes ces belles dames, Hitler restait circonspect. Sa prudence n'empêcha pas des drames. Il y eut plusieurs suicides.

Le général Bauer, le pilote de Hitler, évoquait avec humour, à son retour des bagnes soviétiques, l'acharnement des admiratrices de son patron :

« En tant qu'homme d'État, lui avait dit Hitler, exposé à tous les regards je dois prendre mes précautions. Si vous vous permettez un écart de conduite, personne ne s'en soucie ; si j'en faisais autant, je devrais bientôt me cacher. Les femmes sont incapables de se taire. »

Bauer ajoutait :

« Je parlais naturellement de Hitler avec des femmes et des jeunes filles. Toutes étaient enthousiasmées, fanatiques, hystériques. Ce soir-là, la conversation avec ma voisine roulait exclusivement sur Hitler. Elle m'avoua être amoureuse de lui et avoir peur de ne pas trouver de mari, parce qu'elle comparait tous les hommes à Hitler et qu'aucun ne lui plaisait. Je ne pus m'empêcher de lui révéler ce que Hitler… m'avait dit… Elle me fixa du regard, décontenancée : "Est-ce vrai qu'il a dit cela ? Dites-lui

que je ne soufflerai mot, que je préférerais même me laisser arracher la langue." »

S'il n'y avait pris garde, il eût donc pu séduire chaque semaine des douzaines de femmes. Il se tenait à carreau ! On s'est complu à expliquer après 1945 que si Hitler ne s'abandonnait pas, c'est parce qu'il était impuissant. Mensonge grotesque ! Comme mille autres ! Mais le public raffole de ces mirifiques « révélations » scabreuses et croustillantes de la presse dite du cœur.

Il a fallu pour mettre fin à ces calembredaines qu'intervienne, après un quart de siècle, l'historien Werner Maser :

« L'affirmation souvent colportée, a-t-il écrit, que Hitler aurait été incapable de satisfaire physiquement une femme, relève de l'imagination pure. Il semble hors de doute que la vie sexuelle de Hitler ait été parfaitement normale. »

On alla jusqu'à faire le plus grand cas d'un rapport soviétique consacre à l'examen du cadavre de Hitler : selon ce rapport, le Führer n'aurait possédé qu'un testicule !

Son corps ayant été totalement carbonisé, le 30 avril 1945, dans la fosse aux deux cents litres d'essence voisine du bunker de la Chancellerie, on ne voit pas comment Staline eût pu épingler dans sa collection de souvenirs de guerre cet organe sexuel surprenant !

Peu après, il fallut bien déchanter et reconnaître que le cadavre présenté comme celui de Hitler portait aux pieds ses chaussettes rapiécées. Qu'elles eussent résisté à deux heures de feu brûlant dans deux cents litres d'essence eût tenu du super-miracle !

« Le vrai, a conclu Werner Maser, c'est que Hitler ne s'est jamais senti lié à une femme, à un homme, à des parents, à des amis ou à des groupes sociaux. Il se suffisait à lui-même. »

Le fait que Hitler ne leur cédât point devint pour les femmes un excitant de plus. Les plus intelligentes sublimèrent leur attachement. L'une se considérait comme sa mère adoptive. Une autre, Hélène Bernstein, qui s'était d'abord contentée de donner à Hitler un chapeau de son mari pour remplacer son vieux feutre délavé, vida, à un moment particulièrement dur de son combat, sa cassette à bijoux, un lot de brillants, de saphirs, de rubis, d'émeraudes, un solitaire, un pendentif en platine... Ces merveilles valurent à Hitler en ces temps de dèche soixante mille francs suisses !

La propriétaire des papeteries finlandaises, Gertrud von Seidlitz, mit à sa disposition la moitié de sa fortune. Une autre apporta la moitié d'un gros héritage. Il y eut même une tenancière de maisons dites « mal famées » pour apporter régulièrement au mouvement l'essentiel de ses pieuses recettes !

Hitler ne cherchait nullement à provoquer ces dons, ni d'ailleurs aucun don. Jamais il ne voulut dépendre de générosités passionnées ou intéressées. L'essentiel de l'argent du NSDAP fut fourni par les cotisations des dizaines de milliers de membres, et par ses meetings.

Il y eut l'un ou l'autre apport financier occasionnel durant les premières années, soit de l'industriel de Munich Herman Aust, soit du fabricant de locomotives Borsing.

En réalité, en ce temps-là, c'est à Ludendorff et non à Hitler que ces dons financiers étaient généralement remis. L'industriel Thyssen fit, via le général, un cadeau de cent mille marks.

A part ces trois bienfaiteurs capitalistes, rien !

Hitler, concernant ces problèmes, était coriace comme la peau d'un crocodile. On pouvait lui donner de l'argent. D'accord. Mais il ne fallait pas essayer d'en faire un instrument de pression. Il ne remerciait pas, il ne se compromettait en rien.

« Si quelqu'un, expliquait-il, met cent millions de marks sur la table, je les prends sans hésiter, sauf s'il me demande en échange quoi que ce soit. »

Le général von Epp remit aussi à l'équipe Ludendorff-Röhm soixante mille marks pris sur les fonds secrets de l'armée.

« Ces concours, précise l'historien Raymond Cartier, ne dépassaient pas l'échelle des générosités individuelles. »

De toute manière, ils n'étaient que quelques ruisselets rejoignant le fleuve des centaines de milliers de marks, bientôt des millions de marks – fournis par les cotisations des milliers et des milliers d'adhérents qui se saignaient, et grâce aux discours de Hitler qui s'éreintait de tribune en tribune. Chaque fois, les marks tombaient dru.

Si les femmes, les toutes premières, avec leur instinct infaillible de la réalité masculine, avaient adopté Hitler, les hommes de qualité, malgré un brin d'irritation secrète, avaient été rapidement séduits à leur tour.

Il était – tout le monde fut bientôt d'accord là-dessus – un être exceptionnellement doué. Sa culture était immense, sa mémoire était une bibliothèque. Avoir lu plus que lui était impensable. Son panorama intellectuel était celui d'un alpiniste qui regarde le monde du haut du Mont-Blanc.

A voir défiler ses premières cohortes martelant le pavé de Munich, lançant ses appels gutturaux, on eût pu croire que leur chef était un lansquenet fruste. Or c'était un artiste raffiné qui, apparaissant en société, se montrait aimable, enjoué, parlait pendant des heures, de Vermeer de Delft ou de Botticelli.

Surtout, il était le plus passionné des musiciens.

Sur les partitions de Wagner, il jouait le chant de sa vie.

La seule libéralité qu'il s'était accordée au cours de ses premières années avait été un piano d'occasion, toujours prêt à s'effondrer sous un jeu trop enthousiaste ! Il l'avait installé, faute de place, dans le couloir de son petit refuge personnel.

A ses moments de lassitude, il retrouvait de l'optimisme à jouer une fugue de Bach, ou à faire jouer par ses amis Mozart,

Chopin ou Beethoven, la « Mort d'Amour » de *Tristan et Iseult*, voire même Richard Strauss.

Il avait aussi la passion des fleurs.

Il n'essayait pas, dans la vie mondaine, d'aller plus loin qu'il ne le pouvait. Il manquait d'habitudes. Il ignorait assez souvent comment se mangeaient des mets chers, qu'il ne connaissait pas. Du homard ou du caviar, par exemple. Il ne jouait pas à l'habitué, il se penchait alors vers la maîtresse de maison, lui mettait la main sur la main :

« Pourriez-vous avoir la gentillesse de me dire comment ce mets se mange ? »

Il eût pu bluffer ; il était sans apprêt.

Il est presque impossible – puisque tout éloge de Hitler est interdit – de parler de sa délicatesse de sentiments.

Elle se refléta surtout dans ses poèmes. En retrouver l'un ou l'autre est aujourd'hui un labeur d'archiviste. La plupart ont été emmenés aux États-Unis en 1945. Ces vers ne valent pas les poésies lyriques de Schiller, mais l'inspiration est révélatrice d'une grande sensibilité. L'un de ces poèmes, retrouvé à la Bibliothèque du Congrès, à Washington, paraîtra médiocre aux cyniques, mais il est profondément émouvant, évoquant sa mère morte :

Quand ta mère sera devenue toute vieille,
Et que toi tu seras devenu un homme mûr,
Quand ce qui jadis était facile
Lui sera devenu un fardeau,
Quand ses yeux aimés et sincères
Ne verront plus la vie comme avant,
Quand ses jambes lasses
Se refuseront à la porter encore,
Donne-lui ton bras pour qu'elle s'y appuie,
Compagne-la avec joie et vénération.

L'heure viendra où, tout en larmes,
Tu devras l'accompagner à son dernier voyage.
Si elle te questionne réponds-lui,
Si elle t'interroge à nouveau, réponds encore,
Et si elle se répète une troisième fois, réponds toujours
Non avec brusquerie mais avec une douce tendresse.
Et si elle ne te comprend plus bien,
Explique-lui tout avec ferveur.
L'heure viendra, l'heure amère,
Où ses lèvres ne t'interrompront plus.

Celui qui aimait à ce point sa mère et le disait au long de ce thrène pathétique, presque charnel, était un Hitler en plein combat, hanté par mille soucis...

Il ne fallut pas longtemps pour que vinssent vers lui les personnalités les plus diverses. Des professeurs d'université, des créateurs, des écrivains, des gloires de la Première Guerre mondiale, comme le Grand Amiral von Tirpitz. Des leaders politiques, comme le comte von Bissing.

Le vieux doctrinaire d'origine anglaise Houston Stewart Chamberlain ferait à Hitler, après l'avoir vu et entendu, cette déclaration prophétique :

« De hautes tâches vous attendent. Ma confiance dans le germanisme n'a pas été ébranlée un seul instant. Quoique mon espérance, je l'avoue, soit descendue assez bas. D'un seul coup, vous avez changé mon état d'esprit. L'Allemagne, en donnant naissance à Hitler au moment de la plus grande détresse, fait la preuve de sa vitalité ; il en est de même pour les forces de rayonnement qu'on sent émaner de vous. Ces deux choses en effet, la personnalité et l'influence, vont de pair. Dieu vous protège ! »

« Le fait est là. Les intellectuels ont emboîté le pas de Hitler, a bien dû constater Werner Maser. La fascination de l'idéologie hitlérienne s'est aussi exercée sur eux. »

« Hitler, déclara dès 1920 le grand écrivain allemand Rudolph Jung, sera un jour notre plus grand homme. »

Pourtant, Hitler n'éprouva jamais d'admiration obligée vis-à-vis du troupeau moutonnant des intellectuels. Souvent ceux-ci l'énervaient par leur suffisance. Beaucoup de ceux qui se baptisent pompeusement intellectuels ne possèdent souvent, en effet, qu'un vernis d'intellectualité. Ils avaient accroché un diplôme à leur mur, comme le tableau des prix chez le boucher. L'encadrement de ce titre de gloire est large et doré. Et puis après ? Que savaient-ils ? Quelle vue, surtout, avaient-ils sur l'univers et sur les hommes ?

Souvent leur prétention est égale à leur médiocrité. Ils toisent de haut qui n'a pas obtenu comme eux ses lettres de patente, ce diplôme qui, croient-ils, a établi leur supériorité exclusive pour toujours.

Hitler avait du génie.

Mais pour des intellectuels moyens, qu'est le génie ?

A leurs yeux, le sommet du savoir est leur peau d'âne. Le génie est hors de leurs habitudes. Il les gêne. Il leur paraît presque de la science-fiction. Ils n'y croient pas. En vertu de quoi Hitler était-il un être hors du normal, et surtout au-dessus du normal ?

Hitler n'insistait pas. Il savait très bien qu'on ne peut pas faire passer par le chas d'une aiguille un câble de transatlantique. Hitler, en outre, se défiait. Beaucoup de ces demi-calculateurs étaient des petits ambitieux. L'ouvrier, lui, est franc, se donne, ne soupèse rien. Le petit avocat calcule : « Hitler, si j'entre dans son parti, me fera-t-il mousser ? Ne deviendrai-je pas un jour député régional, voire membre du Reichstag ? »

Hitler transperçait si bien ces arrière-pensées qu'il décréta que, dans quelque organisation du Parti que ce fût, il y aurait un *numerus clausus* d'intellectuels. Les deux tiers au moins des membres devraient appartenir au peuple moyen, être composés

de petites gens qui constituent l'armature réelle des nations, ainsi que le prolétariat qui est le bon sang rouge du pays, la base même de sa vie.

Pour les femmes, c'était autre chose. Il leur demandait de plaire, d'être belles, d'être des fleurs, des oiseaux. Il leur pardonnait en souriant de dire des sottises parfois, ou de se complaire en des futilités. Dans sa vie, elles étaient le ciel et le soleil. Et aussi la fidélité. La femme en politique, si elle est l'instinct, l'élan, est aussi la constance. Il était ravi de voir les femmes assister par milliers à ses meetings. Une fois le meeting fini, expliquait-il en riant, les hommes s'égaillent dans les cafés voisins et l'effet du discours s'estompe ; si la femme est là et ramène aussitôt son homme au logis, le meeting se recrée entre eux deux. Il ne s'envole pas, il s'ancre !

Ainsi pour Hitler, la femme non seulement était la grâce, l'émerveillement, le cadeau de beauté des dieux ; elle était aussi l'assise du national-socialisme dans la vie familiale.

La mère inculquait la foi. La fille lui donnait le dynamisme. L'illumination qu'elles avaient ressentie à entendre Hitler faisait d'elles les instruments rayonnants de la plus efficace des propagandes.

La femme, écartée de la politique jusqu'alors, deviendrait rapidement un élément essentiel du national-socialisme, lui donnant un ton de romantisme, si important dans la sensibilité allemande, et une force d'expansion plus mystérieuse et bien plus pénétrante et durable que celle de l'homme.

Cette compréhension du génie féminin par Hitler était, elle aussi, en Allemagne en 1921, une nouveauté. Les autres partis, même s'ils envoyaient au Reichstag l'une ou l'autre femme, laide de préférence, ignoraient tout de la psychologie, des élans affectifs et des possibilités des femmes allemandes.

Parlant de leur mission, juste à la même époque, un Premier ministre comme Stresemann écrivait à une Américaine, Miss Ethel Anderson, à Milkwaukee dans le Wisconsin, ces lignes dont il était tellement fier qu'il les a reproduites dans ses *Mémoires* :

« La femme se laisse beaucoup trop entraîner par le sentiment pour se rendre un compte exact des nécessités politiques. Je déclare sans hésiter que je suis absolument adversaire du féminisme qui prétend faire travailler la femme exactement comme un homme. La place de l'homme est hors de la maison, dans la vie et la lutte ; la tâche de la femme est d'entretenir la flamme du foyer. La femme peut agir beaucoup, mais presque uniquement dans les questions de culture, d'hygiène, de prévoyance sociale. Il n'y aura jamais assez de femmes pour travailler aux œuvres de bienfaisance. »

Des millions de femmes se masseraient, d'année en année, derrière Hitler avec leur passion, leurs dons, leur dynamisme enchanteur et communicatif. Elles seraient les premières à représenter dans le monde politique moderne une force féminine de choc.

Hitler, en épousant l'Allemagne, son seul amour véritable, avait épousé toutes les Allemandes.

Deuxième partie

L'ÉPOQUE DES PUTSCHS

XI

L'AN 1922

Dégringolade du Marxisme face à un Hitler prolétarien – Le rachat du « Völkischer Beobachter » grâce à 40 000 obligations populaires – Avant tout, Hitler croit au génie de la parole – Le coup d'éclat de Rapallo – Les progrès des S.A. – Tentatives d'expulsion de Hitler – Les pays étrangers commencent à s'intéresser à Hintzler et à Hilpert – Premier rapport des ambassades – L'avis en 1922 des observateurs américains.

Une lutte va l'emporter sur tout : celle qui assurera à Hitler l'adhésion du prolétariat. Depuis le 29 juillet 1921, il est devenu, dans son mouvement, le maître absolu, le Führer. Il accélère considérablement la cadence.

Trois ou quatre fois par semaine, il donne un meeting de masse. Les auditoires sont de plus en plus populaires. Les marxistes, qui avaient cru qu'il suffirait de traiter Hitler de comique pour le discréditer, s'aperçoivent que le peuple leur glisse entre les mains et va chez lui.

Eux, que peuvent-ils bien encore apporter ? Ils ont abandonné l'Allemagne en approuvant le traité de Versailles abhorré par tous. Leurs organisations sont farcies de Juifs, campant aux

postes de direction, ce qui déplaît instinctivement aux travailleurs. Le pays s'effondre économiquement. Le mark ne vaut plus qu'un deux millième de dollar. Un bock de bière coûte plus cher que dix kilos de bifsteak, un an plus tôt. La ménagère s'arrache les cheveux.

Si, au moins, à défaut de sens de l'action, les dirigeants marxistes possédaient un peu de lyrisme ! On oublierait alors, peut-être un moment, que le chômage croît de plus en plus, et s'accroche à tout comme une vigne vierge vorace.

Beaucoup de parlementaires socialistes sont corrompus, mêlés à de sordides affaires d'argent. Leurs propos sonnent faux, comme dans une mauvaise pièce. Ils n'enthousiasment plus. L'auditeur, à la fin de leurs meetings, chante encore parfois l'*Internationale*, mais il est blasé.

Hitler, en face, remplit d'émoi ses auditoires populaires. Il a un plan. Il apporte des solutions. Ses meetings sentent la puissance, l'ordre, la force. Ses SA sont impressionnants, rudes soldats prolétariens. L'ouvrier reconnaît en eux d'autres ouvriers. Ils sont porteurs d'un violent esprit révolutionnaire. Beaucoup sont des chômeurs qui ne mangent que le bol de soupe du parti.

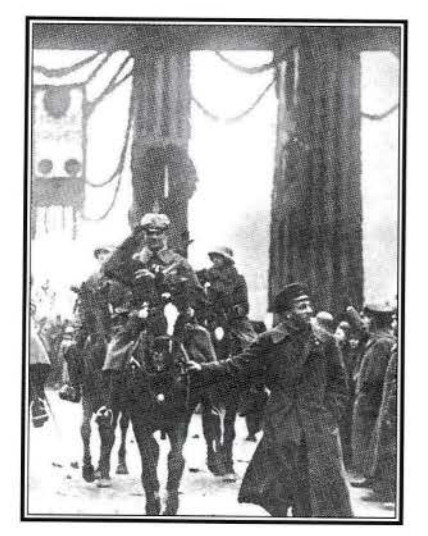
Leurs fanfares sonnent l'optimisme, leurs camions transportent des conquérants, leurs drapeaux mettent de la couleur dans l'air terne de l'Allemagne prostrée. De plus en plus l'ouvrier va écouter Hitler. La police qui le suit comme un chien de douanier le constate, d'une plume inquiète, dans ses rapports.

Hitler s'est donné un nouvel instrument de conquête, le « *Völkischer Beobachter* ».

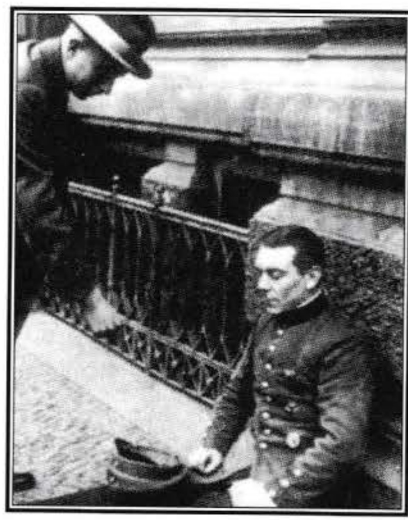
Il l'a fait acquérir par le Parti à la fin de 1920 (décembre) lorsqu'il n'était encore qu'un bi-hebdomadaire. Le prix d'achat pèsera lourd pendant longtemps : 120 000 marks au comptant, et, au surplus, 250 000 marks de dettes à éponger.



ADOLF HITLER 1889-1945.



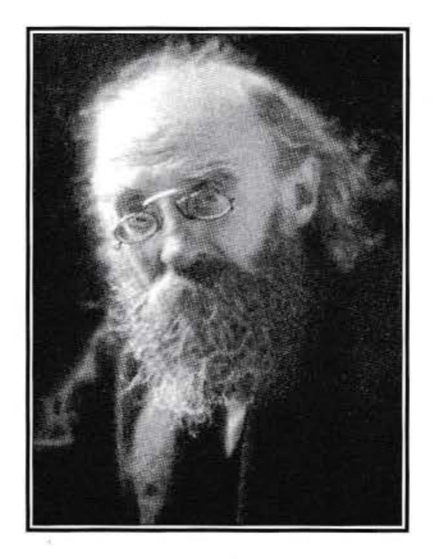
Les troupes allemandes défilent, invaincues, après l'armistice, sous la porte de Brandebourg.



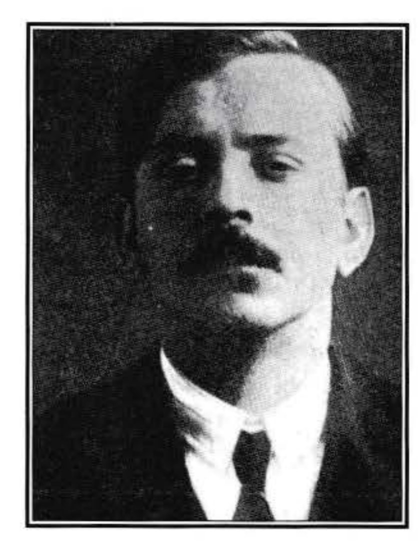
Les héros d'hier en sont réduits à mendier (ici un ancien officier décoré de la croix de fer).



Manifestation contre le traité de Versailles en 1919.



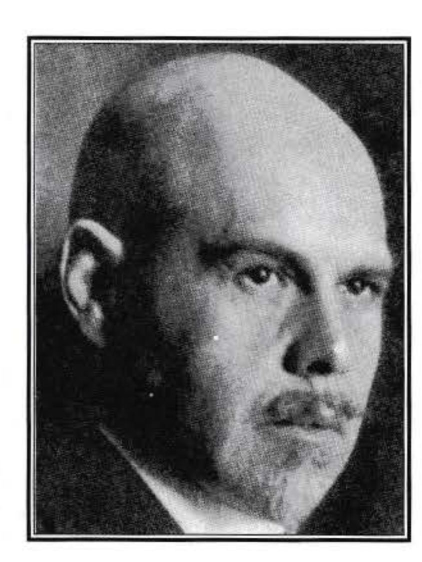
Kurt Eisner.



Max Levien.



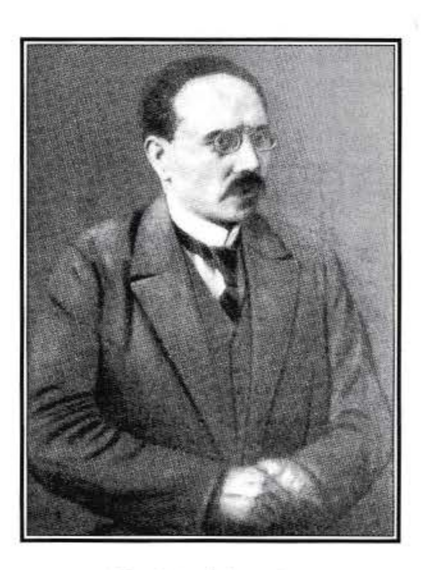
Nissen Leviné.



Walter Rathenau.



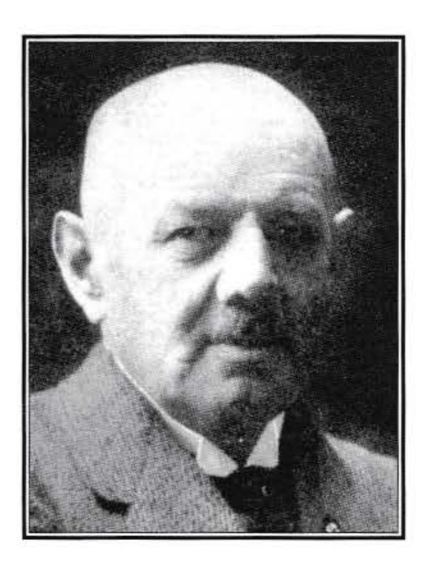
Rosa Luxemburg.



Karl Leibknecht.



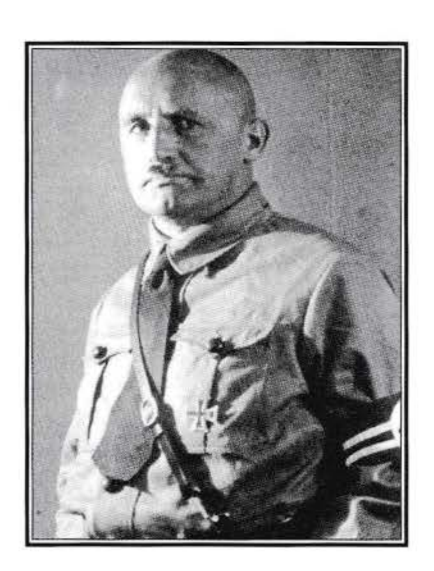
Manifestation d'insurgés sous la direction de Eisner (dans la voiture).



Dietrich Eckhart.



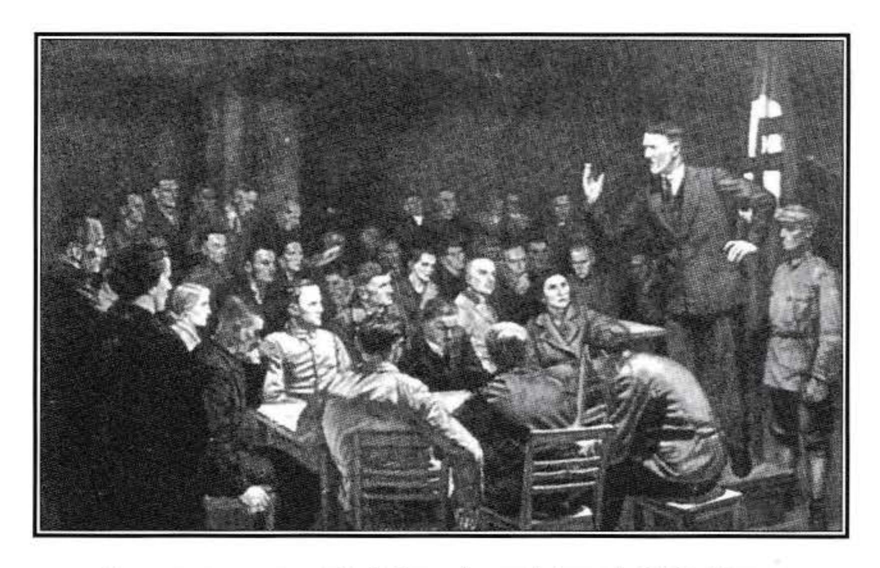
Ernst Röhm.



Julius Strasser.



Anton Drexler, fondateur en mars 1918 du DAP.



Au commencement était le verbe, peinture de H.O. Hoyer



Deutsche Arbeiter-Partei (D. A. P.)

Ortsgruppe München — Abteilung:

Mitgliedskarte

für Herrn Adolf Hitler

München, den 1. Jan. 1920

Nr. 555 — Für den Arbeitsausschuß: Drexler

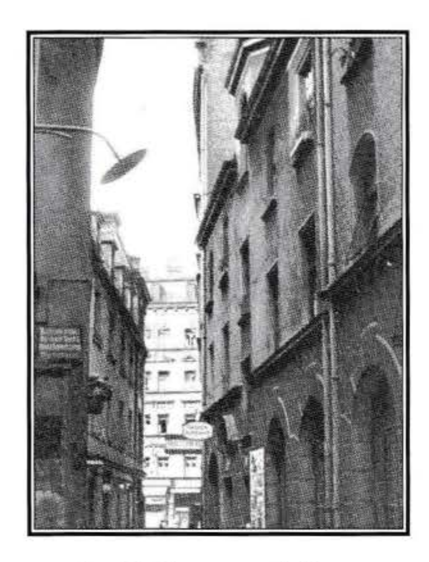
Schriftwart

Diese Karte gilt als Ausweis bei geschlossenen Versammlungen

Sa carte d'adhérent au DAP.



Le premier siège du parti à Munich.



En fait le sous-sol d'une brasserie !



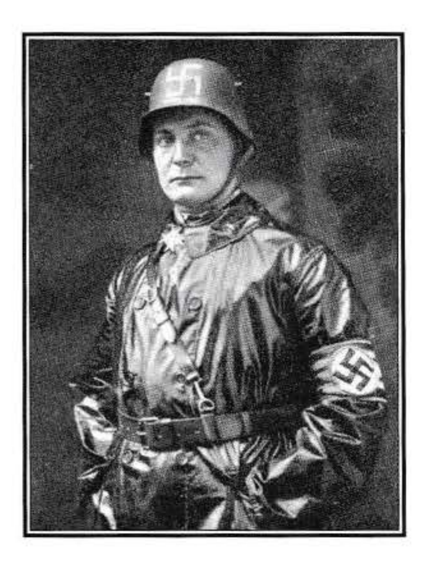
Les premieres recrues de la *Sturmabteilung*, des anciens combattants et des montagnards du Corps-franc *Oberland*.



Militants nationaux-socialistes, Cobourg 1922.



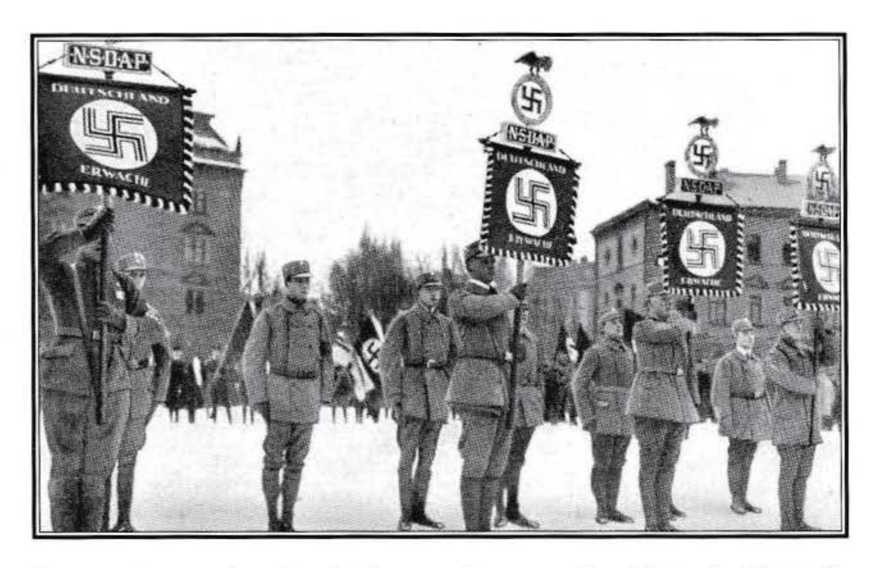
Rudolf Hess.



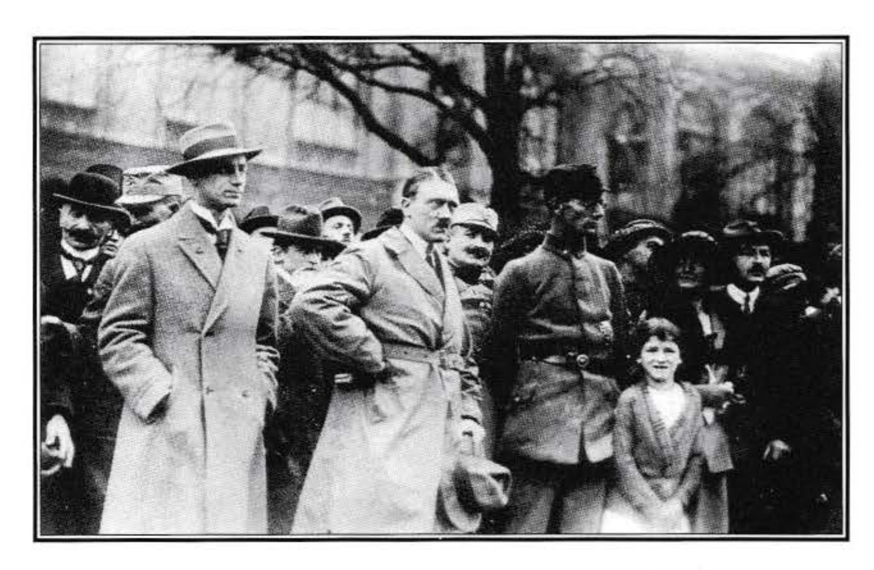
Le capitaine Hermann Goering, chef de la SA en 1923.



Défilé de S.A., banlieue de Munich, 1923.



Les quatre premiers étendards, pour les quatre bataillons de SA entièrement constitués : Munich I et II, Nuremberg et Landshut. En janvier 1923, au second congrès du parti.



Hitler, Rosenberg, et le docteur Weber, chef du Bund (union) Oberland.



La Stosstruppe Adolf Hitler (commando de choc Hitler).



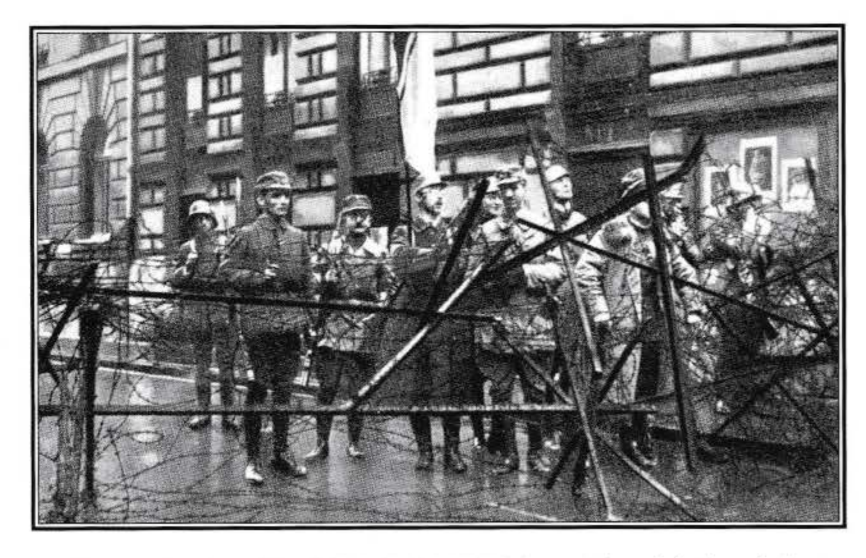
Le Bund Oberland défile devant Hitler.



Manifestation de soutien le matin du 9 novembre dans les rues de Munich.



Les colonnes de SA occupent les rues.



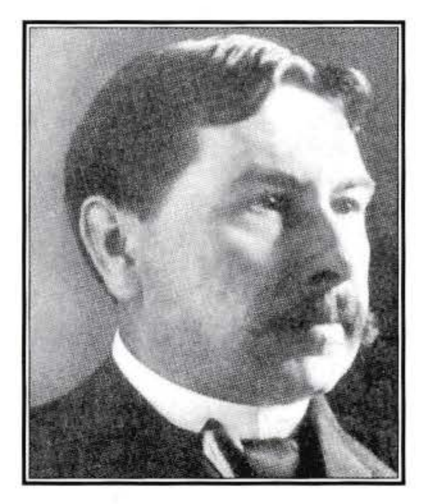
Barricade dans Munich le 9-11-1923 devant le ministère de la guerre (au milieu, portant le drapeau, Himmler).



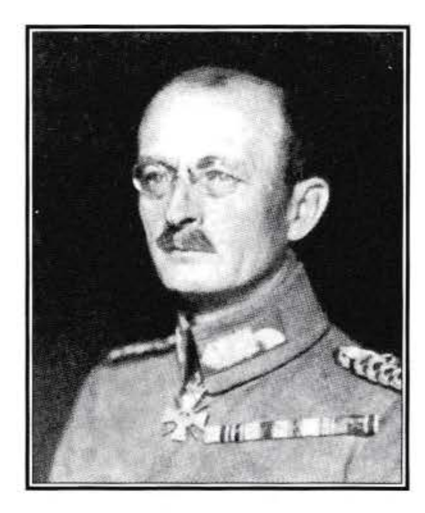
Les SA et la foule munichoise en pleine fraternisation avec les insurgés nationaux-socialistes.



Charge de la police montée bavaroise pour disperser la foule des sympathisants nationaux-socialistes, place de l'Odéon à Munich.



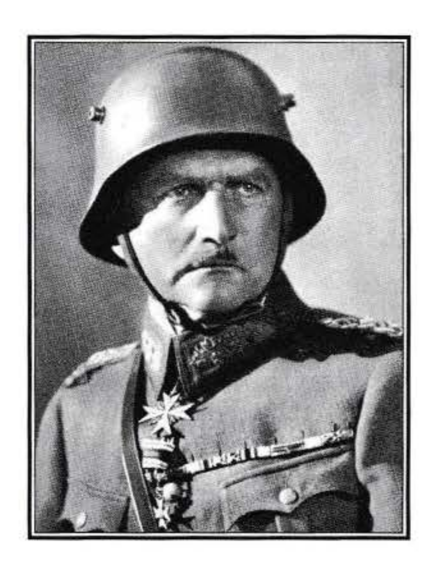
Gustav von Kahr,
Commissaire Général
d'État en Bavière.



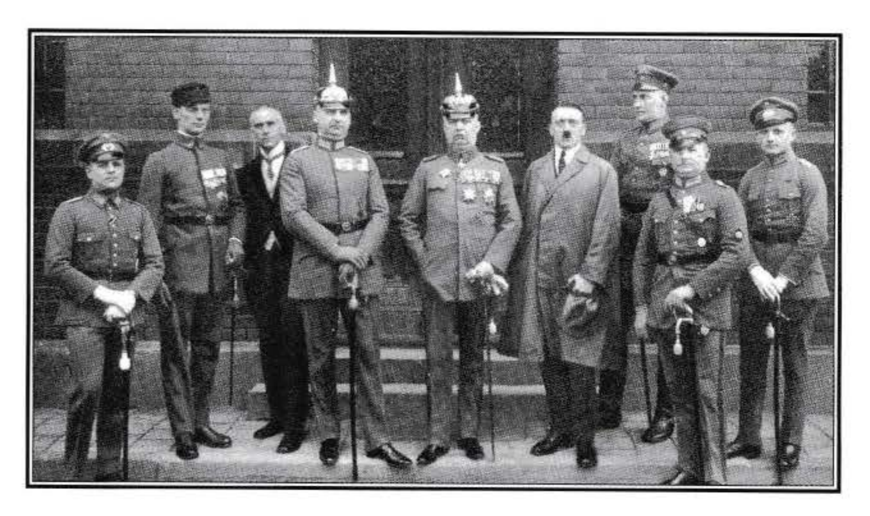
Le général Otto von Lossow, responsable de l'armée en Bavière.



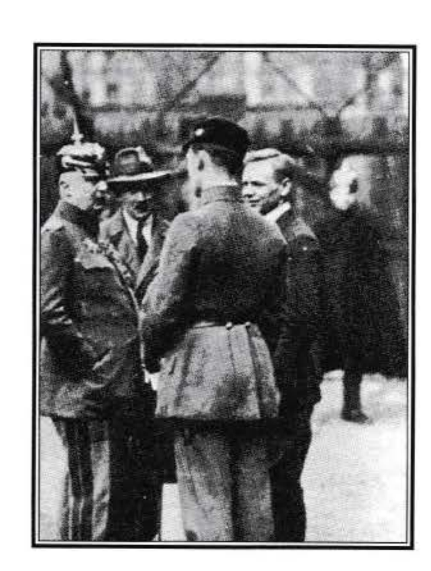
Le Colonel-Général Hans von Seeckt, commandant l'armée de Weimar.



Le Général von Epp.



Les neuf accusés devant le ministère de la guerre où se déroulera le procès (Pernet, Weber, Frick, Kriebel, Ludendorff, Hitler, Brückner, Röhm, Wagner).



Hitler, Ludendorff et Franz Weber devant le tribunal.



Erste Ausgabe — Preis 10 Pfennig

München-Augsburger Abendzeitung

Das Urteil im Hitlerprozeß

Freigesprochen wurde: General Ludendorff

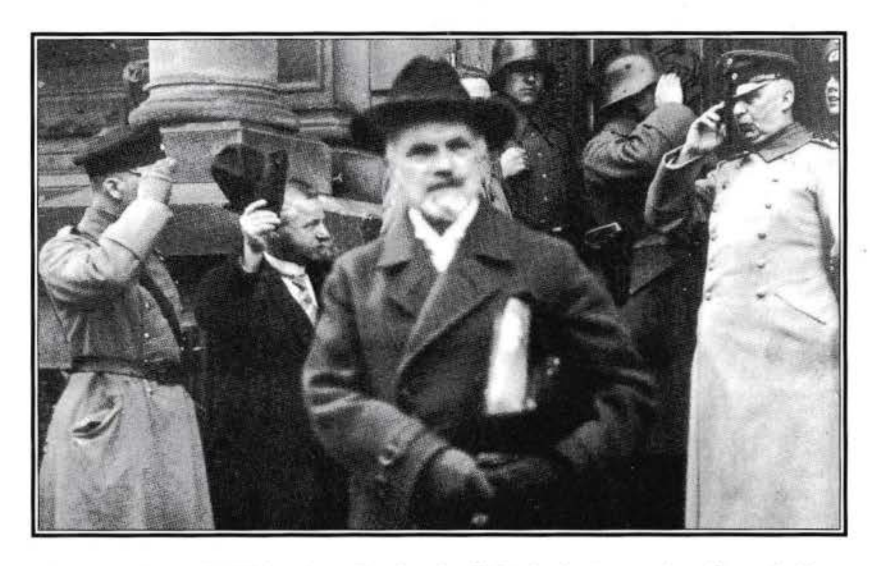
Die übrigen Angeklagten wurden

zu Festungshaft verurteilt

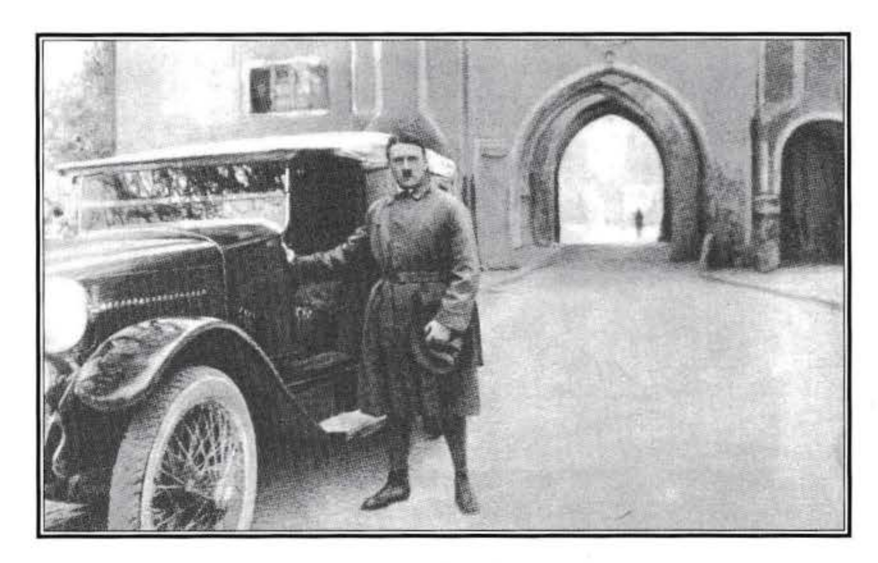
und zwar wie folgt:

Adolf Hitler 5 Jahre Festung
Oberstleutnant Kriebel 5 Jahre
Dr. Weber 5 Jahre
Oberstlandesgerichtsrat Pöhner 5 Jahre
Oberamtmann Dr. Frick 1 Jahr 3 Monate
Hauptmann a. D. Röhm 1 Jahr 3 Monate
Oberleutnant Wagner 1 Jahr 3 Monate
Oberleutnant Brückner 1 Jahr 3 Monate
Oberleutnant Pernet 1 Jahr 3 Monate

Affiche d'un journal munichois, daté du 1er avril 1924, avec les condamnations.



Le paradoxe de l'histoire : Ludendorff (à droite) sort du tribunal disculpé, il finira dans l'oubli.



Le Führer condamné à cinq ans de prison à Landsberg, où il écrira *Mein Kampf* et marchera vers le pouvoir.

Quelques amis aisés, des femmes pour une moitié, souscrivent pour Hitler une partie des 120 000 marks du démarrage. Mais c'est surtout le peuple qui aidera.

L'idée, cette fois-ci encore, tient du génie : lancer 40 000 obligations populaires de dix marks chacune. Dix marks, c'est quelque chose, mais ce n'est pas l'avoir de la Reichsbank. Avec un peu d'effort et de temps, chacun parviendra à sortir ses dix marks. Quarante mille fois dix marks, cela fait quatre cent mille marks. Le *Völkischer Beobachter* est sauvé !

Aussitôt, Hitler le transforme en un quotidien, au format le plus grand qu'ait jamais connu la presse allemande, presque aussi large qu'un drap de lit.

Le plus étonnant est que ce journal n'atteindra jamais, durant le long combat de Hitler, un grand tirage : longtemps, il plafonnera, en dessous ou un peu au-dessus des dix mille exemplaires. Ce qui, pour un public de soixante millions d'Allemands, est presque dérisoire. Mais, en réalité, l'essentiel n'est pas là. Ce journal – affiche quotidienne – aux grands titres rouges, mordant à pleines dents et jusqu'à l'os les mollets de l'adversaire, est le trait d'union quotidien, la charge d'explosifs quotidienne.

Il coûtera cher à tous. Les membres du Parti devront y aller chaque mois d'une cotisation supplémentaire. Mais il ne sera jamais la proie d'un banquier, ni la fantaisie d'un richard. Il vivra de l'apport multiple des petits.

Il ne sera, au début, qu'un char d'assaut léger. Avec le temps, il deviendra un char lourd, escaladant les remparts.

Hitler, il faut le dire, n'a jamais attaché d'importance à l'écrit. Il croit au Verbe. Le Verbe est la source de toutes les grandes créations. Pour lui, les conquérants de peuples ont toujours eu le sens magique de la parole. L'écrit, pour Hitler, est une arme secondaire, qui tire peu, pas loin.

Il l'emploiera. Mais toujours la parole sera son arme dominatrice.

Elle le travaillait comme un énorme geyser qui ne vit que lorsqu'il éclate. Elle était, pour lui, toute-puissance, soulèvement, enlèvement.

Après avoir entendu Hitler, la foule était comme folle, alors qu'elle restait engourdie, le soir, quand elle déployait les pages d'un journal ou les quelques lignes d'un tract.

Le Verbe est roi. Jaillissant d'Hitler, il s'emparera en quelques années d'un peuple.

Là, personne n'eût pu le contrer. En comparaison avec lui, tout orateur, bourgeois ou marxiste, était un nain.

Hitler surgira toujours dans l'histoire de l'Allemagne, quoi qu'on y fasse, comme le géant de la parole. Cette Allemagne, qu'il harangue avec tant de puissance en 1922, se trouvait de plus en plus affaiblie sous le poids de Versailles. Elle pliait les genoux. Ce qui allait provoquer un rapprochement du désespoir : l'Allemagne de Weimar va s'accoler à Moscou.

Avant d'être tronçonné dans son auto, Rathenau, le ministre des Affaires étrangères du Reich, cherchant à échapper à l'étranglement allié, avait déclenché un scandale international en s'alliant aux Soviétiques, le 16 avril 1922, en Italie, à Rapallo.

On avait crié au crime contre la société civilisée. L'Allemagne faisait équipe avec les massacreurs de Lénine !

Il n'y avait pas eu crime, mais anticipation. Le 11 avril 1922, en effet, une conférence anglo-franco-russo-allemande se tenait à Gênes pour scruter les chances éventuelles d'un arrangement avec les Soviets. Les Allemands sentaient qu'une fois de plus ils allaient, à cette conférence, se faire humilier et posséder. Les ordres de Poincaré étaient raides comme un nerf de bœuf. Pas un mot sur les réparations ! Pas un mot sur le désarmement !

Or, c'était l'essentiel. Si l'on ne voulait pas aborder ces deux problèmes, dont la paix et peut-être la survie de l'Europe dépendaient, mieux valait faire l'économie de tant de chambres d'hôtel.

Poincaré était rusé : s'il envoyait son ministre Barthou aborder à Gênes les Russes, c'était pour établir avec eux, le premier, un arrangement !

Toute négociation de Poincaré fut toujours, et avant tout, une question de gros sous. La Russie devait un bon paquet de milliards à la France, empruntés avant 1914. Poincaré entendait obtenir des Soviets qu'ils remboursassent indirectement les prêteurs français en laissant la France empocher le montant des trocs russo-allemands. C'était niais. Comment les Allemands eussent-ils poursuivi l'envoi de leurs produits en URSS si c'était pour voir le paiement de leurs marchandises leur passer sous le nez, en direction de Paris ?

L'ambassadeur d'URSS, Tchitcherine, prit Poincaré de haut. « Tout à fait d'accord pour vous rembourser ! répondit-il, sarcastique. Nous vous devons treize milliards. Entendu ! En envahissant le sud de la Russie en 1919, vous avez fait des dégâts pour trente milliards. Décomptons : vous nous devez dix-sept milliards. »

Pendant que Poincaré digérait avec grand peine ce bol de vinaigre, Tchitcherine, réaliste, s'était parfaitement rendu compte qu'avec les Français, il ne pouvait que perdre son temps. D'autre part, les misères – et les intérêts – étaient, en 1922, identiques en URSS et dans le Reich. L'Allemagne était mise au ban des nations, tout comme les Soviets. Alors, qu'allait-il se passer ?...

Il était deux heures du matin à Locarno. A l'hôtel des Allemands il n'y avait de téléphone que chez le portier. Celui-ci

courut réveiller le conseiller Ago von Maltzan pour qu'il descendît à la cabine du hall.

A cette heure invraisemblable, le délégué de l'URSS avait une proposition à faire : qu'Allemands et Russes se réconcilient ! Il invitait les Allemands à le trouver le matin même dans la rade de Rapallo sur le bateau qui l'hébergeait.

Voilà les Allemands, arpentant leurs chambres à coucher. Que faire ?...

Desserrer à l'Est l'étreinte qui étouffait l'Allemagne présentait un réel intérêt. Il serait intelligent d'en traiter. Alors que les Alliés tardaient des semaines ou des mois, avant de s'accorder sur le sexe d'une mouche, en quelques heures, l'accord germano-soviétique pouvait être conclu sur le yacht russe : paix blanche ! Plus personne ne réclame quoi que ce soit, les relations diplomatiques entre les pays seraient immédiatement rétablies.

Pour les Allemands privés de toute protection militaire, l'opération pouvait être salutaire. Et il en serait ainsi : l'immense espace russe deviendrait un champ de recherches et de manœuvres pour l'armée allemande émasculée, à qui, depuis Versailles, avions et chars étaient interdits. Avec un peu d'habileté, en jouant du troc de leurs brevets, les Allemands, dans un secret absolument hermétique, auraient le moyen de faire l'essai de toutes les armes qui leur étaient interdites sur leur propre territoire, par les Alliés.

Au vrai, en peu de temps, des camps germano-russes d'aviation et de chars seraient installés à l'insu de tous – même du peuple allemand – dans les zones les plus lointaines de la Russie, jusque sur les rives de la Volga.

De temps en temps, un Allemand, mort en service là-bas, serait discrètement renvoyé au pays natal dans une grande caisse, contenant officiellement des pièces de rechange.

Pendant des années, nul ne saurait rien de rien. Le traité, signé dans le dos des Alliés, favorable à l'Allemagne vu les circonstances, fut, néanmoins, fraîchement accueilli dans le Reich. Rathenau était israélite. Or, il se fait que le négociateur des Soviets était lui aussi israélite. Le roman une fois découvert, ce fut le hourvari ! La droite cria au complot judéo-communiste : Rathenau livrait l'Allemagne à l'URSS de son coreligionnaire. Même le président de la République de Weimar, le socialiste Ebert, exprima publiquement son mécontentement.

Avec le temps, l'accord donnerait des fruits aussi secrets qu'utiles. Rathenau ne les connaîtrait pas, coupé en deux à la mitraillette comme un saucisson.

Entre-temps, la situation financière en Allemagne n'avait fait qu'empirer. Cent mille marks ne permettaient plus d'acheter un bouton de culotte. La faim couvrait le Reich comme un brouillard de plus en plus épais.

Le président Ebert avait perdu tout prestige. Les faux pas mondains de son épouse, ancienne femme de chambre, avaient peu enrichi son image de marque. De ténébreuses affaires politico-financières avaient fait le reste. En visite à Munich en août 1922, le président socialiste du Reich avait été accueilli par des risées, le public brandissant sous son nez un surprenant caleçon de bain écarlate !

En revanche, le Maréchal Hindenburg, lui succédant en Bavière quelques jours plus tard, avait été acclamé. Des militants de gauche avaient voulu manifester. Ils avaient été dispersés à toute vitesse, à coups de ceinturon par les SA.

Ces SA étaient devenus des milliers, formés en compagnies, en bataillons, en régiments, comme au front, maîtres à leur tour de la rue, jadis possession personnelle des Rouges. Les SA disposaient même d'une section cycliste, d'un échelon motorisé, d'éléments de cavalerie, d'un bureau de renseignements ! Et

bien sûr, de bruyantes fanfares, menant leur tam-tam assourdissant à travers la Bavière !

Le 30 novembre 1922, Hitler avait tenu cinq meetings le même jour. Dix, le 13 décembre. Alors que l'encaisse du mouvement s'élevait jadis à quelques marks et que la disette financière avait été telle, à certains moments, qu'on n'avait plus été en mesure de placarder des affiches, ne disposant pas d'argent pour acheter de la colle, le trésor de guerre du parti dépassait, à la fin du mois de décembre 1922, la somme de 170 000 marks.

L'interdiction du NSDAP décrétée, comme on l'a vu, en juin précédent, avait été mise en échec dans presque toutes les provinces du Reich. Les interdictions n'avaient été que des coups de fouet stimulant les attelages nazis. Un dirigeant marxiste voulut alors, pour essayer d'en être quitte, expulser Hitler du territoire du Reich. Prétexte : il n'était pas né allemand !

Il avait été, au front, brave comme les plus braves des Allemands. A diverses reprises, il fut sur le point d'être rejeté contre les poteaux frontières de l'Autriche. Le ministre de l'Intérieur bavarois, Schweyer, en 1922, fut sur le point de le déporter en Autriche comme « étranger indésirable ».

C'eût été dépasser les bornes de l'indécence. En dernière minute, le plan marxiste échoua.

Dès lors, l'étranger avait commencé à s'occuper de Hitler. *Le Temps* lui-même, le baromètre de la presse mondiale, s'était mis à en parler, estropiant son nom bien sûr, qui, dans ses colonnes deviendrait cette fois Hintzler. Au même moment, un journal américain le transcrivait d'une autre façon : Hilpert !

Les premières appréciations des diplomates installés à Berlin n'avaient pas été spécialement perspicaces. Le consul américain Murphy, plus tard grande vedette de la diplomatie américaine, avait émis ce jugement digne de la postérité : « purement et simplement un aventurier ».

Les ambassades, voulant tout de même en savoir un peu plus, envoyèrent de Berlin des attachés et des délégués étudier sur place le fauve. L'attaché militaire américain, le capitaine Truman Smith, fut d'abord littéralement épouvanté de voir une troupe de SA marteler le pavé de Munich : « Mille deux cents hommes de main, des plus rudes que j'aie vus dans ma vie, passèrent devant Hitler au pas de l'oie, sous la vieille bannière du Reich, portant des brassards rouges marqués de la Croix gammée. Dans toute ma vie je n'avais jamais rien vu de pareil. »

Le lendemain à quatre heures de l'après-midi, Hitler le recevait. Le voilà stupéfait, une deuxième fois :

« Rarement, j'ai eu l'opportunité d'écouter un homme si logique et si fanatique. Son pouvoir sur la multitude doit être immense. Je suis convaincu que Hitler sera un facteur important de la politique allemande. »

Conclusion de ce rapport du diplomate américain plutôt catastrophé : « J'ai l'impression qu'il va jouer un grand rôle. Que cela nous plaise ou non, lui sait certainement ce qu'il veut. »

Le diplomate Truman Smith chargea un de ses amis, un américano-allemand, d'aller étudier l'orateur Hitler en pleine action.

Cela se passera le 22 novembre 1922.

L'observateur trouva d'abord que le Führer ressemblait « à un garçon de café d'une station de chemin de fer ».

Le garçon de café prit la parole.

Suite du rapport du délégué du diplomate américain :

« Hitler se dressa tout droit comme une sentinelle, les jambes fermement appuyées, les mains dans le dos, et il commença à passer en revue les événements des dernières années, d'une voix tranquille et contenue. »

« Méthodiquement, il s'employa à faire le procès du gouvernement, sans se permettre aucun histrionisme, ni aucune vulgarité. Il parla avec soin, dans un haut allemand littéraire qui se distinguait de temps en temps par son accent viennois. »

« Il y avait là de l'honnêteté, il y avait là de la sincérité, il y avait là de la souffrance, et la dignité d'une supplique. »

L'envoyé du diplomate américain n'avait jamais vu que des meetings pour mâles.

Il avait été abasourdi en notant les réactions du public féminin.

Suite du rapport :

« Les femmes qui étaient près de lui prenaient un très grand plaisir à l'entendre. Pour finir l'une d'elles cria : « Ceci est très bien, bravo ! » A l'entendre, Hitler, haussa la voix et avec un geste énergique commença à condamner ceux qui s'étaient enrichis au moyen de la guerre. Alors se produisit un éclatement d'applaudissements.

« Près de moi il y avait une femme jeune, avec les yeux rivés sur Hitler, comme dans une extase religieuse, elle avait cessé d'être elle-même et elle était complètement dominée par l'emprise de la foi despotique de Hitler dans la future grandeur de l'Allemagne. »

A la fin du meeting, Hitler en personne aborda l'informateur américain. Il lui demanda carrément si le discours lui avait plu :

« Quatre-vingt-quinze pour cent de ce que vous avez dit, je le signerais de mon nom », répondit le Yankee.

Revenu à Berlin, le capitaine Truman Smith, le 5 décembre 1922, fit au conseiller d'ambassade Robbins un rapport « large et détaillé » sur cet extraordinaire voyage, le premier que réalisait un diplomate étranger au centre même du pouvoir de Hitler, encore débutant.

« Mon pronostic, sur l'attitude générale en Bavière, précisa-t-il, c'est que tôt ou tard il sortira de là quelque chose de grave. »

Jugement final sur Hitler : « C'est un orateur extraordinaire et un grand conducteur d'hommes. »

Ainsi, dès la fin de 1922, un envoyé de l'ambassade des États-Unis d'Amérique s'était rendu compte, bien avant de nombreux Allemands, de la « réalité Hitler ».

Pour rien, absolument pour rien. Ce rapport américain, document officiel de l'ambassade américaine à Berlin, fut envoyé par l'ambassadeur au Département d'État (ministère des Affaires étrangères) à Washington. Là, absolument personne ne s'y intéressa : on l'enfourna mort-né dans les paperasses !

Ce document existe toujours, plus poussiéreux que jamais, au « *National Archives* » de Washington.

Le capitaine diplomate américain avait vu juste au moins sur un point. A la fin de 1922, Hitler, totalement inconnu trois ans plus tôt, se détachait comme un redoutable porteur d'avenir. Il avait enregistré trente-cinq mille inscriptions nouvelles à son Parti. De six mille, les SA étaient passés à quinze mille.

L'année 1923 arrivait.

A peine janvier commencé, les troupes françaises envahissaient la Ruhr.

Qu'allait faire l'Allemagne ?

XII

LES POTEAUX DE LA RUHR

Poincaré et ses poteaux – Un deuxième Cheval de Troie – L'Allemagne dépecée et encerclée – La Ruhr, le grand objectif français – Deux invasions préliminaires – Troisième invasion : la totalité de la Ruhr, le 11 janvier 1923 – La destruction, dès alors, par la France du Traité de Versailles – Un attentat contre un peuple – Confiscation des recettes douanières, des impôts sur le charbon, sur les licences industrielles, sur les forêts domaniales – Interdiction de tout envoi de charbon dans l'Allemagne non occupée – Les emprisonnements des industriels – Les fusillades ouvrières : 13 travailleurs de Krupp abattus – Quarante mille Allemands expulsés de la Ruhr.

Si invraisemblable que cela puisse paraître, c'est à califourchon sur un poteau télégraphique que le président Poincaré allait entrer dans la Ruhr, le 11 janvier 1923.

Nous tenons à laisser au grand journaliste et écrivain Raymond Cartier le soin de commenter cette cavalcade du comptable grincheux :

« Il manquait cent mille poteaux télégraphiques aux livraisons en nature par l'Allemagne en 1922. Dès 1923, Raymond Poincaré fit constater ce manquement par la Commission des

Réparations et lui demanda de reconnaître que les Nations lésées étaient en droit d'appliquer les sanctions qu'elles jugeraient appropriées.

« La carence invoquée n'était qu'un prétexte (...).

« Le besoin d'occuper la Ruhr démangeait le nationalisme français comme un prurit. Il s'était avancé jusqu'aux lisières, en 1921, en occupant *Dusseldorf, Duisbourg* et *Ruhrort*. Il voyait fumer et rougeoyer le bassin industriel. La source de la puissance allemande se trouvait là et c'était frapper un coup décisif que de la saisir. Les Français se serviraient eux-mêmes sur le carreau des mines, et, surtout, en attaquant l'Allemagne dans son cœur économique, ils provoqueraient un ébranlement susceptible de briser l'unité, que les négociateurs de 1919 avaient eu le tort de laisser subsister. »

Le plan d'occupation était prêt de longue date.

Dès le 26 juillet 1922, Poincaré avait annoncé à la presse : « Le seul moyen de sauver le traité de Versailles est de faire en sorte que nos adversaires vaincus ne puissent l'exécuter. »

Benoist-Méchin, l'autre grand phare de l'histoire vue par les Français, n'est pas moins explicite :

« L'Allemagne devait livrer à la France 200 000 mètres cubes de poteaux télégraphiques avant la fin de 1922. Or le 15 décembre, elle n'en avait livré que 65 000 mètres cubes. Ce fut cette différence de 135 000 mètres cubes de poteaux télégraphiques qui décida en dernier de l'occupation de la Ruhr. »

L'Allemagne, harassée sous le poids des réparations, n'en pouvait plus. S'il restait des poteaux à fournir, c'est qu'elle n'avait pas pu en débiter davantage. Elle savait que la France n'hésiterait pas à lui sauter dessus : elle n'eût pas risqué l'invasion si elle avait pu livrer quelques trains de plus de ces poteaux catastrophiques.

« Dans sa politique d'exécution du traité, plaida Stresemann, l'Allemagne a largement dépassé les limites de ce qui peut être supporté. »

Le prétexte de ces poteaux, dont l'importance matérielle était insignifiante, allait déchaîner des répercussions mondiales.

« Jamais, dirait avec la froide ironie de l'Anglais le délégué de la Grande-Bretagne Bradbury, jamais depuis la Guerre de Troie, le bois n'aura joué un rôle aussi funeste dans l'histoire des Nations. »

Ce nouveau cheval de Troie, en effet, était bourré jusqu'à ras bord, non de Grecs astucieux, mais de dynamite.

Depuis le 11 novembre 1918, c'est-à-dire depuis le jour même de l'armistice, Poincaré avait guetté l'occasion de pousser l'armée française au-delà du Rhin.

Il avait ramené sous le pouvoir de Paris l'Alsace-Lorraine, vieille terre germanique, vaguement francisée au cours des chevauchées de Louis XIV et de l'invasion des Sans-Culottes de la Révolution française.

Il s'était assuré par la force, pour quinze ans, le contrôle politique, militaire, économique de la Sarre.

Il avait envoyé camper l'armée française à travers toute la Rhénanie, installant même de vastes têtes de pont sur la rive droite du Rhin.

Il s'était assuré, à l'Est, en violation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, deux satellites empressés. Une Pologne artificielle où, répétons-le, près de la moitié des habitants étaient des Ukrainiens, des Ruthènes, des Lituaniens, des Biélorusses, des Juifs et des Allemands ! Et une Tchécoslovaquie où la population était composée à 50 % de Tchèques régnant, par la schlague, sur 50 % d'autres habitants, composés d'Allemands, de Slovaques, de Hongrois et de Juifs.

Ainsi, la France, maîtresse militairement de l'Allemagne de l'Ouest, encerclait le Reich. La nouvelle frontière polonaise, ou plus exactement franco-polonaise, se trouvait à moins d'une heure de Berlin en camion.

Cela ne suffisait pas. Monsieur Poincaré prétendait dépecer l'Allemagne. Il s'était glissé dans la vieille soutane mitée de Richelieu. Il pouvait difficilement, comme au beau temps du traité de Westphalie, émietter le territoire allemand en trois cents principautés, mais au moins voulait-il la débiter en quelques petits États rivaux : au sud, un État bavarois, et, entre le Rhin et la France, une Rhénanie soi-disant indépendante. Toute l'après-guerre (voir nom livre *Les Tricheurs de Versailles*) n'avait été qu'une série sournoise de machinations visant à fomenter le séparatisme bavarois et à créer, dans le Palatinat et à travers la Rhénanie, des Républiques séparées du Reich.

Le général Mangin avait été un expert particulièrement machiavélique dans la mise à feu de ces divers soulèvements.

Seule, la riposte cassante d'un Wilson courroucé, prévenu par le commandant en chef des troupes américaines en Rhénanie, avait obligé Poincaré à remettre provisoirement ces Républiques dans son buffet.

Il n'attendait que le moment de les ressortir.

Surtout, le grand objectif de Poincaré était la Ruhr qui fournissait à l'Allemagne – que l'on venait de dépouiller de ses mines et de ses industries métallurgiques de Haute-Silésie – 85 % de son acier, et 80 % de son charbon.

Occuper la Ruhr, mettre le grappin sur son acier et sur sa houille, c'était ruiner et détruire définitivement le Reich.

Déjà, avant Rapallo, en 1921, le 7 mars, le mauvais coup avait failli réussir.

L'occasion avait été fournie par les terroristes téléguidés par Moscou. Les communistes d'Allemagne avaient, en effet

fomenté une nouvelle révolution dans la Ruhr, y commettaient impunément d'épouvantables atrocités.

Ils s'emparèrent, raconte l'historien Joachim Fest, des leviers de commandes, surtout en Allemagne centrale et dans le bassin de la Ruhr. Leur mot d'ordre : « armer le prolétariat » trouva une audience complaisante. Très vite, à la suite d'une mobilisation exécutée presque sans incidents qui témoignait d'un plan soigneusement élaboré, de vastes effectifs furent articulés en de solides formations militaires. Et, dans la seule région située entre le Rhin et la Ruhr, une « Armée Rouge » de 50 000 hommes fut mise sur pieds.

« En quelques jours, elle conquit la quasi-totalité du bassin industriel. Les faibles unités de la Reichswehr et de la police qui tentèrent de lui résister furent éliminées. Et, en certains endroits, de véritables batailles se déroulèrent. Une vague d'assassinats, de pillages et d'incendies déferla sur le pays. »

Pour essayer de contenir cette terreur, l'unique voie de passage, pour la poignée de soldats que possédait encore le Reich, était l'étroite bande de territoire qu'à Versailles les Alliés, en plus de la totalité de la Rhénanie, s'étaient adjugée sur la rive droite du Rhin. Les Allemands demandèrent avec angoisse qu'on autorisât leurs maigres troupes à emprunter ce couloir. Ils insistèrent, ils insistèrent. Aucune réponse. Finalement, ne pouvant pas laisser davantage massacrer leurs compatriotes, quelques éléments des restes de l'armée allemande, presque sans armes, utilisèrent ce conduit. Lloyd George, le Premier Ministre anglais, s'était déclaré d'accord. La France, non ! Les troupes françaises furent lancées immédiatement sur Darmstadt et Francfort, en châtiment de ce simple geste allemand de salut public.

Le 7 mars 1921, Poincaré rééditait le coup.

Quarante mille anciens combattants bavarois, membres du « Casque d'Acier », avaient tenu une assemblée de camarades à Munich. Berlin ne l'avait pas interdit. Réplique instantanée : une deuxième invasion française avait été déclenchée, s'épandant sur Dusseldorf, Ruhrort, Duisbourg, et dans les ports avoisinants.

Le 11 janvier 1923, troisième édition.

Mais cette fois, ce n'étaient plus quelques grandes villes, c'était la Ruhr entière, c'est-à-dire 80 % de la vie industrielle de l'Allemagne, qui allait se trouver submergée !

Dès l'annonce de cette invasion de Poincaré, l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Monsieur Child, avait été pris d'une stupeur indignée : il avait proposé au secrétaire d'État Hughes « d'adresser directement un appel à l'opinion publique, en passant par-dessus la tête du gouvernement français. »

Les Anglais s'étaient opposés plus nettement encore que les Américains à cette opération pirate.

« Après consultation des conseillers juridiques de la Couronne, note l'historien français Raymond Cartier, Lord G. Curzon, ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, déclarerait et établirait, dans un rapport de cinquante-cinq pages, qu'il s'agissait d'une violation du traité de Versailles : « L'occupation de la Ruhr constitue une agression en pleine paix, elle déchire le traité de Versailles. »

On aura le front de déclarer après 1933 que c'est Hitler qui a rompu le traité de Versailles ! Le texte officiel des Anglais est là. Il y avait quinze ans déjà que Monsieur Poincaré l'avait mis en pièces, le 11 janvier 1923, le jour où la marée militaire française, renforcée d'une division belge, s'était étalée sur la Ruhr. Les Anglais et les Américains avaient signifié leur opposition à cette aventure.

En France également, d'importants personnages tinrent à marquer qu'ils n'étaient pas d'accord du tout avec le président

de la République. Le Maréchal Foch, que travaillait pourtant le prurit rhénan, avait aussitôt appelé cette affaire de la Ruhr « un vilain guêpier ». Le futur président du Conseil, Édouard Herriot, en se cachant de ses collègues, avait dit à mi-voix : « Personnellement, je tiens l'occupation de la Ruhr pour illégitime, mais je suis bien obligé de tenir compte d'une certaine opinion française. »

Quant à Clemenceau, le vieux Tigre, qui n'avait vécu pendant longtemps qu'en mangeant de l'Allemand, il proclama nettement son opposition.

L'avenir lui donnerait raison.

Cette « attaque à main armée », cet « attentat contre un peuple, son territoire et sa vie économique », comme le déclara Stresemann, avait blessé l'Allemagne entière, comme si on l'avait écorchée vive.

C'était d'ailleurs le cas.

A peine les baïonnettes françaises avaient-elles brillé dans les rues d'Essen que, le 18 janvier 1923, s'abattaient de terribles décrets et saisies : sur les recettes douanières, sur les impôts, sur le charbon, sur les forêts domaniales, sur les licences industrielles ! Tout était confisqué !

Huit jours plus tard, voulant absolument que le Reich pliât les genoux, en plein hiver (le 26 janvier) et réduire des millions de travailleurs au chômage, Poincaré interdit tout envoi de charbon et de coke de la Ruhr en direction de l'Allemagne centrale demeurée libre.

Ainsi, annonça froidement le Gauleiter français de la Ruhr envahie, Monsieur Tirard, la Rhénanie et la Ruhr vont se trouver totalement séparées du reste de l'Allemagne. C'était exactement ce que Monsieur Poincaré voulait : une Allemagne de l'Ouest, qu'il débiterait en morceau et une Allemagne de l'Est, vouée à l'anéantissement économique.

La masse ouvrière dans la Ruhr avait reçu avec patriotisme les forces d'occupation. Elle les avait accueillies au chant du *Wacht am Rhein*, le second hymne national du Reich. Riposte : arrestations en masse, amendes énormes, humiliations de tout genre, et, pour finir, la fusillade.

Oui, la fusillade ! Les ouvriers de Krupp – pas des capitalistes ! – s'étaient permis de manifester en faveur de la liberté dans leur usine. La troupe française leur tira dessus : treize morts ; une trentaine de blessés.

Aux funérailles, cinq cent mille ouvriers de la Ruhr se massèrent silencieux, le front buté. Nouvelles sanctions. Pendant des semaines, les Conseils de guerre français fonctionnèrent à pleins moteurs, non contre les officiers qui avaient fait tirer sur une foule sans défense, mais contre le patron et les dirigeants de Krupp : quinze ans de prison ! Vingt ans de prison !

S'ajouteraient les expulsions : cent quarante mille Allemands furent chassés de la Ruhr.

Au cœur de cette tragédie nationale, comment Hitler, chef nationaliste, avait-il réagi ?

XIII

LE « NEIN » DE HITLER

Non à une résistance passive vouée à l'échec – Pour un implacable sabotage – Contre les politiciens allemands autant que contre les envahisseurs étrangers – Interdiction des douze meetings de Hitler – Hitler brave le régime – A fond pour la résistance active – Attentats en série dans la Ruhr – La production du charbon tombe presque à zéro – L'exécution de Schlageter – Hitler à la solde des Français ? – Qui recevait l'argent de la corruption ? – L'agent de Poincaré en Bavière : Richet – La Ruhr devenue un cimetière – « Poincaré, le principal marchepied de Hitler » – Hitler devient le chef unique du Front Allemand.

Le gouvernement du Reich avait appelé tous les citoyens allemands à faire bloc contre l'envahisseur au moyen de la « résistance passive ».

A l'encontre de toute prévision, Hitler refusa net de s'y associer.

Il savait très bien que sa décision allait soulever de l'indignation. Il n'en eut cure. Il avait pris sa décision : ce serait non !

Pourquoi non ? Il savait que le gouvernement du Reich, instable parce que parlementaire, en butte aux traquenards de

tous ceux qui n'étaient pas ministres (huit gouvernements déjà depuis Weimar ! Un tous les six mois) serait incapable de mener les Résistants à la victoire. Il s'enliserait, s'effondrerait.

Pour rendre invivable l'invasion, il faudrait, estimait Hitler, faire comme en Russie. Au temps de Napoléon ! Ne laisser derrière soi qu'une terre brûlée, tout détruire, pour que la France, les mains vides, ruinée elle-même par les frais énormes de sa campagne militaire, connût, harcelée de toutes parts, une seconde Bérézina.

« Quelle importance, lança Hitler aux mini-résistants de Berlin, à ce que, dans la catastrophe de notre époque, des usines soient anéanties ! Les hauts-fourneaux peuvent exploser, les ponts sauter les uns après les autres ! L'armée française ne pourra plus se fourvoyer davantage, dans l'horreur d'une pareille fin du monde. »

Ces destructions massives, Hitler ne les craignait pas : « Lorsque le peuple allemand se relèvera, tout le reste se relèvera. »

N'en fut-il pas ainsi en 1945, alors que la Seconde Guerre mondiale avait détruit l'Allemagne entière jusque dans ses fondements ?

Hitler ne voulait pas, en plus, souiller son mouvement en le mêlant aux manifestations douteuses de partis stériles, qui ne pouvaient qu'abandonner le combat à mi-route, comme ils l'avaient fait précédemment lorsqu'ils avaient eu à décider de la signature du traité de Versailles.

La menace de perdre la partie dans la Ruhr était beaucoup plus redoutable si on limitait l'opposition aux envahisseurs à une simple résistance passive. En cet hiver de 1923, le peuple allemand, sans travail et affamé, se trouvait économiquement, socialement et politiquement à la merci d'un adversaire impitoyable et surarmé qui campait sur son sol.

« La route de Berlin passera par un fleuve de sang » avait dit le général ministre von Seeckt. Pur verbiage ! Une armée allemande fantomatique ne résisterait pas vingt-quatre heures aux divisions et aux chars français !

Seul un énorme, un constant, un implacable sabotage pouvait rendre à Poincaré la vie impossible.

Le pouvoir démocratique de Berlin, faiblard, tremblant à l'idée d'assumer une responsabilité, n'aurait jamais le cran de se livrer à une résistance active au lieu d'une résistance passive et perdue d'avance.

Hitler n'avait pas non plus la moindre confiance dans le chef du gouvernement, l'hyper-capitaliste Cuno.

Celui-là était juif. Depuis novembre 1918, les Israélites avaient mis le Reich en pièces. Cuno ferait-il par hasard l'inverse ? Hitler n'y croyait absolument pas. Les événements lui donnèrent raison. En août, Cuno s'effondrerait, démissionnerait, sa bataille de la Ruhr perdue.

A s'accoler à ces politiciens impuissants, Hitler eût redoré leur blason souillé.

« Cette inepte réconciliation entre les partis serait notre mort ! Nous aligner sur eux, et surtout sur des marxistes et des Juifs serait sombrer dans l'anonymat. »

L'ennemi pour lui, c'était, autant que les envahisseurs français, les politiciens allemands qui, à force de lâcheté et d'incapacité, avaient rendu possible cet outrage. Au lieu de fraterniser avec eux, il fallait leur taper dessus, autant que sur les troupes étrangères.

« C'est uniquement, déclara Hitler aux Allemands, lorsque vous aurez exterminé cette canaille que la régénération de l'Allemagne et sa lutte pour son droit pourront commencer. »

Aller ainsi à contre-courant de l'opinion réclamait une maîtrise de soi, une vision de l'avenir, dépassant l'habituel.

« Avec une logique remarquable, dit l'historien allemand Fest, en dépit de toutes les inimitiés et même contre l'autorité

imposante de Ludendorff, il (Hitler) maintint la thèse selon laquelle il fallait d'abord régler son compte à l'ennemi intérieur. »

Pas de résistance passive sans épuration préalable !

« La première décision politique débordant le cadre local que prit Hitler, apporta un désaveu à toutes ces fausses fraternités qui allaient de Kahr à Papen. Elle prouva sans aucune équivoque, que contraint de choisir, il agissait en véritable révolutionnaire ! »

Son combat, il le voulait total.

« Il n'est pas douteux, poursuit Fest, que Hitler ait été animé de la même volonté de se défendre que les autres forces et partis. En dehors des raisons mentionnées plus haut, son refus visait moins la résistance elle-même que la résistance passive, la demi-résistance. »

Normalement, à prendre avec tant d'éclat cette position à la fois négative et maximaliste, apparemment insoutenable, Hitler risquait de se démonétiser.

« Beaucoup de gens qui voyaient en lui un sauveur de l'Allemagne ne parlent plus de lui qu'en haussant les épaules », déclara alors au Chancelier Cuno le sous-secrétaire d'État von Hainhausen, très satisfait. Il ne hausserait pas les épaules longtemps.

A peine les Français eurent-ils amené leurs tambours dans les casernes d'Essen, que Hitler, bravant l'impopularité, se présenta devant une masse humaine à la fameuse *Bügerbraühaus*, où, tant de fois, il avait bouleversé le public.

Son discours atteindrait à l'impudence totale. Thème : « L'ennemi numéro un, c'est le régime de Weimar ; ne nous laissons pas impressionner par un appel à un accolement où tout le monde échouera et où nous nous trouverons compromis. Les trois millions de nos camarades tombés au front de

l'Ouest et au front de l'Est ne nous pardonneraient pas de trahir en mettant nos mains dans les mains des saboteurs de novembre 1918. Une manifestation commune de deuil est convoquée pour demain. Le NSDAP ne participera pas à cette fausse démonstration de patriotisme. »

Ces phrases tombèrent dans la foule comme des grenades. Hitler ne se laissa pas intimider pour autant. Il convoqua pour le 17 janvier même, c'est-à-dire deux semaines après l'invasion, un congrès national à Munich. Il annonça qu'il y donnerait douze grands meetings le même jour, éparpillés à travers divers quartiers de la capitale bavaroise.

Si le régime de Weimar avait cru vraiment que Hitler se fourvoyait en prenant parti contre la mini-résistance gouvernementale, il eût dû le laisser se jeter dans le vide. Ainsi, lui-même administrerait la preuve que le peuple ne le suivait pas. C'est le contraire qui se passa. Avec un manque de psychologie effarant, le ministère bavarois, d'accord avec Berlin, commit alors la gaffe que la moindre intelligence politique eût dû lui faire éviter : il interdit brutalement les douze grands meetings de Hitler, ainsi que tout port d'insignes nationaux-socialistes, et tout cortège.

Hitler, heureusement pour lui, comptait déjà dans l'armée d'importants complices. Ils firent pression sur le ministère bavarois. Comme toujours en démocratie, on coupa la poire en deux, autorisant six meetings au lieu de douze.

Hitler saisit aussitôt la demi-poire. Il s'emparerait, le 27 janvier 1923, de l'autre demi-poire officielle. Sans demander l'autorisation à personne, il donna, sans broncher, ses douze meetings.

« Le congrès nazi, raconte l'historien Joachim Fest, fut un triomphe. Le cirque Krone, plein jusqu'au faîte, retentit pour la première fois du cri imaginé par Dietrich Eckart, *Deutschland*

Erwache! (Allemagne réveille-toi!). La remise à six cents SA des bannières toutes neuves dessinées par Hitler sur le modèle des aigles romaines eut lieu sur la *Marsplatz*, en dépit des interdictions. Puis, musique et drapeaux en tête, les troupes hitlériennes traversent le centre de Munich, pour gagner la *Kindlkeller*, sur l'autre rive de l'Isar. Les barrages s'ouvrent devant elles. Le gouvernement bavarois prend désagréablement conscience qu'il n'est pas pleinement sûr de sa police. »

Ainsi donc, contrairement à tous les pronostics, Hitler avait ce jour-là triomphé. Dieu sait pourtant si ses collaborateurs avaient été inquiets. Röhm lui-même soupirait : « Hitler s'est mis dans une situation critique. Il risque une perte de prestige dévastatrice. »

Mais le public allemand avait compris. Il suivait Hitler, la preuve venait d'en être faite. Ses adversaires gouvernementaux s'étaient discrédités, avec leurs interdits.

Hitler était l'homme de l'impossible : « L'impossible réussit toujours, déclarait-il, l'invraisemblable est ce qu'il y a de plus sûr. »

Il ajouta : « Une fois qu'on perd la volonté, on perd tout. La vie est une bataille. »

Où tout autre eût perdu, voilà donc que Hitler allait gagner. De mois en mois, les événements allaient lui donner raison.

Dans la Ruhr, la résistance active, du style Hitler, celle-là, faisait trembler les occupants : quatre-vingt-six attentats durant le seul mois de mars! Le pont de chemin de fer de Düren sauta. Puis ce fut le tour du pont de Duisbourg : douze soldats des troupes d'occupation tués, vingt blessés.

« Nos hommes, écrivit Tirard, le gouverneur français, se trouvaient en face de difficultés sans précédent. »

Il allait falloir amener dans la Ruhr douze mille agents des chemins de fer français et belges, le personnel allemand répondant des « *nein!* » décidés à tout ordre de l'Occupant. Les douze mille cheminots étrangers expédiaient, certes, du charbon dans leur pays, du charbon abandonné sur le carreau, non du charbon extrait depuis l'invasion. La production des mines, tout au contraire, était tombée presque à zéro. Les envahisseurs avaient pelleté uniquement les vieux stocks. Ces stocks en quelques mois avaient été épuisés.

Si les Allemands se trouvaient sans charbon, les Français maintenant l'étaient tout autant qu'eux! Leur propre industrie de Lorraine, se trouvant sans houille allemande, devait elle aussi fermer ses portes.

Comme dans tous les cas de situation extrême lors des occupations militaires, on en vint inéluctablement à la même échappatoire : le sang. Le 26 mai 1923, un saboteur allemand, le lieutenant Albert Leo Schlageter, tombait sous les balles d'un peloton d'exécution français. C'était la guerre. Elle a ses lois. Mais un martyr national était né, dans cette flaque rouge.

Les foules suivent leurs passions. Maintenant, exaspérées, elles voyaient l'inutilité de la résistance passive des milieux officiels. Elles marchaient maintenant à fond avec Hitler-le-Dur. Trente mille nouvelles adhésions au NSDAP furent enregistrées, à un point tel qu'il fallut même à certaines heures fermer les portes des bureaux de recrutement à Munich, tant les foules s'y pressaient.

Seul un pavé spécialement dur, lancé à la figure de Hitler, pourrait peut-être faire taire sa voix : un matin, le *Münchener Post* sortit, en première page, cette nouvelle effarante : Hitler est à la solde des Français!

L'accusation pouvait, à certains, paraître vraisemblable, Hitler ayant pris parti contre la résistance passive de l'État allemand.

Hitler, pour une fois, faillit s'effondrer. C'était trop infâme. Il fallut qu'un ami, à la nuit, lui jouât, dans son modeste couloir, une partie des *Maîtres Chanteurs* pour que la grande orchestration wagnérienne lui rendît la sérénité.

Bien entendu, l'accusation ne reposait sur rien. Hitler engagea dix procès contre ses calomniateurs, il les gagna tous.

Les diffamateurs furent tous condamnés, sauf ceux qui, sentant le vent du boulet leur arriver dessus, se rétractèrent en pleine audience.

Toute l'histoire de Hitler, telle qu'on la raconte aujourd'hui, est jalonnée de telles insanités.

Le plus fort c'est qu'il y avait eu, à Munich, de l'argent français de la corruption. Pas une somme insignifiante, non ! Quatre-vingt-mille francs-or, ce qui, transposé en marks, représentait pour le moins, en ce mois-là, dix camions de billets de la Reichsbank.

La France, en Bavière comme ailleurs, menait son travail de désagrégation de l'unité allemande. Malgré l'interdiction, inscrite dans la constitution de Weimar, elle avait installé à Munich une Légation, dirigée par un ministre plénipotentiaire, Emile Dard. Le grand homme de cette Mission était un certain commandant Richet, très important agent du Deuxième Bureau et jouissant de la confiance totale de Monsieur Poincaré.

Ces agents spéciaux s'attachèrent d'abord à se rallier le prince Rupprecht, pas très malin, brûlant de rentrer dans un palais dont sa famille s'était enfuie, versant même dans un fossé, le soir du 9 novembre 1918 où l'agitateur juif Eisner avait déclenché la révolution marxiste.

Le dit prince n'était nullement mort, l'épée au poing, au seuil de son bureau. Il était sensible au chant des sirènes françaises qui lui expliquaient que c'était seulement dans une Bavière séparée du Reich et « sous l'égide française » qu'il pourrait enfiler de nouveau ses hautes bottes et faire flotter martialement les plumes de son casque reverni.

Là n'était pas le plus grave. Les princes adorent les hochets. Beaucoup plus écrasante allait être la révélation du complot ourdi à Munich par le commandant français Richet : il ne visait pas moins qu'à faire assassiner en Bavière ceux qui eussent pu faire obstacle à un mouvement séparatiste monté depuis Paris.

Le complot avait été organisé, préparé, sous les ordres et grâce à l'argent de Richet, par des personnalités munichoises importantes. Un professeur, Monsieur Fusch, un chef d'orchestre célèbre, Monsieur Machhaus, un conseiller juridique, Monsieur Kühles.

Ceux-ci étaient si indiscutablement coupables que lorsqu'en mars 1923, on les arrêta, deux des chefs de ce projet de putsch se suicidèrent dans leurs cellules.

Le professeur Fusch passa des aveux complets.

L'historien français Raymond Cartier les décrit :

« Fusch et Machhaus avaient rencontré Richet à Stuttgart, Wiesbaden, Mayence, Reichenhall, Munich, et, chaque fois, des sommes importantes en marks, francs ou dollars avaient changé de mains. Les dernières rencontres avaient eu lieu entre le 15 et le 21 février, au domicile munichois de Machhaus au 106, Leopoldstrasse, et dans la ferme d'un certain Guttermann à Romenthal.

« Richet s'était fait pressant : "Bien entendu, avait-il dit, la France gardera la rive gauche du Rhin, mais, à condition que vous agissiez vite, elle comblera vos vœux... Cinq personnes seulement sont au courant de notre plan, mais l'une d'elles est le président du Conseil Raymond Poincaré et les quatre autres sont parmi ce qu'il y a de plus important en France. L'action française dans la Ruhr vous fournit une occasion comme jamais vous n'en retrouverez de semblable, et d'ailleurs, l'armée fran-

çaise est prête à occuper la ligne du Main pour vous couvrir contre toute réaction de Berlin. Mais agissez ! N'attendez plus : engagez-vous !"

« Puis Richet avait remis à Fusch l'équivalent de 22 000 marks-or.

« L'action exigée par Richet, conclut Cartier, consistait en un putsch séparatiste, une centaine de personnes devaient être assassinées. »

Le professeur fut condamné à vingt ans de prison. Le vrai coupable, le commandant Richet (l'homme à tout faire de Poincaré) celui-là qui, dans le but de séparer la Bavière de l'Allemagne, avait préparé froidement l'assassinat de cent personnes, s'en tira sans dommage quelconque. Monsieur Poincaré était tout puissant, il fit muter cet agent dans une ville française de province.

L'affaire de Hitler, soi-disant payé par les Français, s'écroulait. Mais, plus important encore pour sa propagande, le mauvais coup supplémentaire de Monsieur Poincaré contre l'Allemagne avait été démasqué au grand jour.

Rageur, Poincaré n'en poursuivit pas moins dans la Ruhr son travail de démolisseur.

Ce pays le plus riche du Reich était devenu un cimetière. Et en Allemagne non occupée, coupé de toutes les possibilités de subsister, un peuple entier était tombé en catalepsie.

C'est ce qui satisfaisait tout de même Poincaré, bien que la prise en gage de la Ruhr se fût révélée catastrophique.

L'Allemagne sombrait : c'était l'essentiel, pour Poincaré. Pour rien au monde, il n'eût lâché un millimètre de la corde de son gibet.

« C'est en vain, déclara-t-il à Dunkerque le 15 avril 1923, que l'Allemagne attendra de notre part une minute d'hésitation. »

Cette jactance de Poincaré était du suicide.

Ses calculs se retournèrent contre lui, en quelques mois, dans le Reich même. Mettant les Allemands à bout, Poincaré les jeta en masse dans la direction de Hitler.

Stresemann ferait cette réflexion sagace : « Je crois me rappeler avoir déclaré que chaque discours prononcé le dimanche par Monsieur Poincaré faisait gagner 100 000 voix aux nationalistes allemands. Je me suis trompé, mais seulement en restant très au-dessous du chiffre juste. »

Comme l'a dit Cartier du Président Poincaré : « Il mérite de passer dans l'histoire comme le principal marchepied de Hitler. »

Incontestablement, il le fut.

Grâce à Poincaré, le parti national-socialiste avait doublé le nombre de ses membres en quelques mois.

A Nuremberg, cent mille Allemands se réunirent le 1er septembre 1923. Non pas cent mille hitlériens. Mais cent mille patriotes qui allaient devenir hitlériens. Hitler parla à chacun des six grands meetings de ce *Deutsch Tag*.

La police d'État de Nuremberg dressa un rapport sur ce vaste rassemblement. Voici en quels termes ses informateurs décrivirent la ferveur des manifestants saluant Hitler et les hôtes d'honneur :

« Des centaines de bras agitaient des mouchoirs dans leur direction. Une pluie de fleurs et de couronnes venant de tous côtés s'abattit sur eux. C'était comme le cri de joie de milliers de gens découragés, intimidés, humiliés, accablés qui, au milieu de leur esclavage et de leur détresse, entrevoyaient un rayon d'espoir. Nombre d'hommes et de femmes pleuraient. »

Les SA avaient défilé en cohortes puissantes, admirées et acclamées.

En conclusion de la manifestation, tous les partis nationaux du Reich, réunis en ce jour allemand de Nuremberg, décidèrent

de constituer un front commun de lutte : le *Deutscher Kampfbund*.

A qui en confier le commandement, sinon au meilleur entraîneur des foules ? Au chef le mieux organisé ? Au lutteur le plus décidé ?

Il en fut ainsi. Trois semaines après, Hitler, grâce à l'aveuglement de Poincaré, devenait le chef unique de la ligue.

XIV

DÉTRESSE DE L'ALLEMAGNE

Impossibilité politicienne de résister passivement – Ratage de la réconciliation entre Français et Allemands – La paix d'extermination de Poincaré – L'Aveugle – Le Chancelier Cuno annihilé par les crises parlementaires – Soixante-sept hauts-fourneaux éteints dans la Ruhr – Le Cabinet anglais, tout entier, jette l'éponge – Une république séparatiste en Rhénanie – Stresemann remplace Cuno – Les sommations implacables de Poincaré – Vers un « Duché de la Ruhr » – Les magnats rhénans lâchent l'Allemagne – Plan français d'un « royaume austro-bavarois » – La trahison des syndicats socialistes – Cinq gouvernements Stresemann en cent neuf jours – La vie économique s'écroule – Le dollar à quatre mille deux cent milliards de marks – Le prix d'un kilo de viande de bœuf : cinq cent soixante milliards – L'année inhumaine – L'heure des Soviets.

La bataille de la Ruhr, limitée à une « résistance passive » était pour l'Allemagne parlementaire une bataille impossible à gagner, et même à peu près impossible à mener.

Berlin sombrait dans la panique.

« Aux attaques françaises ne succède plus notre riposte officielle. Les affaires étrangères se taisent », c'est Stresemann lui-

même qui écrivait ce constat d'impuissance dans le journal *Die Zeit* du 28 juin 1923.

Une armée ennemie était solidement plantée en plein territoire du Reich. Elle était prête, à chaque instant, à courir à Berlin.

Militairement, l'Allemagne de 1923, c'était zéro. On ne l'avait autorisée, à Versailles, qu'à conserver, en tout et pour tout, cent mille hommes. Or, ces cent mille hommes, elle ne les avait même pas. Peu de jeunes gens voulaient s'engager pour douze ans, le temps de service exigé par les Alliés. Pas de munitions non plus.

« Nous n'avons fabriqué que la moitié des munitions auxquelles nous avions droit d'après le traité de Versailles », ferait remarquer à l'ambassadeur de France un Stresemann désemparé.

Militairement donc, impossibilité totale de résister « passivement ».

Économiquement, c'était pire encore. L'Allemagne de la résistance passive était irrémédiablement condamnée à succomber.

Certes, si Poincaré avait été un homme raisonnable, il eût profité de sa position de force, une fois son armée solidement installée à la mi-janvier 1923 dans tous les centres vitaux de la Ruhr. Une négociation avec le Reich, à ce moment-là, lui eût valu un butin politique inespéré. L'Allemagne parlementaire était dans une position de faiblesse extrême. Elle eût cédé.

Ce fut vraiment la déveine de l'Europe que les vainqueurs de la Première Guerre mondiale n'aient rien compris. Une victoire ne vaut que si elle est consolidée moralement. La force tôt ou tard s'effrite. Français et Allemands s'étaient battus bravement, avec honneur. Vaincus et vainqueurs méritaient un respect identique. Chacun eût pu aussi bien gagner la guerre que son

vis-à-vis. A deux reprises, au début de septembre 1914 et à la mi-juillet 1918, les Allemands étaient parvenus aux portes de Paris. Un rien de chance et ils eussent descendu huit jours plus tard les Champs-Elysées, comme ils l'avaient fait le 1er mars 1871.

La France avait intérêt à chercher la conciliation, au lieu de l'assouvissement d'une vaine vengeance.

Elle avait bien failli être vaincue en 1918. Elle ne l'avait emporté au dernier round que parce que le monde entier l'avait épaulée. Sans l'immense appui financier des Américains, sans leur million de soldats tout frais, les Français eussent-ils jamais franchi le Rhin ?

Ou même simplement la Meuse ?

L'Allemagne avait montré pendant quatre ans de guerre qu'elle pouvait résister au monde entier. Elle le ferait de nouveau de 1939 à 1945.

Les retournements sont rapides en histoire. La force de l'Allemagne d'avant 1914 pouvait devenir un jour une nouvelle force. Et, en effet, elle le redeviendrait. Dix ans plus tard, il naîtrait chez elle trois fois plus d'enfants que chez les Français.

La France n'était plus, au XXe siècle, la France omnipotente de Louis XIV. Ni l'Allemagne, la petite Prusse du Roi-Sergent. Depuis un demi-siècle, les rôles étaient retournés, et ils l'étaient pour toujours.

Que l'Allemagne passât de la position de l'adversaire à la position de pays ami était donc, pour la France, une proposition politique intelligente. Ensemble, Français et Allemands, réconciliés et unis, eussent pu être après la Première Guerre mondiale les maîtres de l'Europe : cent millions d'habitants réunissant tout sur leurs territoires respectifs, la puissance matérielle, l'épanouissement séculaire de l'esprit, le sens de l'organisation des Allemands, l'imagination des Français... Ils

étaient vraiment les deux forces complémentaires. Autour d'eux, l'Europe se nouerait, se créerait. Il faudrait attendre un demi-siècle pour qu'enfin certains le comprissent.

En face d'eux, Français comme Allemands, une force révolutionnaire périlleuse au plus haut point était dressée : les Soviets, décidés à bouleverser et à dominer l'univers et l'Europe pour commencer. Séparés, comment Français et Allemands pourraient-ils les contrer ?

Tout commandait à la France, une fois sa victoire assurée, de ne pas en abuser, mais au contraire, de mettre à profit son autorité de vainqueur pour bâtir avec les vaincus, nécessairement devenus conciliants, une ère de coopération que dictaient l'intérêt général et la raison.

Au lieu de piétiner l'Allemagne tombée au sol, il eût fallu se pencher sur elle avec habileté. Le mois même de l'armistice, le Maréchal Foch eût dû aller embrasser sur le Rhin son vaillant adversaire, le Maréchal von Hindenburg, au lieu de le traiter comme un cocher de fiacre renvoyé.

Foch, d'ailleurs, s'était assagi avec le temps et avait quelque peu compris. Mais Poincaré était le petit nationaliste étroit, collé à ses marottes, gorgé de jalousie, de haine recuite, de désir hargneux de vengeance, opposant voisin à voisin.

L'intérêt français, selon lui, résidait exclusivement dans l'anéantissement de l'Allemand. Après la victoire française, longtemps douteuse, obtenue presque par surprise, il entendait imposer au Reich une paix d'extermination. Il faisait tout pour y arriver.

En 1914 déjà, la guerre avait, en grande part, été son œuvre. Sans son appui constant, l'impérialisme slave n'eût pas provoqué l'attentat de Sarajevo, la cartouche de dynamite qui fit éclater le conflit. Sans le fanatisme des Panslaves et les rancœurs

suries de Poincaré, il est probable que la Première Guerre mondiale n'eût jamais été possible.

Quand, en 1919, une paix réelle eût pu, dans la modération, le respect et le simple souci de l'intérêt français, réconcilier les adversaires et, enfin, créer l'Europe, le même petit provocateur Poincaré, la voix criarde, les quatre poils de sa barbichette en bataille, s'était acharné à haïr, à faire haïr le vaincu ; à lui rafler dix millions d'habitants, ainsi que son grenier à blé de Prusse et ses mines de Sarre et de Haute-Silésie ; à promouvoir, dans ce qui restait de territoire aux Allemands, de misérables menées séparatistes, montées et soutenues à force de corruption et qui finiraient toutes dans l'échec le plus complet et dans le sang.

Son invasion de la Ruhr avait été le dernier coup bas de cette tactique insane. Elle violait les traités, notamment celui de Versailles. Elle scandalisait les Alliés anglais. Pour la première fois depuis 1914, la Grande-Bretagne s'écartait de la France. Les États-Unis aussi étaient indignés. Or la France n'avait gagné la guerre que grâce à eux.

La France de Poincaré donnait un coup terrible à l'Allemagne, c'est certain, mais elle s'en donnait un aussi violent à elle-même.

La haine est dangereuse. Elle aveugle. Poincaré s'était lancé dans l'aventure de la Ruhr en aveugle.

Ce qu'il faut reconnaître à Poincaré, c'est qu'il fut tenace. Pendant des années, il acculerait le Reich de catastrophes en catastrophes. Mais à l'anéantir, qu'aurait bien pu gagner la France ? Elle n'eût plus eu, à l'est de son territoire, qu'une énorme brèche béante, par où les Soviets, alors assoiffés de conquêtes, se fussent engouffrés.

Tenace, le petit tabellion Poincaré s'acharnerait à son plan, ne voyant rien d'autre que l'ennemi héréditaire à broyer et à éliminer à jamais.

Livrée à un démolisseur aussi résolu, que pouvait bien faire l'Allemagne, une fois que le Poincaré de la Ruhr lui coupait les vivres, c'est-à-dire l'acier et le charbon ?

Très vite, la situation devint horrible.

Partout, vides et glacées, les usines s'arrêtaient les unes après les autres.

Seule restait valable une solution du désespoir : tout détruire, tout faire sauter, tout brûler – comme le prônait Hitler, et comme, sûrement, dans le même cas, Staline l'eût fait.

Ce saccage total eût pu faire réfléchir les nouveaux envahisseurs. Napoléon, en Russie, avait dû reculer, vainqueur au début, vaincu ensuite par la terre brûlée.

Perdu dans une Ruhr morte, Poincaré eût dû retirer de la poussière allemande ses escarpins.

A cette volonté de Poincaré de vaincre, le gouvernement allemand, parlementaire – c'est-à-dire doucereux et adonné aux rabibochages – avait préféré opposer une semi-résistance.

Cette position défensive était entièrement à la merci de la hargne de l'envahisseur.

Le Chancelier juif Cuno, à la barre du Reich, était le pilote d'un bateau à la merci à chaque instant d'un naufrage. Huit fois en quatre ans, ce bateau ministériel avait coulé, avait été péniblement renfloué. Avec une crise parlementaire tous les six mois, comment eût-on pu gouverner, comment eût-on pu contrecarrer les plans d'un Poincaré ?

A l'avance, Cuno était condamné. Au bout d'un mois de « résistance passive », la dégringolade était devenue effrayante : baisse de plus de 90 % de la production de charbon dans la Ruhr.

Quelques semaines plus tard, soixante-sept hauts-fourneaux sur soixante-dix étaient « éteints », c'est-à-dire inutilisables pour longtemps. Les Allemands étaient privés presque totalement d'acier et de charbon. L'épidémie de chômage recouvrait le pays entier comme une lèpre empoisonnée.

Financièrement, c'était la ruine. L'État allemand perdait son sang à raison de quarante millions de marks-or par jour. Ce mark-or n'avait, en fait, plus de prix. De 10 425 marks-papier pour un dollar au début de l'invasion de janvier 1923, on était passé à 43 000 marks au mois de février ; fin mai, on en était à 75 000 ! En août, à 6 millions !

Après, la culbute allait dépasser l'imagination. Le mark ne serait plus qu'un char fou plongeant sans conducteur et sans freins dans un précipice. Une seule journée de déficit représentait plus qu'une année entière de budget de l'Allemagne en temps normal.

La faillite luisait au-dessus de la nuque de chaque Allemand, comme le couperet d'une guillotine.

Poincaré ne répondait à toute offre d'arrangement que par des refus hautains. Sa politique était fanatiquement inflexible. Le Reich lui verserait ses milliards et lui livrerait ses poteaux télégraphiques, ou il resterait cramponné dans la Ruhr à ses canons.

« Le robin Poincaré, écrivait son compatriote Cartier, déclarait que la France ne partirait de la Ruhr que "lorsqu'elle aurait été payée". Le paiement étant impossible, on pouvait en conclure que la France était dans la Ruhr pour toujours. L'Angleterre, au contraire, insistait pour que les propositions allemandes fussent discutées. Elle tint à rappeler une fois de plus à Paris que l'invasion de la Ruhr était à ses yeux tout à fait condamnable.

« Sans le consentement des autres alliés, la France n'avait pas le droit de procéder à des sanctions militaires en dehors des territoires occupés primitivement. »

« Nous ne croyons pas, déclara Stanley Baldwin, le nouveau Premier Ministre anglais, que les propositions contenues dans

le mémorandum allemand, qu'elles soient satisfaisantes ou non, puissent être passées sous silence. »

A voir Poincaré résister à toute tentative de négociation, la Grande-Bretagne se lassa, sans plus insister : « En cas d'échec, signifia une note officielle de l'Angleterre à la France, rédigée le 9 août 1923 et transmise le 11 août, le Cabinet tout entier est décidé à se désintéresser des affaires d'Europe. »

Malgré cette menace, Poincaré ne broncha pas.

L'Angleterre, si elle était prête à laisser tomber ce Poincaré impossible, n'éprouvait par ailleurs au sujet des Allemands que des regrets très mitigés.

Qu'ils s'effondrent ? Les Anglais verraient ainsi éliminé un concurrent !

« Si un tremblement de terre, avait écrit, glacial, le prédécesseur de Stanley Baldwin, Mister Bonar Law, anéantissait complètement l'Allemagne, l'Angleterre aurait simplement la sensation d'avoir perdu un de ses rivaux. »

On n'est pas anglais pour rien !

L'Angleterre jetant l'éponge, Poincaré avait désormais le champ libre pour décréter à sa guise le statut qui serait réservé aux Allemands.

L'occupation de la Ruhr n'avait été pour lui qu'un travail d'approche. Il entendait aller beaucoup plus loin. C'est le séparatisme qu'il voulait imposer.

Il n'accepta plus de négocier avec un gouvernement central allemand, même si celui-ci était prêt à s'aplatir devant ses mandements impératifs et à ordonner la fin de la résistance passive.

Il n'entendait plus mener de pourparlers qu'avec des séparatistes déclarés, avec des personnalités se tenant strictement à l'écart du gouvernement central du Reich.

« La guerre de sécession allemande était virtuellement ouverte, constata l'historien Raymond Cartier avec sa lucidité

coutumière. Poincaré avait posé comme condition à toute négociation l'abandon de la résistance passive. Il soutenait maintenant, avec une mauvaise foi colossale, qu'il n'avait en vue que des négociations directes avec les industriels rhénano-westphaliens.

« Le gouvernement allemand était dessaisi dans les provinces occidentales. La voie était gardée libre devant l'entreprise des autonomistes rhénans.

« Ils brûlaient les étapes. Vingt-quatre heures après le serment bavarois (23 octobre 1923), une République rhénane avait été proclamée à Aix-la-Chapelle.

« Quatre jours plus tard, c'était à Coblence, siège de la Haute Commission interalliée, que les séparatistes hissaient leur drapeau vert et rouge. Le Palatinat, territoire bavarois, sur la rive gauche du Rhin, se constituait en République autonome, sous la présidence de Heinz et Orbis qui seraient assassinés à Spire le 9 janvier 1924.

« Le mouvement n'avait nulle part de racines profondes, consistait en de petites bandes soudoyées et transportées par les autorités françaises, allant de ville en ville pour s'emparer des préfectures et des mairies. »

Rappelons que c'est un historien français qui établit ce réquisitoire, pas un Allemand !

Le 12 août, le groupe socialiste du Reichstag sentant que le Chancelier Cuno coulait à pic, l'acheva d'un coup de bâton sur la tête. Cuno vaincu dut démissionner. Là aussi, à Berlin, Poincaré avait gagné !

Stresemann devint Chancelier du Reich le lendemain. Il était un homme de paix. Mais il avait compris et dénonça la manœuvre :

« Les militaires français ne songent pas à évacuer la Ruhr et se sont organisés pour mettre la main sur les voies ferrées pour

empêcher l'industrie de fabriquer n'importe quel matériel important pour nous, pour faire au contraire de la Ruhr un arsenal français. »

Hitler lui-même, qui avait bousculé rudement Stresemann dans l'âpreté de ses combats, reconnaissait dans l'intimité l'intelligence et le courage de cet adversaire. Mais Stresemann avait en face de lui un Poincaré qui voulait non pas traiter mais maltraiter ! Celui-ci courait avec plus d'acharnement que jamais à son seul objectif, le démembrement de l'État allemand.

Il prendrait les Anglais à leur propre jeu : « L'affaire de la Ruhr ne vous intéresse plus ? Je ne vois aucun obstacle à votre abstention, je vais mener l'opération tout seul. »

C'est ce que les Allemands redoutaient par-dessus tout. Les Anglais présents, il leur restait encore une chance d'être compris, voire soutenus plus ou moins. Maintenant, Poincaré entendait traiter le cas allemand, tout Anglais exclu.

A peine au pouvoir, Stresemann invita néanmoins, le 3 septembre 1923, l'ambassadeur français à Berlin, de Margerie, afin d'envisager avec lui une possibilité de négociations tripartites. Il s'attira cette réponse : « La France considère que le conflit de la Ruhr ne concerne que la France et l'Allemagne. L'Angleterre n'y est pas mêlée et ne peut donc vouloir le résoudre. »

Le 26 avril déjà, sans ménagement quelconque, Poincaré signifiait ainsi aux Allemands que c'était avec lui, et avec lui seul, que des négociateurs éventuels auraient à parler.

« Aucune note allemande ne pourra être prise en considération si elle n'est pas adressée directement à la France. »

Sur place, Poincaré serrait de plus en plus les écrous. Il exigea que désormais les fonctionnaires allemands en service en territoire occupé prêtassent serment à la France. Exigence incroyable !

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, ce serait au Maréchal Pétain que les fonctionnaires français prêteraient serment, et non à Hitler.

Dans la Ruhr, c'était à Poincaré que les fonctionnaires du Reich étaient sommés de faire allégeance !

Le 21 octobre 1923, l'ambassadeur allemand à Paris rendit visite à Poincaré dans l'espoir de l'amadouer. Il fut reçu comme un condamné. Voici mot pour mot le texte presque incroyable – presque quatre ans après la fin de la guerre 1914-1918 – de la sommation officielle de Poincaré, sec comme un coup de trique :

1. La France demande la mise en état des voies ferrées de la Ruhr, le Reich les équipant au profit de la Régie [française].
2. Elle refuse la réintégration des cheminots allemands, la Régie se réservant l'examen de chaque cas particulier.
3. La Régie remplacera l'ancienne administration des chemins de fer du Reich.
4. On demande le contrôle de quatre nouvelles lignes.
5. La Régie demande pleine liberté de fixer les tarifs.

La France exige que le procès-verbal, contenant ces exigences soit approuvé tel quel par le gouvernement allemand, et que si celui-ci fait des réserves les négociations soient rompues.

Poincaré se sentait d'autant plus fort pour menacer le président du Conseil du Reich et formuler des exigences de type colonial que non seulement dans la Ruhr, mais aussi dans la Rhénanie, l'opposition aux Français s'écroulait.

La patrie, pour eux, ce sont leurs usines, leurs mines, leurs coffres-forts. Si ceux-ci sont en danger, en les sauvant on sauve la patrie ! Même si on la renie en même temps !

Le plus puissant des hyper-capitalistes rhénans était Herr Hugo Stinnes. Il avait soutenu la résistance passive tant

qu'il avait cru qu'elle avait des possibilités de gagner. Elle s'effondrait. Il passait de l'autre côté. Quand il croira plus tard à une poussée de la gauche irrésistible, il donnera le nom d'un socialiste extrémiste à un de ses bateaux !

Ici, pour être sûr de se bien placer près de Poincaré qu'il voyait gagnant, il se tourna vers l'occupant et se déclara partisan de la création d'un « Duché économique de la Ruhr, négocié directement avec Paris ».

Non seulement Stinnes recherchait cette négociation avec les Français mais il déclara ne plus vouloir traiter avec les responsables de la vie politique et économique de son propre pays.

Le docteur Schacht, le premier responsable de l'économie du Reich, l'a révélé : « Hugo Stinnes alla jusqu'à faire savoir au gouvernement du Reich que les représentants de l'économie rhénane refusaient de traiter avec moi. »

Stresemann, malgré tout, essaya de retenir les lâcheurs. Le 24 septembre 1923, il réunit à la Chancellerie du Reich les représentants des groupes économiques de la Ruhr, Stinnes en tête. Ce fut juste pour s'entendre dire : « L'idée de la résistance passive est définitivement abandonnée. »

Lui aussi lâchait le gouvernement de Berlin !

« La proclamation d'une République rhénane est imminente », dit-il crûment au Chancelier.

Il ajouta même avec impertinence :

« Le séparatisme rhénan fait de fantastiques progrès. Ce n'est plus qu'une question de semaines. Le gouvernement allemand ferait bien de monter lui-même dans le wagon, sinon le train partira sans lui. »

Poincaré alla jusqu'à imaginer la création d'une monnaie spéciale pour ce nouvel État.

Celle-ci ne serait même plus le mark, mais un florin aligné sur le franc français, émis par une banque « rhénane », *made in Paris* !

« A Bonn, écrivit le Gouverneur français de Rhénanie Paul Tirard, un accord définitif avait été réalisé entre les autorités françaises et belges, et des groupes financiers, français, belges et allemands, en vue de l'organisation de cette banque rhénane d'émission, basant ses opérations sur un nouveau mark égalant un quart de dollar. »

Monsieur Finaly, président de la Banque de Paris et des Pays-Bas, annonça à son collègue de la Banque d'Angleterre, Monsieur Montagu Norman (ils étaient juifs tous les deux), que la création de cette monnaie rhénane était imminente.

« Un consortium bancaire français, en association avec un groupe de banquiers rhénans, se propose de créer en Rhénanie une banque d'émission privée, qui sera indépendante de la Reichsbank et qui émettra ses propres billets. »

Comme déjà son agent Royer l'avait précédemment tenté en son nom, un an plus tôt, Poincaré tenta encore de séparer une fois pour toute l'Allemagne du Nord de l'Allemagne du Sud, grâce à la création à Munich d'un autre État séparé. En outre, casser le Reich en deux empêcherait géographiquement toute réunion future de l'Autriche au vieux Reich.

Pour cela, il comptait sur des complices locaux.

« A présent, c'est la création d'un “royaume austro-bavarois” qui prend corps dans l'esprit de M. von Kahr et du Kronprinz Rupprecht », constatait l'historien français Benoist-Méchin.

Berlin avait déjà été amputé à l'est par les Polonais, au sud-est par les Tchèques : mutilé doublement à l'ouest par la création économique du Duché économique rhéno-westphalien et en plus d'un Royaume austro-bavarois, le Reich ne serait plus qu'un débris d'État allemand.

La grosse industrie rhénane décrochait, elle était prête à capituler. Quant à la masse ouvrière allemande, elle avait souffert plus que n'importe qui. Elle avait donné au monde une

extraordinaire leçon de courage et de patriotisme. De nombreux enfants de la Ruhr étaient morts de faim. « La mortalité infantile avait décuplé. »

Les meneurs marxistes excitaient les ouvriers anéantis à se rallier aux séparatistes. « Les Prussiens sont des barbares, je ne connais que la patrie rhénane » proclamait le socialiste Smeets.

Stresemann ne pouvait plus que constater la débandade : « Dans la Ruhr, les syndicalistes s'offrent à travailler avec les Français. La résistance passive est à bout. »

« C'est le chaos », conclut Schacht.

Le Chancelier Stresemann, comme son prédécesseur Cuno, allait à son tour s'écrouler. Un vote du parlement se chargea de l'abattre. Chaque fois qu'il remonterait en selle, on le renverserait. En 1923, les gouvernements se succéderaient, se culbuteraient, se chevaucheraient. Le tableau des crises de la démocratie allemande d'alors est stupéfiant. De Cuno à Marx, cinq gouvernements (outre deux crises avec reconduction) s'échelonnèrent pendant le court espace de cent neuf jours ! Un gouvernement tous les vingt-deux jours ! En voici l'énumération, par date :

– *1er août 1923 : fin du gouvernement Cuno ;*

– *14 août 1923 : premier gouvernement de Stresemann ;*

– *6 octobre 1923 : deuxième gouvernement Stresemann ;*

– *2 novembre 1923 : troisième gouvernement Stresemann* (il n'a même pas duré un mois) ;

– *6 novembre 1923 : nouvelle crise Stresemann* (donc après quatre jours ! puis reconduction) ;

– *23 novembre 1923 : nouvelle chute du gouvernement Stresemann* (celui-là a survécu pendant dix-sept jours !)

– *30 novembre 1923 : gouvernement Marx.*

Cette anarchie folle se déployait alors que l'Allemagne gisait au sol, que tous ses territoires de l'Ouest étaient menacés de

plusieurs sécessions et que, partout, le peuple allemand était dévoré par la faim.

Dans une telle impuissance politique, et de tels dangers nationaux, la vie économique s'écroula à son tour comme un gratte-ciel s'abattant au sol.

Le dollar atteignit des prix proprement inimaginables. Il se négociait à plus de 4 200 000 000 000 marks contre un simple billet d'un dollar américain !

Seules, des statistiques officielles peuvent être publiées, tellement les chiffres peuvent paraître incroyables. Voici donc l'évolution officielle par rapport au dollar telle, strictement, que l'ont établie les statistiques de la Reichsbank :

– *1er octobre 1918 : 4 marks ;*

– *2 janvier 1921 : 74,40 ;*

– *1er juillet 1921 : 75 ;*

– *2 janvier 1922 : 186,75 ;*

– *1er juillet 1922 : 401,49 ;*

– *2 janvier 1923 : 7 260 ;*

– *1er juillet 1923 : 160 000 ;*

– *1er août 1923 : 1 100 000 ;*

– *4 septembre 1923 : 13 000 000 ;*

– *1er octobre 1923 : 242 000 000 ;*

– *1er novembre 1923 : 130 000 000 000 ;*

– *30 novembre 1923 : 4 200 000 000 000 marks !*

Au marché noir, en novembre 1923, il faudra encore multiplier par trois ce chiffre absolument fabuleux.

On arriverait même à proposer – le mark officiel ne valant pratiquement plus rien – que soit créé un markseigle, le roggenmark !

Mais existait-il encore du seigle disponible ? Ce mark lui aussi n'aurait reposé que sur un fétu.

Lorsque Schacht aura, un peu plus tard, à résoudre ce rébus épouvantable, il dira, avec son cynisme souriant : « C'est simple : pour revenir à l'ancienne valeur du mark (quatre marks pour un dollar) il suffit de supprimer douze zéros. »

Le 4 200 000 000 000 deviendrait 4. Pas plus compliqué que cela. Mais un pays entier se retrouverait ruiné.

Les derniers mois de 1923 furent véritablement affreux. Un billet de tramway coûtait un milliard de marks.

« On transportait, raconte le Docteur Schacht, les billets de banque en de gigantesques ballots à travers les villes et les provinces, dans des voitures de déménagement, dans des wagons de chemin de fer. La fabrication coûtait plus cher que celui-ci ne valait au sortir de la planche à billets. Peut-être ainsi comprendra-t-on toute la folie de ce temps. »

On allait aux provisions avec un sac de billets. Le sac lui-même valait plus que son contenu. Une Allemande, qui avait oublié son panier rempli de marks, retrouva le trésor factice éparpillé sur le sol, le voleur n'ayant emporté que ce qui valait quelque chose : le panier.

Un salaire, à la fin de la journée de travail, ne représentait plus que le tiers de sa valeur du matin. Il fallait le verser partiellement à l'ouvrier trois fois par jour, les femmes se précipitant aussitôt au ravitaillement.

On dut surcharger, en grosses lettres rouges, les billets de banque : un milliard de marks sur les coupures de mille marks. Il y eut même des timbres-poste avec la surcharge de 8 milliards de marks, puis des billets de vingt milliards : « *zwanzig milliarden mark* » pour arriver finalement à 50 milliards de marks !

Pour se procurer des fonds, on émettait des obligations calculées en ciment, en houille, en kilowatts/heure, en potasse ! L'intérêt de l'argent était de 10 % par jour. Il atteignit 20 % par jour ; puis 50 %.

Si on avait encore quatre sous, on achetait en hâte n'importe quoi. Des gens qui ne connaissaient pas les sept notes du solfège hissaient chez eux un piano à queue.

A la fin, les produits alimentaires ne parvenaient plus nulle part. Les paysans ne lâchaient plus un chou ou un haricot – qui le lendemain vaudrait le centuple –, des bandes d'ouvriers partaient à l'assaut des campagnes, comme les faucheux de jadis pillaient tout, dévalisaient les agriculteurs jusqu'à leurs dernières carottes.

Ceux à qui il restait quelque bien n'avaient plus pour pouvoir manger d'autre solution que de tout vendre, à n'importe quel prix, à n'importe qui. On pouvait acquérir un château pour une poignée de dollars. Perles, diamants, émeraudes, saphirs, on troquait tout.

Des milliers de maisons, de fonds de commerce, de propriétés familiales furent ainsi bradées pour une bouchée de pain, c'était le cas de le dire. Des milliers d'affairistes couraient d'épaves en épaves, ruinant des milliers de gens, hâves, les yeux creux.

Les plus rapaces de ces exploiteurs étaient des étrangers et tout spécialement – si dangereux soit-il aujourd'hui de le dire – des Juifs, dont beaucoup étaient fraîchement débarqués de l'Est.

Celui qui a pris la responsabilité d'une telle affirmation, évidemment sacrilège, fut le docteur Schacht, pourtant pro-israélite bien connu. Il explique très franchement dans ses mémoires comment ces pillages fabuleux furent une des racines de l'antisémitisme allemand.

« L'immigration des Juifs orientaux prenait en ces années-là des formes préoccupantes. Pendant l'inflation, ces Juifs qui venaient d'arriver de l'Est à la vue même du peuple au milieu duquel ils s'installaient, s'élevèrent en un délai extrêmement

bref du dénuement le plus complet à une opulence qui crevait les yeux. Ils s'établirent dans les villas de la bourgeoisie et les grands hôtels particuliers, dont les propriétaires avaient perdu leur fortune. En un mot, ils scandalisèrent. »

Pire que tout était la situation du petit peuple qui, lui, n'avait absolument plus rien à troquer contre cinquante grammes de pain ou deux ou trois pommes de terre.

Des centaines de milliers de chômeurs ne touchaient que des indemnités réduites, sans cesse diminuées. Les enfants privés de tout avaient des visages exsangues. Tout cela, pour quelques milliers de poteaux télégraphiques que n'avait pas obtenus, en 1922, Monsieur Poincaré !

« Dans le quartier de *Pankow*, 22 % des garçons et 25 % des filles qui quittent l'école n'ont ni un poids normal, ni une taille normale. Dans le quartier de *Schöneberg*, le nombre d'enfants tuberculeux est passé de 8 % à 15 %. De nombreux enfants, même en bas âge, n'ont jamais bu une goutte de lait. Ils viennent à l'école le matin sans avoir rien mangé de chaud ; pour tout déjeuner, on leur donne des tranches de pain sec, frottées quelquefois de graisse. Beaucoup n'ont pas de chemise ; des parents n'envoient pas leurs enfants à l'école faute de linge pour pouvoir les vêtir. »

Les travailleurs se trouvaient réduits à l'inanition.

Qui eût pu encore acheter ne fût-ce que cent grammes de viande ou de beurre lorsque, aux halles de Berlin, étaient affichés les prix suivants : le kilo de beurre, en février 1923 : 18 000 marks ; en octobre : 52 milliards de marks ; le 5 novembre : 420 milliards de marks.

Idem pour le kilo de viande de bœuf : en février 1923 : 6 800 marks ; en octobre : 112 milliards de marks ; le 5 novembre 1923 : 560 milliards de marks !

Cinquante grammes de viande hachée, pour « nourrir » une famille ouvrière, eussent coûté 28 milliards de marks !

Avec un salaire de deux milliards par jour, un ouvrier pouvait, tout juste, s'acheter quelques rutabagas.

On ne se serrait plus la ceinture, on la mangeait.

« Aucune image, écrivit dans l'*Europe Nouvelle* du 10 novembre 1923 le journaliste français Marcel Rey, aucune statistique ne peuvent décrire la détresse qui règne en Allemagne à l'automne de 1923. Les observateurs n'ont pas tort, c'est bien l'année inhumaine. »

De cette crucifixion d'un peuple, qui allait, politiquement, tirer profit ?

Depuis le 9 novembre 1918, le communisme guettait la proie allemande. Il avait été sur le point déjà de la saisir cet hiver-là. En 1923, une nouvelle occasion avait surgi : le peuple allemand anéanti était prêt à se livrer à n'importe quel excès, pour crier sa révolte et donner à manger, ne fût-ce qu'un radis, à ses enfants !

Les Soviets avaient envoyé de Moscou leurs hommes à Berlin même. Un état-major révolutionnaire était arrivé d'URSS.

Pour la deuxième fois, les Soviets allaient tenter de s'emparer de l'Allemagne.

XV

L'OCCASION DES COMMUNISTES

Radek envoyé par Moscou, en 1923, à Berlin – Refaire dans la Ruhr la révolution rouge de 1919 – Les portes européennes ouvertes aux Soviets – Schlageter converti en héros prolétarien – Les Centuries Révolutionnaires – Montée des électeurs communistes – Grève générale – L'assaut armé des Soviets en octobre 1923 – Conquête de la Saxe – État d'exception à Berlin – La Saxe sauvée par le courage du général Müller – Hambourg flambe à son tour – Autres soulèvements, dans le Hanovre, à Düsseldorf, à Francfort, à Erfurt, à Cassel, à Hallenstein, à Magdeburg – Le rôle de Hitler en ces heures-là – La maigre année, unique rempart national en 1923 – Un autre danger imminent : le séparatisme.

Il ne fallut pas attendre que Poincaré eût poussé dans la Ruhr ses fantassins à longues capotes et ses Sénégalais, noirs comme le charbon du cru, pour voir les communistes d'Allemagne lancer leurs wagonnets dans les bandes molletières des envahisseurs. L'occasion était là d'une deuxième révolution.

Moscou avait compris dès le mois de décembre 1922 que l'invasion française était imminente. Cassant, Poincaré avait refusé toute négociation ou explication sur les fameux poteaux, plantés

dans son gosier comme des tibias de poulet. Ces poteaux, c'était l'évidence, il n'allait pas les lâcher au moment où, grâce à eux, il pourrait cogner au sol le crâne du rival abhorré.

Le 9 janvier 1923, l'ultimatum de Poincaré avait sifflé dans l'air : la flèche était retombée à pic sur Essen, le 11 janvier.

Le 7 janvier 1923, c'est-à-dire quatre jours plus tôt, les communistes d'Allemagne, déjà, avaient été mis partout en état d'alerte.

Ils entendaient bien, à cette occasion, jouer aux super patriotes. Ils le seraient toujours, en tous pays et en tous temps, dès qu'il s'agirait de satisfaire les appétits de leur vraie patrie, qui ne fut jamais la France, ni l'Allemagne non plus, mais l'URSS.

En effet, ce ne furent pas des communistes d'Allemagne seulement qui se dressèrent à Essen contre le plan français d'invasion, ce furent, réunis en hâte en conférence, pour soutenir le Berlin rouge, des représentants des partis communistes de Grande-Bretagne, de Belgique, et même de Tchécoslovaquie.

Et les Soviets ? Comme toujours, ils manœuvrèrent tout leur monde en silence. Radek, le représentant soviétique numéro un, membre du Comité Suprême des Soviets, était immédiatement arrivé sur place. Camouflé à Berlin, pareil à une loutre tapie au bord de l'eau, il allait mener le jeu révolutionnaire de bout en bout.

Tous ces larrons internationaux se fendirent, dans la *Rote Fahne* du 9 janvier 1923, d'un appel d'une particulière violence, reproduit *in extenso* le lendemain, à Paris, dans *L'Humanité* :

« Le traité de Versailles, y lisait-on, n'est qu'une paix de rapine, d'extorsions, de violence et de haine. »

Le communisme soviétique ne manquait pas d'insolence, lui qui émergeait avec peine des monceaux de millions d'assassinés de sa toute récente guerre civile !

Il s'était livré aux mêmes sauvages agressions à Berlin, à Hambourg, en Saxe, dans la Ruhr, en Bavière, lors de la défaite en 1918 des armées du Reich.

C'est dire qu'entre 1918 et 1922 les communistes s'étaient fait la main. Ils entendaient bien rééditer en Allemagne leurs complots révolutionnaires, et, cette fois-ci, les mener à leur conclusion : la création du bastion d'où serait croqué l'Occident.

Ils savaient que cette affaire de la Ruhr provoquerait un désordre épouvantable. Chaque ouvrier se verrait dévoré par la famine. En même temps, et pour la première fois, les classes moyennes, la chair râpée jusqu'à l'os par l'inflation, seraient politiquement disponibles. C'était l'occasion unique : le communisme pourrait dépasser son public coutumier, déborder sur la petite bourgeoisie.

Pour peu, en janvier 1923, les Soviets eussent élevé une statue à Poincaré qui leur ouvrait si largement les portes européennes.

Le plan communiste avait été bien monté. Il laissa tout d'abord les envahisseurs s'empêtrer dans la boue des corons déserts, violenter les masses populaires, ensanglanter la Ruhr par leurs répressions et leurs fusillades, notamment l'exécution du résistant Leo Schlageter.

La mort de cet officier relevait du nationalisme le plus pur. Il était un de ces héroïques soldats perdus du Baltikum, qui avaient sauvé la Prusse et le Reich en 1919. Pourtant, Schlageter fut converti aussitôt, de façon machiavélique, par les communistes allemands en martyr du peuple ! Ils ameutèrent à grands cris la classe ouvrière pour le glorifier… En 1945, l'Occident en verrait bien d'autres !

Les Soviets allaient pouvoir utiliser au maximum le drame de la Ruhr. Pour exploiter en leur faveur la disette populaire, les communistes constituèrent des Commissions de contrôle des prix.

Toujours les communistes ont excellé dans ces manœuvres de captation du public sous des apparences philanthropiques : ligues pour la paix, ligues pour le tiers-monde, ligues pour les droits de l'homme, ligues contre le racisme, ligues contre la torture, etc...

Des milliers de naïfs, chaque fois, s'embarqueraient sur ces radeaux-pirates qui, toutes bannières humanitaires flottant au vent, aboutissaient invariablement à un nouveau renforcement du communisme international.

Les gens avaient faim. A leur dénoncer des abus, vrais ou faux, on les captait. Au moins, faute de pain, ils pourraient manger de la haine !

Il ne faudra pas attendre longtemps pour noter, dans cette Allemagne tourmentée, les résultats de ces manipulations rouges.

Dès le Ier mai 1923, apparurent à Berlin des pseudo-défenseurs du peuple, en fait des organisations de combat communistes. C'étaient les Centuries révolutionnaires. Il ne s'agissait pas d'une poignée de braillards. Ils étaient 25 000, le brassard rouge sur la manche.

Le mois suivant, on passait de la manifestation à la mobilisation armée. Le Parti communiste créait, le 29 juin 1923, un Comité militaire central. Son but : armer les Centuries révolutionnaires et coordonner leur action militaire.

Le public allemand, le ventre vide comme un tambour, ne faisait encore que du bruit. Ce bruit, il le faisait en votant. Le parti communiste allemand, jusqu'alors, n'avait obtenu que des résultats électoraux très médiocres. Maintenant, les innombrables mécontents excités par sa propagande allaient accourir en masse le renforcer à grands coups de bulletins de vote.

Les chiffres sont étonnants. Une élection eut lieu à la Diète d'un Land presque exclusivement agricole, le Mecklembourg-

Strelitz. A mille voix près, les communistes égalèrent les sociaux-démocrates : 11 000 voix contre 12 000 voix.

A Berlin, en juillet 1923, on renouvela la direction syndicale des métallurgistes. Le résultat fut plus net encore : sociaux-démocrates (socialistes) : 22 000 voix ; communistes : 54 000 voix. Plus que le double !

En même temps, des organisme syndicaux révolutionnaires étaient créés dans un grand nombre d'usines du Reich.

Le résultat fut presque immédiat : le 10 août 1923, grève générale !

Pendant trois jours, les communistes mirent Berlin en transes. Ils exigeaient qu'on reconnaisse officiellement leurs pseudo-Commissions de contrôle des prix, truffées de leurs agents ; qu'on libère les prisonniers politiques – c'est-à-dire leurs meneurs – ; qu'on saisisse les stocks de vivres.

Satisfaction irrationnelle : le peuple affamé eût dilapidé aussitôt ces stocks, si on les eût confisqués à l'aveugle comme le réclamaient les hommes des Soviets.

A l'abri de ces appâts démagogiques était brandie la réclamation essentielle : la reconnaissance par l'État des Centuries prolétariennes.

Bientôt, d'ailleurs, elles se passeraient de toute reconnaissance. Quelques semaines après, ouvertement, elles partaient au combat. Le cri qui retentit à travers Berlin durant ces trois journées de grève n'avait pas été seulement : « Battre Poincaré dans la Ruhr ! » Ce Poincaré n'était qu'un escabeau. Le cri était plus complet : « Battre Poincaré dans la Ruhr et Cuno sur la Spree. »

Au deuxième jour de la grève, Cuno démissionna. Officiellement, c'étaient les complaisants sociaux-démocrates qui l'avaient fait dégringoler de son perchoir. En fait, c'était la rue, c'est-à-dire les agitateurs communistes.

Au juif Cuno avait succédé Stresemann, dont la femme, elle aussi, était juive.

Les meneurs communistes se gardèrent soigneusement d'avouer que le délégué politique de Moscou qui dirigeait dictatorialement leur action, Radek, était également juif. Il s'appelait en réalité Sobelsohn.

Bref, des Juifs dans un camp comme dans l'autre ! Ainsi, de toute façon, quel que soit le gagnant, ils étaient sûrs de rafler leur part du gâteau. Les Juifs ne jouent jamais pile ou face, mais pile et face.

Les Soviets de Moscou étaient encore, en 1923, farcis de nombreux dirigeants israélites qui avaient été en quelque sorte les pères fondateurs de l'URSS. Le tout grand chef de l'Armée Rouge était un Juif, Trotsky, né Bronstein. Il suivait au millimètre le développement de la nouvelle crise révolutionnaire du Reich. A tel point qu'il avait installé, à Berlin même, une mission militaire secrète. Le rôle de cette mission militaire était de coiffer les forces armées communistes de l'Allemagne, si ces dernières parvenaient à démarrer.

Suivant les ordres de Moscou, les communistes allemands de stricte observance formèrent une coalition avec les Indépendants (semi-communistes) et avec le Parti socialiste. Un Front Populaire d'avant la lettre !

Toujours les socialistes eurent des propensions à se muer en dindons. Il n'est pas un cas dans toute l'histoire du XXe siècle où ils aient recueilli quelque avantage d'un concubinage avec Moscou. Immanquablement ils ont été roulés. On verrait le Front Populaire en Espagne, passer en un an sous la coupe du communisme. La France, elle, paierait très cher en 1939 son concubinage avec Moscou ! Les socialistes de Pologne et de

Tchécoslovaquie se feraient berner de la même manière après 1945, pour près d'un demi-siècle !

Quand la brebis couche avec le loup, le loup se pourlèche les babines !

Dans le Reich de l'automne de 1923, les socialistes allaient comme partout tomber lourdement dans le panneau.

On était ainsi arrivé en octobre 1923. L'assaut armé des communistes allait commencer.

Le 8 août 1923, ils passèrent aux actes. Au ministre légal de Saxe, ils substituèrent dictatorialement (l'électeur n'avait pas compté une seconde) un ministère à eux. Ils installèrent à sa tête un socialiste manipulable, un âne rose pâle nommé Zeigner qui souscrirait à tout. Les meneurs communistes se firent remettre deux ministères de première importance : les Finances et l'Instruction publique. Ils s'appelaient Brandler et Böttcher. En quelques jours, ce Böttcher se convertirait en l'animateur numéro un des masses et en tout grand patron des Centuries prolétariennes, aussitôt montées en première ligne.

Face à cette révolution, Berlin, depuis le mois de septembre, se trouvait en pleine inhibition. Stresemann, torpillé par le Parlement, les pieds fourbus, les genoux meurtris par dix crocs-en-jambe, ne conservait plus qu'un pouvoir apparent.

Absolument débordé, le Président socialiste du Reich, Ebert, l'ex-bourrelier qui avait remplacé son tablier de cuir par une redingote, n'aurait plus d'autre remède que de proclamer « l'état d'exception ».

Qu'était-ce à dire ? C'était dire que, s'appuyant sur le paragraphe 48 de la Constitution, il venait, ne sachant plus à quel saint se vouer, de remettre la totalité des pouvoirs de l'État à des militaires et à leur chef, le général von Seeckt.

Celui-ci était un chef résolu. Il rassemblerait sous son autorité tous les pouvoirs de la nation. Mais, en fait, de quoi disposait-il ?...

Sa troupe était maigre. Le contingent autorisé par les Alliés était dérisoire : cent mille hommes. Ce chiffre n'atteignait même pas, numériquement, celui des Gardes Rouges qui réunissaient pour le moins 130 000 miliciens armés, 180 000 même selon certains.

Heureusement, parmi les troupes de la Reichswehr, on retrouvait les hommes de cette petite armée nationale qui étaient capables et très braves. Les communistes étaient plus nombreux, courageux aussi très souvent. Mais ils étaient incompétents militairement. Comme en 1919, ils auraient à affronter une élite guerrière, dès alors rodée.

A Dresde, le général Müller n'allait pas se laisser intimider. Dès le premier jour de l'ultimatum des Comités de liaison des Gauches, il interdit net la presse des Soviets. Une semaine plus tard, les Centuries prolétariennes, qui paradaient avec ostentation, se verraient dissoutes.

Hurlement des communistes ! Leur ministre Böttcher convoqua les masses au Jardin Zoologique (on était entre fauves !). Il lança les pires imprécations contre l'armée. « Centuries ! Renforcez à fond les Centuries ! »

C'était déclarer le guerre civile.

A Fribourg, en Saxe, manifestants de gauche et Reichswehr se trouvèrent face à face. Plusieurs soldats, happés par la foule, furent roués de coups et à demi-lynchés. L'armée tira : 87 morts et blessés (dix du côté de la troupe). Contre quelques compagnies régulières bien entraînées, les troupeaux armés de la gauche s'étaient fait annihiler.

Le général Müller avait décidé d'en finir avec le gouvernement rouge. Il ne craignit pas de passer par-dessus toute considération juridique. A la vérité, les modalités d'application du paragraphe 48 de la Constitution, accordant à l'armée tout pouvoir, n'avaient pas encore officiellement été approuvées par une loi. Ce pouvoir n'était donc pas encore utilisable, juridiquement. « Plutôt, dit Müller, la survie d'un pays que la survie de paperasses ! » Il décida donc d'éjecter tous les ministres. Ils avaient jusqu'à quatorze heures pour détaler.

Müller fit bien les choses. Un quart d'heure après les sommations réglementaires, il s'amena au siège du Gouvernement saxon, non pas en peinard, mais musique en tête. A chaque ministère, il détacha une compagnie qui monta au bureau du ministre et lui fit, *illico presto*, vider les lieux.

Le ministre communiste Böttcher, seul, tenta de résister. Il fut empoigné avec vigueur par le fond du pantalon et déposé sur la chaussée.

En un quart d'heure, le gouvernement révolutionnaire avait été liquidé. La fanfare retraversa, à pleins cuivres, la ville rouge. Le général Müller irait jusqu'au bout. Il interdit la grève des cheminots. Il interdit la publication des journaux socialistes, comme il l'avait fait pour les journaux communistes, tous étant compères et complices.

Surtout, il ordonna le désarmement des Centuries.

Une Centurie prolétarienne essaiera de sortir en armes, en plein Chemnitz. Riposte immédiate : trois morts et blessés.

Au terrorisme communiste, l'armée avait opposé son contre-terrorisme. Dure loi. Mais en 1923, dans l'Allemagne en péril de mort, il n'y avait pas d'autre loi.

Si le général Müller avait flanché, ou simplement avait louvoyé, c'en eût été fini en Saxe de la paix publique. Et l'incendie aurait aussitôt couru plus loin.

Simultanément, en effet, au moment même où les ministres communistes à Dresde bravaient le pouvoir légal, Hambourg, à l'autre bout du Reich, comme en 1919, s'était mise à flamber.

En pleine nuit, du 22 au 23 octobre 1923, l'assaut fut donné par les Centuries prolétariennes à tous les postes de police. Beaucoup de ceux-ci n'étaient pas à même de tenir le coup : treize furent conquis par les révolutionnaires.

Les dockers avaient cessé, de bon ou de mauvais gré, leur travail au port. Les révolutionnaires, pour empêcher l'arrivée de renforts de l'armée, avaient saboté la ligne de chemin de fer Lubeck-Hambourg et coupé tout accès par la route, au moyen d'arbres abattus et de barbelés.

Malgré le peu de forces dont elle disposait, l'armée était bien décidée à écraser, là aussi, la révolution communiste.

Le commandement militaire répondit à l'assaut par l'assaut. Il le fit sans ménagement : 241 morts et blessés en quelques heures. Mais tous les faubourgs furent reconquis un par un. Deux jours suffirent pour que la ville de Hambourg redevînt à nouveau libre.

« Où que ce fût, les communistes n'ont jamais regardé aux pertes. Leur plan était impitoyable. Il fallait, en Allemagne, battre à chaud le fer de la misère populaire. Tout au long du mois d'octobre 1923, d'autres soulèvements communistes éclatèrent, aussi bien dans le Hanovre qu'à Düsseldorf, qu'à Francfort-sur-le-Main, qu'à Erfurt, qu'à Hambourg et à Cassel, Essen, Hallenstein et Marienbourg... »

« A Essen, rappelle l'écrivain Saint-Paulien, vingt soldats furent assaillis, massacrés puis dépecés à la hache aux abattoirs. Jeter ces affamés contre les policiers et les soldats qui avaient aussi faim que tout le monde – était une exploitation ignoble de leur détresse. »

L'armée fit son devoir : à nouveau une centaine de morts et de blessés.

Pour les communistes, tout ce sang du peuple importait peu : chaque mort leur servait de drapeau rouge. Les cadavres ont toujours fait partie du matériel de propagande bolchevique.

Au Grand quartier général des insurgés de Hambourg, à Schiffbeck, on saisit une documentation accablante pour les Soviets. Ces documents établissaient que financièrement et techniquement les émeutiers avaient été les jouets d'agents de l'URSS, notamment de Radek (Sobelsohn), membre du Komintern.

Un succès des émeutiers et l'Allemagne fût devenue un satellite de plus de l'URSS, le bastion le plus avancé des Soviets en Occident.

Tout au long de ces combats, quel avait été le rôle de Hitler ?

Contre le communisme armé de 1923, ses moyens à lui étaient réduits. Il avait formé des troupes de choc, mais celles-ci étaient des troupes de sécurité assurant la liberté de parole dans les manifestations nationales-socialistes, dans les rues, administrant à l'occasion une raclée aux provocateurs.

Cela n'allait pas plus loin car Hitler ne voulait pas, ne voulut jamais, que la SA allât plus loin. Pour lui, il n'y avait qu'une armée, la Reichswehr. Il ne voulait pas en fabriquer une autre, une armée ersatz.

L'eût-il voulu, comment eût-il pu, en 1923, opposer une force militaire suffisante à la vaste armée communiste, dépassant les 130 000 hommes et déferlant de partout, de Hambourg jusqu'au seuil des monts Sudètes ?

La SA ne possédait même pas de fusils modernes. Lorsqu'à l'occasion du 1er mai 1923, certaines compagnies de SA s'étaient adjugé un lot d'armes provenant d'un dépôt de la Reichswehr, on les avait obligées à les restituer le jour même. En tout et pour

tout, ce I[er] mai, Hitler avait disposé d'un canon ! D'un vieux canon amené derrière un camion par quelques excités d'un groupe local.

C'est avec ce vieux débris de la guerre 1914-1918 qu'il eût fallu faire face à Toukhatchevsky!

Seuls les quelques dizaines de milliers d'hommes valeureux de l'armée nationale étaient à même, en ce mois d'octobre 1923, de s'opposer à la révolution des Soviets.

Encore était-ce une tâche presque surhumaine…

Pour rien au monde, Hitler n'allait se heurter aux armées du Reich, bien que son chef, le général von Seeckt, sous l'influence de sa femme israélite Dorothea, ne fût pas du tout d'humeur à vouloir plaire à un chef national-socialiste qui l'inquiétait.

Le seul rempart de l'Allemagne en 1923, à l'évidence, était cette toute petite armée, à peine la six-centième partie de la population du Reich. Sans ces valeureux soldats, tout l'édifice de Reich se fût écroulé sous les coups de Moscou et de ses affidés locaux, campant partout entre le Danemark et la Bavière.

Pour s'opposer aux communistes, il n'y avait plus, provisoirement du moins, que la Reichswehr. La preuve venait d'en être administrée.

Le régime de Weimar pataugeait depuis quatre ans dans l'impuissance. Les dizaines de partis n'étaient plus que des rassemblements désordonnés et inutiles, criant dans le néant. La dégringolade des ministères était telle que le dernier gouvernement, absolument incapable de tenir en mains le pays, avait dû confier le pouvoir absolu à cette petite armée, rescapée de 1918.

Comment, dans ces conditions, Hitler n'eût-il pas soutenu ces soldats vaillants prenant la relève des politiciens en faillite ?

Durant tout son combat pour le pouvoir, la position de Hitler demeura immuable : on ne touche pas à l'armée, elle est

la dernière possibilité de survie de la nation. Encore Hitler ne se faisait-il point d'illusions. Provisoirement, l'armée avait tenu le coup. En 1923 comme en 1919. Mais jusqu'à quand le duel resterait-il favorable ?

Le communisme pouvait encore s'accroître. Et il le ferait : de deux députés élus en 1919 à l'Assemblée de Weimar, on arriverait dix ans plus tard à cent députés communistes campant au Reichstag de Berlin !

Les quelques centaines de milliers d'électeurs communistes de 1922 deviendraient six millions en 1933 !

Quelle possibilité de victoire resterait-il alors à l'armée ? Celle-ci serait-elle encore à même, dix années après 1923, de se dresser en armes contre un immense électorat rouge et une partie importante de la Nation ?…

Elle risquait d'être acculée à d'épouvantables massacres, à une guerre civile généralisée avec le risque de plus en plus périlleux de clore son sursaut par un échec.

Au surplus et de toute façon, on ne domine pas un pays en le mitraillant.

Hitler savait que le salut de l'Allemagne obtenu grâce à l'héroïsme de quelques milliers de soldats résolus n'était qu'une solution très provisoire. Il n'était pas possible, dans un pays si menacé, de vivre à l'écart d'une partie du peuple, et pire encore contre une partie du peuple.

Ce peuple, il fallait le reprendre, le transformer politiquement, le ramener à une patrie dont il était un élément vital. Et ceci non en l'humiliant ou en le mitraillant, mais en lui apportant la justice sociale, en lui rendant le plaisir d'être un élément vivant de son pays, où enfin il se sentirait respecté.

Le peuple ne reviendrait à la patrie que lorsqu'on lui aurait démontré que le « social » n'était pas le repoussoir mais le support du « national » !

Là, ce n'était plus la mission de l'armée. Cette mission relevait de la politique. Elle consisterait – dans la justice, le bien-être et le respect – à faire passer la masse populaire d'un complexe d'infériorité – ou de la rébellion ! – à une participation entière et confiante à la vie du Reich.

Après des années de subversion, il faudrait des années pour ramener le peuple à la patrie.

Hitler sentait que ce serait son œuvre, sa longue œuvre.

Ce ne serait qu'à force de peine, de propagande incessante, de présence personnelle mille fois répétée, que la récupération de la masse prolétarienne deviendrait imaginable.

L'armée, en 1923, avait fait héroïquement sa part dans l'immédiat. Vouloir, en ces semaines-là, rivaliser avec elle avec des moyens militaires presque inexistants eût été vain. Et même néfaste. Le souci profond de l'avenir exigeait non plus la seule défense par les armes, mais une reconquête des cerveaux et des cœurs, grâce à une grande politique nationale et sociale.

Hitler savait que, sans celle-ci, le communisme germano-russe tôt ou tard triompherait.

A cette reconquête populaire, si longue dût-elle être, Hitler entendait consacrer sa vie. Durant cinq ans, durant dix ans, tout le temps qu'il faudrait ! Ce n'est point avec des fusils – expédient ultime – mais par la conviction, qu'un jour les diverses classes sociales, enfin réunies, reconstitueraient la patrie réelle.

A l'automne de 1923, Hitler s'était donc tenu à l'écart de la grande bataille, nécessaire mais provisoire, de l'Armée contre le communisme.

Son heure viendrait plus tard. Son œuvre serait différente. Elle n'annulerait en rien l'effort militaire du passé. Elle le compléterait. Indispensablement.

Le drame allemand était d'ailleurs plus complexe.

Octobre 1923 avait vu contenir – une deuxième fois, en attendant la troisième – un communisme de plus en plus menaçant.

Il n'était pas le seul obstacle à la survie de l'Allemagne. D'autres dangers guettaient celle-ci. Le principal était le séparatisme.

Durant les semaines mêmes où la Reichswehr s'était heurtée à la révolution communiste, Hitler, lui, venait de se trouver nez à nez à Munich, son fief privilégié, avec un séparatisme sur le point de triompher.

Si, à son tour, la Bavière faisait bande à part, alors que la Rhénanie et la Ruhr étaient peut-être sur le point de se séparer du Reich, qu'allait-il rester de l'unité allemande, même si le molosse communiste était provisoirement muselé ?

En ce même mois d'octobre 1923, la Bavière séparatiste venait de se rebeller contre Berlin. Elle était sortie de la légalité. N'importe quand, un État rebelle pouvait se constituer à Munich.

Hitler, sur les lieux, voyait le danger s'accroître.

Il voulut le devancer.

Et ce fut, le 9 novembre 1923, le Putsch de Munich, où tout le système hitlérien allait basculer.

XVI

LE PUTSCH

La mode des coups d'État – Les deux coups d'État bavarois séparatistes de 1923 – Le mouvement hitlérien, bien structuré mais encore peu nombreux – La rébellion contre Berlin du Commissaire Général Kapp, puis celle du général Lossow – Le « Los von Berlin » des révoltés et leur plan de rétablissement de la monarchie bavaroise – Préparatifs de Hitler pour un coup d'État le 11 novembre 1923 – Kapp et Lossow prennent les devants – Date fixée par eux : 8 novembre – Hitler surgit, revolver au poing, à leur tribune – Ralliement général – Ludendorff apparaît dans la salle – Enthousiasme complet, fraternisation – Treize heures plus tard : l'échec dans le sang.

Vu à distance, le putsch de Hitler du 9 novembre 1923 paraît une extravagance, un coup de tête hors du temps.

Il n'en fut pas exactement ainsi.

Les coups d'État, en Allemagne, après le grand plongeon de 1918, étaient très à la mode. Qui n'avait pas tenté le sien ?

Chaque région d'Allemagne, ces années-là, ou même ces mois-là, avait connu son coup d'État, à peu près comme chaque enfant connaît tôt ou tard la varicelle. Ceux qui n'en faisaient

pas rêvaient d'en faire. Des milliers de vieux fusils de la guerre traînaient partout.

C'est, d'ailleurs, à gauche et non à droite qu'on avait lancé la mode de ces coups d'État.

Le 9 novembre 1918, on s'en souvient, à deux heures d'intervalle, socialistes et communistes s'étaient soulevés à Berlin, dans l'illégalité la plus complète, contre le régime constitutionnel en vigueur, sans vote quelconque du Reichstag, sans consultation de la masse des électeurs.

Ebert, le chef de la social-démocratie, avait fait son coup d'État en redingote, lui ancien prolo, ouvrant une fenêtre du Parlement et proclamant la République. Non seulement, il renversait, en dehors de toute loi, un gouvernement, mais le système constitutionnel de l'État, la monarchie du Grand Frédéric et celle de Guillaume II.

Un socialiste cramoisi, arrivé en auto avec un drapeau rouge sur les genoux, avait suffi pour que la Constitution, en même temps que le régime impérial, aillent s'aplatir sur le pavé !

Ce coup d'État à peine perpétré, les Spartakistes, (communistes et communisants) en avaient commis un autre. Cette fois, leur chef, Liebknecht, avait proclamé la révolution rouge du haut du perron du palais même de l'Empereur, encore régnant à cette heure-là !

Deux coups d'État de gauche, presque simultanés ! Deux coups rivaux. Pendant les semaines qui avaient suivi, les deux groupes de compétiteurs s'étaient vigoureusement et mutuellement cassé la figure.

Ce ne serait que l'année suivante, en janvier 1919, que des élections entérineraient plus ou moins, avec deux mois de retard, les deux coups d'État de la gauche socialiste et de la gauche communiste.

Pour le communisme, l'habitude était prise.

Leur combat, d'année en année, ne viserait plus qu'au vrai coup d'État final.

C'était normal. Leur grand patron, Lénine, s'était emparé du pouvoir à Pétrograd en octobre 1917, non en faisant appel à des électeurs, mais en lançant quelques dizaines de milliers de Gardes Rouges à l'assaut de la vieille Russie.

Pour assurer le pouvoir dictatorial, dans un pays où leurs adhérents politiques ne représentaient pas plus à l'époque que deux ou trois pour cent de la population, les léninistes avaient écrasé tout ce qui se heurtait à leurs bottes, les Ukrainiens, les Cosaques, les Tartares, les Criméens.

L'armée rouge avait même failli s'installer à Varsovie, et planter ses baïonnettes dans la peau des électeurs polonais.

Pendant trois quarts de siècle, en URSS, le communisme serait le coup d'État permanent. Pour le nigaud universel, on voterait de temps à autre, dans les pays à dictature prolétarienne. En faveur d'une liste unique ! Avec des résultats qui tourneraient régulièrement autour des 99,9 %.

Après la Première Guerre mondiale, les communistes d'Allemagne avaient en fait eu peu à dire. C'est Moscou qui commandait, du bureau de Lénine, de son ambassade à Berlin l'hiver de 1918, puis des repaires clandestins de Radek et de Toukhatchevsky en 1923.

Si les dirigeants communistes en Allemagne, tel Tiebrecht, n'avaient pas été des incapables, leur coup d'État eût pu réussir.

Qu'il fût social-démocrate ou spartakiste, chacun des éloquents démocrates du Reich avait tenté le coup d'État rouge, bafouant tout : Constitution, serment – ce qui coûtait le moins – et beaux principes.

A droite, indiscutablement, on n'avait pas été plus scrupuleux. Les Corps francs, au combat dans les pays Baltes, s'étaient

soucié de la démocratie comme du pan de chemise de Monsieur Scheidemann.

Le général von Luttwitz ensuite, et le haut-fonctionnaire Kapp, avaient voulu balayer au canon le régime de Weimar. Le gouvernement s'était enfui assez piteusement, évitant ainsi la grande casse. Sa riposte avait été aussi antidémocratique que le coup d'État. Elle avait paralysé celui-ci en ordonnant la grève générale des boulangeries. Ce n'est qu'ainsi, par la famine, que le régime défenestré avait été réinstallé.

Le 26 septembre 1923, le Chancelier Ebert et le Président du Conseil Stresemann, empêtrés dans leurs incessantes crises ministérielles, avaient utilisé l'article 48 de la Constitution de Weimar pour confier un pouvoir qui leur échappait des mains, au général von Seeckt et au ministre de la Guerre Gessler.

Ceux-ci s'étaient, ni plus ni moins, livré, eux aussi, à un coup d'État discret mais sans équivoque. Leurs décisions avaient permis à l'armée de briser l'assaut des émeutiers communistes. Ce recours aux baïonnettes, s'il avait été spectaculaire, avait été aussi indiscutablement illégal, la loi qui accordait à l'armée les pleins pouvoirs n'ayant pas encore été validée par le Parlement.

Les temps étaient troublés. L'Assemblée de Weimar n'avait jamais été qu'un fétu. D'année en année, elle s'était décomposée davantage. En 1923, déjà, elle ne comptait plus.

Parmi cette anarchie et ces dangers, chacun se croyait chargé d'une mission rédemptrice. La révolution communiste, virtuellement constante, l'invasion étrangère dans la Ruhr, la ruine et la famine, étaient des motifs lancinants pour chercher et improviser des solutions.

Aucune de celles-ci ne pouvait passer par le Reichstag. Ce parlement n'avait jamais eu de jambes pour marcher, ni de cerveau pour penser. Il fut le parlement le plus inutile de toute

l'histoire démocratique du XXe siècle. Ses restes étaient tellement consumés qu'on n'en sentait même plus l'odeur. Le coup d'État était devenu en Allemagne un recours presque obligatoire. Tous en avaient usé et abusé. L'idée de dictature était entrée dans toutes les mentalités. Elle était devenue aussi naturelle que l'idée d'une cure diététique.

Même Stresemann, ministre cérémonieux, qu'un simple bourdonnement de guêpe affolait, l'admettait sans autre réserve que le choix personnel d'un dictateur :

« Tout dépend, déclara-t-il le 11 novembre 1923 au *Walhalla Theater* de Halle, de la personnalité du dictateur qui d'ailleurs n'échappe pas aux nécessités économiques. »

Tel était le mot d'ordre général. La grande préoccupation était de savoir qui serait dictateur ! Et comment il se tirerait d'affaire économiquement !

Or le même automne de 1923, tout comme Ebert en 1918 ou comme son rival Liebknecht, le Bavarois Kahr avait rompu les ponts avec le gouvernement légal.

En Bavière, on y avait été encore beaucoup plus largement en fait d'illégalité que partout ailleurs. En effet, il n'y eut pas un seul coup d'État à Munich en 1923, mais deux, contradictoires, se superposant l'un à l'autre, s'enchevêtrant, puis échouant l'un comme l'autre.

Le premier de ces deux coups d'État bavarois ne fut pas un coup de tête de Hitler. Le sien ne fut qu'une riposte.

Certes Hitler avait rêvé, lui comme tant d'autres avant lui, de se hisser au pouvoir.

« Pendant trois ans, déclara-t-il, je n'ai pas eu d'autre idée qu'un coup d'État. »

C'était plus qu'une idée, c'était une idée fixe.

En cela, au moins, il était à peu près comme tout le monde !

Dans cette compétition, à Munich en novembre 1923, il allait être pris de court par les concurrents.

Ces concurrents, c'étaient l'ex-ministre Kahr et ses acolytes. Ils venaient de se dresser contre Berlin après que Ebert et Stresemann les eurent mis à pied, le 26 septembre 1923. Le pouvoir à bout d'expédients avait confié à l'Armée ce jour là, le soin de sauver une Allemagne unitaire dont Kahr et les autonomistes bavarois ne voulaient plus.

Ils s'étaient rebellés.

Ce coup d'État séparatiste, encore larvé, était exactement le contraire de ce que Hitler voulait réaliser. Il était, lui, décidé à refaire et à amplifier un Empire allemand au pouvoir fort dont les diverses régions auraient été soudées dans une unité indiscutable et indestructible.

En novembre 1923, Hitler disposait, incontestablement, du mouvement politique le plus discipliné et le mieux structuré de l'Allemagne du Sud.

Les autres partis alignaient des masses dix fois plus considérables peut-être, mais invertébrées. Hitler pouvait compter sur une centaine de milliers de partisans résolus, disciplinés, fanatisés. Troupe de choc d'une valeur politique exceptionnelle, mais petite troupe encore. Et limitée presque entièrement à l'espace bavarois.

Cette Bavière, pour lui, n'était pas vraiment un but. Elle n'était qu'un point de départ. Ce que Hitler voulait conquérir et transformer était le Reich entier. Son cri de combat était *Auf nach Berlin !* (En avant vers Berlin !) tandis que les autonomistes bavarois, qui venaient de se dresser contre la capitale du Reich et contre la dictature militaire proclamée le 26 septembre voulaient très exactement le contraire : *Los von Berlin !* (Séparons-nous de Berlin !)

L'un entendait reconstituer et accroître le Reich, l'autre se proposait de le démembrer.

Le putsch de Munich, avant tout, ce serait cela.

Les autonomistes bavarois auraient-ils l'audace de décrocher complètement de Berlin ?

Ou Hitler les prendrait-il de vitesse au dernier virage ?

Ce serait la course entre un sexagénaire embourgeoisé, Kahr, le chef de file de la coalition contre Berlin, lent dans ses décisions, louvoyant, assez lâche, et le jeune coureur de fond, Hitler, audacieux, brutal, résolu à sauter tous les obstacles pour coiffer Kahr au poteau.

Kahr avait été nommé, le 26 septembre 1923, commissaire général d'État en Bavière, par le président du gouvernement bavarois Knilling, en semi-rébellion déjà contre le Gouvernement de Berlin.

Ce dernier n'avait été prévenu de la nomination de Kahr que par une dépêche de l'agence Wolf. Or, en vertu de l'article 48 de la Constitution, c'étaient le général von Seeckt et, sous ses ordres le général Gessler, qui avaient seuls pouvoir de nomination.

Avant 48 heures, un deuxième conflit avait éclaté entre les autorités militaires du Reich et le responsable de l'armée en Bavière, le général von Lossow, le chef du Wehrkreis VII. A la rébellion civile de Kahr s'était ajoutée la rébellion militaire caractérisée, beaucoup plus catastrophique encore pour l'unité de l'État.

Le motif ? Il était assez insignifiant en somme. Le général Gessler avait donné télégraphiquement à Lossow l'ordre de saisir et d'interdire le journal de Hitler, le *Völkischer Beobachter*, en employant, s'il le fallait, la force. Pour quelle raison ? Le *Völkischer Beobachter* avait, la veille, étrillé le général von Seeckt et fait des allusions, autre crime de lèse-majesté, à son épouse juive, l'éminentissime Dorothea Jacobson.

En réponse à l'ordre de Munich, un autre télégramme, court et cinglant, avait été envoyé sur l'heure par le général Lossow à

son chef à Berlin : « *Befel unausführbar* » (Ordre inexécutable). C'était le refus caractérisé d'obéir d'un général à son ministre.

Cela signifiait la scission. La Reichswehr n'était plus obéi à Munich. Son délégué en Bavière se révoltait contre elle. Lossow faisait bloc avec von Kahr. Brusquement, le coup d'État se révélait global : civil et militaire.

En vérité, les convictions du général Lossow ne dataient pas de cet automne 1923. Il avait déjà tenu, auparavant, des propos très révélateurs. Sa solution à lui visait la liquidation de l'unité de la nation : « *Si tout s'écroule, laissez à chaque pays le soin de se débrouiller lui-même !* » Des mois à l'avance, dès la Ruhr, cette perspective du séparatisme ne l'avait pas effrayé. Il ne s'était pas gêné pour l'énoncer.

Riposte immédiate du président Ebert : révocation du général Lossow.

A son poste de Munich, celui-ci n'était donc plus qu'un mutin cassé.

Kahr, en riposte, le nomma Landeskommandant d'une Reichswehr uniquement bavaroise.

Dans toutes les cours de casernes de Munich, officiers et soldats furent appelés à prêter serment au général rebelle. Tous s'y conformèrent, sauf deux généraux qui déclarèrent inconstitutionnelle cette manifestation. Mais vingt-quatre officiers supérieurs se retrouvèrent complices du rebelle, au siège de la Région militaire où Lossow s'était installé en grand patron.

Le général en rupture de discipline se refusait donc formellement à obéir au président du Reich Ebert et à son chef militaire !

Dès ce jour, sans dépasser le stade verbal, deux « États d'exception » s'opposaient donc : celui du Reich central qui décrétait l'illégalité de Kahr et de Lossow, et celui de Kahr et Lossow qui faisaient la nique au président du Reich, Ebert, et au général von Seeckt, et envoyaient promener le Gouvernement unitaire.

La bagarre allait se développer de façon de plus en plus irrémédiable :

– 28 septembre 1923 : de sa propre autorité, von Kahr abroge, sur le territoire bavarois, la Loi sur la protection de la République, décrétée par le gouvernement de Berlin en vertu de l'article 84 de la Constitution. C'est dire que, dès ce jour-là, le gouvernement central perdait, en Bavière, son instrument de pouvoir.

– 1er octobre : ordre est donné de Berlin au général von Lossow de procéder à l'arrestation d'un officier accusé de complot contre la sûreté de l'État. Lossow répond immédiatement par un refus catégorique.

– 18 octobre : le ministre de la Reichswehr casse le général von Lossow et nomme à sa place le général von Kressenstein. Riposte immédiate : le gouvernement bavarois rompt publiquement tout rapport avec l'Allemagne officielle. Il confirme le général von Lossow dans son nouveau poste de commandant militaire de l'armée de Bavière. Il délie de leur serment à la Reichsswehr nationale les officiers et les soldats de la VIIe Division et prend celle-ci sous son autorité.

– 27 octobre : dernière manifestation du président Ebert ; il somme von Kahr de respecter la Constitution. Refus total. Kahr va plus loin : il concentre des troupes aux frontières nord de la Bavière.

– 4 novembre 1923 : le général von Lossow prépare la création d'un directoire bavarois, comprenant, bien entendu, sa propre personne, l'ex-commissaire d'État von Kahr, et l'ex-chef de la police, le colonel von Seisser.

Précision capitale : ce directoire sera instauré « en attendant le retour probable des Wittelsbach ». Ce n'est plus seulement la

rupture avec Berlin. On va à brève échéance à la restauration séparatiste de la monarchie déchue !

Le plan était donc clair : séparation de Berlin (*Los von Berlin*) et réinstallation (sans consultation quelconque de la population) d'une dynastie fantoche qui n'avait été capable que de prendre ses jambes à son cou quand un Juif fou, Eisner, le 6 novembre 1918, s'était emparé à Munich d'un palais royal vide.

L'héritier Rupprecht de Bavière avait rêvé de réapparaître à Berlin, en cas de restauration, comme successeur de l'empereur déchu. Pour l'instant, il se rabattait sur la couronne de Bavière jetée, quatre ans plus tôt, dans le talus par sa famille. Récurée par Kahr et Lossow, cette couronne pourrait, pensait-il, faire bon effet sur son crâne !

Le complot Kahr-Lossow était donc double : contre Berlin, et en même temps pour la restauration d'une dynastie régionale, séparant la Bavière du Reich.

Poincaré n'eût pas pu rêver mieux.

C'était exactement la formule que Hitler exécrait.

Un tel séparatisme marquerait l'effondrement de son plan grand-allemand. Une fois la Bavière séparée, ce serait ensuite le tour du Palatinat, de la Ruhr, de la Rhénanie (le fameux « Duché » de Stinnes). Et, qui sait, de la Prusse orientale, travaillée, elle aussi, par des séparatismes.

Le séparatisme était un ennemi du Reich aussi redoutable que le communisme. L'un et l'autre seraient balayés, ou bien on verrait l'Allemagne s'effondrer.

Hitler, toutefois, ne pouvait pas faire à Munich ce qu'il voulait. Une division fortement armée, la VIIe Division de l'ex-Reichswehr, passée aux mains de Lossow, était un obstacle très

difficile à enlever bien que, au vu et au su de tous, le ralliement obligatoire, sous serment, à Lossow, des jeunes officiers et soldats n'ait été ni empressé ni sincère.

Un atout cependant pour Hitler : la pusillanimité du général von Lossow.

Celui-ci était un velléitaire. Il hésitait à se compromettre trop définitivement. L'idée qu'il pourrait perdre ses épaulettes dorées l'inquiétait. Il ne voulait se risquer que lorsque la réussite définitive du coup d'État ne ferait plus un pli.

Il ne l'entreprendra, dit-il, que « quand il sera sûr de 51 % de chances de l'emporter. »

Quand est-on jamais sûr qu'un coup d'État dispose à l'avance de 51 chances sur cent de triompher ?

La chance, c'est le caractère qui l'assure. Un homme faible rate avec 80 % de chances ; un homme à poigne gagne avec 20 %.

Le général von Lossow manquerait le coche, parce qu'il lui manquerait le cœur de l'audacieux.

Alors qu'il tenait en main une troupe de douze mille fusils et un armement lourd considérable, il va s'effondrer la nuit du 8 au 9 novembre 1923, dès l'instant où il verra apparaître sous son nez le revolver d'Adolf Hitler.

Pour neutraliser Hitler le panallemand, Kahr le régionaliste séparatiste avait pris soin, dès le premier jour, d'interdire toute réunion nationale-socialiste.

Le *Völkischer Beobachter* avait été suspendu, alors qu'il ne l'avait pas été lorsque l'ordre en avait été donné de Berlin, un mois plus tôt !

La situation de Hitler, en ce début de novembre 1923, se révélait compliquée au possible.

D'une part, il ne voulait à aucun prix s'opposer à des soldats de la Reichswehr, même si ceux-ci provisoirement se trouvaient

sous la coupe de Lossow et Kahr. D'autre part, on le tenait officiellement à l'écart de toute information.

Mais ses renseignements privés étaient formels : le coup de force définitif, passant des menaces à la rébellion, était imminent.

Pourquoi se seraient-ils gênés, d'ailleurs, disposant d'une force armée considérable et voyant le gouvernement de Berlin, miné de toutes parts, sur le point de démissionner, pour la énième fois ?

Hitler prétendait annuler ce coup antinational avant qu'il ne se produisît. Il lui faudrait, dans ce cas, agir vite, quelle que fût la faiblesse de ses moyens. Il décida qu'il devancerait le coup d'État de Kahr.

Il fixa le jour : le 11 novembre, jour significatif puisqu'il rappelait le 11 novembre 1918 où s'effondra l'Allemagne, que Hitler entendait rétablir dans sa toute puissance.

Le plan fut aussitôt dressé : le 10 novembre 1923, le chef militaire du Kampfbund et le chef des SA rassembleraient leurs hommes (quelques milliers) sous le prétexte de manœuvres de nuit, au nord de la ville de Munich.

Le matin, il le savait, les plus importants contingents de l'armée seraient retenus par la commémoration de l'armistice.

Comme s'ils venaient prendre part, eux aussi, à la journée commémorative, les hommes de Hitler pénétreraient en colonnes à l'intérieur de Munich. En un bref coup de main et sans casse – puisque le gros des troupes seraient en service officiel – ils s'empareraient de tous les centres de pouvoir de la ville.

Hitler n'ignorait pas que les gardes, ce jour-là, seraient réduits presque à zéro, les services à la poste, sur les ponts, dans les imprimeries des journaux. Et surtout, au *Wehrkreis Kommando*, le général Lossow serait absent, assistant au défilé.

Une fois ce dispositif mis en place, le général Ludendorff et Hitler annonceraient qu'ils prenaient le pouvoir. Kahr et Lossow ne jouissaient guère de l'appui de la population, laquelle se rallierait à Hitler, couvert par Ludendorff, gloire nationale ! Il était probable que Kahr et Lossow se soumettraient sans éclat devant le fait accompli.

Pourquoi faire intervenir le général Ludendorff ?

Hitler ne l'aimait pas spécialement. Il était autoritaire, peu liant, cassant avec ses subordonnés. En outre, il était habité par d'étranges lubies : sa femme, Mathilde, était extravagante, voulait fonder une religion nouvelle, fondée sur de mystérieux préceptes d'une antiquité très confuse.

Ludendorff avait emboîté le pas de sa prophétesse comme une jeune recrue.

C'était son côté négatif, d'ailleurs assez peu connu.

Le côté positif était le prestige de Ludendorff. Il avait été un des deux grands chefs militaires du Reich. Un succès de plus à la mi-juillet 1918 près de Reims, et il fût entré dans Paris.

Les Allemands étaient fiers de son passé et de sa grande allure. Lorsqu'il apparaissait, les bajoues dures, l'uniforme bardé de décorations, le casque à pointe brillant comme un soleil, le public acclamait. Il était exactement l'homme qui convenait, patriotiquement, pour être mis en avant.

Hitler l'avait donc flatté, comblé d'éloges. S'il triomphait, Ludendorff deviendrait une des grandes vedettes du Reich ! Cette perspective plaisait à son orgueil, qui était grand.

Le voilà donc, en novembre 1923, embarqué dans le coup d'État de Hitler. Son grand sabre est prêt sur la table à gibier de sa résidence.

Sans doute Kahr eut-il vent de ce contre-putsch imminent ? Ou bien a-t-il été prévenu par l'un ou l'autre des espions de Lossow ? Le certain est que – chacun cherchant à devancer

l'autre – il annonça de son côté un grand meeting pour le 8 novembre, l'avant-veille même du jour où les troupes de Hitler devaient s'approcher, la nuit, de Munich.

Si, ce 8 novembre 1923, Kahr annonçait décisivement qu'il rétablissait un royaume de Bavière sous la houlette du prince Rupprecht, et, en même temps, envoyait Berlin au diable, le plan de Hitler serait annihilé. Son projet d'Allemagne unie serait liquidé ! Et son mouvement serait désormais interdit. Hitler pris de vitesse, il n'était plus possible de maintenir le putsch à la date prévue du 11 novembre. Il fallait coller tout de suite à la date du 8 novembre, jour du meeting de von Kahr.

Or on était le 7 novembre !

Vingt-quatre heures seulement étaient laissées à Hitler pour opérer un changement total de sa manœuvre stratégique et tactique ! Les dispositions prises pour le 11 novembre n'avaient plus de sens. Il fallait inventer sur l'heure une parade.

Quelle parade ?

Hitler était un homme d'imagination, de promptitude dans la décision. Il décida immédiatement que le combat serait mené là même où Kahr pensait agir le premier. Son grand meeting du 8 novembre au *Burgerbraukeller* allait inévitablement rassembler la totalité des autorités civiles et militaires de Munich, ainsi que les quelques milliers de notables de la ville. Tout le haut gratin bavarois !

Et si Hitler les ramassait tous, d'un grand coup de filet ? Et si, là même où Kahr se préparait à exposer son plan subversif, Hitler exposait et imposait le sien ?

Les foules sont lâches et versatiles. Lossow, tout général qu'il fût, n'avait rien d'un dieu Mars. Quand à Kahr, il n'était jusqu'alors qu'un fonctionnaire, plat comme un matelas. Tiendrait-il le coup lorsque le canon de la voix de Hitler retentirait ?

Cette fois-ci, indubitablement, il n'y avait pas pour Hitler 51 % de chances de réussite, comme l'exigeaient les calculs savants d'un Lossow ! Il n'y en avait que quelques-unes. L'auditoire bourgeois pouvait le conspuer et le chasser. Il risquait même de se faire coffrer, avant d'avoir dit un seul mot.

Pour une fois, Kahr et Lossow pouvaient se comporter – qui sait jamais ! – comme Bayard sur le pont du Garigliano ou Bonaparte au pont d'Arcole.

Mais, pour Hitler, il n'y avait pas à hésiter. Peu de chances ? C'est en tout cas la seule chance qui restait. Sinon, à l'aube du 9 novembre, tout, pour lui, son parti et l'unité de d'Allemagne seraient perdu.

L'affaire se réglerait à coup d'audace.

Hitler n'avait prévenu personne du changement de plan, pas même Ludendorff. Il poussa son souci du camouflage jusqu'à aller travailler longuement, l'après-midi même, à l'endroit le plus public de Munich, au café Heck, flanqué de son ami le photographe Hoffmann, bavard insigne.

Hitler le quitta le soir venu, après deux heures de conversation banale, en expliquant qu'il ressentait un violent mal de tête. Hoffmann, ne pensant plus à une possibilité quelconque d'un coup d'éclat, alla se glisser douillettement dans son lit.

C'est la police de Lossow que Hitler avait voulu ainsi jouer. Alors que Munich, peu avant la réunion de Kahr, était en ébullition, Hitler passait plusieurs heures dans un établissement archi-connu, à siroter un café ! Quel informateur policier éventuel pourrait-il jamais imaginer que ce consommateur serait un putschiste deux heures plus tard ?

Hitler avait eu tout juste le temps de choisir quelques gardes du corps, qui ignoraient tout de leur mission. Il les fit monter dans sa grosse Benz rouge. Göring, à côté de lui, porte son casque d'acier dans un paquet. Hitler cache sous un imper-

méable sa redingote. (On est au temps des notables, toujours en tenue d'enterrement!) Il a accroché dessus sa Croix de Fer.

La police, quant à elle, n'a absolument rien décelé. Le secret du complot avait été absolu.

Entre-temps, 600 SA avaient été convoqués par Röhm dans une grande brasserie, soi-disant pour une réunion de camarades. Alors que les polices les croient réunis uniquement pour lamper des pots de bière, voilà qu'ils se glissent bientôt dans l'ombre autour du *Burgerbraukeller*.

Trois mille personnes y emplissent totalement la grande salle. Des riches surtout. Son Excellence von Kahr est à la tribune en redingote solennelle, comme il se doit. Il commence à dévider sur un ton monocorde un lourd topo. Certainement, sa monarchie, demain, ne sera pas rigolote.

Il est 8 h 45 du soir.

Hitler et deux de ses fidèles, Rosenberg et Schneuber-Richter (qui sera tué le lendemain), sont à l'affût, à l'abri des regards, au fond de la salle, derrière une colonne.

Brusquement, c'est le tumulte.

Kahr épouvanté s'écrie : « Ce sont les communistes ! »

C'est Hitler.

Vingt-deux SA – pas un de plus – viennent d'enfoncer la porte du fond, braquant une mitrailleuse sur l'assistance.

Hitler a bondi sur une chaise, il tire une balle de revolver dans le plafond. Panique générale! Des chaises sont renversées dans tous les sens, un ministre se cache en dessous d'une table.

A la tribune, Kahr, pétrifié vivant, est blanc comme un linge. Sans desserrer les dents, il regarde Hitler qui grimpe à côté de lui à la tribune.

« La révolution nationale a éclaté, s'écrie celui-ci. Six cents hommes armés jusqu'aux dents entourent cette salle. Nous

sommes les maîtres partout dans Munich. L'armée s'est ralliée. Dans quelques minutes, elle sera ici avec nos SA. »

La salle est crispée, affolée et mécontente. Göring s'installe à la tribune et crée un début de bonne humeur. Hitler a, entre-temps, emmené dans une salle voisine Kahr, joyeux comme un fossoyeur, von Lossow obéissant comme un ordonnance et l'ex- et nouveau chef de la police, von Seisser, le nez bas, comme si on venait de lui passer les menottes.

Hitler leur met carrément le marché en main : « Vous n'êtes plus rien, voulez-vous redevenir quelque chose dans un gouvernement commun ? »

A la violence, Hitler préfère une solution sans bagarre. Ces trois personnages sont à l'extrême opposé de tout ce qu'il veut et de tout ce qu'il est. Mais, devant ce grand public confortable, ils représentent le conformisme et la tranquillité. S'ils sont prêts à réapparaître comme bouche-trous dans son gouvernement révolutionnaire, il est disposé à sauver, pour le moment, leur redingote et leurs galons.

« Excellence Kahr, vous serez régent de Bavière ! »

Cela n'engage pas Hitler à grand-chose, car il se réserve, lui, la direction politique du nouveau gouvernement national. Si lui dirige tout, que restera-t-il d'autre à diriger? Dans son plan, le régent Kahr classera tout au plus des dossiers et époussettera ses médailles.

Faisant comme si était acquis l'accord du trio époustouflé par l'événement, Hitler est revenu à la tribune. En quelques minutes, il provoque un renversement total de la situation. Il martèle chaque point de sa harangue.

« Je vais maintenant réaliser le serment que je me suis fait à moi-même il y a cinq ans, lorsque j'étais couché, aveugle et estropié, dans un hôpital militaire : ne connaître ni trêve ni repos aussi longtemps que sur la malheureuse Allemagne d'aujourd'hui ne s'élèvera une Allemagne nouvelle, puissante et libre. »

Les trois mille personnes, à son arrivée, l'avaient hué. Au bout d'un quart d'heure, elles sont bouleversées, les hommes en transes, les femmes en larmes.

« En un discours magistral, a raconté le professeur de l'université de Munich Karl Alexander von Müller, il retourna les dispositions de l'assistance comme un gant. J'ai rarement assisté à pareil spectacle. »

« Kahr, Lossow, Seisser, s'écrie Hitler, se rallient à notre gouvernement national; êtes-vous d'accord avec cette solution de la nation allemande ? »

Il repart de la tribune, investi par l'assemblée de la mission d'informer Kahr que « toute la salle le suivra s'il se joint au soulèvement ».

Kahr, Lossow et Seisser étaient encore vaguement indécis. Mais ils ont entendu les clameurs leur prouvant que Hitler avait complètement retourné leur propre public. Alors, apparut dans la salle le général Ludendorff.

Ludendorff, s'il l'avait connu, n'eût sans doute pas approuvé le plan de Hitler, qu'il eût trouvé trop hasardeux.

Comme il l'a fait, et comme il le fera toujours, Hitler n'a informé, en toute dernière minute, strictement que les hommes qui, dans l'immédiat, lui seront indispensables. Les autres seront mis au courant au fur et à mesure des événements.

A peine la salle prise d'assaut, Schneuber-Richter avait couru pêcher un Ludendorff de très mauvaise humeur, grognant pour n'avoir été appelé qu'après coup. On l'a embarqué en toute hâte dans une auto sans qu'il ait même eu le temps de changer de veston. Son entrée subite accroît encore la passion qui soulève l'assistance. Quoi ! Ludendorff lui aussi se rallie ! Il accourt auprès de Hitler, c'est une sorte de légalisation de la révolution !

Aux trois semi-prisonniers de Hitler, Ludendorff dit rudement : « Je suis aussi surpris que vous. Mais le pas est franchi et

il s'agit de la patrie allemande. Je ne puis vous dire qu'une chose, soyez avec nous. »

Avec nous ! Il se solidarise de Hitler, comme si c'étaient eux deux ensemble qui avaient fait le coup !

Kahr donna son accord comme « Lieutenant de la Monarchie », alors que ladite monarchie bavaroise était tombée au fond du lac de l'Histoire depuis cinq ans et n'en remonterait plus jamais !

Hitler ne s'opposa en rien à ce que Kahr s'adjugeât pompeusement ce titre ronflant.

Avec le général von Lossow, l'adhésion fut encore plus brève : « Les desseins de Votre Excellence sont pour moi des ordres », répondit-il à Ludendorff, tout heureux de s'abriter sous ce parapluie.

Quant à Seisser, il se glissa, comme le roi Gaspard à la suite des rois Melchior et Balthasar, sans même trouver un mot historique.

La salle acclama la réapparition sur la scène de Hitler, sans pistolet, de Ludendorff digne comme un chambellan du Kaiser, et des trois rescapés : Kahr, le sauveur présumé de la monarchie bavaroise, Lossow, claquant des talons et le lieutenant-colonel-flic Seisser, qui eût bouclé Hitler une demi-heure plus tôt s'il l'avait pu et qui était tout heureux maintenant de pouvoir se cramponner au pantalon du vainqueur.

« Le groupe revint, raconte l'historien Joachim Fest, de conserve dans la salle pour se livrer à une scène de fraternisation. Cette démonstration d'apparente unité suffit à faire monter l'assistance sur les chaises, et les acteurs se serraient les mains, aux acclamations du public. »

Ludendorff souleva l'enthousiasme général : « Saisi par la grandeur de l'instant et surpris, s'écria-t-il, je me mets à la disposition du gouvernement national du Reich. »

La foule sortit en acclamant les premières compagnies nationales-socialistes qui passaient dans la rue.

Le Coup d'État avait été un coup de maître. Jouant d'audace, Hitler avait fantastiquement réussi.

Pourtant, treize heures plus tard, tout serait par terre, Hitler serait blessé, quatorze de ses camarades seraient tués, la révolution serait abattue dans le sang.

Que s'était-il passé?...

XVII

LA FUSILLADE HISTORIQUE

En 1923, c'était trop tôt – Les S.A. et la grande foule munichoise en pleine exubérance le premier soir – Pas un seul incident séparatiste ou marxiste – Röhm s'installe au Ministère de la Guerre – Les Cadets au Commissariat Général – Confiscation de quatorze milliards – Comment Kapp et Lossow purent s'éclipser – La télégraphie sans fil oubliée par les putschistes – Lossow en dispose pendant une heure, ameutant des renforts – Hitler et son respect de l'armée – Irruption du prince Rupprecht – Munich se solidarise avec Hitler – Puissante manifestation, le matin du 9 novembre, à travers les rues – Le drapeau nazi hissé à l'Hôtel de Ville – La tragédie soudaine : quatorze cadavres – Munich dans la consternation – Hitler réfugié chez une Américaine – Aux mains des policiers – A la cellule numéro 7 à Landsberg – Des « Heil Hitler ! » à Munich.

Après avoir vu, au soir du 8 novembre 1923, comment on pouvait gagner une révolution, on allait voir, le lendemain même, comment on pouvait la perdre. Hitler, en fait de fomentateur de coup d'État, était un néophyte.

Voulait-il, même en ce mois de novembre 1923, en faire vraiment un? Il y pensait, il l'a dit sans détour, depuis le pre-

mier jour de sa sortie de l'hôpital de Pasewalk. Encore fallait-il en avoir les moyens. Le 8 novembre 1923, il ne les avait pas. Il voulait simplement, cette nuit-là, convertir Munich, sans recourir à la violence, en une impressionnante force qui pourrait entraîner la Bavière dans une marche nationale vers Berlin, non pas pour morceler l'État, mais pour sauver l'Allemagne.

En 1923, il était peu connu à Berlin. Plus cependant qu'on eût pu le croire. La nuit qui suivit l'échec, on verrait plus de six cents sympathisants manifester bruyamment aux centres vitaux de la capitale, Wilhelm Platz et Alexander Platz, au cri de « Heil Hitler ! »

L'armée qui eût pu s'opposer à lui à Berlin n'était pas forte. Par hasard, le bataillon de garde, cette nuit-là, n'était composé que de Bavarois.

N'empêche, le morceau était gros. Et Hitler se faisait politiquement des illusions. Berlin était le principal fief marxiste du Reich. Le général von Luttwitz et le haut fonctionnaire Kapp l'avaient appris à leurs dépens, en 1921, maîtres de la ville pendant quatre jours et réduits ensuite à l'impuissance par une grève générale qui les avait annihilés.

Depuis, socialistes et communistes s'étaient renforcés encore. Rien que dans l'administration de Berlin, trente-quatre mille détenteurs de cartes du Parti socialiste ou du Parti communiste avaient été installés à des postes-clés.

On verrait plus tard comment Joseph Goebbels, agitateur né, intrépide, orateur populaire entre tous, mordant, sarcastique, fanatique, mettrait plus de cinq ans pour y emporter, un par un, les bastions prolétariens et faire du national-socialisme le premier parti de la capitale du Reich.

En 1923, c'était trop tôt. Hitler presque sûrement se fût cassé les dents sur l'os berlinois, même s'il avait réussi momentanément à Munich. Son échec fut en vérité heureux pour sa carrière. Avant de s'emparer de l'État, il était indispensable de

conquérir d'abord le peuple allemand. Il ne pourrait parvenir au pouvoir que porté par lui.

Sur le terrain munichois, il y eut aussi des failles. Pas à mettre toutes à la charge de Hitler. Le changement précipité de programme avait fait renoncer soudain au plan prévu pour le 11 novembre et improviser, pour le 8 novembre, un assaut trop vite bâclé. Certaines grosses erreurs furent ainsi commises, que Hitler eût certainement évitées s'il avait disposé de plus de temps pour changer du tout au tout les bases d'une opération de conquête primitivement prévue pour trois jours plus tard.

Aux premières heures du putsch, tout s'était déroulé merveilleusement.

Le plus prompt à démarrer avait été Röhm, fort des quelques centaines de SA qu'il avait réunis très discrètement à la *Lowenbraü*. Tout d'un coup, Röhm annonça à sa troupe la grande nouvelle : Hitler venait de ramasser dans ses filets les gros seigneurs de Munich, au grand complet, le président de l'État Knilling, le commissaire-général Kahr, le général von Lossow, le chef de la Police, tous les grands manitous de l'administration, des finances et du commerce ! Le bateau de pêche était plein ! Tous se ralliaient à la révolution ! Hitler en était devenu le directeur politique, c'est-à-dire le dictateur !

Cette nouvelle énorme provoqua parmi l'assistance un hourvari inouï. De nombreux soldats s'étaient attablés avec les SA. Tous arrachaient maintenant de leur uniforme les insignes républicains ou séparatistes, sautaient sur les tables et les chaises, s'embrassaient, entonnaient à tue-tête l'hymne national.

Il leur fallut à l'instant même passer à l'action. Précédées par une musique tonitruante (en pleine nuit !), acclamées puis suivies par de nombreux Munichois, dégringolés à toute vitesse de

leurs lits, les centuries de Röhm parcoururent triomphantes les rues principales de la ville.

« L'enthousiasme des spectateurs en joie était impétueux », note l'Américain John Toland.

Une précision qu'il ne faut pas négliger : pendant les quinze heures qui précédèrent le massacre final, pas un seul incident de rue ne fut signalé où que ce fût, même pas dans les quartiers les plus soumis à la propagande marxiste.

Hitler, en 1923, avait déjà marqué profondément l'opinion de Munich. Les rapports dressés après les événements par la police sont, là-dessus, unanimes. Il n'y eut pas un seul accrochage dans Munich entre socialistes, communistes et nationaux-socialistes. Pas même un seul coup de poing ne fut lancé par un isolé. Les nationaux-socialistes défilèrent par toutes les rues de Munich comme chez eux, drapeaux au vent, musiques menant dans la nuit un tapage vigoureux.

Röhm n'eut à prendre aucune mesure de précaution. Sur ordre de Hitler, transmis par un motocycliste, il se dirigea avec ses centuries vers le ministère de la Guerre, siège du pouvoir militaire. Nul n'eut à tirer un coup de carabine. Après quelques brèves paroles d'explication, Röhm prit possession des lieux.

Le ministère fut aussitôt converti en centre militaire du national-socialisme, renforcé sans retard par des centaines de Cadets, l'élite de l'armée, arrivés brûlant de patriotisme.

D'autres Cadets s'étaient emparés entre-temps du siège du pouvoir civil, le Commissariat général.

Les finances elles-mêmes avaient été immédiatement assurées.

Une imprimerie de Munich, propriété d'une firme juive, appartenant aux frères Masson Marcus, possédait dans ses ateliers, la nuit du putsch, la réserve gouvernementale, une fortune

fabuleuse, au moins théoriquement : 14 650 000 milliards de marks.

Peu de chose, en réalité, au moment où un sandwich ou la graisse-savon coûtaient des centaines de millions !

Certains billets de ce dépôt portaient même le chiffre fatidique de 50 milliards de marks. De quoi acheter la moitié de l'Allemagne en 1914.

Dans cette imprimerie, comme partout, l'ordre et la discipline allemands régneraient sans fissure, en cette nuit de révolution : les frères Marcus demandèrent simplement un reçu.

Cette exigence n'étonna aucun assaillant. Max Amman, le financier très sévère du parti, signa le reçu.

Si les révolutionnaires avaient réquisitionné un sachet de frites, ils eussent, de la même façon, remis à la vendeuse, en bonne et due forme, un reçu, parfaitement calligraphié. On n'était pas pour rien en Allemagne !

A cette heure-là, donc – passé minuit – tout marchait bien. Qu'il se fût agi du pouvoir politique, du pouvoir militaire ou de la simple intendance.

« Il est de fait, conclurait Joachim Fest, que les chances de l'entreprise n'étaient nullement mauvaises. Ainsi qu'on le constata dans la matinée, l'opinion publique penchait absolument en faveur de Hitler, et du *Kampfbund*. A l'Hôtel de Ville ainsi qu'aux balcons de nombreux édifices et immeubles, le drapeau à croix gammée avait été hissé. »

Un premier incident survint, d'apparence futile, mais qui allait avoir des conséquences fatales quelques heures plus tard.

Les ex-dirigeants autonomistes, ralliés à Hitler, Kahr, Lossow et Seisser, avaient été confiés au général Ludendorff. Il se faisait tard. Ces messieurs se disaient fatigués par l'heure très tardive et par l'émotion. Ils désiraient aller se coucher. En

Allemagne, en ces temps-là, un bourgeois consciencieux s'enfonçait la tête dans son bonnet de nuit à neuf heures du soir.

A eux, Kahr, Lossow, Seisser, que restait-il à faire ? Ils avaient donné publiquement leur adhésion. Ils n'allaient pas parcourir les rues derrière des tambours et des grosses caisses...

« Pourquoi, demandèrent-ils à Ludendorff, ne nous laisseriez-vous pas aller nous coucher ? »

Il était 22 heures 30. Ils donnèrent à Ludendorff leur parole d'honneur qu'ils resteraient fidèles au serment émis trois heures plus tôt.

Le général Ludendorff, finaud pourtant, ne devina pas la manœuvre. Lui, il avait juré fidélité, ils étaient militaires comme lui, leur parole suffisait.

Elle n'eût pas dû suffire.

Ces candidats à l'oreiller avaient déjà mangé leur parole un mois plus tôt : Kahr avait juré fidélité à la Constitution allemande et l'avait rejetée ; Lossow qui avait prêté serment à la Reichswehr d'être un soldat discipliné s'était rebellé !

Ayant forfait une fois, pourquoi auraient-ils éprouvé des scrupules à forfaire une seconde fois, à piétiner une seconde fois leur engagement public ?

Ludendorff était, avec Hindenburg, le plus glorieux chef de la Première Guerre mondiale. Il se fia aux deux compères et au colonel-flic et leur serra aimablement la main. « Bonne nuit ! On se reverrait demain matin ! »

Quelques minutes après, Hitler apparaissait. Il fut épouvanté en voyant que les trois oiseaux s'étaient envolés. Il fut presque pris de panique car, si les trois larrons pouvaient, une fois dehors, se manifester contre la révolution alors triomphante, le coup de manivelle pouvait lui revenir en pleine figure.

Schneuber-Richter fit comprendre avec beaucoup de forme à Ludendorff qu'il s'était peut-être fait rouler. Le général le prit

de haut. Qu'on soupçonnât un officier de félonie lui paraissait le crime absolu : « Je vous interdis de mettre en doute la parole d'un officier allemand. »

En attendant, l'officier insoupçonnable et le Lieutenant de la monarchie avaient disparu dans la nuit.

En soi, c'est sûr, trahir sa parole de général était assez infâme. Lossow hésita quelque temps avant de le faire. Ce sont trois collègues qui allaient le faire basculer après qu'il fut réapparu à son bureau de Police.

Trois généraux, en effet, se trouvaient là, aux noms bien oubliés, Danner, Ruith et von Kressenstein. Trois militaires baignés de conformisme. Ils entreprirent d'étourdir, par leurs mises en garde, un Lossow vite vacillant.

Déjà, d'eux-mêmes, ils avaient alerté des garnisons au dehors, à Augsbourg, à Passau, à Landshut, tout cela sans l'autorisation de Lossow. Sans l'avoir voulu, il était engagé. Il pensa un moment au serment donné à Ludendorff. Allait-il le trahir ? Ou ne pas le trahir ? Il céda. Mais comme Hitler et ses hommes pouvaient lui tomber dessus et l'acculer à se renier une troisième fois, il abandonna dare-dare son bureau et se réfugia dans une caserne.

Kahr, vraiment, avait voulu se coucher. On vint alors lui annoncer qu'un détachement de Cadets approchait, qui allait occuper d'un moment à l'autre son Commissariat-Général. Comme Lossow, il courut à la caserne du 19e Régiment d'Infanterie, la seule caserne sur laquelle l'ex-pouvoir pouvait encore compter.

Là, en effet, s'était produite une catastrophe !

A l'encontre de quelques généraux ankylosés et calculateurs, les soldats et les jeunes officiers s'étaient pour la plupart solidarisés aussitôt avec les nationaux-socialistes soulevés. Les centuries de Hitler avaient fait, sans incident spécial, le tour des casernes.

Toutefois, le dispositif avait dû être modifié trop vite le 8 novembre. Une opération capitale avait été négligée : saisir dès le premier instant les moyens de communication, la télégraphie sans fil et le téléphone.

Hitler eût dû donner à cette saisie un caractère prioritaire. Une fois cette centrale entre les mains, Hitler eût pu, la nuit même, compléter sans heurt sa révolution. Ces réseaux oubliés par les putschistes étaient restés aux mains de leurs desservants habituels, sans que nul n'eût même pénétré dans ce secteur de la caserne. Couper les communications entre ce centre et le dehors eût pu être réalisé en un tournemain. Le fait que Hitler n'ait pas ordonné cette saisie est une preuve de plus de sa volonté de ne pas imposer par la force son coup d'État. Après avoir rallié à son action les trois gêneurs de la *Burgerbraukeller*, il était certain de s'assurer l'adhésion libre de la population, manifestée par le plébiscite immédiat dans la rue.

Il eût pu s'imposer dans n'importe quelle caserne ; il avait, à l'inverse, interdit toute violence. Il voulait voir l'armée s'unir à lui en toute fraternité. Nulle part, Hitler ne forcerait celle-ci à apporter son concours contre son gré.

Cette non-intervention fut même cocasse : dans une salle de la caserne du 19e Régiment d'Infanterie, occupée par les miliciens de Röhm, des dirigeants du putsch délibéraient, enthousiastes, alors que de l'autre côté de la cloison, la radio militaire fonctionnait à plein. Lossow allait s'en servir à sa guise pendant une heure, avant même que le détachement hitlérien n'ait eu l'idée de l'existence de ce réseau, et qu'il eût arrêté le trafic.

Mais entre-temps, Lossow avait pu tranquillement expédier aux garnisons voisines l'ordre de lui envoyer des renforts. En même temps, il avait pu faire savoir aux agences de presse qu'il annulait son adhésion au coup d'État : les militaires qui soutiendraient le putsch seraient poursuivis pour trahison. Sur cette lancée, von Kahr, reprenant vie, mit le parti national

socialiste hors la loi, décréta l'interdiction de son journal et la confiscation de tous ses biens.

Lorsque les hommes de Hitler se rendirent compte de cette utilisation par l'adversaire d'un matériel de transmission dont ils avaient tout ignoré, le mal était fait.

L'historien Fest a admis sans circonlocutions que Hitler eût pu parfaitement réussir son coup d'État comme il l'avait prévu, c'est-à-dire sans recourir à la violence : « Le fait qu'il n'ait pas donné l'ordre d'occuper les centraux télégraphiques et les ministères et ne se soit pas assuré le contrôle des gares et des casernes était dans la logique des choses. Il ne cherchait en aucune façon à s'emparer du pouvoir à Munich par la révolution mais, fort de l'assise que lui donnait la puissance de la capitale bavaroise, il se proposait de marcher sur Berlin. »

Hitler fut-il, lui aussi, un ingénu comme Ludendorff qui avait laissé filer les Kahr et consorts, ceux-là même qui, durant les heures suivantes, assureraient sa perte ?...

En premier lieu, il eût fallu mettre sous clef les co-associés douteux, jusqu'à la conclusion de la réussite.

En second lieu, quand on fait la révolution, on ne peut pas regarder à la casse. Une fois qu'on se décide à foncer, il faut s'assurer sur l'heure, à n'importe quel prix, les moyens de tout contrôler et de tout dominer. Si, dans un secteur aussi important que les communications, une résistance venait à se produire, il fallait la broyer sans rémission. Rien de grand dans la vie ne se fait à demi. L'idéal ne suffit pas. L'adversaire peut s'en moquer. Le souci trop affirmé d'une modération privilégiée relève, en politique, du sentimentalisme. Le sentimentalisme n'est pas de mise au moment où la révolution se joue.

Lénine, en octobre 1917, l'avait appris aux Russes. Lui n'avait pas laissé le téléphone et le télégraphe au pouvoir de l'adversaire. C'était le premier objectif sur lequel il avait bondi.

Hitler eût dû relire l'histoire de la révolution léniniste avant de se lancer dans cette entreprise aux risques évidents.

Mais Hitler, à la vérité, n'entendait imiter en rien Lénine. Il ne voulait à aucun prix creuser un fossé entre l'armée et lui. C'est avec elle qu'il voulait créer son Allemagne nouvelle. Une grosse gaffe avait été commise, certes, en n'investissant pas la salle des communications de l'armée. Lorsque Hitler la connut, il était à peine onze heures du soir. Il eût pu encore parfaitement retirer à Lossow l'usage de cette centrale. C'eût été une affaire de quelques minutes de choc armé. Fidèle à son plan de conquête sans un coup de fusil, il ne voulut pas recourir à un conflit militaire.

Parce que Hitler s'y refusa, le putsch, en plein succès cette nuit-là, échouerait le matin suivant. Le régime, expirant quelques heures plus tôt, avait pu retrouver vie, grâce à quelques manettes manipulées discrètement...

Entre-temps, un autre personnage était intervenu : le prince Rupprecht. Qu'était-il encore cette nuit-là ? Un simple citoyen, et même un citoyen peu glorieux, puisque tous les siens avaient cédé devant la tourbe marxiste du 6 novembre 1918, abandonnant la Bavière à une épouvantable dictature de la populace, vite transformée en République soviétique de Bavière.

Ledit prince, réveillé dans son château, envoya, à une heure et demie du matin, un émissaire à Kahr et à von Lossow. Pour leur donner des conseils ? Non, pour leur donner des ordres ! Au nom de qui et au nom de quoi ? Qui lui avait conféré un mandat public ? Mais Kahr désirait lui plaire en tout, ne rêvant que de prendre place le plus tôt possible à la tête du Conseil de la Couronne.

Rupprecht haïssait tout particulièrement le général Ludendorff : Ludendorff n'était, à ses yeux, qu'un intrus : c'est un Prussien ! Cette sorte d'Allemand ne l'intéressait pas. Sa

couronne, ce n'était qu'à Munich, où sa famille l'avait laissée rouler entre les pieds de la canaille, qu'il pourrait encore la ramasser.

Cet héritier ne préconisait pas d'autre formule, vis-à-vis des putschistes, que la plus extrême brutalité : « Employez la troupe s'il le faut ! »

Or, à cette heure-là, la ville de Munich était de tout cœur avec les putschistes. Depuis le soir, le parti national-socialiste avait enregistré 287 adhésions nouvelles. Les bureaux de recrutement ouverts dans divers quartiers de la ville étaient l'objet d'une affluence considérable. Dans les casernes, les officiers de grade inférieur et les hommes sympathisaient joyeusement avec les putschistes de Hitler.

A l'encontre des désirs de la population bavaroise, le prince Rupprecht, pour retrouver son palais et son trône était, quant à lui, prêt à faire tirer sur ses compatriotes !

Il serait écouté. Quelques heures plus tard, le centre de Munich serait jonché de cadavres.

En attendant, la nuit se terminait dans la confusion.

A recevoir les mauvaises nouvelles de la disparition de Kahr et consorts et du ratage de la centrale de transmissions, Hitler était resté comme assommé. Ludendorff, fourbu, était parti, sur la pointe des pieds retrouver son lit. Hitler aurait donc à prendre seul les décisions. S'emparer du bureau des communications de la caserne du 19e Régiment d'Infanterie et y récupérer les parjures Kahr et Lossow, occuper la gare et les ponts n'était pas impossible. Hitler disposait pour cela de plusieurs milliers d'hommes sûrs. Mais les lancer contre une caserne n'était pas du tout conforme à sa conception du putsch. Il voulait réussir son coup d'État non parce qu'un général sans parole et un fonctionnaire empesé l'avaient trahi, mais parce que le peuple l'avait épaulé et suivi.

Il ne prit donc aucune mesure en vue de la conquête de la dernière forteresse militaire du régime. Fidèle à lui-même, il se consacrerait tout entier cette nuit-là au ralliement de l'opinion publique. C'est plébiscité par elle qu'il entendait l'emporter, quels que fussent les opposants à galons ou à paperasse. Ceux-ci ne pourraient que céder, lorsque le peuple massé derrière lui aurait imposé sa décision.

« Propagande, tout va dépendre de la propagande ! », criait Hitler à son équipe nocturne. La propagande avait toujours été son arme décisive, son canon tirant sur l'obstacle. Il décida que quatorze grands rassemblements de masse seraient organisés immédiatement au petit matin. La ville entière serait mobilisée. Dans chaque quartier, on rassemblerait des milliers de Munichois. Chaque fois, Hitler les haranguerait.

Des patrouilles sillonneraient les rues, lançant partout le mot d'ordre : « Tous drapeaux aux vent ! »

« Nous verrons alors, disait Hitler, si nous ne suscitons pas l'enthousiasme. »

Il le suscita.

La matinée se passa dans une atmosphère très favorable. Partout la ville était pavoisée. Le plus important centre civil de la cité, l'Hôtel de Ville, avait dès le début, nous l'avons vu, hissé la croix gammée. En face, Streicher, monté sur une tribune, tenait très éloquemment meeting. La foule était ardente. Pas un opposant, par un seul marxiste ou séparatiste.

Mais, en face de ce pays réel, le pays officiel plaçait, depuis la nuit, ses pièges et ses mines.

Avant même de donner ses quatorze meetings de masse, Hitler accepta la proposition de se livrer à une grande manifestation de propagande qui parcourrait la ville d'un bout à l'autre afin que, le matin même, le peuple ait déjà eu l'occasion de se prononcer.

C'est Ludendorff plus que Hitler qui avait voulu ce défilé immédiat. Hitler ne savait que trop qu'une seule fusillade suffirait pour que, malgré les acclamations populaires, il en soit fini de son coup d'État. Or, depuis la trahison de Kahr et de Lossow, à partir de n'importe où, un coup fatal pouvait mettre son succès en pièces.

« Ce fut, dira-t-il, la décision la plus désespérément audacieuse de ma vie. »

Le cortège s'était rapidement formé. Il neigeait. En tête flottaient les étendards à croix gammée et les vieux drapeaux tricolores de la Grande Guerre. Hitler les suivait, très pâle, ramassé dans son vieil imperméable de toujours. Göring s'était coiffé de son casque d'acier, marqué de la Svastika. Il portait un surtout en cuir noir, sur lequel se détachait sa cravate de l'Ordre du Mérite. Deux mille fidèles suivaient en colonnes ordonnées. En fin de cortège marchait une foule nombreuse et assez hétéroclite, d'anciens combattants, de Cadets en uniformes, de jeunes gens, d'employés, de commerçants.

Un seul signe de ralliement : le brassard à croix gammée.

Le plus remarqué des dirigeants était Ludendorff, portant une veste de chasse comme s'il allait poursuivre le chamois.

« Nous partîmes, a raconté Hitler, avec la conviction que d'une manière ou d'une autre ce serait la fin. On se mit en route en chantant. »

Il était seul à se souvenir, lui, féru d'histoire, que ce 9 novembre 1923 était le jour d'anniversaire du Brumaire de Bonaparte. Le « petit caporal » avait, ce jour-là, réussi de justesse. Le soir il était maître de la France.

Ce soir-ci, lui, le caporal, que serait-il ?

La manifestation aborda le pont de Ludwig. Dès lors l'affaire faillit être arrêtée dans le sang. Le policier en chef venait d'or-

donner à son contingent de garde de charger les fusils. Göring se rua sur lui. Cent autres manifestants se saisirent des policiers. Le pont était libre.

La rue en face, la Zweibrückenstrasse, se mit à bouillonner.

« La Zweibrückenstrasse, écrit l'historien américain John Toland, débordait de gens entassés sur les trottoirs. Beaucoup acclamaient avec enthousiasme et brandissaient des bannières à croix gammée. Les spectateurs commencèrent à s'unir au défilé. L'enthousiasme poussa les manifestants à chanter leur chant préféré, le *Sturmlied.* »

« En quinze minutes, les hommes arrivèrent à la Marienplatz, le cœur de Munich, encore décorée des drapeaux à croix gammée des manifestations. Le drapeau nazi flottait toujours au balcon de l'Hôtel de Ville. Une multitude considérable entonnait des chants patriotiques. »

« Hitler était accueilli par les masses communes en sauveur, note Fest lui-même. »

« Nous marcherons à la ville pour nous gagner le peuple », avait annoncé Hitler. Visiblement, c'était fait. On ne signalera jamais assez, si l'on veut être objectif, que depuis la veille, pas la pointe du nez d'un seul marxiste n'était apparue. Il n'y avait plus que des patriotes. Et des patriotes allemands. Pas un séparatiste n'était apparu, non plus, n'avait lancé un cri ou fait une grimace.

Accoudée à la fenêtre de son hôtel, Winifried Wagner salua de la main Hitler, qui, pour elle, était la réincarnation de Parsifal ou de Lohengrin.

« Ne croyez-vous pas qu'il est destiné à être le sauveur de l'Allemagne ? », avait-elle dit, les yeux brillants.

C'est sous ce regard féminin que la tragédie, en quelques secondes, allait tout balayer.

Les manifestants avaient repris leur marche, parmi la foule qui les acclamait de plus en plus, chantant le *Deutschland hosch*

inerhen, « Allemagne, honneur à toi ». Le cortège se dirigea vers la Feldherrnhalle, la Halle des Maréchaux, monument édifié en un étrange style florentin (copie de la *Loggia del Lanci*), destiné à évoquer les grandes gloires du Reich.

C'est alors – hasard ou incroyable malchance – que Ludendorff qui marchait en tête, au lieu d'emprunter une avenue large, engagea le cortège dans une petite rue, assez étroite, la Residenzstrasse. N'importe où ailleurs la police n'eût pu établir de barrage. Elle était cinquante fois moins nombreuse que les manifestants. Ce n'était que dans un tel coupe-gorge quelle pouvait barrer le chemin. Et Ludendorff venait d'introduire la manifestation dans ce coupe-gorge !

Ce fut l'affaire d'une seconde.

Longtemps, on ignora même qui avait tiré le premier. Un lieutenant de la police d'État, nommé Godin, déclara dans son rapport que c'était un homme de Hitler qui avait fait feu d'abord. Ce Godin, par la suite, se rétracta et établit, en dessinant un croquis décisif, que c'était la police qui avait déclenché le tir. Instantanément, quatorze cadavres jonchèrent le sol. Le porte-drapeau Baurield mourut en trempant de son sang l'étendard qui serait désormais dans l'histoire du nazisme le *Blutfahne*, le drapeau du sang. Göring avait reçu une balle dans l'aine. Il sera transporté à dos d'homme dans un état presque désespéré, à travers les montagnes du Tyrol, jusqu'en Italie. Il mettrait plus d'une année avant de se rétablir, imparfaitement, les douleurs restant si aiguës que des stupéfiants seuls pouvaient les apaiser. L'injuste réputation de drogué qu'on lui fit n'avait pas d'autre origine. Pas plus que l'obésité qui en découlait.

Et Hitler ?

Au moment de la fusillade, il donnait le bras à un officier, son ami fidèle, Schneuber-Richter. Celui-ci, atteint d'une balle en plein poumon, tomba mort, entraînant Hitler dans sa chute.

Son voisin, Ulrich Graf, s'était jeté à l'instant sur le corps du Führer et avait reçu six balles à sa place.

Tout droit, Ludendorff avait continué à avancer vers les tireurs. Ceux-ci baissèrent leur fusil. Ils laissèrent passer le général, inébranlable, une main dans une poche de sa cape.

Hitler se dégagea à grand peine des cadavres de ses camarades morts autour de lui. Il avait eu l'humérus fracturé en cognant le sol. Autour de lui, tout n'était que sang et cris. Un médecin, le docteur Walter Schultze, le chargea sur une voiture sanitaire, le conduisit à l'entrée du vieux cimetière, relais sinistre, en attendant qu'on pût l'évacuer.

En ville, la fureur de la foule était immense. La police était conspuée de toutes parts.

« Les citoyens indignés, écrit l'historien Toland, criaient : "Foutez le camp ! Défenseurs des Juifs ! Traîtres à la patrie ! Salauds ! *Heil* Hitler ! A bas Kahr !" »

Les nationaux-socialistes occupaient toujours les rues.

« En files serrées, l'unité de Landshut défila jusqu'à la gare, en plein défi, chantant, portant la croix gammée et le casque d'acier », ajoute l'écrivain américain. Röhm et ses SA campaient encore au Wehrkreis VII, le centre même du pouvoir du général von Lossow. Röhm venait d'apprendre que tous les chefs du mouvement étaient morts ou blessés. Partout, on affirmait que Hitler avait succombé.

Le général von Epp, assez favorable, celui-là, au nazisme et qui ne s'était pas compromis avec Lossow, chercha à s'interposer. Il obtint que Röhm et sa troupe fidèle puissent évacuer l'immeuble officiel sans que nul ne fût arrêté.

Röhm effectua un dernier défilé particulièrement émouvant et spectaculaire, dans les rues d'un Munich consterné.

« Portant les morts sur leur dos, les membres du cortège défilèrent sans armes à travers la ville en une marche d'adieu silencieuse », raconte Fest.

Encore une fois, pas un cri hostile. Celui qui marchait en tête était un jeune catholique. On parlerait de lui un jour. Il s'appelait Heinrich Himmler.

Madame Schneuber-Richter, accourue près du cadavre de son mari, avait eu cette parole digne de l'antique : « C'est terrible. Mais, pour cela, nous sommes là, nous les femmes d'officiers allemands. »

Hitler, pendant ce temps, malgré son bras qui le faisait terriblement souffrir, s'était mis en route à pied vers un refuge.

Il se souvint de la villa de son camarade Hanfstaengl, dont la femme, Hélène, était la jeune et belle Américaine déjà décrite. C'est étonnant à dire, mais c'est une Américaine qui allait recueillir et cacher Hitler le soir de l'échec du putsch.

Hitler avait abouti vers quatre heures de l'après-midi à cette petite maison de campagne, près de l'église du village de Uffing, sur le lac de Staffel.

La belle Hélène – car elle était admirablement belle – voyant Hitler à bout de forces et dévoré par la souffrance de sa blessure, voulut d'abord qu'il se reposât. Mais sa douleur ne faisait que croître. Le bras était énorme. Hitler croyait même qu'il avait reçu une balle. Ce n'est qu'après de longs efforts que le docteur Schultze et un infirmier qui l'avait rejoint, parvinrent à réduire la fracture. Sans anesthésie, évidemment.

A travers la porte, la jeune Américaine entendait les soupirs de douleur de l'opéré.

Cette étrangère, longtemps après, a écrit aux États-Unis des souvenirs attachants sur la vie de ce blessé hébergé sous son toit. Elle posa son manteau anglais de voyage sur l'épaule meurtrie. Hitler ne ferma pas l'œil de la nuit. Il apparut au matin, drapé dans un énorme peignoir de son ami, le mari d'Hélène, disparu on ne savait où depuis la fin de la fusillade.

« Je me sens comme un pseudo-sénateur romain », dit-il, un vague sourire flottant sur son visage accablé. A la nuit, il

demanda qu'on fermât les persiennes. On devait, à cette heure, le chercher partout. Il sentait rôder les rapaces. On sonna au téléphone. La police était en train de perquisitionner au domicile de la mère d'Hélène, américaine également. Les cerbères allaient se transporter à l'autre maison, certainement. Hitler dégaina son revolver.

« Que faites-vous là », s'écria l'hôtesse. Elle lui saisit la main, lui arracha le revolver. « Pensez à tous les fidèles qui croient en vous. Comment pourriez-vous abandonner tous ces braves gens participant à votre idéal de salut du pays et vous détruire la vie ? »

Hitler se couvrit le visage dans les mains. La jeune Américaine courut aussitôt à une autre chambre, y cacha le revolver dans un tonneau de farine. Entre-temps, Hitler s'était ressaisi. Hélène apporta des feuilles blanches. Il dicta posément ses instructions. Amman, son financier, aurait à reprendre en mains toutes les affaires d'administration ; Rosenberg serait responsable du journal du parti, et dirigerait le mouvement en son absence ; Hanfstaengl, le mari d'Hélène resterait en contact suivi avec l'étranger et s'occuperait des relations extérieures.

A chaque autre collaborateur, il assigna une mission précise.

Il avait à peine signé le dernier papier qu'on entendit des autos stopper au dehors et des chiens policiers hurler.

La jeune Américaine courut une deuxième fois au tonneau de farine et y cacha, tout au fond, les documents qui permettraient au national-socialisme, quoi qu'il arrivât, de suivre son cours. Puis tout naturellement, elle alla ouvrir la porte.

Hitler n'avait pas cherché un seul instant à s'esquiver. Il attendit, tout droit, impassible. Les policiers s'arrêtèrent : « Ne perdez pas votre temps, dit-il à l'officier de la Sûreté ; je suis prêt. »

Malgré le froid cinglant qui l'attendait dehors, il refusa un manteau. Il jeta sa gabardine comme il le put sur ses épaules,

soucieux seulement d'emporter sa Croix de Fer. Il était d'une pâleur de mort lorsqu'il sortit sous la pluie torrentielle.

A dix heures du soir, à Landsberg, sur la Lech, à soixante-cinq kilomètres, la lourde porte de la cellule numéro sept se refermait sur lui.

Tout pouvait paraître définitivement perdu.

Pourtant, tout espoir n'était pas mort. La ville de Munich avait vibré pour lui, intensément, après l'échec du putsch. Les Kahr, les Lossow, n'avaient pas été objets de la moindre marque de solidarité. Rageant d'impuissance, ils s'étaient jetés sur le mouvement qui les avait fait trembler. Les bureaux avaient été fermés. Le *Völkischer Beobachter* interdit. Tous les biens saisis.

Mais plus ils frappaient, plus ils indignaient.

« Pendant plusieurs jours, écrit Benoist-Méchin, la foule en proie à une agitation étrange parcourt les rues de Munich en chantant des hymnes patriotiques et en conspuant von Kahr. »

« Les rues de la ville, ajoute pour sa part l'historien Pierre Soisson, retentissaient des cris enthousiastes de « *Deutschland Erwache* » (Allemagne réveille-toi) et de *Heil Hitler !* »

« Kahr, conclut le troisième historien français Raymond Cartier, était devenu en vingt-quatre heures l'homme le plus impopulaire de Bavière et son maintien comme Commissaire d'État était impossible. »

Où la réaction en faveur de Hitler fut la plus vive fut à l'université de Munich alors que, pourtant, le mouvement national-socialiste était principalement un mouvement populaire rassemblant avant tout des petites gens et des ouvriers.

Le lendemain de l'incarcération de Hitler, un référendum fut organisé à l'université. Rien de mieux que reproduire le rapport officiel de cette consultation :

« Réunion à l'université : 70 % pour Hitler, 20 % von Kahr et 10 % indifférents.

Seuls ceux qui parlent pour Hitler sont écoutés, les autres sont hués. »

Même hors de la Bavière, en de nombreux endroits, on manifestait en faveur du vaincu.

Il n'avait donc pas tout perdu.

Au contraire, une mystique était en train de naître.

Qui sait, se demandait la foule, si Hitler entrant en prison en ce 23 novembre 1923, ne venait pas d'entrer en même temps dans la légende ?

XVIII

LE PROCÈS

Les avis après le putsch – Le spectacle de Hitler incarcéré – Les réconforts – Le procès, possible et formidable tribune – Hitler passe immédiatement à l'offensive – Kahr et Lossow ridiculisés – Hitler maître des audiences – Pression chez les juges – Stresemann prend parti personnellement – L'assurance stupéfiante de Hitler – Le fiasco transformé en triomphe – Appel de Hitler à la Reichswehr – Frénésie des femmes – La péroraison finale et le verdict de l'Histoire – Jugement modéré – Hitler acclamé au balcon du Palais de Justice – Les trois leçons capitales – Hitler : « Ce putsch perdu fut une grande fortune. »

« Si je mourais, ce serait simplement un indice de ce que mon étoile a accompli sa course et que ma mission était terminée. »

Autre phrase apparemment sibylline, qui rattache Hitler à un monde ésotérique, où des puissances qui règnent au-delà de chacun dirigent certains êtres vivants.

Hitler s'attendait à être fusillé. Un De Gaulle dans des circonstances identiques l'eût certainement envoyé au poteau.

Mais Ebert n'était qu'un bourrelier embourgeoisé. Et Stresemann était suffisamment accablé avec ses crises ministé-

rielles répétées, et avec le goitre qui lui pendait au cou comme un boa.

Au fond – et ceci est particulièrement surprenant – Stresemann donnait plutôt raison à Hitler.

Il entendait la rumeur populaire. Annihilé par la faiblesse congénitale de la démocratie parlementaire qui l'avait jeté, par trois fois en quatre mois, en bas de sa monture, il avait compris assez lucidement que les patriotes du sud de son pays eussent pu faire explosion.

« Cette émeute, dit-il à l'ambassadeur de France à Berlin le 9 novembre 1923, n'aurait pas éclaté si les gouvernements successifs de l'Allemagne, quelles que fussent leurs opinions, n'avaient pas subi échecs sur échecs. »

Il ne se gêna pas pour dire au diplomate français que l'invasion de la Ruhr avait été un des principaux motifs de la rébellion de son pays : « La poussée des masses vers le communisme ou vers le racisme, qui attirait à lui non seulement des intellectuels mais beaucoup d'ouvriers, avait son origine dans la situation désespérée de l'Allemagne. »

Ce « racisme », qu'était-ce, sinon le mouvement de Hitler ?

L'écrivain Arthur Möller von den Bruck reconnaissait, tout comme Stresemann, les motifs patriotiques qui avaient animé les rebelles : « On peut dire beaucoup de choses contre Hitler, mais une chose pourra se dire : il était un fanatique de l'Allemagne. »

Il était... Cela sentait l'éloge funèbre !... Le *New- York Times* irait encore plus loin, dans la liquidation ! Il écrivait :

« Le putsch de Munich élimine définitivement Hitler et ses disciples nationaux-socialistes. »

Hitler lui-même le crut pendant quelques jours. Pour lui, comme pour tout révolutionnaire, mourir politiquement était pire que mourir physiquement.

A beaucoup, son étoile paraissait cassée en mille miettes.

Vivre sans but, une fois sa vocation anéantie, ne l'intéressait plus. Il fit la grève de la faim. En quelques jours, il était devenu décharné. Son regard était comme éteint. Pendant deux semaines, il se refusa à prendre tout aliment.

Ce sont avant tout deux femmes qui l'arrachèrent à la mort. L'une fut la vieille madame Bernstein, qui se sentait pour lui un amour camouflé par les ans et se fit passer pour sa mère adoptive afin de le voir. Ce fut surtout Hélène, l'intrépide et jeune Américaine chez qui il avait trouvé refuge le soir du 9 novembre.

Elle lui écrivit une lettre fervente et ferme, lui répétant qu'il n'avait pas le droit de laisser tomber ceux qui avaient tant lutté pour lui, ni surtout les quatorze morts qui avaient été abattus à côté de lui à Munich. S'abandonnant, les abandonnant, il ferait tout juste le jeu de ses adversaires.

Apprenant l'effondrement moral de Hitler, une troisième femme était accourue à la prison de Landsberg. Celle-là avait, plus que n'importe qui, le droit de lui parler : c'était la veuve de son ami Schneuber-Richter, tué à la Residenzstrasse et qui en mourant, s'abattant sur lui, lui avait sauvé la vie. Cette femme héroïque, au lieu de se plaindre, venait dire à Hitler qu'il devait lui aussi surmonter le malheur, qu'elle le surmontait bien, elle, et qu'elle était même fière que son mari soit tombé pour lui.

Cette grandeur dans la douleur, cette exhortation au courage bouleversèrent Hitler. Aucune épouse ni aucune mère ne lui avaient reproché la mort de son mari ou de son fils. Elles lui écrivaient, ou accouraient lui dire qu'il devait poursuivre son combat.

« C'est un devoir qui m'est dicté par nos martyrs, dit-il, enfin convaincu. Je l'accomplirai. »

Le soir-même, il acceptait de prendre une tasse de riz. La vie recommençait.

Une quatrième femme jouerait aussi un rôle important dans son redressement psychique : ce fut Winifried Wagner.

Elle lui écrivit elle aussi, lui envoya un livre de poésies, dans la ligne inspirée du Maître. Elle était restée farouchement fidèle.

« Croyez-moi, répétait-elle. Hitler est sur le chemin du pouvoir, et comme Sigmund le héros prédestiné dans la *Walkyrie*, il arrachera l'épée du chêne allemand. »

Pour Hitler, Wagner, c'était le ciel, les étoiles, les ouragans, les immenses forces giratoires de la création. Son œuvre imprégnait tout son être.

Il s'était rendu, comme en pèlerinage, à Bayreuth à la villa Wahnfried, où survivait Cosima, sa veuve, âgée de quatre-vingt-six ans. Il était devenu l'intime de toute la famille du grand mage disparu. Il retournait souvent à Bayreuth, comme à un lac enchanté. Peu de semaines avant le putsch, il y avait passé encore une journée, rêvant, presque timide, au jardin, dans la bibliothèque, dans la salle de musique de Wagner, expliquant, ému, les rêves qui grondaient en lui, en immenses rafales, pareilles à celles qui avaient valu au monde les *Maîtres Chanteurs*.

La petite fille de Winifried, six ans, a raconté plus tard, de façon charmante, ces heures d'éloquence hitlérienne qu'elle connut si petite :

« Sa voix acquérait tons et couleurs et devenait de plus en plus profonde. Tous nous étions devenus comme un cercle de petits oiseaux fascinés, écoutant la musique, même si nous ne prêtions aucune attention aux paroles qu'il disait. »

La musique des cordes vocales de Hitler et la musique des partitions de Wagner s'accordaient dans une compénétration grandiose. Aussitôt incarcéré, Hitler avait reçu de Winifried Wagner dix témoignages de son dévouement allant de lettres admirables aux caractères dressés comme des partitions musicales, à des réconforts terrestres comme de savoureuses

tartes aux prunes, et des stocks de feuilles de papier et de crayons.

Les amis, eux aussi bien sûr, s'acharnaient à rendre confiance à Hitler. Des échos de manifestations populaires lui arrivaient du dehors. La nuit de Noël 1923 avait été l'objet à Munich de manifestations révélatrices.

« Ce Noël, a raconté le photographe Heinrich Hoffmann, un groupe d'artistes de Schwabing appartenant au mouvement célébra cette fête au café Blute, en donnant une représentation intitulée « Adolf Hitler dans sa prison ». Le rideau se leva, et découvrit une cellule. On voyait tomber des flocons de neige, à travers une petite fenêtre grillagée. Un homme était assis devant une table, avec le visage caché dans les mains. Et un chœur masculin invisible chantait « Nuit de paix, nuit d'amour ».

« Alors apparut un ange, qui plaça sur la table un arbre de Noël illuminé. Lentement, l'homme remua et montra son visage. Beaucoup pensèrent que c'était Hitler lui-même, et dans la salle on entendit un sanglot étouffé de toute l'assistance. »

« Quand les lumières brillèrent, les photographes notèrent que beaucoup d'hommes et de femmes cachaient précipitamment leurs yeux humides, avec leur mouchoir. »

Quand les cœurs tiennent bon, tout est possible.

C'est alors que Hitler entrevit que son procès, au lieu de l'achever, pourrait lui fournir une occasion, absolument hors de toute prévision, de convertir en une tribune formidable le banc d'accusation.

Dès ce moment-là, Hitler consterné, proche du suicide, redevint un autre homme. L'éloquence, sa force suprême, presque éteinte dans son cachot, allait, s'il le voulait, jaillir du tribunal sur toute l'Allemagne.

Jamais jusqu'alors il n'avait disposé d'une tribune aussi retentissante. Accusé, il pourrait, gonflé à bloc par la puissance de son art, passer du rôle d'accusé à celui d'accusateur, faire du tribunal la plus grande salle de meeting du Reich, devant des centaines d'envoyés spéciaux des journaux, en face, non plus de cinq ou six mille personnes, mais de l'Allemagne entière à l'écoute.

Le 26 février 1924, le procès de Hitler commença à Munich.

C'était aussi, c'était surtout – du moins jusqu'à la veille – le procès de Ludendorff.

La principale vedette du putsch et la plus connue, mais peu éloquente, s'embrouilla vite dans ses quarante-deux feuillets de déposition, lourd pensum pour l'auditoire. Au bout de quelques heures, Hitler allait l'éclipser.

Il était arrivé à Munich en pleine forme. La conclusion du rapport du médecin de la prison, le docteur Brinsteiner, n'avait guère laissé d'illusions à ses détracteurs : « Hitler est à tout moment maître de lui-même, et sa volonté comme sa capacité mentale ne sont affectées par aucune maladie. »

Il était bon pour le service ! Pendant vingt-sept jours, il allait tenir en haleine l'Allemagne et même l'étranger.

« Oh mon dieu, écrivit le premier jour la jolie petite comtesse suédoise qui avait épousé Göring, aidez-le, pour que tout se termine bien ! »

« Toute l'Allemagne, sinon le monde, avait les yeux braqués sur Munich le matin du 26 février », écrivit l'historien américain John Toland.

« Je choisis, comme Goethe, le marteau et non l'enclume », déclara Hitler.

Il entra dans la salle du tribunal sûr de son affaire. Aussitôt, comme un stratège lucide, il fonça au lieu de s'arc-bouter dans la défensive. La responsabilité du putsch, il l'assuma pleinement. Avec fierté, selon certains journalistes. Avec jactance, selon d'autres. Mais il n'était pas question pour lui de demander des circonstances atténuantes, ou de faire appel à la commisération. Il n'avait pas été un mutin, mais un défenseur de l'honneur et de l'unité du Reich.

« Chacun, s'écriera-t-il, lève la main pour jurer qu'il n'a été au courant de rien, qu'il n'a rien voulu faire. Ils n'ont pas le courage d'assumer la responsabilité de leurs actes, de se présenter devant leurs juges et de proclamer : *Oui*, c'est bien ce que nous avons voulu ! Nous voulions renverser l'État ! »

Lui, le proclamait d'une voix tonnante :

« Je me considère comme le meilleur des Allemands. Le peuple a été trahi. Le gouvernement de Berlin a obligé toute une armée à mettre bas les armes pour pouvoir offrir en pâture aux juifs et aux banquiers internationaux la vieille terre du Reich. Le peuple est exploité. Toutes les nations du monde se sont jetées sur lui, comme un vol de corbeaux rapaces, avec la complicité de ceux qui se prétendent le gouvernement du Reich. » Ainsi Hitler prenait dès le départ une allure agressive et intrépide, comme l'aime le public. Certaines de ses affirmations étaient discutables. L'armée allemande était-elle encore la plus forte à la fin de l'automne de 1918 ? Même si, alors, elle tenait toujours résolument le coup ? Ludendorff lui-même, son voisin sur le banc d'accusation, n'avait-il pas, un bref moment, été saisi d'angoisse au début d'octobre 1918 ? N'avait-il pas alors conseillé télégraphiquement au gouvernement du Reich de chercher un compromis et d'être ouvert à des négociations de paix ?

Mais la formule du « coup de poignard dans le dos » en 1918, née du défaitisme des partis marxistes et des menées des agitateurs israélites, avait fait sa trouée. Hitler, le bras vengeur, la faisait retentir dans l'enceinte. La salle écoutait, figée. Elle avait même éclaté en acclamations.

« Mais ce Hitler est un type "colossal" », avait murmuré un juge, à mi-voix, pas assez bas toutefois pour ne pas être entendu par les correspondants de presse.

« Comment, reprit l'accusé, comment pourrait-on me traiter en criminel, alors que ma mission est de conduire l'Allemagne à la position d'honneur qui lui convient dans le monde ? »

Il se présentait comme un envoyé du Destin ! Non comme le chef qui renie une action, mais comme celui qui est fier de ce qu'il a fait.

Le second jour, ce fut à la barre le tour des Kahr, Lossow et Seisser, ceux-là qui avaient voulu, tout comme Hitler et avant Hitler, se livrer à un coup d'État contre Berlin mais, en même temps, contre l'unité du Reich.

Leur coup d'État avait été mis en branle – que nul ne l'oublie – lorsque Kahr, le 26 septembre 1923, s'était rebellé contre la Constitution du Reich et quand le général von Lossow, quelques jours plus tard, en avait fait autant contre le commandant en chef de la Reichswehr.

La nuit du 8 novembre, se sentant dépassés par le coup d'audace de Hitler, ils s'étaient ralliés au putsch en donnant à Hitler l'accolade devant trois mille témoins. Deux heures plus tard, ils avaient mangé leur parole, trompant Ludendorff, essayant de remonter sur leur perchoir gouvernemental, pour en dégringoler tout de même, chassés par tous, quelques jours après l'échec du putsch. Doublement traîtres – à l'Allemagne et à Ludendorff –, ils essayèrent devant le tribunal de jouer aux victimes innocentes d'une espèce de terrorisme. De leur coup d'État à eux, en plein cours depuis plusieurs semaines, ils ne soufflaient plus mot. Il ne s'agissait plus que de ce misérable Hitler qui, sous la menace, les avait embarqués dans son équipée. Eux n'avaient rien fait d'autre que de « jouer la comédie ». Comédie plutôt étrange, d'un Lossow claquant les talons devant Ludendorff et fraternisant avec Hitler sur l'estrade même !

« Minute de grandeur nationale ! », s'était écrié au milieu d'eux le général Ludendorff ! Et voilà qu'acculés à expliquer leur attitude, les fuyards de la soirée historique du 9 novembre 1923 tentaient de se faire passer pour des petits Jésus qui n'avaient cédé qu'à la force.

Ils se couvrirent de ridicule à l'audience lorsque Lossow dépeignit comme « borné et en tout cas médiocre » cet Hitler qui les avait si facilement domptés.

« Monsieur le Président, demanda Hitler, quelle importance peut-on accorder au témoignage d'un officier allemand qui a renié sa parole d'honneur ? »

Lossow : « J'ai été menacé d'un pistolet. »

Hitler : « Que doit-on penser d'un général allemand qu'un seul pistolet peut dompter ? »

Lossow se retira en déroute ; il avait été terriblement maltraité.

Le juge Neithardt jugea pertinent de s'indigner : « Votre conduite est une insulte personnelle », fit-il remarquer à Hitler. Lequel répondit, souriant : « J'accepte la réprimande. »

A tout bout de champ, le président s'était vu obligé de faire taire la salle, qui applaudissait bruyamment Hitler.

« A l'audience, c'est presque lui qui mène les débats. Il interrompt les juges, se lance dans les diatribes les plus véhémentes, accuse, réfute. L'auditoire est suspendu à ses lèvres. » C'est ainsi que l'historien Soisson décrit l'atmosphère.

Ward Price, le plus important journaliste de Grande-Bretagne, était sur place :

« Chaque syllabe, écrivit-il, jaillissait, coupante, et quand Hitler élevait sa voix impérative, le petit juge président du tribunal s'effrayait au centre de l'estrade, au point que sa perruque blanche tremblait tellement qu'il devait la retenir, avec sa main, pour la faire tenir tranquille. »

« A la surprise de tous, voire à l'admiration de tous, reconnaît à son tour l'historien allemand Fest, le cours des événe-

ments prit de plus en plus l'aspect d'un coup de maître, ingénieusement préparé et totalement exécuté. »

La grande presse donna aux harangues de Hitler, à contre-cœur, un retentissement chaque jour accru.

« Les manchettes des journaux reproduisent dans toute l'Allemagne les paroles de Hitler », note Soisson.

Tribune fantastique ! Avant le putsch, Hitler n'était connu que d'une partie des Bavarois. Maintenant, c'était l'Allemagne entière, jusqu'au dernier village, qui dévorait les reportages de cent quotidiens et avait l'oreille collée à son poste de radio.

Dans toute l'Allemagne, les journaux lui consacraient des colonnes. Le nom d'Adolf Hitler sortait de l'ombre, pénétrait dans les mémoires, s'amplifiait aux dimensions de la Nation.

« La tentative de coup d'État, ridiculisée hors d'Allemagne sous le nom de "putsch de brasserie", prenait un autre éclairage. » (Raymond Cartier.)

Même hors du Reich, Hitler devenait un personnage ! Qu'eût-ce été si la télévision avait alors existé ?

En tout cas, en voulant enfoncer Hitler, on venait de le faire connaître à des dizaines de millions d'Allemands et d'étrangers.

Au centre de cet ouragan d'éloquence, que se passait-il dans l'esprit des juges ?

Il est certain que des pressions se produisirent. Contre Hitler. Et peut-être, aussi, en faveur de Hitler.

Celui-ci avait des fidèles jusque dans les milieux judiciaires. Le ministre de la Justice bavarois, Gessler, futur ministre de la Justice du IIIe Reich, s'efforça probablement d'influencer certains membres du tribunal et du jury. Mais d'autres ministres bavarois, indiscutablement, agirent dans le sens contraire. Le 4 mars 1924, le Conseil des ministres de l'État de Bavière se crut autorisé, malgré le dogme de la séparation des pouvoirs, à critiquer le juge Neithardt, alors qu'on était en plein milieu du procès.

Trois ministres proférèrent contre le tribunal des reproches violents ; un quatrième ministre se vanta même d'avoir « censuré personnellement le juge président du tribunal pour avoir permis à Hitler de parler pendant quatre heures consécutives ».

« Il est impossible d'empêcher Hitler de parler » répondit, confus, l'infortuné président, la toge submergée par tant d'éloquence !

La position du Tribunal était d'autant plus délicate qu'à Berlin même de très grosses personnalités venaient de donner presque raison aux accusés.

Même Stresemann !

Que de fois, pourtant, celui-ci n'avait-il pas été accablé de bourrades par Hitler ! Le jour même du putsch, il était le chef du gouvernement de Berlin, que Hitler précisément entendait liquider.

Or ce même Stresemann, en plein procès, écrivit dans le journal *Die Zeit* ces lignes de presque absolution :

« Pour l'historien, le procès de Munich aura un jour une grande importance. Mieux que tout autre document, il dépeindra la détresse de l'âme allemande. Les hommes qui là-bas comparaissent devant le tribunal croient certainement avoir voulu le bien de la Nation et du Reich. »

« Dans tous ces mouvements nationaux, ajoutait-il, il y a beaucoup de bon, de vraiment allemand. Que dans leur exaltation les jeunes pensent comme Hitler et Ludendorff, cela se comprend. »

Stresemann regrettait, mais il comprenait !

Les juges se sentaient débordés, à Munich. Ils recevaient des lettres de menaces des étudiants. Les trois jurés, qui composaient avec trois magistrats la Cour de Justice, n'étaient pas, de toute évidence, très coopérants : ils avaient même l'air de se réjouir en entendant les sorties de Hitler !

Le tribunal dut bien se résoudre à la modération et même à lâcher du lest.

Lorsque vint le tour du Premier Procureur de prononcer son réquisitoire, il alla jusqu'à faire compliment à Hitler de son éloquence unique, ainsi que de sa vie personnelle et publique :

« Il a toujours mené, déclara le magistrat, une vie privée sans tache, et, vu les sollicitations dont il était naturellement l'objet en tant que chef de parti souvent fêté, ce fait mérite d'être spécialement souligné. »

Il continua : « Hitler est un homme hautement doué, qui, parti de peu, a atteint par son sérieux et son travail acharné une situation respectée dans la vie publique. Il s'est totalement sacrifié aux idées qui le pénétraient, et il a pleinement accompli son devoir de soldat. On ne peut lui reprocher d'avoir utilisé à son profit la situation qu'il s'est faite. »

Le magistrat eût presque demandé la Croix du Mérite pour Hitler !

L'état d'esprit étant tel, Hitler n'avait plus aucun motif d'être modeste. Son accusateur lui-même proclamait que des dons exceptionnels habitaient en lui. Son devoir était de les utiliser.

Il ne conçut jamais sa mission qu'à la taille de conducteur de peuple.

Au cours du procès de Munich, alors qu'il n'était plus que le vaincu du 9 novembre 1923, sa foi resta totale. Il la proclama en pleine audience, sans se soucier de ceux qui ricanaient.

« L'homme qui se sent appelé à gouverner un peuple n'a pas le droit de dire : "Si vous me voulez, ou si vous m'appelez, je viendrai". Non, son devoir lui ordonne de s'imposer. »

Hitler martelait les mots.

« Depuis le premier jour, j'ai visé mille fois plus haut que l'obtention d'un portefeuille. »

« Je considère qu'il est indigne d'un grand homme de vouloir passer à la postérité uniquement en devenant ministre. J'ai voulu devenir le destructeur du marxisme. Je vais accomplir ce

devoir, et alors, pour moi, le titre de ministre sera une absurdité. »

L'historien Joachim Fest n'a pas pu cacher sa stupéfaction :

« L'assurance avec laquelle il se posa en grand homme, et défendit ce point de vue comme si la chose allait de soi, le ton sur lequel il exalta son propre personnage, ne manquèrent pas de causer d'emblée une forte impression et de faire de lui le point de mire du procès.

« D'un putsch provincial provoqué en Bavière par une sécession autonomiste, voilà qu'il s'était hissé au plus haut niveau national. N'importe quel Allemand pouvait lire ses propos. Il n'avait pas à Munich seulement combattu pour détourner un péril indépendantiste, mais pour substituer au marxisme la grande révolution nationale et sociale qui réconcilierait les classes et rétablirait la grandeur de la Nation !

« Il faut inscrire au crédit de ses plus impressionnantes réussites politiques l'assurance intuitive et provocante avec laquelle Hitler affronta le procès. Ce sont ses propres dons qui ont transformé en triomphe le fiasco du putsch. »

Personne n'eut jamais l'insolence, alors qu'il était vaincu et emprisonné, de se présenter ainsi en bâtisseur futur d'un nouveau monde !

Hitler osa même, au-delà d'un Ludendorff, ramené dans l'ombre, et d'un Lossow, humilié au cours de sa déposition, en appeler directement à l'armée, « l'armée qui n'avait pas tiré sur les putschistes et qui, s'écria-t-il, ferait un jour bloc avec les nationaux-socialistes ».

Évoquant les fusillades récentes du putsch, il s'écria : « Lorsque j'ai appris que c'était la "police verte" qui tirait sur nous, je me sentis heureux que ce ne fût pas la Reichswehr qui s'abaissait ainsi. La Reichswehr demeure aussi libre, aussi nette

de toute pollution qu'autrefois. Un jour, elle sera toute entière à nos côtés, officiers et soldats. »

Une foule toujours croissante – des milliers de personnes – occupait chaque matin la place devant le Palais de Justice. Le jour de la sentence, le 1er avril 1924, des femmes jonchèrent la salle du tribunal d'un telle quantité de fleurs qu'il fallut ordonner aux huissiers de les emporter.

La cellule qu'occupait Hitler à Munich pendant le procès était devenue un véritable magasin de pâtisseries !

La frénésie fut telle que des jeunes femmes demandèrent la faveur de pouvoir se glisser dans la baignoire du prisonnier ! On eut grand peine à repousser cette vague de candidates baigneuses !

Bien sûr, ces jeunes femmes étaient des excitées. Mais, au même moment, y aurait-il eu une seule Allemande, dans tout le Reich, pour demander la faveur de s'étendre dans la baignoire de Monsieur Ebert ou de Monsieur Stresemann ?

Jamais un homme d'État n'eut, comme Hitler, des millions d'admiratrices fanatiques. La foule est femme : Hitler l'avait prise comme on prend une femme.

Hitler eut le dernier la parole. Sa péroraison, quel que soit le jugement que ses adversaires portent sur lui cinquante ans après, restera une des pages les plus fameuses de l'éloquence allemande.

Sans éclat de voix, à peine sans gestes, il s'adressa, au-delà de ses juges, à l'avenir et à l'Histoire.

« L'armée que nous avons formée grossit de jour en jour. J'espère avec fierté qu'un jour sonnera l'heure où ces rudes compagnies deviendront des bataillons, ces bataillons des régiments, ces régiments des divisions : où la vieille cocarde sera relevée de la boue où elle gît maintenant ; où les vieux drapeaux

flotteront à nouveau ; où une réconciliation naîtra, devant le grand jugement dernier que nous sommes préparés à affronter. Car ce n'est pas vous, Messieurs, qui nous jugez, cette sentence est prononcée par le tribunal éternel de l'Histoire. Je sais quelle sera la vôtre. Mais le tribunal dont je parle ne nous demandera pas : "Avez-vous oui ou non commis un acte de haute trahison ?". Ce tribunal nous jugera, le quartier-maître de la vieille armée, et nous, ses officiers, ses soldats, comme des Allemands qui n'ont voulu que le bien de leur peuple et le bien de leur patrie, qui n'ont voulu que combattre et mourir.

« Libre à vous de nous déclarer mille fois coupables. La déesse du tribunal éternel de l'Histoire sourira et déchirera en petits morceaux le réquisitoire de votre procureur, ainsi que le jugement que vous prononcerez. Car Elle, Elle nous acquittera. »

C'était d'un aplomb énorme. L'armée de Hitler, avant le 9 novembre 1923, comptait 60 000 partisans. Combien, en avril 1924, en restait-il ? Mais Hitler était un devin, il voyait au loin les légions en marche, il en entendait déjà le piétinement.

Peu après était rendu le jugement.

D'abord, le tribunal écartait la demande d'extradition qui jusqu'en 1932 menacerait à diverses reprises l'action de Hitler : « Il n'est pas pensable, décidait le tribunal, qu'un soldat qui a si vaillamment lutté pour l'Allemagne en soit expulsé ».

Quant aux peines édictées, elles furent relativement légères. Elles faillirent même ne pas être prononcées du tout. Les jurés s'étaient même refusés net à rendre un verdict de culpabilité. Pour les décider à admettre une condamnation – minime dans un tel cas – il fallut leur promettre qu'une mesure de grâce serait accordée dans un délai très bref, qu'ils fixèrent eux-mêmes à six mois.

Ludendorff, lui, était acquitté. Il en fut plutôt mécontent. Il en avait fait au moins autant que les quatorze nationaux-socialistes

qui, le 9 novembre 1923, avaient été tués à quelques pas de lui. En l'acquittant, on avait l'air de lui faire une faveur qui l'irritait.

Hitler écopait, comme ses principaux compagnons, d'une condamnation de cinq années, dont il savait qu'elles n'auraient pas toutes trois cent soixante-cinq jours. La foule, elle, était à la fête. Ce fut au point que Hitler dut apparaître à une fenêtre du Palais de Justice. Jamais dans l'histoire universelle on ne vit un condamné, devant ses juges et ses gardiens cloués par la surprise, s'approcher d'une fenêtre, l'ouvrir, saluer la masse qui l'acclamait et qui brandissait des fleurs.

« Une fois de plus, écrit laconiquement Fest, l'État avait perdu la partie. »

Cette victoire comportait une triple leçon :

Premièrement, Hitler avait compris que la force ne suffit pas pour conquérir l'État.

Deuxièmement, il ne lui serait possible d'arriver au pouvoir que porté par le peuple allemand, après avoir convaincu et entraîné et en respectant les lois en vigueur. Cela prendrait du temps. Peut-être, dit-il alors, dix ans.

Troisièmement, qu'un nouvel État ne s'improvisait pas, qu'il fallait au préalable former des cadres, disposer d'hommes de valeur hautement préparés à leur mission future.

Hitler bénirait vite l'échec qui lui avait permis d'atteindre, par la propagande énorme et inespérée d'un procès géant, chaque citoyen de son Reich futur. Il bénirait tout autant les enseignements que cette épreuve lui avait apportés.

« Je remercie le destin de nous avoir refusé la victoire en 1923. Comment aurions-nous fait pour édifier l'État nouveau ? Nous n'étions ni assez nombreux, ni assez expérimentés. J'aurais été obligé de m'appuyer une fois de plus sur la bourgeoisie. C'eût été un avortement navrant. Au lieu de refaire le Reich, nous nous serions bornés à changer sa raison sociale. »

« Pour nous, ajouta-t-il, ce putsch perdu fut une grande fortune. »

Fest, l'historien le moins complaisant, devait le reconnaître : « Hitler s'était assuré un rôle prépondérant grâce à une défaite ; le 9 novembre fut le jour de la percée. »

La prison allait en outre donner à Hitler une année de recueillement providentielle, dont il n'eût jamais disposé autrement.

« Durant ma prison, j'ai eu le temps d'assurer à ma philosophie un fondement naturel et historique.

« Les autorités avaient commis une erreur en m'incarcérant. Elles auraient été beaucoup plus prudentes si elles m'avaient laissé faire des discours tout le temps sans me laisser le temps de respirer. »

Grâce à son incarcération, Hitler pourra tranquillement fixer sa doctrine dans *Mein Kampf* et préparer sa stratégie future.

Il avait à jamais renoncé à des coups d'État par la force, à la manière des Scheidemann, Liebknecht ou des Kapp. Désormais, il se collerait rigoureusement à la réalité démocratique, fondant tout pouvoir sur le consentement populaire.

Celui-ci pouvait tout aussi bien être accordé par les électeurs à une démocratie autoritaire, celle de son choix, qu'à une démocratie parlementaire, dont il avait vu la nuisance, et dont il voulait débarrasser le peuple allemand.

C'est un Hitler habilement et réellement démocrate qui venait de sortir du Palais de Justice de Munich, en ce 1er avril 1924.

Troisième partie

LA DOCTRINE DE HITLER

XIX

MEIN KAMPF

La cellule de Hitler – Les repas – Le rythme des journées – Retour aux sources : Nietzsche, Fichte, Hegel, Treitschke, Spencer, Gobineau, Gustave Le Bon, Houston Stewart Chamberlain – La carrière de la connaissance – La création wagnérienne de Mein Kampf – Le best-seller du siècle – Faiblesses et qualités de Mein Kampf – La conjonction du Nationalisme et du Socialisme – Le problème des races – Le thème, aujourd'hui inabordable, de l'anti-sémitisme.

Le 1er avril 1924, à peine clos le procès et éteintes les acclamations, Hitler avait été ramené sous grande escorte (on craignait un enlèvement) à la forteresse de Landsberg-sur-Lech, petite ville médiévale aux toits piquetés de cigognes.

On n'en est pas encore à cette époque aux cellules du sinistre Nuremberg de 1945. Il n'y avait pas à Landsberg de lampes collées la nuit en plein visage des reclus. Ni de sadiques comme le Juif américain Gilbert pour harceler de questions perfides les prisonniers lorsqu'ils étaient ramenés, fourbus, désespérés parfois, à leur cellule. Pas même de Nègre pour cracher dans la bouche d'un détenu.

La cellule de Hitler était correcte, plus confortable – si drôle que ce fût – que le réduit de quatre mètres sur trois où il gîtait auparavant dans sa modeste rue de Munich.

Les détenus politiques emprisonnés avec Hitler occupaient, à l'écart des cinq cents prisonniers de droit commun, quatorze chambres dans une annexe.

La cellule n° 7, assignée à Hitler, avait vue sur la vallée du Lech. De la fenêtre grillagée, il était possible de rêver. Mais aussi d'être envahi par la mélancolie, à voir la vie libre qui s'écoulait au dehors.

Rien d'essentiel ne manquait : un lit de fer pareil à celui de Hitler à Munich, une table, deux sièges et même une vieille machine à écrire.

Surtout, il y avait des fleurs (Hitler a peint d'admirables tableaux de fleurs, éclatantes, ou fines comme des filigranes), des fleurs toujours renouvelées, envoyées de toutes parts, si abondantes que certains jours on ne savait plus qu'en faire.

Le réfectoire réunissait deux fois par jour les reclus. Un grand drapeau à croix gammée tapissait le mur. Tous les convives – si l'on peut dire ! – debout derrière leur siège, attendaient qu'Hitler apparût. Le voilà. Garde à vous ! Comme à un mess lorsqu'entrait le chef de corps.

Hitler saluait un par un ses compagnons. Il était détendu. Il parlait non point de politique mais de moteurs d'autos, de musique, de peinture. Il était l'objet des plus sincères marques de respect. Comme à une séance de dirigeants du mouvement. Mais il était simple, prévenant.

« Il est toujours, notait le Directeur, à la disposition de tous pour aider ou rendre quelque service. »

Surtout, il était un Père Noël. Fleurs et colis arrivaient si nombreux qu'ils emplissaient plusieurs salles de la prison. A part quelques *strüdels* aux graines de coquelicots dont il était spécialement friand, et que de ferventes nationalistes remettaient pour lui chaque vendredi au portier de la prison, il distribuait à ses camarades le contenu des innombrables paquets qui lui parvenaient. Les plus démunis des reclus étaient les mieux servis, notamment en jambons, en saucisses, en lard, auxquels Hitler ne touchait jamais.

L'atmosphère était à la fois ordonnée et fraternelle. Souvent, la tablée entonnait le nouvel hymne créé par ces invaincus :

> « *Malgré que l'on nous ait trahis,*
> *Traités tels des pourceaux maudits,*
> *Nous, nous savions*
> *Ce qu'avec Hitler nous faisions.*
> *Notre vie restera unie,*
> *A tout jamais, à la patrie.*
> *Nul ne pourra nous écraser,*
> *Nul ne pourra nous mettre à terre.*
> *Un jour les troupes de choc-Hitler*
> *Sauront de nouveau se dresser !* »

Ce n'était pas du Goethe, c'est sûr, mais la fidélité était évidente. Elle était égale au respect dû à l'autorité. *Ein Führer !*

On avait même accroché à la cellule de Hitler une couronne de lauriers comme s'il avait gagné la bataille de Munich.

Et c'est vrai, il l'avait gagnée !

Pas de contraintes vexantes. Le matin, les portes des cellules étaient ouvertes. Il était permis de se promener au jardin sous les arbres fruitiers. Le soir, on éteignait tout le pavillon à dix heures. Une exception : dans la cellule de Hitler on maintenait l'électricité allumée pendant une heure de plus car il lisait sans arrêt.

Mais à six heures du matin, avant n'importe qui, il était debout. Rasé de près, impeccable. A dix heures, tous se présentaient au rapport chez « le chef ».

De l'aube à la nuit, il s'acharnait à relire ses auteurs de choix, à les étudier de nouveau, que ce fût Nietzsche, son grand maître en volonté et en dureté, ou Fichte, le promoteur de l'idéalisme absolu. Ou Hegel, le dialecticien de l'État totalitaire, le contempteur de la paix qui pourrit les peuples, l'apôtre de la guerre purificatrice, le glorificateur des « héros ». Ou encore Henrich von Treitschke, pour qui « l'essence de l'État, c'est la puissance ».

Pour Nietzsche ou pour Hegel, dans ses *Leçons sur la philosophie de l'histoire*, le surhomme seul doit compter. Sa force crée son droit.

« Le surhumain me tient à cœur, c'est lui qui est pour moi la chose unique », répétait Nietzsche. La sélection naturelle était un mal indispensable. Spencer, un des grands auteurs de Hitler, réclamait même, dans *La Science sociale*, l'élimination des incapables.

D'autres grands maîtres – étrangers ceux-là – étaient lus et relus par un Hitler avide, ouvert à l'universel.

D'abord Gobineau, diplomate débutant à Hanovre et à Francfort, s'adonnant corps et biens à la philosophie. A courir le monde, Gobineau avait pu jauger les races, en découvrir les différences, les débilités, les supériorités. D'où son ouvrage énorme, *Essai sur l'inégalité des races humaines.*

C'est dans l'œuvre de ce philosophe français que Hitler trouva la confirmation de ce qu'il ressentait depuis toujours au fond de son subconscient : la race blanche est la race créatrice entre toutes, la race la plus élevée intellectuellement. L'élément fondamental est la race aryenne qui, depuis le IIe millénaire avant J.-C., a nourri et renouvelé la puissance et la beauté de l'Europe.

Gustave Le Bon complétait l'apport français.

Hitler était tout aussi sensible à l'apport anglais, celui de Houston Stewart Chamberlain, dont la culture prodigieuse

s'étendait aussi bien à la littérature, à la musique, à l'histoire des religions, qu'à la botanique, aux sciences naturelles, à la médecine, à la biologie, à l'histoire et à l'étude des races.

Le penseur anglais allait avoir quarante ans quand sa grande œuvre, contenue en lui depuis longtemps, avait éclaté comme une constellation. En quelques jours, dans une chambre d'hôtel à Gardonne, en Italie, il en avait brossé fiévreusement le plan et établi les fondements. Il se documenta, il soupesa, puis, enfin, il se mit à la rédaction, à Vienne. Deux ans de travail de forçat. Le 31 octobre 1898, il avait fini = 1 055 pages ! qui s'intituleraient *La Genèse du XIXe Siècle**.

Ainsi, ce ne furent pas seulement des Allemands qui fournirent une base à la doctrine hitlérienne, ce furent aussi trois étrangers. Et pas des étrangers quelconques, des esprits encyclopédiques, trois des cerveaux les plus complets de l'humanité.

Pour Hitler, les œuvres de Nietzsche, Fichte, Hegel, Treitschke, Spencer, Gobineau, Le Bon ou Chamberlain furent des mines d'or. Il les exploita avec ténacité.

Il était certes un autodidacte, et il le savait. Il dut tout apprendre par lui-même. Depuis vingt ans, il en était ainsi. Inlassable, il avait étudié des milliers de livres d'histoire, de philosophie, de science, de stratégie militaire. La prison fut pour lui le havre, le cadeau des dieux ! Quinze heures chaque jour pour lire, annoter, méditer derrière ses barreaux ! Voyant à peine, dans sa rêverie, la rivière Lech qui serpentait au loin, luisante, presque secrète.

Sa science, ce ne sont pas des professeurs aux lorgnons d'or qui la lui apprirent. Il eut à la saisir lui-même, à l'analyser, à l'absorber.

* *La Genèse du XIXe Siècle,* Éditions de L'Homme Libre, 1999.

L'étude pour lui n'était pas un jeu. Il piocha dans la vaste carrière de la connaissance, non pour admirer des matériaux mais pour s'en emparer. Il en avait besoin pour sa construction intellectuelle. Ils étaient des blocs de granit qu'il débitait au prix de grands efforts. Il ne lisait pas en dilettante mais presque en accapareur.

On le lui a reproché. Mais qui a tout créé, à lui tout seul? Même les génies scientifiques, Einstein, par exemple, ne sont pas partis du néant. La mise en chantier d'une doctrine philosophique, politique ou scientifique, n'est réalisable que basée sur les moellons puissants de cent recherches, méditations ou découvertes de nombreux prédécesseurs.

L'important n'est pas que Hitler ait ou non personnellement fabriqué des théories strictement personnelles, brillantes un instant et vite éteintes, c'est qu'avant de s'affirmer doctrinalement, il ait fait cent fois le tour des connaissances de l'homme.

Non pour les révérer, mais pour les utiliser...

Oui. Pourquoi le cerveau ne pourrait-il pas être une éponge? Surtout s'il renouvelle tout ce qu'il saisit. Le politique est un réaliste. Il ne s'amuse pas à faire, en esthète pur, danser des constructions intellectuelles. Il rassemble tout ce qui peut servir à son combat. Le blé, pour lui, ne se récolte que pour être envoyé au moulin.

Ce n'est qu'après cette révision complète, en prison, de l'éventail de ses connaissances, que Hitler allait mettre au net la somme de ses pensées politiques. Ce serait *Mein Kampf.*

L'œuvre écrite de ses prédécesseurs ne pouvait, toutefois, fournir à Hitler qu'un apport philosophique.

Hitler n'était pas seulement un piocheur de l'esprit, il était un artiste. Sa vie – seuls des imbéciles peuvent encore aujourd'hui le nier – fut avant tout la vie d'un artiste, d'un peintre, d'un poète, d'un musicien. Son œuvre politique elle-même fut conçue, non comme un travail de laboratoire, mais comme une

immense œuvre lyrique captant dans ses ondes tout l'univers. C'est pour cela qu'il est impensable de comprendre Hitler si l'on n'a pas compris que, sur un terrain très distinct, Hitler fut un autre Wagner.

Pour lui, Wagner était la synthèse de tous les éléments : la philosophie, la poésie, la musique, et – même si cette affirmation peut étonner – la politique, car Wagner fut le chantre le plus puissant, le plus inspiré, le chantre immortel de la grandeur germanique.

Wagner fournit la trame de son action à Hitler. Et, dans l'immédiat, celle de son livre *Mein Kampf.*

Même matériellement! Les rames de papier, les crayons viendront de Bayreuth, de la maison sacrée, envoyés par Winifried Wagner, le trait d'union entre le chantre épique du Reich passé et celui qui, derrière ses barreaux de Landsberg, s'était juré, lui aussi, de le marteler à la forge de l'immortalité.

Dans sa cellule se préparait la seule création possible dans l'immédiat, la mise au point d'une doctrine. Hitler passa au crible toutes les théories utiles du passé. Le 1er juillet 1924, il ferma sa porte à tout visiteur. Cinq mois suffiraient pour que soient dictées les centaines de pages de *Mein Kampf.*

Tout ce que fit Hitler pendant les vingt années qui suivront, tout, absolument tout, se trouve dans ce livre. Nul en Allemagne ou hors d'Allemagne, n'a été l'objet d'une surprise. Il n'est rien qu'Hitler n'ait dit ou alors qu'il n'ait annoncé, n'ait précisé, qu'il se soit agi du racisme, de l'antisémitisme, du pouvoir autoritaire, de l'espace vital, du retournement des alliances, des frontières futures, de la marche vers l'Est, et de la création de l'homme nouveau. Tout, dans cette œuvre, fut fixé par Hitler, concernant sa conception du monde, de la nature, des espaces illimités. Hitler estimera, par la suite, qu'il en avait même dit beaucoup trop.

En politique, comme à la guerre, il ne faut dévoiler ses plans qu'à la toute dernière minute, juste quand va être envoyé le premier obus.

Et puis, la politique peut changer, sinon d'idées, du moins de tactique. Ce qui convenait hier doit parfois, obligatoirement, être revu cinq ans après. Vis-à-vis de la France, par exemple, les positions de Hitler avaient changé fortement, de 1923 (l'année de l'invasion de la Ruhr par Poincaré) à 1939 où il s'engagera très sincèrement auprès de Daladier à ne pas toucher à une motte de gazon de l'Alsace-Lorraine si ce renoncement pouvait sauver la paix.

Mein Kampf, c'est Hitler vidant son sac devant le public.

Lui-même m'a expliqué en riant, comment en 1924 il eût mieux fait de se taire ! Mais il était utile qu'il fixât sa doctrine, présentât à ses fidèles un vaste exposé de sa philosophie politique.

Pour lui, toutefois, le vrai programme était celui qui se réaliserait ! Ce n'étaient pas des tirades pompeuses qui l'intéressaient, ni des alinéas obtus, c'étaient les faits.

Avec sa foi, son dynamisme, et les quelques idées-forces qu'il émettait, il était lui, le véritable programme. En son cerveau résidait l'essentiel, bien plus durable que d'interminables cogitations, sans cesse soumises à révision, selon les événements, les alliances, les déconvenues et l'évolution des autres.

Hitler eût pu parfaitement ne pas donner les mille précisions de *Mein Kampf*; il les donna franchement et totalement. Aussi est-ce manquer d'objectivité historique que de venir, après coup, prendre des airs scandalisés. *Mein Kampf* ne fut pas un livre confidentiel, à tirage réduit, comme un recueil d'élégies. Il devint, après des débuts modestes, le best-seller indiscutable de l'édition du siècle. Il s'en vendit 14 millions d'exemplaires. Dire que l'étranger ignora cette œuvre est une échappatoire peu convaincante : des 14 millions d'exemplaires, 4 millions furent

édités et vendus hors d'Allemagne, traduits en 16 langues ! Jamais un plan politique ne fut proclamé, diffusé, avec une telle ampleur ! Il suffisait de feuilleter cinquante pages de l'ouvrage pour être éclairé : chaque énoncé était clair comme du cristal.

Était-ce littérairement une grande œuvre ?

Certains, comme Goebbels, l'ont pensé. D'autres – moi compris – en doutent un peu, le livre a été écrit trop vite.

Pas même écrit, dicté. Dicté d'abord à un modeste horloger qui, chaque jour, passait des heures dans la cellule de Hitler à tapoter avec deux doigts sur la vieille machine à écrire les propos de son chef dans sa prison. Hitler dictait, d'une voix tonnante, comme dans un meeting. Les gardiens venaient coller leurs oreilles à la porte de la cellule. A la fin de la création du bouquin, tous seraient convertis. Le directeur de la prison aussi. Et même ses filles, émues, électrisées, en larmes quand le Führer termina son séjour forcé à Landsberg-sur-Lech. L'œuvre, de toute évidence, fut bâtie à la hâte. Elle contenait, comme nombre de grandes œuvres, des erreurs frappantes, et presque amusantes. Hitler décrivait notamment la misère populaire sous la forme d'un serpent, mais un serpent extraordinaire, puisque, à le lire, ce serpent possédait des pinces et des dents !

« Qui ne s'est pas trouvé dans les pinces de cette vipère ne saura jamais ce que sont ses dents empoisonnées ! », dictait Hitler, maudissant ce reptile carnivore !

En dehors de ces pinces de serpent et de ses dents empoisonnées, *Mein Kampf* comportait des centaines de formules lancées à l'emporte-pièce et qui avaient le tracé, le fini, la perfection de médailles.

« Il n'est pas rare, constate Fest, que l'on y trouve des formules justes, ou des portraits au relief saisissant. »

Rien qu'avec des citations de *Mein Kampf*, on pourrait constituer un recueil impressionnant. En revanche, certains

sous-chapitres ont, avec le temps, perdu leur intérêt. Le problème agricole, par exemple, ne se présente plus du tout de la même manière. Certaines maladies, comme la syphilis, faisaient l'objet de longues pages de dissertation, alors que ce fléau a presque disparu, laissant la place au sida.

Le livre eût gagné – comme presque tous les ouvrages – à être élagué.

Mais des centaines d'autres pages – plus de cinq cents ! – sont toujours là, très vivantes. Elles établissaient avec la netteté d'un coup de fusil ce que deviendrait le national-socialisme, dont chaque détail de l'action future fut exposé dans ce gros volume, dix ans à l'avance.

Tout d'abord était fixée la base du mouvement : la conjonction du nationalisme et du socialisme. Une moitié du pays ne pouvait pas éternellement être dressée contre l'autre moitié de la nation. Toutes deux ont des intérêts convergents. Il importe de les coordonner.

La masse ouvrière a connu pendant longtemps un sort injuste. Il fallait mettre à la disposition du travailleur toutes les facilités de la technique moderne, exalter la dignité de son œuvre tout en le rémunérant avec plus de justice, promouvoir sa culture, protéger sa santé, lui fournir d'amples loisirs, assurer sa subsistance en cas de maladie ou d'accident et lui garantir une paix confortable pendant sa vieillesse. Surtout, il était indispensable de faire du travail le levier de l'orgueil de l'homme, sa première dignité.

La vraie richesse d'un pays, c'est le travail. Le vrai créateur de richesse. Selon qu'il est bien fait ou qu'il est mal fait, dans la satisfaction ou dans la grogne, un pays se développe ou s'écroule.

Ceux qui détiennent la puissance financière doivent tenir compte de cette force de réalisation, lui donner un cadre d'épanouissement correct, la payer mieux, la respecter davantage.

Il est indispensable que des élites industrielles – elles aussi nécessaires – apportent au pays des structures modernes, de l'imagination dans la découverte et dans l'expansion. Mais cet apport doit s'insérer dans un parfait équilibre social, le travail et le cerveau étant parties égales dans l'efficacité et dans la noblesse de l'effort.

Autre grande conception hitlérienne : le racisme.

« Le problème des races, avait déclaré Disraeli, un siècle avant Hitler, est la clef de l'histoire du monde. »

Disraeli (d'Israël !) avait derrière lui plusieurs milliers d'années d'héritage racial, maintenu inlassablement dans la pureté hébraïque la plus stricte.

Hitler croyait, lui, à la nécessité imprescriptible d'une politique de protection et d'épanouissement de la race aryenne.

Autant que Disraeli, Monsieur Jean Giraudoux, qui deviendrait en 1939 Ministre de l'Information de la France du Front Populaire, ne serait pas un promoteur moins précis de la race dans son pays que Hitler ne l'était dans le sien. Il écrivait dans son livre *Pleins Pouvoirs* cette déclaration nette comme le soleil :

« Nous sommes pleinement d'accord avec Hitler pour proclamer qu'une politique n'atteint sa forme supérieure que si elle est raciale, car c'était aussi la pensée de Colbert et de Richelieu. » Colbert et Richelieu, des ouvriers de Hitler de 1933 !

Non pas que ce dernier cherchait noise à d'autres races. Il le prouvera surabondamment en soutenant avec force la renaissance du racisme arabe ; il comptera même, sur le front oriental, 60 000 volontaires musulmans dans les rangs de ses Waffen SS. De même, Hitler se liera d'amitié avec les Japonais, rendra hommage aux grandes qualités de leur race, la plus stricte du monde, tout à fait différente, pourtant, de la race allemande. Il trouvera normal et exaltera son rayonnement. Le racisme, s'il est intelligent, se garde bien de lutter contre les autres races, et encore

moins de les persécuter. Le vrai racisme, tout au contraire, désire que chaque race se développe selon sa personnalité, dans son propre cadre, apportant ainsi un enrichissement et des stimulants supplémentaires à la civilisation universelle.

Quel intérêt peuvent avoir aujourd'hui quelques millions d'Arabes à errer dans une France étrangère à leur foi, à leur langage, voire même à leur façon de se vêtir et de s'alimenter? Idem pour des millions de Turcs gîtant en Allemagne, hors de leur communauté. Tous sont des exilés, leur vraie vie est chez eux. Le reste n'est pour eux qu'une expatriation généralement pénible. Au lieu de ne les tolérer qu'en grognant, il faut les aider à retrouver leur sol natal, leur peuple et leurs coutumes, pour apporter si c'est nécessaire des aides financières et techniques.

Raisonner ainsi, c'est du sain racisme.

Le racisme condamnable est celui que pratiquent les exploiteurs des races, ceux qui s'intéressent aux autres races pour les utiliser sans le moindre souci des valeurs fondamentales, comme jadis les négriers déportaient leurs prédécesseurs vers leurs plantations américaines.

Tout en souhaitant vivement aux autres races mondiales de retrouver chez elles un grand renouveau, physique et spirituel, Hitler s'assigna avant tout comme devoir national, de rendre plus forte sa race d'origine, la race germanique.

Quel crime y avait-il bien à vouloir, chez lui, aider les masses à maintenir et à améliorer leur santé, dans des installations agricoles modernisées, dans des locaux commerciaux humains, dans des usines aérées, lumineuses et hygiéniques, disposant d'installations sportives, ayant à leur portée des millions de logements décents! Et à donner à la jeunesse, garçons et filles, une formation physique qui la rende saine et belle! Protéger la santé de la famille, grâce à des salaires progressifs, des indemnités aux mères, des soins médicaux spécialisés, à lui fournir des maisons

agréables, embellies d'un jardin où les gosses peuvent s'épanouir et le travailleur lui-même se détendre après son labeur! Permettre aux jeunes de créer des foyers en les encourageant matériellement, en leur permettant d'acquérir en dix ans un logis sain et de voir croître des enfants qui ne soient plus seulement une charge mais une joie naturelle, encouragée, protégée et honorée par la communauté nationale! Le racisme allemand était avant tout la protection de la santé populaire, la transfiguration de la jeunesse, l'épanouissement des familles revivifiées.

Chaque race, telle que Hitler la concevait, devait avoir et respecter ses propres lois, comme la nature les respecte. Celle-ci est une continuelle sélection.

« La nature, expliquait Hitler, qui préside à la vie sur cette terre, prévoit un libre jeu des forces en présence. Le plus courageux et le plus travailleur bénéficie de ses faveurs. »

Socialement, dans l'ascension des classes, le meilleur l'emporte. Même chez les animaux, il en est ainsi. Le cheval de course a plus de valeur qu'un canasson. Le taureau fonçant dans la Plaza de Séville est sélectivement plus intéressant que le bœuf condamné à la boucherie. Le lévrier afghan l'emporte sur le roquet courant les poubelles.

« Tout être vivant, expliquait Hitler dans *Mein Kampf*, se conforme strictement à l'instinct préservant sa pureté raciale. La mésange s'accouple à la mésange, le pinson au pinson, la cigogne à la cigogne, la souris à la souris. »

Pourquoi alors serait-il désirable qu'un errant quelconque s'accouplât à une grande fille de Frise ou de Poméranie? Il ne s'agissait pas de vanité raciale. Toute race a ses coutumes. La nature ne les transgresse jamais sans dégâts.

Aux yeux de Hitler, la race germanique était la meilleure race du monde. Peut-être avait-il raison. Elle a donné, en tout cas, un sang fort à dix peuples. Elle a fait de l'Allemagne le cœur puissant du continent européen. Anéantie deux fois, en 1918

d'abord, puis, bien plus épouvantablement encore, en 1945, elle s'est redressée avec un courage unique, première du Continent, une fois de plus.

La race germanique a apporté à l'Europe de l'Est – Estonie, Lettonie, Lituanie et, partiellement, Russie jusqu'à la Volga – ainsi qu'à la Hongrie, à la Roumanie et aux Balkans plusieurs millions de cultivateurs, de colons pacifiques, qui sont devenus l'épine dorsale de ces pays, racialement, économiquement et politiquement.

Où, en Europe, essaimèrent jamais des millions de Français? Ou des millions d'Anglais?

L'Est et le Nord de la France, la Meuse, la Bourgogne, la Franche-Comté, la Normandie sont aussi de vieilles terres à peuplement germanique, où le sang du passé anime encore la vigueur du présent.

Les États-Unis d'Amérique eux-mêmes ont dû leur indépendance et leur élan conquérant non pas à des Juifs ou à des Italiens, émigrés tardivement aux XIXe et XXe siècles, mais aux quelques millions de Germaniques et de Celtes arrivés de Prusse, du Hanovre, des anciens Pays-Bas, d'Irlande et de Grande-Bretagne au temps où se créaient la Nouvelle-Amsterdam, le New York d'aujourd'hui.

Dans l'ensemble, l'analyse hitlérienne était juste, même si elle irrite les petits esprits. Bien sûr, des génies extraordinaires sont nés hors du Reich. Des peuples très intéressants existent en dehors des communautés raciales germaniques. Mais la vérité est tout de même là : pendant plus de trente siècles la race germanique a été une formidable forge où a été battu le meilleur des aciers.

Pourquoi Hitler n'eût-il pas été fier du peuple qui a donné à la civilisation un Kant, un Wagner, un Mozart, un Beethoven? Et, surtout, pourquoi n'eût-il pas lutté de toutes ses forces pour que sa race s'épanouisse davantage – santé physique et santé

morale – et qu'elle conserve et accroisse la pureté qui était la base même de sa puissance?

Cette défense et cette protection de la race germanique allaient aussi avoir leur répercussion dans une autre grande prise de position hitlérienne : l'antisémitisme.

A cette heure, ce sujet est virtuellement inabordable. Une barricade de lois l'isole de toute possibilité d'étude historique objective. Qui s'y risque est broyé comme sous la meule d'un moulin.

Ce qui, pourtant, est incontournable, c'est que l'antisémitisme avait été, de 1923 à 1933, une caractéristique de la presque unanimité du peuple allemand. Sinon, Hitler n'aurait sans doute jamais fait de ce slogan un des leviers de sa révolution. Il correspondait à une sorte de répulsion nationale née de la série de troubles provoqués en Allemagne en 1919 par des meutes communistes qui avaient bien failli faire périr le Reich et qui, toutes, sans une exception, avaient pour meneurs des Juifs.

Si Hitler avait senti des réticences au sein du peuple allemand, il se fût gardé de baser une partie de son action sur une propagande impopulaire. Il était beaucoup trop avisé et avait trop l'instinct des foules pour s'engager sur un chemin qui eût pu le conduire à une impasse.

Ce que Hitler voulait, c'est qu'on mît fin, en Allemagne, à une domination juive qui ne correspondait en aucune façon au rapport numérique des habitants. Par exemple, à la Reichsbank, nœud de toute l'économie du Reich, où sur 28 administrateurs, il y avait 22 Juifs, alors qu'ils ne représentaient que 1 % de la population du Reich!

Pour lui le peuple juif était, sera toujours, un peuple différent des autres communautés humaines. Les Juifs sont les premiers à le proclamer et même à en être fiers. En Roumanie, peuple choyé par les Démocrates, alliée privilégiée de la France, considérait-on le problème sémite autrement? Des lois draco-

niennes contenaient et encadraient l'expansion monopolisatrice des Juifs danubiens! Raymond Poincaré, leur protecteur attentif, s'en était-il sérieusement offusqué?

Autre pays allié de la France : la Pologne. Pourtant, à tout bout de champ, les Juifs s'y faisaient écharper, dans des pogroms aussi sauvages qu'au Moyen Âge! Paris, Londres, New York, n'éprouvaient pas de migraines excessives à connaître ces exploits de leurs associés du gouvernement de Varsovie, leur indispensable compère, en vue de la guerre qui se concoctait en 1939 contre le IIIe Reich.

Les campagnes furibondes menées à partir de 1933 à travers le monde entier par de puissants lobbies juifs en vue de provoquer la chute de Hitler au moyen d'une deuxième guerre mondiale, puis, à partir de 1940, la participation directe de très nombreux Juifs d'Europe à un sanglant terrorisme anti-allemand, baptisé « résistance », donnèrent à l'antisémitisme du IIIe Reich un caractère qui tourna au drame.

Mais bien avant qu'éclatent ces provocations, la politique allemande avait tendu à appliquer, sans excès, les Lois de Nuremberg de 1935, très pareilles à celles du Concile de Latran de 1215, qui relevaient du compromis et étaient bien moins rigoureuses que celles que l'État d'Israël applique aujourd'hui.

Les lois de Nuremberg n'avaient nullement, d'ailleurs, scandalisé les fameuses « consciences » du haut épiscopat allemand, sorties seulement de leur léthargie lorsque Hitler fut disparu. Elles visaient, sans plus, à ramener les Juifs habitant dans le Reich à un rôle de résidents étrangers, ou, si cela ne les satisfaisait point, à gagner – paisiblement, avec bagages et encouragement financier – d'autres rivages plus ouverts à leurs ambitions.

En cela consistait, avant 1940, l'antisémitisme (un point sur vingt-cinq) du national-socialisme, clairement expliqué dans *Mein Kampf*.

XX

AU-DELÀ DU PROBLÈME JUIF

Les dix millions d'Allemands exclus de leur patrie – La grande Allemagne de jadis, à l'Ouest et à l'Est – Le plan de Hitler : les frontières du pain – L'expansion des autres : Français, Anglais, Yankees, Espagnols, Italiens, Portugais, Belges, Hollandais – L'avenir de l'Allemagne est à l'Est et non à l'Ouest – L'idée maîtresse de Hitler : laisser en paix la France et l'Occident – Volonté de retourner les relations germano-britanniques – L'Angleterre contre toute union – La défenestration d'Édouard VIII – L'éternel égocentrisme de la Grande-Bretagne – Le rêve européen de Mein Kampf – A la Noël 1924, Hitler en liberté.

En réalité, l'exposé par Hitler de ses conceptions antisémites ne représentait même pas 5 % des 686 pages de *Mein Kampf*.

Une part beaucoup plus large y était faite à un problème bien plus important : le sort de dix millions d'Allemands maintenus hors de l'unité de la patrie commune, trente fois plus nombreux, ceux-là, que les 350 000 Juifs menacés par Hitler de n'être plus que des Juifs.

Les dix millions d'Allemands perdus, entre le Tyrol et Dantzig, étaient pour le Reich le principal problème racial.

Qu'à l'encontre des engagements les plus formels de l'armistice de 1918, des millions d'Allemands eussent été soumis au joug de l'étranger en Pologne et en Tchécoslovaquie, que des millions d'autres se vissent interdire en Autriche tout droit à rejoindre leur communauté raciale, était proprement intolérable : le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » était à la base même du Traité de Versailles. Il n'y aurait d'unité de la race allemande que lorsque tous les proscrits auraient pu reconstituer leur communauté de citoyens nés d'un même sang.

Un tel regroupement impliquait nécessairement un bouleversement des frontières. Non seulement des frontières imposées à Versailles, mais, aussi, des anciennes frontières tracées artificiellement au cours des siècles selon les caprices des événements.

Mein Kampf concordait avec les revendications que formulèrent après 1918 presque tous les Allemands, à savoir le rétablissement des frontières d'avant leur défaite.

Hitler ne s'opposa pas de but en blanc à cette prise de position générale. Cela eût été se heurter à tous. Il réclama lui aussi avec force la restitution des provinces perdues.

Mais il voyait le problème d'une tout autre manière.

Les frontières de l'Empire allemand avaient connu, au long des siècles, de nombreux avatars.

Elles avaient jadis dépassé Toul et Verdun, atteint la Bourgogne et la Franche-Comté, bordé la Somme ; Cambrai portait dans ses armes l'aigle bicéphale de l'Empire. Arras, la cité des légistes, serait si rétive à l'absorption française qu'après sa reddition, à la fin d'un siège impitoyable, la royauté capétienne avait dû déporter sa population au grand complet et la remplacer par des Français de l'intérieur.

Dunkerque, l'église des dunes. Elle était une jetée sur la mer du Nord, laquelle s'appelait alors *Mare Germanicum*.

Liège avait été, pendant mille ans, une principauté germanique, sous l'autorité d'un prince-évêque allemand.

Au sud-est, les frontières avaient été aussi instables.

Prague avait été une des grandes métropoles de l'art gothique allemand et avait même été quelque temps capitale d'Empire.

Dès le XIe siècle, Henri III avait été reconnu comme Empereur. En 1182, la Moravie avait été érigée en margraviat impérial. La Bulle d'or avait concédé, parmi les électeurs laïcs d'Empire, la première place à la Bohême.

La frontière germanique avait avancé, reculé, comme le flux et le reflux de la mer. Les Chevaliers Teutoniques avaient, pendant des siècles, chevauché parmi les landes de l'Est, bleuies de lacs, peuplées d'interminables forêts de sapins. Ils avaient hissé leurs *burgs* orgueilleux sur chaque colline des pays Baltes. En 1944, on formait encore en langue allemande les séminaristes d'Estonie.

Des Souabes, des Saxons avaient essaimé de toutes parts dans les monts de Transylvanie, dans la Puszta hongroise, autour des Portes de Fer et même sur les deux rives de la Volga.

Par contre, cette Allemagne, émiettée en des centaines de principautés, avait toujours eu des frontières faciles à transgresser, pareilles à des portes sans clefs.

La France avait pu tracer à l'épée son pré-carré, tailler des prises sur tous ses bords, en Catalogne, en Savoie, en Flandre, et surtout, en pleine chair de l'Empire germanique. Ces confiscations répétées avaient valu aux monarques de Versailles un hexagone indélébile, comme coulé dans du plomb.

L'Allemagne, en fait, ne détenait que des frontières en papier de soie, cent fois lacérées. Des millions d'Allemands, avant la guerre de 1914 déjà, après la guerre surtout, s'étaient vus séparés de leur pays. Pourquoi, notamment, sept millions d'Autrichiens – les propres compatriotes de Hitler ! – avaient-

ils, en 1919, été exclus par des diktats étrangers de la communauté à laquelle ils appartenaient par l'Histoire, par les mœurs, par la langue, par la culture, et avant tout, par le sang ?

Le Hitler de *Mein Kampf* était prêt à lâcher de la corde de-ci, de-là.

Par exemple, pour ne pas irriter Mussolini, il se déclarait disposé à renoncer aux Allemands du Tyrol, pourtant doublement allemands, comme tyroliens et comme autrichiens, et qui réclamaient, eux aussi, leur rattachement à l'Allemagne de leurs aïeux.

Hitler était même prêt à renoncer définitivement à toute revendication sur l'Alsace-Lorraine, si ce gros sacrifice eût pu assurer, enfin, après des siècles de batailles, une réconciliation définitive avec les voisins français.

Son plan était calqué sur les besoins du peuple allemand, de plus en plus dense, sur un sol relativement pauvre, alors que le Reich s'enrichissait chaque année de deux à trois fois plus d'enfants que le peuple français, assoupi, lui, dans la paix d'un jardin parfait.

Le peuple allemand devait pouvoir respirer, s'épanouir, disposer de terres nouvelles. Ce sont celles-ci qui fixeraient les nouvelles frontières, les frontières du pain.

Comment avaient fait les autres pays ?

Les Français, malgré leurs terres fécondes, n'avaient pas hésité à les élargir de plus d'un tiers aux dépens de tous leurs voisins. Ils s'étaient ensuite taillé à grands coups de ciseaux (plus exactement de carabines) des colonies géantes, du golfe de Tunis au Niger, de Libreville à Madagascar, de Pondichéry à l'Océanie.

La Russie, de son côté, était descendue jusqu'en Géorgie, et jusqu'au Caucase. Elle avait envoyé ses Cosaques tout au bout de la Sibérie, à sept mille kilomètres de Moscou !

Les États-Unis avaient traqué impitoyablement les Peaux-Rouges pour s'emparer de leurs terres, et élargir leurs provinces de l'est. Ils avaient ensuite raflé aux Mexicains la moitié de leur territoire, deux millions de kilomètres carrés. Los Angeles, El Paso, San Diego, San Francisco ne sont pas des noms précisément anglo-saxons.

Cette expansion armée des États-Unis vers l'Ouest, sur quatre mille kilomètres de profondeur, aux dépens de peuples traqués ou vaincus, était, au lieu d'être réprouvée, devenue une sorte d'épopée ! Cette conquête à coups de fusils serait chantée comme une croisade, magnifiée, immortalisée, par cent films de cow-boys, des super-Chansons de Roland ultra-océaniques !

Quant à l'Angleterre, elle s'était, sans crise de conscience, emparée du quart de l'univers.

L'Italie campait en Libye, et aux bords de l'océan Indien. Quant à l'Espagne des Conquistadores, elle s'était étendue sur toute la largeur de la terre. Le soleil ne se couchait jamais sur ses États. Le Portugal, lui, avait avalé, comme un boa avale une gazelle, un Brésil près de cent fois plus gros que lui. Cela n'avait pas suffi. Il lui avait encore fallu ingurgiter d'autres butins, considérables, en Afrique, aux Indes, en Océanie.

Même les petits Belges, l'œil conquérant, chantaient :

« Si ta force déborde et franchit ses niveaux, verse-la comme un fleuve en un monde nouveau ! » Ils s'étaient emparés d'un Congo quatre-vingts fois plus grand que leur mouchoir de poche.

Les Hollandais en avaient fait autant, dominant – sur trois mille îles – des Indonésiens sept ou huit fois plus nombreux qu'eux !

Personne n'avait eu d'indigestion. Ni surtout éprouvé de remords.

On avait même vu des terres confisquées à leurs légitimes propriétaires fournir aux envahisseurs leurs plus grands hommes. Napoléon était un ex-Corse. Le maréchal Ney un Sarrois. Le maréchal Pétain et le général De Gaulle, les deux grands rivaux français de la Seconde Guerre mondiale, étaient l'un comme l'autre originaires du Nord, c'est-à-dire de la vieille Flandre arrachée par Louis XIV aux grands Pays-Bas.

Alors que tout le monde se servait copieusement, pourquoi l'Allemagne n'eût-elle pas pu obtenir une petite part ?

Pourquoi, tandis que les autres pays s'étaient gavés, n'y aurait-il pas de plaines à blé, de forêts, de mines, de fleuves, d'espace vital, pour le peuple allemand, le plus important de l'Occident ?

On avait tout juste permis à l'Allemagne – et encore ! – parmi d'incessants crocs-en-jambe, d'occuper quelques restes d'Afrique à l'Est et au Sud-Ouest du continent noir. Elle avait remarquablement géré ces terres malgré leur pauvreté. Le père de Göring y avait été un gouverneur éminent. Mais à Versailles, en 1919, on s'était réparti, entre Anglais et Français, pourtant repus à éclater, ces terrains d'expansion extra-continentale du peuple allemand.

Même à la Belgique, malgré le Congo, on avait attribué les provinces allemandes du Rwanda et du Burundi !

De ces colonies perdues, à la vérité, Hitler ne ferait pas grand cas.

Il les réclamerait pour le principe, comme éventuelle monnaie d'échange politique. Ces terres étrangères, qui coûtaient gros, n'étaient ouvertes qu'à un groupe réduit de colonisateurs, ne résoudraient jamais le problème du peuplement allemand. Hitler, au fond de lui-même, répudiait le vieux colonialisme. Il avait compris, comme beaucoup d'autres, que l'Europe, tout au long du XIXe siècle et au début du XXe siècle, avait épuisé dans

l'aventure coloniale le meilleur de ses forces et détourné d'une grande œuvre continentale ses élites et ses capitaux.

Pour arriver à quoi ? A faire croire aux Arabes et aux négrillons que leurs pères étaient des Gaulois ? A leur inculquer quelques bribes désordonnées de culture européenne qui les détourneraient de leur civilisation propre ?...

Ces tentatives d'intoxication n'aboutiraient à rien. Le dimanche qui suivrait l'évacuation de Hanoï par les Français, il n'y aurait plus qu'un Vietnamien, un seul, pour assister à la messe à la Cathédrale. A Alger, on coifferait d'un bac à ordures la tête de Jeanne d'Arc le jour où De Gaulle rassis, déconfit, rendrait l'Algérie aux Algériens !

Hitler ne désirait en aucune façon coloniser ni exploiter les espaces extra-européens.

Ceux qui l'intéressaient uniquement étaient les vastes territoires à demi en jachère en Europe même, capables de recevoir de nombreux jeunes Allemands audacieux, et où l'industrie allemande pourrait trouver sur place d'importantes ressources en matières premières.

Le vrai terrain d'expansion dont rêvait Hitler ne se trouvait ni au Mozambique, ni en Papouasie. Il était collé au sol allemand même, pouvait constituer avec lui un seul bloc, facile à quadriller de routes, de voies de chemin de fer, de canaux, ouvert à des millions de paysans allemands entassés sur leurs terres étriquées de Saxe ou de Souabe.

Ce grand et utile terrain d'expansion existait. Pour un Allemand comme Hitler, celui-là seul existait : c'était le fabuleux espace de la steppe russe, richissime, infinie, gâchée alors misérablement par les Soviets.

Avant 1914, l'idée d'une expansion allemande vers l'Est tentait beaucoup d'Allemands.

D'autres, en revanche, s'y opposaient. Pour eux, le seul objectif, l'objectif séculaire, était à l'ouest : la France, l'ennemie héréditaire à abattre, les vieilles côtes germaniques de la mer du Nord à récupérer. Les généraux du Reich impérial chaussaient encore des bottes de 1870.

Or la France était inassimilable. L'Allemagne l'eût-elle occupée durant cinq cents ans qu'elle n'eût pas converti un Français en Prussien. Le temps avait fait son œuvre. Les territoires conquis par Richelieu et Louis XIV avaient été définitivement absorbés.

Se battre là-bas, une fois de plus « pour quelques arpents », comme disait Hitler, ne ferait que saigner à blanc l'Allemagne au lieu d'aider à son expansion.

Exactement à l'inverse, Hitler voulait tracer définitivement une croix sur la vieille bagarre occidentale, concéder tout ce qu'il faudrait pour que l'Occident devînt un arrière-pays paisible, tandis que tout l'effort économique serait braqué vers l'Est.

Pour la première fois de son histoire, la France avait en face d'elle un Allemand qui, par intérêt, lui tendait la main. Elle ne comprit rien à ce geste. Une grande occasion européenne fut perdue. La Seconde Guerre mondiale en découlerait automatiquement.

La défaite avait anéanti tous les plans allemands d'expansion, dans un sens comme dans l'autre.

La révolution léniniste de 1917 avait converti l'Est en une gigantesque poudrière dont l'explosion pouvait faire sauter le monde entier.

L'humanité a pu vivre pendant soixante-quatorze ans (1917-1991) à côté de ce volcan. Sous Lénine, et ensuite, sous son émule Staline, des millions de malheureux ont, en Russie, péri dans les pires tortures et dans les affres de la famine. L'URSS ne cachait à personne son plan de révolution universelle.

L'Allemagne, coup sur coup, en 1919 et en 1923, avait failli sombrer lors des soulèvements fomentés partout sur son sol par des agents de Moscou à la Radek, tandis qu'un Toukhatchevsky, camouflé à Berlin, attendait le premier succès pour prendre la tête de l'Armée Rouge d'un Reich soviétisé.

Lorsqu'en 1924, Hitler dictait *Mein Kampf* dans sa cellule de Landsberg, l'Allemagne venait à peine d'échapper au dernier assaut marxiste, dans la Saxe toute proche. Moscou, chacun le savait, ne se découragerait pas. S'emparer de l'Allemagne, c'était s'emparer de l'Europe. L'offensive bolchevique reprendrait inévitablement. Hitler en était certain. S'il inscrivait dans *Mein Kampf*, au premier point de son programme, la conquête de l'Est, c'est qu'il savait qu'il ferait ainsi coup double : ouvrir la route du pain à son peuple et mettre fin au communisme, alors danger universel.

Ce plan, comment l'Allemagne exsangue de 1924 aurait-elle pu le réaliser ? Sa chance était nulle : les circonstances demeuraient immuables, avec une France campant à Essen, et avec une Angleterre hautaine pour qui la fin du Reich constituerait tout au plus un incident d'ordre économique !

Ni l'une ni l'autre, sauf quelques exceptions rarissimes, n'avaient imaginé le danger que constituait pour leur pays même une URSS qui n'avait plus qu'à franchir la barrière allemande pour les atteindre.

Hitler, depuis des années, soupesait les données. Bien avant qu'il ne couchât noir sur blanc *Mein Kampf*, il avait mis au point un retournement diplomatique aussi inattendu que révolutionnaire : se réconcilier avec les Britanniques, établir avec eux des bases de répartition, d'influences, céder, concéder mais devenir des coéquipiers.

Trait de génie ? Trait de génie en ce sens que cette collaboration germano-anglaise eût, sans doute, assuré de façon durable

la protection de l'Occident et eût garanti le rayonnement de l'Europe à travers l'univers.

La France était la première puissance militaire du monde.

La flotte de Sa Majesté britannique ne pouvait plus, sur les mers, se heurter qu'à des requins ou à des banquises.

C'était le moment entre tous de s'allier à une Allemagne quasiment anéantie.

Ce qui, en 1914, avait perdu l'empereur Guillaume II avait été d'avoir voulu, lui, petit-fils de la reine Victoria, posséder tout comme ses cousins séculaires sa flotte à lui, avec ses canons portant ses initiales, ses salves d'honneur affolant les mouettes.

Guillaume II eût dû laisser tomber, avant 1914, et se contenter de se promener sur son yacht le long des fjords norvégiens. Il persista dans son jeu, s'entêta. L'Angleterre s'échauffa. Churchill, alors déjà impétueux, mit en marche ses croiseurs. Ce fut la guerre. Une guerre où la Grande-Bretagne eût pu parfaitement ne pas lier son sort à la France. Elle le fit pour punir Guillaume II d'avoir voulu, dans la mer du Nord, fief britannique, jouer à l'apprenti Nelson !

Par ricochet, les États-Unis avaient, en 1917, suivi les Anglais. L'Allemagne s'était retrouvée à la fin de 1918 avec des divisions de Sammies, baïonnette au canon, à Cologne et sur les rives du Rhin.

Le bateau de Guillaume II avait coulé à pic.

Hitler avait tiré les leçons de ce drame. Dans *Mein Kampf*, il formula nettement son plan de retournement total des relations germano-britanniques. Il se déclarait prêt à laisser en exclusivité aux Anglais l'empire des mers, à ne posséder qu'une flotte très réduite, coupant court ainsi à toute susceptibilité britannique.

En échange, il espérait obtenir de la Grande-Bretagne qu'elle lui laissât les mains libres à l'Est.

N'était-ce point l'intérêt de celle-ci ? Ne serait-elle pas soulagée si, grâce à l'Allemagne, elle était certaine de n'avoir pas à subir sur toutes les mers, et sous toutes les mers, une URSS devenue à son tour une rivale maritime ?

Mais cette protection terrestre confiée à une Allemagne réconciliée n'intéressait pas plus les Britanniques qu'un kopeck du caissier de la *Pravda*. Penser qu'ils devraient quelque chose à quelqu'un leur paraissait intolérable. Et même indécent ! Un Anglais n'avait jamais eu que des coolies à ses ordres, depuis des siècles.

Hitler fut naïf en imaginant qu'en écrasant le communisme, il pourrait satisfaire les Anglais. Erreur de psychologie. L'Anglais a la froideur du serpent (sans pinces et sans dents !). Son trident lui suffit. Ou plus exactement, lui suffisait. Depuis 1940, les temps ont changé : il ne restera bientôt plus, à la Grande-Bretagne, à l'étranger, que les singes de Gibraltar et quelques pingouins des îles Falklands (les Malvinas).

La vue d'ensemble de Hitler était, en 1924, probablement prophétique.

Si l'on avait tenu compte à temps des offres hitlériennes, Continentaux et Anglais eussent encore pu former l'ensemble le plus puissant de la planète, les uns fédérant l'Europe, les autres naviguant en maîtres sur toutes les mers, tous travaillant en équipe.

Mais comment Hitler eût-il pu intéresser qui que ce fût en Angleterre à ses propositions de *Mein Kampf*, alors qu'il n'était plus, comme l'écrivait le *Times*, qu'un vaincu liquidé, dans une prison lointaine ?

Cette méconnaissance psychologique, ou cette anticipation manquée de Hitler, s'accompagna d'une autre, de type géopolitique celle-là.

L'Angleterre n'avait jamais pensé à une Europe solide. A travers toute son histoire, elle avait été l'adversaire tenace, achar-

née, d'une Europe structurée, quel qu'en fût le bâtisseur. Elle soudoyait des armées, elle intervenait elle-même militairement s'il le fallait, afin d'éliminer du continent toute supériorité unificatrice.

Il ne s'agissait nullement de haine, ni de jalousie, mais d'une ligne de conduite : l'Europe, accoudée à trente-deux kilomètres des rivages de la Grande-Bretagne, n'avait, aux yeux des Anglais, pas le droit d'être forte.

Ce n'était que dans la mesure où celui qui s'élevait en Europe serait aussitôt abaissé et qu'un pays contrebalancerait, ou, plus exactement, annulerait l'autre, que l'équilibre anglais dans l'impuissance pourrait se maintenir.

La constance de la politique britannique résida toujours dans cette recherche inlassable de faiblesse uniforme des divers membres du continent.

Philippe II en sut quelque chose.

Et Napoléon après lui.

En 1923, l'Allemagne était abattue et la France apparaissait déjà aux Britanniques comme étant devenue trop forte à son tour. L'invasion de Poincaré dans la Ruhr en 1923 fut l'occasion rêvée pour l'Angleterre de rabaisser l'orgueil de l'hégémonie française, en favorisant à nouveau le rival allemand, devenu sans danger, puisque prostré.

C'est une tactique séculaire. « Les États sont des monstres froids », a dit De Gaulle, qui se souvenait qu'entre 1940 et 1944, il avait passé quatre années chez les Anglais.

L'Europe n'est pour la Grande-Bretagne qu'un semi-voisin. « Entre l'Europe et le Grand-Large, disait Churchill, nous choisirons toujours le Grand-Large. »

Malgré les terribles leçons de la Seconde Guerre mondiale, la mentalité n'a guère changé. Le Marché Commun, depuis qu'y sont rentrés les Anglais, n'est souvent qu'un paquet d'aigreurs.

Rien n'est jamais sûr, ni définitif. La Grande-Bretagne fait mine de claquer la porte chaque fois qu'une addition lui paraît trop forte, ou une soustraction trop faible. Albion, pas nécessairement perfide, reste assise sur son intransigeance.

Hitler fut un calculateur illuminé, mais il paria tout sur un tonneau vide, l'orgueilleux tonneau britannique.

Il voyait les Anglais avec illusion. Il les avait admirés au combat, en face de lui presque toujours, pendant les années 1914-1918. L'Empire lui paraissait la construction politique la plus intelligemment montée depuis l'Empire romain.

Une poignée de Britanniques assuraient la paix aux Indes. Quelques milliers de bateaux dominaient les flots.

Le grand philosophe anglais Chamberlain avait convaincu Hitler de l'identité des deux races. Les Anglais étaient les descendants des Germains. Avec eux, on serait en famille !

L'erreur était complète. Pour la plupart des Anglais, leur origine germanique ne les intéressait en rien. Ils se fichaient de la germanité ! Être britannique leur suffisait, dépassait tout. A côté d'un lord anglais au champ de courses d'Ascott, que représentait le prisonnier de Landsberg ? Avant que l'Angleterre fît attention à lui, il se morfondrait encore longtemps.

Pourtant, il serait compris, sur le tard, par certains Anglais, notamment par plusieurs grands patrons de presse, par des anciens combattants, et aussi, surtout, par l'homme politique le plus intelligent de la Grande-Bretagne du XXe siècle, le jeune roi Édouard VIII, qu'un complot de cour et d'Église jeta à bas de son trône, en 1936, et convertit en un duc de Windsor poliment expulsé à vie de son propre pays.

Lui, jeune maître de l'empire britannique, avait déchiffré le message de Hitler, il en avait saisi la portée mondiale, compris l'intérêt immense d'un jumelage entre la Grande-Bretagne – dont la puissance universelle serait ainsi indéfiniment stabilisée

– et un Reich liquidant à jamais et à temps le communisme soviétique et assurant la paix du continent.

C'est cette vision d'avenir du jeune monarque anglais qui assura sa chute. Les bellicistes, Juifs en tête, ne pouvaient tolérer qu'Édouard VIII, matant les vieux démons, écartât la guerre antifasciste qu'eux avaient décidé d'imposer au Reich et au monde, dès l'arrivée de Hitler au pouvoir. Les jupons de Mrs Simpson ne furent qu'un prétexte hypocrite et dérisoire. C'est la paix qu'on jeta au fossé.

Par la suite, l'ex-Edouard VIII se rendit en 1938 à Berchtesgaden. L'entrevue avec le Führer fut exaltante et le roi-empereur déchu, avant de quitter le Reich, télégraphia à Hitler son admiration et sa reconnaissance, avec une chaleur stupéfiante chez un Anglais. Mais la chance avait passé.

Une fois rejeté le projet de réconciliation Hitler-Édouard VIII, Churchill, le funambulesque, collé aux vieilles marottes de l'Empire et veillant au grain antihitlérien, allait lui-même conduire l'orgueilleux navire britannique au naufrage.

Cet homme était, politiquement en 1938, démonétisé comme un assignat. Je l'ai connu personnellement à l'époque, dînant à sa table au restaurant des Communes.

Seule une guerre avec l'Allemagne pouvait le remettre en selle. Il ne manqua pas l'occasion, d'autant plus qu'abaisser une Allemagne devenue trop entreprenante correspondait à la politique plus que centenaire de son pays : veiller très strictement à ne jamais laisser, sur le continent, une tête s'élever plus haut qu'une autre.

Le Duc de Windsor, errant de Paris à Nice, avec ses chiens et son épouse, ne pouvait plus rien. Pour être certain qu'il ne réapparaîtrait jamais, et alors qu'une réconciliation anglo-germanique eût encore été grâce à lui imaginable en 1940, Churchill l'envoya au bout des îles Bahamas, méditer toute la

Seconde Guerre mondiale, sur le danger qu'il y avait à changer quoi que ce fût aux impératifs de la politique insulaire.

Si lui, ex-empereur et ex-roi, était réduit à l'inutilité, que pouvait Hitler pour changer quoi que ce fût à l'éternel comportement des Britanniques ? Son plan était accroché à une chimère.

Hitler voulut y croire envers et contre tout. Toute sa vie, il s'acharnerait, malgré les rebuffades, à essayer de convaincre les Anglais. Il avait été jusqu'à accepter, en 1935, de réduire la flotte allemande à un tiers de la flotte britannique. Et même ce tiers, il ne chercha pas à l'atteindre entre 1935 et 1940.

A Dunkerque, à la fin de mai 1940, il eût pu enserrer 300 000 Anglais dans sa nasse. Cela eût été pour lui un jeu d'enfant. Ses chars pouvaient en quelques heures se rabattre du nord-est et remonter du sud-ouest, fermant la boucle. Il ne le fit pas. Délibérément il mécontenta ses généraux remontant de Calais, et obligés de faire du surplace, alors que Dunkerque étalait devant eux ses toits bleus et la mer brillante à quelques kilomètres.

Il m'a dit lui-même, expliqué pourquoi il fit stopper ses armées à l'instant où la débâcle anglaise allait être consommée :

« Je n'ai pas voulu, me dit-il, qu'une défaite cuisante rendît plus difficile la réconciliation. »

En 1941 encore, Rudolf Hess, le bras droit de Hitler, jouerait sa vie, en un vol nocturne absolument inouï, pour aller se jeter en parachute sur le territoire britannique, dans le seul but de convaincre enfin les Anglais de la nécessité d'un apaisement.

Hess fut traité par Churchill avec une impudence innommable, incarcéré, puis envoyé après la Seconde guerre mondiale à Nuremberg comme « criminel de guerre », lui qui, justement, avait fantastiquement risqué sa peau pour mettre fin à la guerre en Occident.

Après plus de quarante ans d'étouffement sadique, devenu à demi paralytique et presque aveugle, Hess périrait, assassiné, dans un réduit de la prison de Spandau, la capitale de la vengeance.

En politique, la bonne foi est un défaut mortel. L'Anglais fut fort pendant des siècles parce qu'il n'avait jamais manqué d'être cynique.

Hitler eût pu parfaitement préparer et conclure une toute autre alliance : avec l'URSS par exemple. Ils eussent pu dévorer, ensemble, l'Europe à pleines dents.

Mais, d'abord, Hitler croyait, et il crut toujours, même au seuil de la mort, aux chers Anglais, ses cousins germains. Par-dessus tout, il était fondamentalement anticommuniste, et toute alliance durable avec les Soviets était, pour Hitler, impensable. Le communisme, il voulait non pas se le concilier, mais l'anéantir.

Une fois le territoire russe libéré, il eût créé, unie à l'Allemagne, la plus grande puissance de la terre, de la Mer du Nord à Vladivostok. Les populations russes, comme elles l'avaient fait tant de fois au cours de leur histoire, se seraient vite adaptées au dynamisme allemand. La compréhension mutuelle eût rapidement succédé à la force.

Dans une Europe immensément renforcée à l'Est, la France elle-même eût trouvé des débouchés fabuleux pour son économie, pour son industrie, pour ses cadres et, rapidement, pour sa jeunesse à la recherche d'un travail exaltant.

Tel fut le rêve européen que, pour la première fois, inscrivit Hitler dans son *Mein Kampf.*

Ce *Mein Kampf,* dicté en quelques semaines, tout imparfait qu'il eût été, dans son édification et dans sa recherche littéraire, étonne encore par son envergure.

La vue de Hitler sur l'Europe se complétait par une nouvelle conception du monde. Ce n'est pas seulement une construction politique qu'il voulait édifier, c'est un homme nouveau qu'il entendait créer. C'est une révolution totale qu'il voulait réaliser, celle des institutions, celle des relations sociales, celles de la répartition des forces mondiales, et par-dessus tout, celle de l'être humain, qu'il transformerait en un être d'élite, ayant surpassé la médiocrité et l'anarchie de l'individualisme.

« Celui qui ne voit dans le national-socialisme qu'un mouvement politique, ne sait presque rien à son sujet. Il correspond à la volonté de créer une humanité nouvelle. » Ces lignes, c'est Hitler lui-même qui les écrivit.

Sa vision dépassait le monde commun. Il croyait aux bouleversements cosmiques, aux millions d'années d'un complexe planétaire en constante effervescence. Il a consacré dans *Mein Kampf* des pages étonnantes aux espaces illimités, comme si, bien à l'avance, il avait deviné les expéditions humaines au sein des constellations.

Il ne parlait pas dans le vide. Avant même la Deuxième Guerre mondiale, en août 1939, il avait fait voler au-dessus de la mer Baltique la première fusée du monde.

L'homme nouveau que *Mein Kampf* annonçait ne serait plus l'homme banal d'une époque révolue, l'ouvrier besogneux, le bourgeois guindé dans son faux-col, le jeune homme inquiet devant un avenir fermé à triple clef.

Mein Kampf, comme l'a écrit Ernst Notte, un antinazi notoire, était « une construction intellectuelle dont le développement et la constance vous coupent le souffle. » Il faudrait – Hitler le savait – des années pour que cette conception du monde pénétrât lentement, difficilement, dans les mentalités, telle une aiguille qui doit perforer la carapace d'un saurien. L'aiguille, en 1945, se cassa sur la carapace. Mais, à la fin du XX[e] siècle, on cherche encore une autre aiguille !...

Hitler était en train de terminer *Mein Kampf* quand, en pleine nuit du 20 décembre 1924, à deux heures du matin, le directeur de la prison se précipita dans la cellule n° 7 pour annoncer au détenu qu'il était libre.

Les trois jurés à qui les magistrats avaient promis que, après six mois de prison, Hitler serait remis en liberté, à voir que celui-ci ne sortait pas et qu'on avait abusé leur bonne foi, avaient annoncé qu'ils allaient révéler et monter un scandale.

A dix heures du matin, comme un chef militaire qui prend congé de son unité, Hitler passa en revue le personnel de la prison. Il leur distribua, jusqu'au dernier pfennig, les 290 marks qui constituaient toute sa fortune. Les filles du chef de la prison et la plupart des garçons pleuraient. Du premier jusqu'à la dernière, tous étaient devenus nationaux-socialistes.

Hess, qui avait tapé à la machine l'essentiel de *Mein Kampf*, était le plus bouleversé : « Dans tous les cas, j'ai connu un génie autant qu'il est possible de l'être. »

Au dehors, l'avait-on oublié ?

Lorsque son ami le photographe Hoffmann lui apparut à la sortie de la forteresse, sa toute première parole fut : « Je recommencerai tout de nouveau. »

L'auto le ramena, en une heure, à sa modeste petite chambre de la Tierstrasse. Là, ce n'étaient pas les grosses légumes qui l'attendaient, mais les petites gens du quartier, apportant des aliments, des fleurs et même une bouteille de vin, cadeau fastueux à cette époque.

Quatre jours plus tard, c'était la Noël. La jeune et belle Américaine Hélène avait retrouvé son mari, le cher ami Hanfstaengl, un des plus fidèles camarades de Hitler, revenu de son exil en Autriche. Tous deux emmenèrent le Führer à leur nouvelle villa sur la rivière Isar. Il neigeait. Hitler demanda à son ami de lui jouer la « Mort d'amour » de *Tristan et Iseult*. Il avait faim avant tout de musique.

Pour la première, et sans doute pour la dernière fois de sa vie, il eut un moment de faiblesse. Après tout, il était un homme. Pendant un an, il avait été privé de toute sensibilité humaine. Il en était meurtri. Il appuya un instant, presque tendrement, sa tête sur l'épaule d'Hellène. Il l'aimait. Mais comme une déesse inaccessible.

Son regard se noya :

« Si seulement j'avais un cœur qui soit près de moi…

– Vous devriez vous marier » dit doucement Hélène.

Il se tut, conserva une minute encore un regard vide. Puis il se dégagea, redressa la tête.

« Je ne peux pas me marier, je dédierai ma vie entière à mon pays. »

Les lumières de Noël illuminaient la table. Le petit garçon de la maison, Egon, quatre ans, s'était blotti près de son oncle Dolf, comme il disait.

Au dehors, dans la neige et la faim, l'Allemagne attendait.

Attendait quoi ?

Le savait-elle elle-même ?

Le jour suivant, Hitler repartirait de zéro. Il recommençait la bataille.

SOMMAIRE

ACHEVÉ D'IMPRIMER EN NOVEMBRE 2002
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE FARESO
MADRID (ESPAGNE)

DÉPÔT LÉGAL: 4e TRIMESTRE 2002